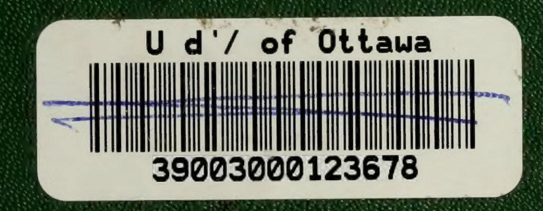

U d'/ of Ottawa
39003000123678



L'OPINION PUBLIQUE ET "LA GRANDE ILLUSION"

FRANCE ET BELGIQUE

"La Petite République" (M. Henri Turot), 17 Décembre 1910.

J'estime, pour ma part, que « La Grande Illusion » doit avoir, au point de vue de la conception moderne de l'économie politique internationale, un retentissement égal à celui qu'eut en matière biologique, la publication, par Darwin, de « l'Origine des espèces ».

C'est que M. Norman Angell joint à l'originalité de la pensée le courage de toutes les franchises, qu'il unit à une prodigieuse érudition la lucidité d'esprit et la méthode qui font jaillir la loi scientifique de l'ensemble des événements observés.

....

La plus utile de toutes les propagandes, la seule qui puisse mettre fin aux conflits menaçants, c'est la démonstration irréfutable que dans l'état actuel de la société moderne, la guerre est nuisible à tous, qu'elle est ruineuse, qu'elle ne peut apporter aucun avantage, même aux vainqueurs, et que, par conséquent, elle doit cesser d'être souhaitée, même par les hommes indifférents aux arguments de sentimentalité et partisans, au contraire, du droit du plus fort.

Cette démonstration, M. Norman Angell l'apporte avec une merveilleuse puissance de logique, ne laissant dans l'ombre aucun côté du problème, ne permettant à personne de s'échapper à l'aide de formules toutes faites ou de creuses déclamations. Il ne permet pas l'équivoque des mots, ni l'inexactitude des définitions. Il contrôle toutes les assertions, il dénonce les à peu près dont se contentent trop souvent les esprits superficiels ; il prouve, en un mot, que nous vivons, depuis des années, sur une compréhension absurde des événements contemporains... Sa thèse si hardie s'impose à la raison.

"L'Éclair" (M. E. Judet), 30 Juin 1911.

Le livre de Norman Angell a soulevé des enthousiasmes indescriptibles, et un admirateur généreux met au service de l'auteur cinq cent mille francs pour le répandre. Certes, il vaut la peine d'être lu attentivement.

"Revue Bleue", Mai 1911.

Fortement étayées, ses propositions émanent d'un esprit singulièrement réaliste, également informé et clairvoyant, qui met une connaissance des affaires et une dialectique concise au service d'une conviction, aussi passionnée que généreuse.

"Le Rappel", 24 Février 1911.

La thèse est soutenue d'une façon extraordinairement convaincante et au moyen d'arguments que le plus subtil des économistes, des sociologues ou des historiens ne saurait réfuter. ...Il est vivement à souhaiter que la presse de tous ces pays commente longuement ces chapitres, les reprenne, les développe au besoin et rende si familière à ses lecteurs toute cette argumentation, que les yeux s'ouvrent, que « La Grande Illusion » se dissipe et que la coupable folie de la paix armée disparaisse. Ce livre devrait devenir, pour quelque temps, comme une sorte d'Évangile pour chaque citoyen de ce monde.

"La Dépêche de Toulouse."

Le dangereux branle-bas auquel se prête en ce moment l'Europe rend la lecture des thèses que défend, avec une minutieuse audace M. Norman Angell, passionnante plus que jamais.

Au surplus, dès aujourd'hui, qui oserait dire que des arguments analogues à ceux que fait valoir M. Norman Angell ne pèsent pas, et d'un poids très lourd dans la balance des gouvernements? Les plus belliqueux ont au moins des doutes, à l'heure actuelle, sur les bénéfices que leur rapporterait une grande guerre européenne. Au dernier moment, la voix de la finance inquiète se fait entendre. « Il faut restaurer le crédit ! » crie-t-elle, et l'on redevient conciliant.

Les représentants des deux nations ne sont plus ici que des agents d'affaires, qui calculent, qui supputent, qui marchandent. Et derrière eux les financiers — plus d'une fois déjà on a senti leur « contrôle » — veillent à ce qu'on ne fasse pas d'impair.

C'est le maquignonnage, alors, dans toute sa laideur ? D'accord. Mais c'est une laideur rassurante. Quand les diplomates se mettent à calculer en économistes, il est permis d'espérer qu'ils n'oublieront plus qu'une conflagration européenne ne saurait être, en tout état de cause, une bonne affaire. Et c'est tout le bénéfice des peuples.

Un peu de réalisme nous éloigne de la paix ; souhaitons que beaucoup de réalisme nous en rapproche.

M. Jean Jaurès, au cours d'un débat devant la Chambre des Députés, le 13 Janvier 1911 (voir « Journal Officiel » du 14 Janvier 1911).

Il a paru, il y a peu de temps, un livre anglais de M. Norman Angell, « La Grande Illusion », qui a produit un grand effet en Angleterre. Dans les quelques jours que j'ai passés de l'autre côté du détroit, j'ai vu, dans les réunions populaires, toutes les fois qu'il était fait mention de ce livre, les applaudissements éclater ; et, ayant eu l'occasion de m'entretenir avec des conservateurs et unionistes anglais, ils ont été unanimes à me déclarer : ce livre dit la vérité. Et que dit-il, messieurs ? Il dit qu'aujourd'hui, avec l'internationalisme croissant des affaires, les intérêts de tous les peuples sont à ce point enchevêtrés qu'un désastre de l'un est un désastre pour tous.

....

Ainsi, de plus en plus, le réseau des intérêts oblige tous les peuples à se ménager les uns les autres, à éviter les grandes catastrophes de la guerre. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Extrait d'un discours du Rapporteur du Budget des Colonies, au Sénat français (Journal Officiel, 2 Juillet 1911).

A ce sujet, il convient de signaler la thèse si particulièrement intéressante de M. Norman Angell dans son œuvre la « Grande

Illusion ». Il s'étend avec énergie contre ce sentiment français qui considère peut-être encore trop que l'on ne possède une colonie que si on la domine, que s'il y a sur elle une autorité de possession.

Il faut que nous la réalisions, il faut que nous ayons le sentiment — c'est un point très délicat, mais de très grande importance — d'une politique d'indépendance, d'association et de coopération. Nous sommes encore beaucoup trop imbus de l'idée de domination. C'est la vieille formule de la politique espagnole des premiers temps de la conquête lointaine, quand les colonies, leurs populations, leurs richesses étaient matière à exploitation sans frein.

J'ai cité entièrement le passage de l'œuvre dans mon rapport, mais je sais par expérience que, si l'on consulte quelquefois les rapports, on les lit moins souvent.

M. Gaudin de Villaine. On lit les vôtres.

M. le rapporteur. Voici ce que dit M. Norman Angell.

(Une grande partie du chapitre VII, première partie, est alors lue au Sénat par le rapporteur qui conclut :)

Il est évident qu'il y a là une vue des plus suggestives, et cela doit être pour nous un sujet de méditation, au moment même où nous voulons organiser et administrer nos nouvelles possessions. (*Très bien ! très bien !*)

"Le Peuple", Bruxelles (M. Maurice Sluys), 4 Mai 1911.

Par l'impression énorme qu'il a produite, les polémiques sans fin qu'il a suscitées dans les journaux du monde entier, M. Angell a fait un bien inestimable à la cause de la paix. M. Angell est pacifiste, mais il n'appartient pas à cette catégorie de pacifistes qui vont dénonçant les horreurs de la guerre et tressant des couronnes à la déesse Paix. Son argumentation est dépouillée de toute sentimentalité et de tout puérilisme.

Le livre de M. Angell est un simple rappel au bon sens et aux saines notions de la plus élémentaire économie politique — et c'est en cela qu'est toute sa valeur, parce que cela en fait un livre lisible et compréhensible pour la masse du peuple.

C'est avec une vraie joie que j'ai lu le livre de M. Angell,

que j'ai suivi son style clair et nerveux. Les polémiques en réponse aux critiques que sa thèse souleva sont de vrais modèles de journalisme compétent, honnête et sérieux, vidant les formules et les lieux communs des militaristes, des politiciens, des diplomates et des sous-diplomates plus dangereux encore, qui encombrent les officines des journaux et déversent leur prose sensationnelle et malfaisante. Je n'ai pas en main la traduction française de la « Grande Illusion », je ne sais si elle a conservé toute la fraîcheur d'improvisation et de clarté de style de l'original, mais ce qu'elle n'a pu lui faire perdre, c'est la force de son argumentation, précise, évidente, irréfutable — et irréfutée jusqu'ici d'ailleurs.

ANGLETERRE

"The Daily Mail."

Aucun livre n'a attiré l'attention plus que la « Grande Illusion » et n'a stimulé davantage la pensée du siècle. Publié sans éclat, œuvre d'un auteur inconnu, ce livre a graduellement fait son chemin et il est devenu un élément important de la discussion du problème de la limitation des armements et de l'arbitrage.

"The Daily Chronicle."

M. Angell a contraint tout lecteur dont l'esprit est ouvert et honnête à une nouvelle façon de penser sur la guerre. L'achat de ce livre est la meilleure dépense qu'on puisse faire de « half-a-crown » aujourd'hui en Europe.

"Nation."

Aucune étude politique n'a, de nos jours, aussi profondément remué nos classes dirigeantes. Une ferveur, une simplicité, une force qu'aucun écrivain politique de notre génération n'a égalées mettent son auteur à côté de Cobden au premier rang de nos pamphlétaires et en font peut-être le premier depuis Swift.

"Edinburgh Review."

La thèse principale de M. Angell ne saurait se discuter, et quand les faits qu'il met en lumière seront pleinement reconnus, il se produira une nouvelle révolution diplomatique plus profonde que celle de 1756.

"Daily News."

Les questions que l'auteur pose sont si simples, les faits par lesquels il y répond sont si incontestables, l'illusion populaire qu'il dévoile est si grande et si dangereuse, que son livre n'a pas seulement fait sensation dans les milieux littéraires, mais a aussi fortement ébranlé la conscience de certains personnages haut placés dans le monde politique. Les critiques n'ont pu trouver de point faible dans l'analyse de Norman Angell qui est logique, cohérente et conduite de main de maître.

M. Henry W. Nevinson, "Conway Memorial Lecture", 17 mars 1911.

C'est un livre qui non seulement laissera son empreinte sur l'intelligence humaine, mais dont on retrouvera la trace dans l'histoire ultérieure.

M. J. W. Graham, M. A., dans "Evolution and Empire".

Le monde a une dette envers Norman Angell. Il est l'initiateur d'une nouvelle phase de la pensée. — Je ne pense pas qu'aucun autre livre, depuis « l'Origine des Espèces », ait, à lui seul, dissipé autant d'erreurs, et fait faire à la pensée un tel pas en avant.

Sir Harry Johnston, "Nineteenth Century and After", décembre 1910.

Rien de ce que l'on a écrit jusqu'ici, n'a réussi aussi bien démontrer la futilité de toutes les grandes guerres. Tout citoyen d'un pays à tendances guerrières et militaristes devrait lire ce remarquable livre.

Sir Frank Lascelles.

Me trouvant auprès du défunt roi, Sa Majesté me signala un livre de Norman Angell qui venait de paraître, intitulé « La Grande Illusion.» Je l'ai lu, et tout en pensant qu'il n'est pas encore d'actualité, je suis convaincu qu'il changera le point de vue de l'avenir.

M. Harold Begbie, dans "The Daily Chronicle".

Une idée nouvelle s'est subitement imposée à l'attention des hommes. Ce n'est pas une exagération de dire que ce livre rend plus sensible le poids intolérable de la guerre, et force la raison, plus que tous les beaux appels à la moralité de Tolstoï. C'est le plus sage écrit en faveur de la paix que l'on puisse trouver aujourd'hui.

"Birmingham Post."

La force, l'originalité, la logique indiscutable de la « Grande Illusion » l'ont fait apprécier de plus en plus ; grâce à ces qualités, son auteur est aujourd'hui cité par les hommes d'État et les diplomates non seulement en Angleterre, mais en France, en Allemagne et en Amérique.

"Glasgow News."

L'œuvre de M. Angell attirerait l'attention, ne fût-ce que pour l'audace avec laquelle il ose affirmer que les idées généralement acceptées sont autant de chimères. Et quand nous ajoutons qu'il soutient sa thèse dans un langage brillant et qui force à penser, nous en avons assez dit pour montrer que tout esprit sérieux a intérêt à la parcourir.

"The Western Mail."

Une théorie nouvelle, audacieuse, saisissante !

"Western Daily Press."

Les idées de l'auteur paraîtront révolutionnaires à beaucoup au premier abord. La thèse en est si nouvelle que M. Angell ne doit pas s'attendre à ce que l'on soit de suite d'accord avec lui. Son livre est une contribution originale et de haute valeur à l'étude du problème politique le plus alarmant du jour.

OPINION COLONIALE

M. W. M. Hughes, député d'Australie, dans une lettre adressée au "Sydney Telegraph".

C'est un livre remarquable, un livre que l'on est glorieux de lire. C'est un livre gros des plus belles promesses de l'avenir pour l'Humanité. La Paix — non sous l'effigie de La Haye, blottie et tremblante, à l'ombre sinistre de six millions de baïonnettes — mais la Paix réelle y apparaît comme un idéal réalisable de nos jours.

Sir George Reid, Australian High Commissioner, in London (Sphinx Club Banquet), 5 mai 1911.

Je considère que l'auteur de ce livre a rendu à l'Humanité un des plus signalés services qu'il ait jamais été donné à un écrivain de lui rendre. Ou, pour éviter toute exagération, un des plus grands services qu'ait rendu aucun écrivain de ce dernier siècle.

"Sydney Bulletin."

Aucune publication récente n'a produit un tel effet dans un laps de temps aussi court. C'est un livre de grande valeur. C'est de beaucoup la contribution la plus notable qu'on ait faite à la propagande antimilitariste. Elle dissipe bien des brouillards amassés autour du sujet.

"The Western Mail" (Perth, Australie).

C'est de beaucoup la plus frappante révélation de la folie des armements modernes qu'il soit possible de trouver dans la littérature actuelle.

"South African Weekly Standard."

C'est l'argumentation la plus magistrale et la plus frappante en faveur de la paix que l'on ait vu produire jusqu'ici.

ÉTATS-UNIS

"New York Times", 12 mars 1910.

C'est un livre qui force à réfléchir ; un livre ainsi rempli d'idées neuves mérite l'accueil qu'on lui fait. Son auteur jouit de l'approbation presque unanime de ses contemporains, et cette approbation est exprimée par des hommes éminents et influents, et par d'innombrables rédacteurs de journaux à la recherche de héros à encenser. De plus, on éprouve à le lire un réel plaisir esthétique, et la plupart d'entre nous n'en demandent pas davantage à un livre.

"The Evening Post", Chicago, 17 février 1911.

Ce livre, à la lecture, ne satisfait pas seulement la curiosité ; il étonne et il ébranle. Ce n'est pas, comme l'on s'y serait attendu, une répétition plus vigoureuse des objections à la guerre qui nous sont familières. C'est au contraire — semble-t-il — une contribution nouvelle à une œuvre révolutionnaire de la plus haute portée, la destruction totale de toutes les idées courantes sur la politique internationale ; quelque chose qui est, pour cette question, ce qu'a été « L'Origine des Espèces » pour la biologie.

Ce livre paraît être tout cela. — Je dis « paraît », non parce que ce livre ne convainc pas, mais parce qu'il convainc si complètement. Le paradoxe est si parfait qu'il doit s'y cacher une erreur. A première vue, la thèse principale de l'auteur paraît absurde, mais avant qu'on ait fini le livre, elle semble tomber sous le sens. C'est une thèse qui, une fois établie, fournira aux avocats du désarmement un argument matériel fondé sur le bon sens.

Il y a ici matière à réflexion continue. M. Angell ne permet pas de supposer que le hasard a produit certains résultats ; il démontre d'où ces résultats proviennent et d'où ils devaient inévitablement provenir.

On revient cinquante fois à ses arguments pour y découvrir quelque sophisme. N'en trouvant pas, on contemple avec émerveillement l'avenir sur lequel le livre semble projeter son ombre.

"Boston Herald", 21 janvier 1911.

Voici un livre qui fait époque et qui devrait être entre les mains de quiconque s'intéresse au progrès humain. La critique qu'il renferme n'est pas seulement magistrale, elle est accablante, car l'argument principal en est irréfutable, même si la controverse peut s'attaquer à l'un de ses détails. L'auteur a saisi l'ensemble du sujet et l'a serré de près avec une impitoyable logique qui assurera l'actualité de son œuvre pendant de longues années encore.

"North American" (Philadelphie).

Ce petit volume sans prétention fait, et fera probablement plus, pour l'avènement de la paix permanente, que tout autre appel qui ait jamais été fait à la raison pure.

"St. Louis Globe-Democrat."

M. Angell a jeté au panier les théories usées, les vieilles maximes de la politique, les « shibbolets » des diplomates, les déclarations des politiciens véreux sur la nécessité de la guerre. C'est une argumentation brillante, une monographie remarquable.

"Everybody's Magazine", mai 1911.

L'esprit de M. Angell est un instrument tranchant, mais il s'en sert en homme de science et non en polémiste. Ce n'est pas un propagandiste, il ne cherche qu'à éclairer. Son livre n'est pas un plaidoyer, c'est une démonstration.

"Life" (New York).

Cette enquête sur la nature et l'historique des forces qui ont dirigé et qui dirigent notre développement éclaire d'une plus vive lumière la signification et le résultat probable de la « guerre à la guerre » que tout ce qui a été écrit sur ce sujet des deux côtés de l'Atlantique. Le service indiscutable que M. Angell nous a rendu dans la « Grande Illusion », est d'avoir mis un ordre intelligent dans ce qui n'était que chaotique.

ALLEMAGNE

Professor Karl von Bar.

Je suis particulièrement d'accord avec l'auteur sur deux points : 1° que, dans l'état présent de l'organisation sociale, la tentative par une nation de détruire le commerce ou l'industrie d'une autre nation, coûte au vainqueur plus qu'au vaincu ; et, 2°, que la force physique est, dans les affaires humaines, un facteur qui va constamment en s'affaiblissant. La génération nouvelle paraît s'en rendre compte de plus en plus.

Dr Frederich Curtius.

Ce livre convaincra chacun, je l'espère, que, de nos jours, le fait de chercher à résoudre des conflits industriels ou commerciaux par les armes, est un non-sens. Je doute que les gens instruits en Allemagne partagent cette « illusion », ou s'imaginent que les colonies ou les richesses puissent être prises de force. Une guerre, motivée par un conflit d'ordre moral, le seul qu'il soit possible de justifier, est inconcevable entre l'Angleterre et l'Allemagne.

Professor Walther Schücking.

Norman Angell a montré — et c'est la première fois que cela a été montré avec une pareille force — quelles sont les vraies bases économiques et politiques du monde contemporain, sur lesquelles on verra s'élever la paix future.

Wilhelm Ostwald (qui a occupé des chaires dans plusieurs universités allemandes, ainsi qu'à Harvard et à Columbia).

D'un bout à l'autre, « La Grande Illusion » exprime mes propres opinions.

Dr Sommer, Membre du Reichstag.

C'est une œuvre d'actualité, que chacun devrait étudier, qu'il soit homme d'État ou économiste.

Dr Hans Wehberg, jeune juriste déjà très connu, auteur du « Right of Capture », qui vient de paraître en anglais (King and Son).

Ce livre mérite une cordiale bienvenue. J'ai défendu le même point de vue dans mon « Right of Capture ». Nous sommes en désaccord sur un seul point : M. Angell ne me paraît pas apprécier suffisamment les lois morales du progrès.

Dr Max Nordau.

Si les destinées des peuples se réglaient suivant l'intérêt ou la raison, un tel livre aurait une influence décisive. Ce livre convaincra la minorité d'esprits clairvoyants grâce auxquels la vérité se propagera peu à peu et conquerra le monde.

Dr Albert Sudekum, Membre du Reichstag, auteur de plusieurs livres sur le gouvernement municipal, éditeur d'annuaires municipaux.

Je considère ce livre comme une contribution de haute valeur à une meilleure compréhension de la vraie base de la paix internationale.

Dr Otto Mugdan, membre du Reichstag, membre de la Commission de l'Emprunt National, Administrateur délégué de la Commission pour la Vérification des Comptes, etc.

On ne saurait mieux démontrer l'interdépendance financière des nations civilisées modernes et la futilité économique des conquêtes.

Professor K. von Amia, auteur et journaliste.

Ce livre m'a procuré un rare plaisir par sa complète et humoristique réfutation de quelques erreurs politiques fondamentales. Il prouve ce que j'ai longtemps senti et je souhaite qu'il se répande pour faire un bien incalculable. Je souscris à chaque ligne.

A. C. Strahl, membre du Reichstag, auteur de livres et de pièces de théâtre.

J'ai été particulièrement frappé de l'importance de la thèse soutenue dans « La Grande Illusion, » et je l'approuve entièrement. Je saisirai la première occasion pour la signaler à l'attention du Reichstag.

"Ethische Kultur," Berlin, 15, 7, 1911.

Si les antimilitaristes ont formulé beaucoup d'objections pratiques contre la guerre, personne ne l'a combattue sur le terrain de l'économie politique comme le fait Angell. Sa méthode force la conviction même de ceux qui prennent tout raisonnement à longue portée pour de l'idéologie. Si Angell fait du réalisme politique dans son plaidoyer contre la guerre, il n'est cependant pas matérialiste. Son argumentation repose sur une conception si vraie et si forte du rôle des mœurs dans tout mouvement mondial et économique qu'on lit son livre avec un réel plaisir. En même temps que le non-sens économique du militarisme, il démontre la haute importance que l'organisation internationale du travail paisible et honnête a eue pour l'éducation de l'Humanité.

"Der Tag", Berlin, 5 août 1911.

...ce jugement, qui repose sur des considérations économiques absolument justes, doit, dans l'intention de l'auteur, pénétrer la pensée des contemporains. Dans ce but, l'auteur entreprend de tirer au clair, comme il convient, les sentiments, les idées et les pensées de ses adversaires et il les soumet à une critique probante. C'est une sorte de réfutation logique du chauvinisme dont les contradictions et les absurdités sont exposées sans merci. L'auteur est en outre un économiste et un sociologue tout à fait remarquable.

"Kölnische Zeitung", 19, 4, 1911.

Le lecteur reconnaîtra que la question de la paix est traitée ici d'une façon nouvelle et avec une clarté remarquable. Le

fait essentiel d'où procèdent tous les arguments contre la guerre, à savoir l'internationalisation du crédit, n'avait été envisagé avec autant de pénétration dans aucun écrit contemporain. Il est encourageant de voir démontrer par un homme, à la fois pratique et sentimental, que plus l'interdépendance financière grandit, et plus la guerre devient une entreprise sans profit. On ne retire plus rien de la guerre, pour s'exprimer vulgairement. On se trouve forcément d'accord avec Angell.

"Die Zeit," Vienne, 2 avril 1911.

Un livre a surgi, qui cherche à dissiper par ses lumières l'épais brouillard qui plane sur notre époque de contradictions... On ne peut passer à côté d'un tel livre... Dès la première page l'auteur se défend d'être pacifiste. Et en effet, ce qu'il considère avec tant d'autres comme étant le pacifisme, à savoir : l'opposition à la guerre pour des raisons purement sentimentales... n'est pas le fait de Norman Angell. Il ne se contente pas d'accumuler affirmations sur affirmations, il s'efforce d'apporter des preuves. Il se sert d'arguments, de faits, d'images... Il sait opposer d'excellents arguments à ceux que l'on entend éternellement dans la bouche des défenseurs du militarisme.

"Der Türmer," Stuttgart, mai 1911.

Il s'agit, dans cet écrit, d'une découverte qui devrait avoir sur nos contemporains l'effet d'un orage bienfaisant... Nous ne recommandons pas ce livre parce qu'il dit ce que nous disons ; nous ne le louons pas parce que l'auteur y démontre brillamment que la nature humaine, soi-disant immuable, s'est transformée constamment au cours des siècles, et que de sauvages guerriers sont devenus de paisibles citoyens ; ni parce qu'il montre l'élimination de la force physique s'accélérant toujours davantage. Non, la valeur de l'ouvrage réside dans la preuve désormais acquise de l'impuissance de la guerre sur le terrain économique.

LES AUTORITÉS FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES

"Economist."

Aucun écrit aussi court n'a fait réfléchir aussi utilement le commun des hommes sur la question de la défense des armements, sur la panique et sur la guerre... La publication de ce livre a valu à la cause de la réduction des dépenses militaires quelques conversions auxquelles on ne se serait guère attendu.

"Investor's Review," 12 novembre 1910.

Depuis des années il ne nous a pas été donné de lire un livre qui nous ait autant intéressé et charmé... L'auteur y soutient et y prouve que les conquêtes n'enrichissent pas le conquérant dans les conditions actuelles du monde, qu'il n'y a pas de rapport entre la suprématie militaire et la prospérité commerciale, si ce n'est le rapport du gui au chêne, et que de réelles indemnités, sous la forme de richesses tangibles, ne peuvent plus être obtenues. Les jours du butin sont passés pour les nations civilisées dont la fortune se déplace par de simples jeux d'écriture et se chiffre par des comptes. Le style du livre, sincère, clair et simple avec quelques traits « d'humour » ironique, en rend la lecture très facile.

"Journal of the Institute of Bankers of Great Britain."

C'est une des plus brillantes contributions à l'étude des relations politiques internationales qui ait paru depuis longtemps. Que le lecteur soit d'accord ou non avec les conclusions de l'auteur, il ne pourra qu'admirer la force du raisonnement, et se verra obligé d'admettre que les arguments de l'auteur sont irrésistibles sur bien des points. Les personnes qui ne l'ont pas encore lu feront bien de se dépêcher.

"American Journal of Political Economy."

C'est le meilleur traité qu'on ait écrit jusqu'ici sur la guerre au point de vue économique.

"American Political Science Review."

On peut se demander si la littérature pacifiste de tout le monde anglo-saxon a rien produit en fait d'étude, d'aussi significatif.

"Export" (l'Organe de l'Union Centrale de géographie commerciale).

Ce livre est le seul dans lequel l'exposé des arguments contre la guerre soit fait au point de vue d'une politique pratique et en considération du seul avantage commercial (Real- und Handelspolitikers) ; par la logique impitoyable avec laquelle l'auteur expose les erreurs et les illusions des militaristes... par son sens de la réalité et sa réfutation vigoureuse des arguments militaristes, ce livre est unique.

L'OPINION MILITAIRE

"United Service Magazine", mai 1911.

C'est un traité exceptionnellement clair sur un sujet passionnant et qu'aucun militaire, qui réfléchit un peu, ne doit négliger de lire... Ce genre de littérature exaspère en général le militaire, parce que ce que l'auteur cherche à prouver et les opinions qu'il cite à l'appui sont en contradiction avec la science et l'expérience du militaire. Sa vanité aussi est fréquemment blessée, car le pacifiste a trop souvent l'air de considérer la profession militaire comme la carrière exclusive des esprits brutaux et des chauvins, et il a l'air de faire fi de l'expérience du militaire, sous prétexte que le militaire ne saurait juger

avec un patriotisme impartial une question où son pain quotidien est en jeu... Le livre de M. Angell mérite d'être chaudement loué à cet égard. Il ne contient rien de cette sentimentalité ridicule que l'on trouve en général dans les écrits pacifistes. L'auteur a voulu évidemment montrer les faits tels qu'il les voit et il a cherché à en tirer les conclusions qu'ils comportent sans faire d'esprit et sans obscurcir le sujet par un langage technique. Sa méthode consiste à exposer de son mieux, dans un premier chapitre, les arguments de la politique militariste d'aujourd'hui en citant ses meilleurs interprètes, et en exposant leurs vues si clairement que celui-là même est au courant de la question qui l'ignorait précédemment... Tout citoyen ferait bien de lire le livre de M. Angell et de le lire jusqu'au bout. Il y trouvera la clarté de vues et la pétillante concision de Swift dans ses meilleurs jours.

" The Army Service Corps Quarterly ", avril 1911.

Les idées de ce livre sont si originales et si ingénieuses, et sont défendues parfois avec tant de force et de bon sens qu'on ne peut les écarter du premier coup comme déraisonnables... Il y a matière ici à profonde réflexion... Nous devrions surtout encourager la vente de la « Grande Illusion » à l'étranger, chez les nations qui paraissent songer à nous attaquer.

" War Office Times."

... Ce livre devrait être lu par tous ceux qui désirent se rendre compte de la force et de la faiblesse de ce pays.

" Army and Navy Journal " (N.Y.), 5 octobre 1910.

Si tous les antimilitaristes défendaient leur cause avec la candeur et la loyauté de M. Norman Angell, nous chercherions non pas à les précipiter dans la tombe, mais à nouer avec eux une franche et cordiale camaraderie intellectuelle. M. Angell a déployé dans son livre plus de bon sens que les sociétés pacifistes n'en ont manifesté depuis qu'elles existent. Nous n'avons

jamais trouvé, dans aucun écrit sur la paix ou sur la guerre, une démonstration plus claire du sentiment qui détermine les préparatifs militaires que dans le premier chapitre de M. Angell. Ce livre vaut mieux que toute une bibliothèque pleine de ce galimatias sentimental qui prétend, depuis trop longtemps, être l'expression des plus belles aspirations de l'humanité à la paix universelle.

La Grande Illusion

Cet ouvrage paraît simultanément

En France.........	*chez*	NELSON..........................	Paris.
En Allemagne....	»	VITA DEUTSCHES VERLAGS-HAUS........................	Berlin, Charlottenbourg.
En Angleterre....	»	W. HEINEMANN.............	Londres.
En Amérique.....	»	G. P. PUTNAM'S SONS......	New-York.
En Danemark et Norvège....	»	E. JESPERSENS................	Copenhague.
En Espagne.......	»	NELSON..........................	Madrid.
En Finlande......	»	W. SODERSTRÖM.............	Borgä.
En Hollande......	»	A. W. SIJTHOFF.............	Leyde.
En Italie..........	»	ASSOCIAZIONE DELLA STAMPA	Rome.
Au Japon..........	»	THE HAKUBUNKWAN PUBLISHING Co.	Tokio.
En Suède..........	»	P. A. NORDSTEDT ET SÖNER.	
Bengali. Tamil. Gujerato. Marathi. Hindu.	»	F. I. BROOKS.................	Madras.

N N

La Grande Illusion

Par
Norman Angell

Paris
Nelson, Éditeurs
189, *rue Saint-Jacques*
Londres, Édimbourg et New-York

N N

PRÉFACE DE LA DEUXIÈME ÉDITION FRANÇAISE

Quoique la question que traite ce livre y soit discutée surtout par rapport au conflit anglo-allemand, ce conflit particulier peut servir d'illustration à des principes dont l'application est universelle, et que l'on invoquerait de même si l'on discutait le conflit franco-allemand ou tout autre cas de rivalité entre les grandes puissances civilisées.

Il est notamment certain que les principes que j'ai cherché à exposer dans ce livre ont un intérêt tout particulier pour la France.

Mon but est de prouver non que la guerre est impossible, mais qu'elle est inutile ; que l'évolution économique des temps modernes a rendu désormais impossible d'obtenir aucun avantage social ou économique par la conquête. Quand les faits sur lesquels s'appuie cette thèse auront été pleinement reconnus par l'opinion publique européenne — et, à l'heure qu'il est, on ne les reconnaît

pas du tout — les mouvements agressifs qui menacent actuellement la France n'auront plus de raison d'être.

Mon livre n'est ni antimilitariste, ni pacifiste, dans le sens ordinaire de ces mots. Je ne conseille à aucune nation de rester actuellement sans défense ; mais je cherche à démontrer qu'aucun État n'a intérêt à en attaquer un autre et que la nécessité d'être constamment en mesure de se défendre est due à ce que chacun croit que cet intérêt existe pour les autres. Et une nation comme la France jouira d'une sécurité toujours plus grande, à mesure que l'opinion publique européenne se rendra mieux compte que les nations n'ont plus aucun motif de s'entr'attaquer.

Voulant m'adapter aux besoins d'une époque où l'on ne lit plus de longs ouvrages, j'ai suivi une méthode un peu spéciale pour traiter mon sujet :

J'ai fait, en guise d'introduction, un exposé très abrégé des tendances générales de mon argumentation.

J'ai résumé les arguments économiques dans le troisième chapitre de la première partie, et les arguments d'ordre moral et psychologique dans le deuxième chapitre de la deuxième partie.

Dans la troisième partie, j'ai indiqué mes conclusions pratiques, à savoir : qu'il est encore

nécessaire pour les nations de maintenir un état de défense effectif, mais qu'il est surtout nécessaire et urgent d'éclairer l'opinion publique européenne, dont dépend tout progrès, et j'ai indiqué la méthode à suivre pour parvenir à éclairer cette opinion.

Quoique cette méthode m'ait obligé à répéter certains faits et certains exemples, les répétitions dont je m'accuse tiennent peu de place et j'ai tenu plutôt à la clarté de mon argumentation qu'au respect des conventions littéraires.

J'ajouterai un mot personnel qu'on voudra bien me pardonner.

Ayant passé près de vingt ans de mon existence en France, j'ai subi la puissante influence de ce pays, et ce livre est dû en partie au mouvement d'idées nouvelles que l'on voit s'y dessiner si nettement.

Il n'y a qu'un siècle et demi que le travail intellectuel de deux ou trois Français, et l'influence que leur pensée a exercée en Europe, ont déterminé une Révolution qui a changé la face du monde. La pensée française a imprimé au commencement du XIXme siècle une trace indélébile sur toutes les institutions politiques. N'est-on pas en droit d'espérer que cette même pensée française et ce ferment intellectuel que l'on sent bouillonner

en France aujourd'hui, vont jouer un rôle important dans la reconstitution politique de l'Europe, qui doit être la tâche du XXme siècle ; et ne peut-on pas espérer que la puissance des idées françaises accomplira au commencement du XXme siècle ce que les armes françaises ont tenté vainement d'accomplir au début du XIXme siècle, à savoir le rétablissement de l'unité européenne ?

APERÇU SYNOPTIQUE

A QUOI répond donc la surenchère actuelle des nations européennes en matière d'armements ? Qu'est-ce qui l'a fait naître, qu'est-ce qui l'explique, notamment en ce qui concerne l'Angleterre et l'Allemagne ? Chaque nation, pour justifier ses propres armements, invoque la nécessité où elle serait de se défendre. Or cette nécessité implique qu'il y a d'autres nations qui croient avoir quelque intérêt à prendre l'offensive, car la défense n'a de sens que s'il y a une attaque préalable. Quels sont les mobiles que les nations attribuent aux voisins dont elles se méfient ainsi ?

On déduit ces mobiles de la présomption générale que toute nation est portée à se répandre au dehors et à employer sa force contre les autres, à cause de l'obligation où elle est de trouver des territoires et des débouchés pour une population et une industrie toujours croissantes ; ou bien encore, tout simplement, pour procurer à sa population les conditions d'existence les plus

favorables. — C'est ainsi que l'augmentation de la marine allemande est envisagée en Europe comme le signe évident du besoin pressant qu'a une population croissante d'obtenir une plus large place dans le monde. Ce besoin chercherait à se satisfaire aux dépens du commerce et des possessions coloniales de la Grande-Bretagne, si celles-ci n'étaient pas suffisamment défendues, et l'on en déduit cette conséquence que la prospérité d'une nation est en raison directe de sa puissance politique ; que l'avantage, en dernier ressort, dans un conflit entre nations considérées comme des unités qui se font concurrence, appartient à celle qui possède la supériorité militaire, car la plus faible succombera dans ce conflit, comme dans toutes les autres formes de la lutte pour la vie.

Voilà, brièvement exposée, la doctrine que l'auteur réfute en démontrant que cette doctrine, que l'on professe couramment, appartient à un stade de développement que nous avons dépassé et n'est par conséquent plus d'actualité.

Le commerce et l'industrie d'un peuple ne dépendent plus de l'étendue de ses frontières politiques ; la puissance militaire est désormais illusoire en matière économique et n'influe en rien sur la prospérité du peuple qui l'exerce ; une nation ne peut plus s'emparer par la force de la fortune

ou du commerce d'une autre nation, ni s'enri
en la subjuguant ou en lui imposant sa volonté.

Et la thèse de l'auteur se résume en un mot comme suit : la guerre ne peut aujourd'hui aider en rien les hommes, qu'ils soient conquérants ou conquis, à atteindre aucun des divers buts qu'ils poursuivent.

L'auteur établit cette thèse, qui paraît paradoxale, en montrant, en ce qui concerne le problème économique, que la richesse des pays civilisés repose sur le crédit et sur la foi des contrats commerciaux, qui sont eux-mêmes nés de cette interdépendance économique qu'ont produite la division du travail toujours plus grande et les communications toujours plus développées.

Si, par une tentative de confiscation, l'on empêche l'exécution des contrats commerciaux ou que l'on touche tant soit peu au crédit dont dépend la fortune publique, cette fortune disparaît, entraînant avec elle celle du conquérant. De telle sorte que, pour que la conquête ne nuise pas au conquérant lui-même, il faut que celui-ci respecte la propriété de l'ennemi : c'est dire que désormais toute conquête est une entreprise vaine au point de vue économique, puisque la richesse d'un pays conquis doit rester aux mains de ses habitants. Quand l'Allemagne a annexé l'Alsace, aucun

Allemand n'a pu s'approprier un seul mark comme butin de guerre. La conquête dans le monde moderne est un procédé par lequel on multiplie d'abord par X pour diviser ensuite par le même chiffre. De nos jours, le fait d'ajouter à son pays un territoire étranger n'augmente pas plus la fortune des habitants du pays que l'annexion du Comté de Hertford à la Cité de Londres n'augmenterait la fortune des Londoniens.

L'auteur montre encore que les intérêts financiers internationaux sont si intimement liés à ceux du commerce et de l'industrie, qu'un conquérant ne peut pas plus toucher au commerce de l'ennemi qu'il ne le peut à ses propriétés particulières. Il ressort de tout ceci que la prééminence politique et militaire ne peut rien procurer au commerce. Les négociants et les industriels des petites nations qui n'ont aucun pouvoir politique soutiennent avec succès la concurrence contre ceux des grandes puissances ; les Suisses et les Belges chassent les Anglais de leurs propres marchés coloniaux ; proportionnellement à sa population, la Norvège a une marine marchande supérieure à celle de la Grande-Bretagne ; le crédit public des petits États, dont le pouvoir politique est nul, est supérieur au crédit public des grandes puissances de l'Europe, le 3% belge étant à 96 quand

le 3% allemand est à 82, le 3½% norvégien à 102 quand le 3½ % russe est à 81.

Et les mêmes causes, qui ont rendu la puissance militaire futile au point de vue économique, l'ont aussi rendue illusoire en ce qui concerne les idées et les mœurs qu'on prétendrait imposer à un peuple conquis. L'Allemagne aurait beau s'être emparée du Canada et de l'Australie, elle ne pourrait en extirper ni le langage, ni les lois, ni la littérature, ni les traditions, pour en faire des colonies allemandes, dans le vrai sens du mot. La sécurité dans la jouissance de la propriété privée, (à laquelle il est impossible à un conquérant de toucher aujourd'hui), la rapidité de la circulation des idées que nous devons à la presse moderne et le fait que tout ce qui s'écrit peut se lire partout, permettent même à de petites communautés, complètement conquises, de faire entendre partout leur voix et de faire triompher les idées morales et sociales qui leur sont propres.

Du reste, une lutte soutenue simplement pour faire triompher un idéal ne sera plus jamais une lutte entre nations, car les idées se sont disséminées parmi les peuples, ont passé par-dessus les frontières, et ce n'est plus « de-ci ni de-là » de celles-ci que l'on trouve des idéaux différents et des camps opposés, mais à l'intérieur même de chaque pays.

Il n'existe pas d'État moderne dont tous les sujets soient uniquement catholiques ou protestants, libéraux ou monarchistes, démocrates ou aristocrates, socialistes ou individualistes ; c'est pour cela que les luttes d'ordre moral et spirituel se livreront désormais entre concitoyens d'un même État, intellectuellement et parfois inconsciemment associés à ceux qui partagent leurs sentiments dans d'autres pays.

Cette nouvelle classification sociale entraîne une orientation nouvelle de la combativité humaine vers des rivalités de classes et d'intérêts, plutôt que vers des rivalités de nations.

L'auteur montre que la guerre ne peut plus prétendre qu'elle assure la survivance du plus fort ; dans les conditions modernes, elle amène au contraire la survivance du plus faible, puisque ce sont les forts qui périssent ; et c'est pour s'être laissé séduire par une fausse analogie biologique que l'on a pu croire que la lutte entre nations faisait partie de l'évolution humaine.

Les nations guerrières n'hériteront pas de la terre ; elles représentent aujourd'hui la dégénérescence humaine, car le déclin du rôle de la force physique, dans toutes les sphères de l'activité humaine, a produit de profonds changements psychologiques.

Toutes ces tendances nouvelles, issues des conditions nouvelles du monde et notamment de la rapidité des communications, font que les problèmes de la politique internationale d'aujourd'hui sont tout différents de ceux d'autrefois. Et cependant nous laissons encore dominer notre pensée par les principes, les axiomes et la phraséologie même d'une politique surannée.

De ces faits si peu connus pourrait se déduire la solution du problème des armements. Il s'agirait de modifier l'opinion publique en Europe en proposant ces vérités à son attention ; on verrait alors diminuer et finalement disparaître tout motif d'agression, et, avec lui, s'affaiblirait le besoin de défense. L'auteur montre combien cette réforme répond aux besoins de la politique pratique et indique la méthode à employer pour la faire aboutir.

TABLEAU

PREMIÈRE PARTIE

LA QUESTION AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

DEUXIÈME PARTIE

LA QUESTION AU POINT DE VUE PSYCHOLOGIQUE

TROISIÈME PARTIE

LA CONCLUSION PRATIQUE A TIRER DE MA THÈSE

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LA QUESTION AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

LA THÈSE DES AMIS DE LA GUERRE AU POINT DE VUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

CHAPITRE II

LES AXIOMES DE L'HOMME D'ÉTAT MODERNE

CHAPITRE III

LA GRANDE ILLUSION

CHAPITRE IV

LA CONFISCATION EST UNE IMPOSSIBILITÉ ÉCONOMIQUE

CHAPITRE V

LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LA PUISSANCE MILITAIRE

CHAPITRE VI

LE CARACTÈRE ILLUSOIRE D'UNE INDEMNITÉ DE GUERRE

CHAPITRE VII

COMMENT L'ON « POSSÈDE » DES COLONIES

CHAPITRE VIII

LA LUTTE POUR « LA PLACE AU SOLEIL »

CHAPITRE IX

LES CONFIRMATIONS DE L'HISTOIRE ACTUELLE

DEUXIÈME PARTIE

LA QUESTION AU POINT DE VUE PSYCHOLOGIQUE

CHAPITRE PREMIER

LA THÈSE DES AMIS DE LA GUERRE

CHAPITRE II

LA THÈSE DES AMIS DE LA PAIX

TROISIÈME PARTIE

LA CONCLUSION PRATIQUE A TIRER DE MA THÈSE

CHAPITRE PREMIER

LE RAPPORT DE LA DÉFENSE A L'AGRESSION

CHAPITRE II

LES DEUX FACTEURS DE DÉFENSE

Les hommes ne règlent pas leur conduite sur les faits réels, mais sur ce qu'ils imaginent être des faits. — Comment l'on résout un problème de deux facteurs en en ignorant un. — Où conduit inévitablement une telle méthode. — La marine allemande considérée comme un luxe. — Ce qui arrivera si des deux côtés l'on ne s'occupe que d'armements.

CHAPITRE III

LA RÉFORME DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE EST-ELLE POSSIBLE ?

Parce que les hommes sont peu disposés à écouter la voix de la raison, ne faut-il pas la faire entendre ? — Les idées sont-elles immuables ?

CHAPITRE IV

LA MÉTHODE

La faillite relative des conférences de La Haye et sa cause. — L'opinion publique est la force motrice de l'action. — Cette opinion n'est stable que si elle est éclairée. — L'amitié entre nations et ses limites.

PREMIÈRE PARTIE

LA QUESTION AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

LA THÈSE DES AMIS DE LA GUERRE AU POINT DE VUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Où la rivalité des armements pourra-t-elle s'arrêter ? — Raisons de l'insuccès des pacifistes. — Pourquoi cet insuccès était inévitable. — L'attitude du pacifiste. — On présume que la prospérité des nations dépend de leur puissance politique, d'où découlerait la nécessité où elles se trouvent de se protéger contre l'agression des autres nations. — Tel est l'axiome universel de la politique internationale.

L'ON admet assez généralement que la surenchère actuelle des armements en Europe — notamment celle qui met actuellement aux prises l'Angleterre et l'Allemagne — ne peut continuer indéfiniment sous sa forme présente. Chacune des parties répondant aux efforts de l'autre par un effort semblable, le résultat le plus clair est qu'à la fin d'une période donnée la position relative des deux parties est exactement ce qu'elle était à l'origine, et leurs énormes sacrifices respectifs ont été faits en pure perte. Si l'on affirme que, dans le conflit anglo-allemand, l'Angleterre est à même de garder la première place parce qu'elle possède l'argent, l'Allemagne peut répliquer qu'elle peut garder cette même place parce qu'elle possède la

population, ce qui, en fin de compte, est une autre forme de la richesse. En attendant, ni l'une ni l'autre ne veut céder, se rendant compte que celle qui cèderait se mettrait à la merci de l'autre, et c'est là une situation que ni l'une ni l'autre ne voudrait accepter. Deux solutions courantes se présentent comme moyens de sortir de cette impasse. Il y a celle de la minorité (que la majorité des deux pays traite de groupe de rêveurs et de doctrinaires), qui espère résoudre le problème par un recours au désarmement général, ou tout au moins par une limitation des armements après entente. Et il y a celle du parti plus nombreux, généralement considéré comme plus pratique, qui est absolument persuadé que l'état actuel de rivalité et d'irritation continue devra forcément amener un conflit armé, lequel, réduisant l'une ou l'autre des parties à un état d'infériorité manifeste, tranchera la question, au moins pour un temps, jusqu'à ce qu'après une période plus ou moins longue un équilibre relatif soit rétabli, et que tout soit à recommencer *da capo*.

Cette seconde solution est acceptée dans son ensemble comme l'une des lois de la vie, un des fardeaux inévitables de l'existence quotidienne. Et dans le monde entier, ceux qui favorisent l'autre solution sont considérés comme des gens qui ne

se rendent pas compte des dures réalités de l'existence, et qui sont moins préoccupés de la sécurité de leur patrie, que du maintien d'un idéal quelque peu efféminé ; prêts à affaiblir la défense de leur pays sous prétexte qu'aucun ennemi ne sera assez méchant pour les attaquer !

A cela, l'homme viril oppose la loi de la lutte. La plus grande partie de ce que le dix-neuvième siècle nous a enseigné concernant l'évolution de la vie sur notre planète est mise au service de cette philosophie de la lutte pour l'existence. On nous rappelle que les plus forts survivent, que les plus faibles sont écrasés, et que toute vie, consciente ou non consciente, n'est qu'une lutte. Les sommes dépensées en armements sont la rançon payée par les nations pour leur sécurité et pour leur puissance politique. La puissance de l'Angleterre a été considérée comme le facteur essentiel de son succès industriel dans le passé ; son commerce se serait étendu, ses négociants se seraient enrichis, parce qu'elle a pu faire sentir sa force politique et militaire et exercer son influence parmi toutes les nations du monde. Si elle a dominé le commerce du monde dans le passé, c'est parce que sa marine, toujours victorieuse, a dominé, et continue de dominer, toutes les routes commerciales. Tel est l'argument couramment invoqué.

Le fait que l'Allemagne s'est, dans ces derniers temps, imposée à l'attention comme nation industrielle, développant à pas de géant sa prospérité générale et son bien-être, est considéré également comme le résultat de ses succès militaires et de la puissance politique sans cesse grandissante qu'elle arrive à exercer dans l'Europe continentale. Ces raisons, aussi bien en Angleterre qu'en Allemagne, sont acceptées comme des axiomes ainsi que le prouveront les citations qui seront faites dans le chapitre suivant. Je ne sache pas qu'une seule personne autorisée, tout au moins dans le monde de la politique pratique, les ait jamais contredites ou discutées. Ceux-là même qui ont occupé une position éminente dans la propagation des idées pacifiques sont d'accord sur ce point avec leurs plus acharnés adversaires. M. W. T. Stead, qui s'est acquis une si grande notoriété comme apôtre de la paix, a été un des chefs du parti qui réclame une forte marine pour l'Angleterre. M. Frédéric Harrison, connu toute sa vie comme le philosophe attitré de la paix, déclare que si l'Angleterre permettait à l'Allemagne de la dépasser dans cette course aux armements, « la famine, l'anarchie sociale, le chaos irrémédiable dans le monde industriel et financier en seraient le résultat inévitable. I Angleterre peut continuer d'exister...

mais avant de recommencer à vivre librement, elle devrait perdre la moitié de sa population qu'elle ne pourrait plus nourrir, et tout son empire colonial qu'elle ne pourrait plus protéger... Combien vaines sont les belles paroles sur la paix et la fraternité, alors que nous courons le risque d'une ruine indescriptible, d'une lutte mortelle pour l'existence nationale, de la guerre sous sa forme la plus destructive et la plus cruelle ». De l'autre côté, nous avons des critiques généralement anglophiles, tels que M. le professeur von Schulze-Gaevernitz, qui écrit : « Il nous faut notre marine (allemande) pour réduire la rivalité commerciale de l'Angleterre dans des limites où elle n'offrira plus de danger, et détourner le bon sens du peuple anglais de l'idée extrêmement menaçante de nous attaquer... La marine allemande est une condition de notre existence même et de notre indépendance, de même que le pain quotidien sur lequel nous comptons, non seulement pour nous mais pour nos enfants. »

En face d'une semblable situation, on est obligé d'admettre que l'argument ordinaire du pacifiste est absolument sans valeur, et il est sans valeur pour une raison très simple. Il accepte lui-même les prémisses que nous venons d'indiquer — à savoir, que la partie victorieuse dans la lutte pour la suprématie politique obtient certains avantages

matériels au détriment de la partie vaincue. Cette proposition semble si évidente, même au pacifiste, qu'il ne fait nul effort pour la combattre. Il plaide sa cause différemment. « On ne peut naturellement nier, dit un éminent défenseur de la paix, que le voleur tire certains avantages matériels de son vol. Ce que nous affirmons, c'est que si les deux adversaires consacraient au travail honnête le temps et l'énergie qu'ils consacrent à se faire mutuellement du tort, leur gain permanent ferait plus que compenser le butin qu'ils convoitent.

Certains pacifistes vont plus loin et affirment qu'il y a conflit entre la loi naturelle et la loi morale, et que nous devons suivre la loi morale, même à notre détriment. C'est ainsi que M. Edward Grubb écrit :

« La conservation personnelle n'est pas plus une loi finale pour les nations que pour les individus... Le progrès de l'humanité peut exiger la disparition (dans ce monde-ci) de l'individu ; il peut aussi exiger l'exemple et la leçon d'une nation martyre. Tant que la divine Providence aura besoin de nous, la foi chrétienne demandera que nous nous reposions pour notre sécurité sur les forces invisibles, mais réelles, de l'équité, de la vérité et de l'amour ; mais si la volonté de Dieu l'exigeait, nous devons être prêts, comme Jérémie l'enseignait autrefois à son peuple, à renoncer même à notre vie nationale pour atteindre ces grands objets vers lesquels tend la création tout entière. Cela peut être du fanatisme ; mais alors c'est le fanatisme du Christ et des prophètes, et nous sommes satisfaits de marcher à leurs côtés . »

The True Way of Life (Headley Bros., Londres), p. 29.

Tel est en général le ton de la propagande pacifiste. De nos jours, le comte Tolstoï s'est même montré irrité de l'affirmation qu'une réaction quelconque puisse être efficace contre le militarisme en dehors de la réaction morale.

Le pacifiste réclame l' « altruisme » dans les relations internationales, et ce faisant, il admet qu'une guerre victorieuse peut rapporter un avantage, si immoral soit-il, au vainqueur. Voilà pourquoi le caractère « inhumain » de la guerre tient une si large place dans son réquisitoire, et pourquoi il s'étend tellement sur ses horreurs, ses cruautés, ses désastres.

Il en résulte que les esprits réalistes et ceux qui sont engagés dans les luttes de la politique courante, en sont arrivés à considérer l'idéal de paix comme un encouragement à la perfection que l'on pourra atteindre un jour, quand la nature humaine sera améliorée au point de ne plus être elle-même, mais qu'on n'atteindra pas tant que la nature humaine restera ce qu'elle est, c'est à dire que la raison du plus fort sera la meilleure. Tant qu'il en sera ainsi, le plus fort abusera de sa force, et malheur à celui qui ne pourra pas se défendre.

Cette philosophie de la force n'est pas aussi dépourvue de moralité, ni aussi brutale que la simple observation des faits semblerait le faire

Nous savons que dans le monde, tel qu'il existe aujourd'hui, les honneurs vont à ceux qui sont forts tandis que les faibles sont objets de mépris. Le commerce et l'industrie sont aussi cruels que la guerre elle-même — leurs cruautés sont même plus longues, plus raffinées, bien qu'elles soient moins apparentes et qu'elles frappent peut-être moins l'imagination. Quelle que soit notre répugnance à admettre cette doctrine, nous sentons tous que les conflits d'intérêts dans ce monde sont inévitables, et que, puisque ces conflits sont des incidents quotidiens de notre vie particulière, on ne doit pas les déclarer anormaux dans ces luttes gigantesques qui, de temps en temps, changent le cours de l'histoire du monde.

Les esprits virils se demandent s'ils doivent s'arrêter à l'argument du caractère « inhumain » de la guerre. L'esprit humain accepte la souffrance, la mort même, comme un risque que nous pouvons tous courir, même dans la pratique courante de la vie ; personne n'hésite à monter dans un train à cause d'une collision possible, ni dans un bateau à cause d'un risque de naufrage. A la vérité, l'industrie, en temps de paix, prélève un plus lourd tribut de sang que la guerre elle-même, et ce fait est éloquemment prouvé par la statistique des accidents que causent les chemins de

fer, les pêcheries, les mines ou la navigation. La pêche de la morue a, depuis un quart de siècle, causé autant de souffrances que la guerre et la perte d'autant de vies, rien qu'en Europe ; des industries pacifiques, telles que la navigation, sont tout aussi meurtrières[1]. Notre administration pacifique des pays tropicaux prélève un tribut aussi lourd sur la santé et la vie humaines, et souvent, notamment dans l'Afrique occidentale, elle imprime au caractère humain une flétrissure morale aussi grave que celle que l'on peut reprocher à la guerre.

En regard de ces sacrifices que coûte la paix, le « prix de la guerre » est de peu d'importance, et l'on se rend compte que les autorités responsables des intérêts d'une nation ne doivent pas hésiter

[1] Le *Matin* faisait naguère une série de révélations où l'on voyait le patron d'un bateau de pêche à la morue, pour punir son mousse de quelque peccadille, lui ouvrir le ventre tout vivant, remplir ses intestins de sel et jeter son corps pantelant à fond de cale parmi les morues. L'équipage était si habitué à la brutalité que personne ne protesta d'une façon effective, et le crime ne fut connu que plusieurs mois plus tard par des bavardages au cabaret. Le *Matin* citait ce fait comme un exemple de la brutalité qui règne à bord des bateaux français qui font la pêche de la morue à Terre-Neuve.

De même, les journaux socialistes d'Allemagne se sont occupés récemment de ce qu'ils appellent : « *Les risques du champ de bataille industriel* » et ils ont montré que, depuis 1870, la mortalité due aux accidents du travail représente un chiffre supérieur à celui des pertes de vies humaines pendant la guerre franco-allemande.

à payer ce prix quand la protection de ces intérêts l'exige. Si un homme ordinaire est prêt — et nous savons qu'il l'est — à risquer sa vie dans tant de métiers ou de professions dangereuses, sans autre but que d'améliorer sa position ou d'augmenter ses ressources, pourquoi l'homme d'État refuserait-il les sacrifices exigés par la guerre, lorsque les grands intérêts qui lui sont confiés doivent en tirer profit ? S'il est vrai, et les pacifistes l'admettent, que la prospérité matérielle d'une nation puisse être augmentée par une guerre ; si, en d'autres termes, la guerre peut jouer un rôle dans la protection des intérêts de l'humanité, le gouvernement d'un peuple courageux a le droit de négliger les sacrifices et les souffrances qui en peuvent résulter.

Naturellement, le pacifiste se rejette sur un argument d'ordre moral : nous n'avons pas le droit de rien prendre par la force. Mais ici encore, le « bon » sens populaire se refuse à suivre les apôtres de la paix. Si un fabricant a le droit de se servir de tous les avantages que peuvent lui fournir ses ressources financières et industrielles contre un concurrent moins favorisé ; s'il a le droit — suivant l'organisation actuelle de l'industrie — d'éliminer ses rivaux dans des domaines où d'autres gens plus pauvres gagnent leur vie, et cela en perfectionnant la fabrication, la publicité et les services com-

merciaux, pourquoi une nation n'aurait-elle pas le droit de vaincre les autres nations par la puissance de ses corps de troupes ? Il arrive chaque jour, dans la lutte industrielle, que le « gros » prend avantage de *toutes* les faiblesses du petit, de son manque de ressources et même de sa mauvaise santé, pour lui enlever ses clients et vendre à meilleur compte. S'il était vrai que la rivalité industrielle fût toujours généreuse et que la rivalité nationale ou politique fût toujours cruelle, l'argument du pacifiste serait sans réplique ; mais nous savons qu'en fait tel n'est pas le cas, et c'est pourquoi le commun des mortels sent que l'on est obligé d'accepter le monde tel qu'il est fait, que la lutte et la guerre, sous une forme ou sous une autre, sont les conditions de la vie, sans qu'il soit en notre pouvoir de les changer. Et il n'est pas du tout sûr que la lutte armée soit nécessairement la forme la plus cruelle de ce combat qui existe dans tout l'univers. En tout cas, l'homme consent à en courir le risque, parce qu'il se rend compte que la supériorité militaire lui donne un avantage réel et tangible, un avantage matériel qui se traduit par le bien-être social général, par l'élargissement du marché commercial et par la protection contre la concurrence commerciale. Il affronte le risque de la guerre avec l'esprit du marin ou du pêcheur

affrontant le risque de se noyer, du mineur affrontant le risque du grisou, ou du docteur risquant de contracter une maladie fatale, parce que tous préfèrent courir le risque suprême plutôt que d'accepter pour eux-mêmes une situation secondaire et une existence plus humble, même au prix d'une sécurité complète. On se demande aussi si la vie la plus obscure est elle-même absolument à l'abri du danger. Pour peu qu'on connaisse la vie, on sait que, dans une foule de circonstances, c'est l'audace qui assure la sécurité.

Voilà pourquoi la propagande pacifiste a si piteusement échoué, et pourquoi l'opinion publique des pays européens, loin de s'opposer à la tendance qu'ont les gouvernements d'augmenter les armements, les pousse à augmenter plutôt qu'à réduire la dépense. Ce sont des vérités partout acceptées que puissance nationale signifie richesse nationale et avantage national ; qu'une extension de territoire signifie extension du marché industriel et qu'une nation forte peut procurer à ses membres des avantages que la nation faible ne saurait leur assurer.

En admettant ces prémisses, qui sont des axiomes universellement acceptés dans la politique internationale de l'univers, qui donc oserait prétendre que l'opinion ait tort ?

CHAPITRE II

LES AXIOMES DE L'HOMME D'ÉTAT MODERNE

Les axiomes précédents peuvent-ils être discutés ? — Quelques définitions remarquables. — Rêves allemands de conquête. — M. Frédéric Harrison et les résultats d'une défaite de l'armée anglaise et d'une invasion de l'Angleterre. — Quarante millions d'hommes mourant de faim.

Mais ces axiomes universels ne peuvent-ils pas être discutés ?

Est-il vrai que la richesse, la prospérité et le bien-être découlent de la puissance politique des nations, ou même qu'il y ait une relation entre ces termes ?

Est-il vrai qu'une nation civilisée peut se procurer un avantage moral ou matériel par la conquête d'une autre ?

Est-il possible à une nation d'enlever par la force une partie de la richesse matérielle d'une autre ?

Est-il possible pour une nation de « posséder », au sens réel, le territoire d'une autre, de le posséder, veux-je dire, de telle sorte que les citoyens de cette nation en tirent un avantage direct ?

Si demain l'Angleterre devait conquérir l'Allema-

gne, la conquérir complètement, réduire sa nationalité en poussière, le citoyen anglais en général en retirerait-il un profit ?

Si l'Allemagne infligeait une défaite à l'Angleterre, les sujets allemands, en général, y trouveraient-ils un avantage ?

Le fait qu'à toutes ces questions nous devons faire une réponse négative, et que cette réponse négative semble un défi au sens commun, montre combien nos axiomes politiques ont besoin de revision.

A lire les auteurs, on ne peut douter que les prémisses de la question ne soient telles que je les ai posées dans le chapitre précédent. Ceux qui ont parlé avec une compétence éprouvée des rapports internationaux des États, depuis Aristote et Platon jusqu'à Guillaume II, Roosevelt et même M. Blatchford, en passant par Machiavel et Clausewitz, nous fixent sur ce point. La thèse est admirablement exposée par deux écrivains de poids : l'amiral Mahan et le baron Karl von Stengel, délégué de l'Allemagne à la première conférence de La Haye. L'amiral Mahan écrit :

« Le vieil instinct de brigandage, qui fait prendre ce qu'on peut, survit encore... et la force morale ne suffit pas à assurer le succès sans la force physique. Les gouvernements sont des organismes et les organismes n'ont pas d'âme. Au surplus, les gouvernements sont des fidéicommissaires qui doivent, en cette

qualité, soutenir avant tout les intérêts légitimes de ceux dont ils ont la charge, je veux dire de leurs peuples... De plus en plus, l'Allemagne doit s'assurer l'importation des matières premières et le contrôle des régions d'où ces matières proviennent, si elle le peut. De plus en plus, elle a besoin de s'assurer des débouchés et de protéger l'importation des articles d'alimentation, puisqu'elle est de moins en moins capable de nourrir sa population toujours croissante. Cela implique la sécurité sur mer... Or la suprématie navale de la Grande-Bretagne implique l'exercice d'un contrôle continu du commerce allemand... Le monde a été longtemps habitué à l'idée d'une puissance navale prépondérante et a considéré que l'Angleterre était cette puissance-là ; or il a été remarqué que la prépondérance navale entraîne une prépondérance industrielle et commerciale, et c'est en vue de cette prépondérance qu'il y a conflit actuel entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Ce souci oblige un pays à chercher des débouchés et, quand il le peut, à s'en assurer le contrôle par la force, c'est-à-dire, en dernière analyse, par la prise de possession... De là découlent deux conséquences : qu'on cherche à conquérir, et qu'on veut organiser militairement ce qu'on a conquis pour le conserver... Ce n'est là que la forme naturelle de la nécessité déjà signalée ; il y a un enchaînement logique entre l'industrie, les débouchés, le contrôle politique, la marine, les bases d'opérations navales. »

Amiral Mahan, *Les intérêts de l'Amérique en l'état des rapports internationaux* (Sampson Low, Marston et Cie, à Londres).

Mais pour montrer que cette thèse n'est pas spéciale à ses auteurs et qu'elle correspond à un préjugé très répandu, en Europe, dans les masses qui poussent les gouvernements à certains actes déterminés, j'extrais les passages suivants des journaux et des revues que j'ai sous la main :

« Ce n'est pas le libre échange, mais la valeur de notre marine... notre suprématie sur mer... qui a fait surgir l'Empire britannique et son commerce. » — Article de fond du *Times*.

« Son commerce étant infiniment vulnérable, et sa population dépendant de ce commerce pour sa nourriture et pour les salaires qui lui permettront d'acheter celle-ci... la Grande-Bretagne a besoin d'une flotte puissante, d'une organisation puissante derrière cette flotte et d'une armée défensive. Tant qu'elle ne les aura pas, elle vivra sous la menace perpétuelle de la flotte croissante des « Dreadnoughts » allemands, qui ont pris la mer du Nord comme champ de manœuvres. Toute sécurité disparaîtra, et, devant l'incertitude du lendemain, le commerce et l'industrie britanniques devront rapidement décliner, accentuant ainsi la dégénérescence et la décadence de la nation britannique. » — H. W. Wilson, dans la *National Review* de mai 1909.

« La suprématie navale est le dernier obstacle qui empêche l'Allemagne de se placer au premier rang du commerce international. Actuellement, l'Allemagne n'envoie qu'une cinquantaine de millions de livres, soit environ un septième de sa production totale, sur les marchés extra-européens et aux États-Unis... Quiconque est au courant de la question jugera qu'aucune puissance en Allemagne, et, à vrai dire, aucune puissance du monde, n'empêchera l'Allemagne, après avoir franchi cette première étape, de s'en prendre à la Grande-Bretagne pour obtenir finalement sa part des 240 millions de livres du commerce extra-européen. Ainsi ressort l'influence secrète masquée derrière chaque mouvement de la diplomatie contemporaine et derrière tous les armements colossaux ; elle indique que les préparations actuelles sont faites en vue d'une nouvelle lutte pour la suprématie navale. » — M. Benjamin Kidd, dans la *Fortnightly Review*, 1er avril 1910.

« C'est perdre son temps que de parler de la « limitation des armements », si toutes les nations de la terre ne consentent pas unanimement à renoncer à toute ambition égoïste... Les nations, comme les individus, s'occupent en premier lieu de leurs propres intérêts, et, lorsque ceux-ci sont opposés aux intérêts des tiers, des querelles sont presque inévitables. Si l'adversaire, victime d'une injustice, est le plus faible, il succombe généralement, quel que soit d'ailleurs son « droit » ; et l'adversaire le plus fort, qu'il soit ou non l'agresseur, abuse

généralement de la situation. Dans la politique internationale, la charité bien ordonnée commence par soi-même, et cela avec raison ; le devoir d'un homme d'État est de considérer d'abord les intérêts de son pays. » —*United Service Magazine*, mai 1909.

« Pourquoi l'Allemagne attaquerait-elle la Grande-Bretagne ? Parce que l'Allemagne et la Grande-Bretagne sont en rivalité commerciale et politique ; parce que l'Allemagne envie le commerce, les colonies, l'influence et l'empire que la Grande-Bretagne possède actuellement. » — Robert Blatchford, *Germany and England*, page 4.

« La Grande-Bretagne, avec sa population actuelle, existe grâce à son commerce étranger et à son contrôle du commerce mondial des transports ; une défaite militaire signifierait que tout cela passerait en d'autres mains, d'où résulterait la famine pour le plus grand nombre des salariés. » — T. G. Martin, dans *The World*.

« Nous offrons à la convoitise l'appât d'une richesse inouïe. Si nous sommes incapables de défendre nos côtes, nous pouvons avoir la certitude absolue que cet appât tombera aux mains de quelqu'un d'assez puissant pour avoir raison de notre résistance et qui engloutira la plus grande partie de notre avoir. » — Le Speaker (Président) de la Chambre des Communes dans un discours à Greystoke, cité par le *Times*.

« Ce qui est bon pour la ruche est bon pour l'abeille. Tout ce qui apporte à un État de riches territoires, de nouveaux ports ou de riches régions industrielles, enrichit son trésor public, et par suite la nation tout entière, et par suite aussi l'individu. » — M. Douglas Owen, dans une lettre à *l'Economist*, 28 mai 1910.

« N'oublions pas qu'à la guerre il n'y a pas de loi internationale et que la richesse non protégée sera saisie partout où elle sera exposée, tant à travers les vitres brisées des devantures des bijoutiers que partout où règne l'humanitarisme celtique. » — *Referee*, 14 novembre 1909.

« Nous semblons avoir oublié cette vérité fondamentale, confirmée par l'histoire universelle, que les races guerrières héritent du monde, et que la nature décrète la survivance des mieux doués dans la lutte sans cesse renouvelée pour la vie... Notre désir de désarmement, notre respect pour cette tendre

plante qu'est la conscience des non-conformistes, et notre manie de répéter comme des perroquets la décevante formule que « le plus grand des intérêts anglais, c'est la paix », tout cela doit infailliblement donner à toute nation qui envie notre richesse et nos possessions... le désir de porter un coup rapide et mortel au cœur de l'empire — à Londres, que rien ne protège. » — *Blackwood's Magazine*, mai 1909.

Ces indications sont de source anglaise, mais elles ne diffèrent en rien de l'opinion moyenne des Européens sur le même sujet. L'amiral Mahan, et ses disciples anglo-saxons, ont fait école dans tous les pays d'Europe, mais principalement en Allemagne. Même un homme d'État qui se flatte d'être aussi libéral que le baron Karl von Stengel, délégué d'Allemagne à la première conférence de La Haye, écrit, dans son livre, que... « Toute nation doit faire « tendre ses efforts à exercer la plus grande influence « possible, non seulement en Europe, mais dans « tout le monde, parce que l'influence économique « dépend, en dernière analyse, de la suprématie « politique et qu'il est, pour tous les pays, d'un « intérêt vital d'avoir la plus large part possible « dans le commerce du monde. » Les écrits d'un auteur classique tel que Clausewitz, confirment complètement ce point de vue qu'on retrouve dans toute la littérature allemande concernant la *Weltpolitik*. Le grand amiral von Koester, président de la Ligue navale, a écrit dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* :

« L'accroissement continu de notre population nous oblige à apporter une attention spéciale à l'accroissement de nos intérêts hors d'Europe. Seule, l'exécution intégrale de notre programme naval peut nous donner cette liberté de la mer que nous nous devons à nous-mêmes d'exiger. L'accroissement continu de notre population nous oblige à donner de nouveaux buts à notre activité, et à nous transformer de puissance continentale en puissance mondiale. Notre puissante industrie doit aspirer à de nouvelles conquêtes au delà des mers. Notre commerce mondial — qui a plus que doublé en vingt ans. — qui est passé de 12 milliards 500 millions à 20 milliards au cours des dix années pendant lesquelles notre programme naval a été exécuté, et dont 15 milliards se font exclusivement par mer — ne peut être florissant que si nous continuons à supporter honorablement le fardeau de nos armements aussi bien sur terre que sur mer. Pour éviter que nos enfants ne nous accusent de trop courte vue, notre devoir actuel est d'affermir notre puissance mondiale et notre position parmi les autres nations. Nous ne pouvons le faire que grâce à la protection d'une puissante flotte allemande, d'une flotte qùi nous garantisse la paix avec l'honneur jusque dans un avenir éloigné. ».

Et tout ceci devait arriver avant 1911, (le livre a paru il y a quelques années) ! La contre-partie se trouve dans un feuilleton de journal anglais qui a paru il y a un ou deux ans sous ce titre : *L'invasion allemande de* 1910.

Un écrivain allemand très répandu voit la possibilité de « renverser l'empire britannique, » et de « l'effacer de la carte du monde en moins de vingt-quatre heures » (je cite textuellement, et j'en ai entendu la contre-partie presque absolue sortir de la bouche d'un homme d'État anglais

sérieux). L'auteur en question qui, afin de montrer comment la chose pourrait se faire, a recours au mode prophétique se donne pour un spectateur de l'avenir :

« Au début du XXe siècle, la Grande-Bretagne était un pays libre, riche et heureux, dans lequel chaque citoyen, du premier ministre au dernier manœuvre. était fier d'appartenir à une nation gouvernant le monde. A la tête de l'État se trouvaient des hommes ayant un mandat général pour exécuter leur programme de gouvernement, dont les actes relevaient de la critique de l'opinion publique, représentée par une presse indépendante. Élevée depuis des siècles dans le *self-government*, une race avait grandi qui semblait née pour régner. Les plus grands triomphes récompensaient l'habileté anglaise dans l'art de gouverner et sa manière de traiter les populations soumises... Et cet immense empire, qui s'étendait du Cap au Caire, sur la moitié méridionale de l'Asie. sur la moitié de l'Amérique du Nord et sur le cinquième continent, a pu être effacé de la carte du monde en moins de vingt-quatre heures. Ce fait, en apparence inexplicable, deviendra intelligible si nous ne perdons pas de vue les circonstances ayant rendu possible la formation de la puissance coloniale anglaise. La vraie base de sa suprématie mondiale n'était pas sa propre force, mais la faiblesse maritime de toutes les autres nations européennes. Leur manque plus ou moins complet de préparation navale avait donné à l'Angleterre une sorte de monopole, dont celle-ci se servit pour annexer toutes les contrées qui semblaient en valoir la peine. S'il eût été au pouvoir de l'Angleterre de conserver le reste du monde tel qu'il était au dix-neuvième siècle, l'Empire britannique aurait pu durer indéfiniment. Les États du continent s'étant enfin rendu compte de leurs ressources nationales et de leur indépendance politique, de nouveaux facteurs s'introduisirent dans la politique mondiale et ce ne fut plus qu'une question de durée de savoir combien de temps l'Angleterre pourrait maintenir sa position en face des circonstances modifiées. »

L'écrivain explique comment le coup fut porté, grâce à un brouillard, à un système perfectionné d'espionnage, à l'éclatement d'un puissant ballon de guerre anglais, et à la réussite d'un puissant ballon allemand, qui laissa tomber des obus au moment voulu sur les navires anglais dans la mer du Nord :

« Cette guerre, décidée par une bataille navale d'une heure, ne dura que trois semaines — la famine réduisit l'Angleterre à la paix. Dans ses conditions l'Allemagne fit preuve d'une sage modération. En plus d'une indemnité de guerre en rapport avec la richesse du vaincu elle se contenta d'acquérir les colonies africaines, à l'exception des États du Sud qui avaient proclamé leur indépendance, et ces possessions furent partagées avec les deux puissances de la Triple Alliance, Néanmoins cette guerre marqua la fin de l'Angleterre. Une bataille navale avait suffi pour montrer au monde les pieds d'argile sur lesquels reposait le colosse redouté. En une nuit, l'Empire britannique s'était écroulé ; les piliers érigés par la diplomatie anglaise après des années de dur labeur s'étaient brisés au premier choc. »

Un coup d'œil sur un journal pangermaniste quelconque révèlera combien ce qui précède répond à une des manifestations dominantes de l'ambition politique en Allemagne. Un journaliste pangermaniste s'exprime comme suit :

« L'avenir de l'Allemagne exige l'absorption de l'Autriche-Hongrie, des États balkaniques, et de la Turquie, ainsi que des ports de la mer du Nord. Son empire s'étendra, à l'est, de Berlin à Bagdad, et à l'ouest, jusqu'à Anvers. »

On nous assure que, pour le moment, on n'a

nullement l'intention de s'emparer immédiatement des pays en question, et que la main de l'Allemagne n'est pas encore prête à attirer la Belgique et la Hollande dans le réseau de l'Empire fédéral.

« Mais », dit-il, « tous ces changements se feront de notre temps », et il fixe à une vingtaine ou à une trentaine d'années la période au terme de laquelle la carte de l'Europe sera ainsi remaniée.

L'Allemagne, suivant notre écrivain, est décidée à lutter tant qu'il lui restera un sou et un homme en état de porter les armes, car, dit-il « elle affronte une crise plus sérieuse que celle d'Iéna ».

Elle tâte le terrain et n'attend que le moment jugé favorable par elle pour tailler en pièces ceux de ses voisins qui agissent contre elle.

La France sera sa première victime, et l'Allemagne n'attendra pas d'être attaquée. Elle se prépare pour l'instant où les Puissances alliées essaieront de lui dicter leurs volontés.

L'Allemagne, semble-t-il, a d'ores et déjà décidé d'annexer le grand-duché de Luxembourg et incidemment la Belgique, y compris naturellement Anvers, et d'ajouter à ses possessions toutes les provinces septentrionales de la France, de façon à s'assurer Boulogne et Calais.

Les augures, des deux côtés, paraissent avoir complètement oublié le fait que le changement

qui s'est opéré dans les relations de la France et de l'Angleterre, aura pour résultat plus ou moins proche la construction du tunnel de la Manche qui fera de l'Angleterre, suivant son gré, une île ou une puissance continentale et ne l'obligera plus à maintenir sa suprématie navale. Tant que la France était pour elle l'ennemie en perspective, l'Angleterre s'est opposée à la construction d'un tunnel craignant que l'adversaire ne s'en servît par surprise. Mais l'Angleterre et la France étant alliées, le tunnel permettrait à l'Angleterre de rester en communication avec le continent même au cas où sa marine aurait disparu, et de créer ainsi, sur la frontière ouest de l'Allemagne, une diversion qui rendrait impossible toute invasion allemande en Angleterre. Le tunnel donnerait aux troupes anglo-françaises, agissant contre les troupes allemandes, une telle supériorité que ces dernières seraient infailliblement écrasées, de quelques forces qu'elles disposassent.

Notre écrivain est cependant persuadé que la calamité qu'il prévoit se réalisera avec la rapidité de l'éclair, et la Russie, l'Espagne et les autres puissances amies de l'Angleterre n'oseront lever un doigt pour la défendre. La possession de la côte française et de la côte belge mettra fin pour jamais à la suprématie anglaise.

Dans un livre sur l'Afrique du Sud intitulé *Reisen, Erlebnisse und Beobachtungen,* par le Dr F. Bachmar, on trouve ce passage :

« Ma seconde raison d'écrire ce livre est qu'il peut arriver que les enfants de vos enfants possèdent ce beau et malheureux pays, dont l'absorption définitive par nos cousins anglo-saxons me paraît incroyable. Cela pourrait bien être notre lot, de réunir ce pays à la patrie allemande, à l'immense avantage de l'un et de l'autre ».

La nécessité des armements est discutée sous une forme autre que celle du roman par un écrivain aussi sérieux que le Dr Schulze-Gaevernitz pro-recteur de l'Université de Fribourg. Le Dr Schulze-Gaevernitz n'est pas inconnu des Anglais, contre lesquels il ne nourrit pas de sentiments hostiles. Mais son opinion est que la prospérité commerciale de l'Allemagne dépend de sa domination politique [1].

Après avoir décrit d'une façon impressionnante la croissance merveilleuse de l'industrie et du commerce allemands, et montré à quel point l'Allemagne est devenue une rivale dangereuse pour l'Angleterre, il revient à la question classique, et demande ce qui pourrait arriver si l'Angleterre, incapable de lutter par des moyens économiques contre sa rivale, essayait, à la onzième heure, de la renverser. Des citations, empruntées à la *National Review*, à l'*Observer*, à l'*Outlook*, à la

[1] Voir lettre au *Matin*, 22 août, 1908.

Saturday Review, etc., permettent au professeur de soutenir que cette supposition n'est pas absolument invraisemblable. Admettant qu'elle ne réponde qu'au vœu d'une faible minorité, cette éventualité, pour notre auteur, n'en est pas moins dangereuse pour l'Allemagne, en ce sens qu'elle laisse entrevoir une solution susceptible de tenter un gouvernement. Le vieux et pacifique libre-échange, dit-il, montre des signes de décrépitude. Un impérialisme nouveau et grandissant est partout disposé à neutraliser par la guerre politique les inconvénients de la rivalité économique.

L'extrait suivant, dû à la plume de M. Frédéric Harrison, montrera jusqu'à quel point la grandeur du péril est admise même par ceux que l'on ne pourrait nullement accuser de chauvinisme. Je n'ai pas besoin de m'excuser de la longueur de mes citations. Dans une lettre au *Times*, il écrit :

« Quand notre Empire et notre suprématie maritime subiront un assaut décisif, ce sera au moyen d'une invasion violente telle que l'avaient prévue autrefois Philippe de Parme et surtout Napoléon. C'est cette certitude, qui me force à renoncer à la campagne antimilitariste que j'ai constamment menée depuis quarante ans... Pour moi il n'est plus question de perte de prestige, il n'est plus question de diminution de l'Empire ; il s'agit de notre existence en tant que grande puissance européenne ou même en tant que nation prospère... Si jamais nos défenses navales étaient détruites, notre marine vaincue ou seulement dispersée pour une saison, et que nos arsenaux, nos docks et notre capitale fussent occupés militairement, la ruine serait sans

parallèle dans l'histoire moderne. Ce ne serait pas l'Empire qui serait détruit, mais la Grande-Bretagne... L'occupation, par un ennemi envahisseur, de nos arsenaux, de nos docks, de nos villes et de notre capitale serait pour l'Empire ce que l'explosion des chaudières serait pour un « Dreadnought ». Le capital disparaîtrait avec la destruction du crédit. La famine, l'anarchie sociale, un chaos sans précédent dans le monde industriel et financier, tel en serait le résultat inévitable. La Grande-Bretagne pourrait continuer à végéter, comme le fait la Hollande. Mais avant de reprendre sa libre existence, il lui faudrait perdre la moitié de sa population qu'elle ne pourrait plus nourrir, et tout son empire au delà des mers qu'elle ne pourrait plus défendre... Une catastrophe aussi épouvantable ne peut être laissée au hasard, même si les probabilités contre sa réalisation étaient de 50 contre 1. Mais les probabilités ne sont pas de 50 contre 1. Aucune autorité compétente n'oserait affirmer l'impossibilité absolue du succès d'une invasion de notre pays dans des conditions extraordinaires. Et une invasion couronnée de succès signifierait pour nous la désagrégation complète de notre empire, la ruine de notre commerce, et, par là même, l'impossibilité de nourrir quarante millions d'hommes sur notre territoire. Si l'on demande : « Pourquoi une invasion aurait-elle pour nous des conséquences plus terribles que pour nos voisins ? » la réponse est que l'Empire britannique est d'une structure anormale, sans aucun équivalent réel dans l'histoire moderne, sauf dans l'histoire du Portugal, de Venise et de la Hollande ou dans celle d'Athènes et de Carthage autrefois. Notre empire est dans des conditions spéciales pour l'attaque et pour la destruction. Sa destruction par un ennemi campé sur la Tamise aurait des conséquences si terribles, qu'on ne peut courir le risque d'une ligne unique de défense, si solide soit-elle... Depuis plus de quarante ans, j'ai élevé la voix contre tous les projets d'agression, d'expansion impériale et de militarisme continental. Peu d'hommes ont plus énergiquement protesté contre le retard apporté aux réformes sociales et au bien-être populaire, sacrifiés aux conquêtes impérialistes et aux aventures asiatiques et africaines. Je ne rétracte pas un seul mot de ce que j'ai dit. Mais combien futile sera toute cette discussion sur

la réorganisation de l'industrie, tant que nous n'aurons pas mis notre pays à l'abri d'une catastrophe qui infligerait une pauvreté et une misère sans nom à la masse du peuple — qui paralyserait l'industrie et hausserait le prix des aliments à des taux de famine, tandis que nos usines et nos chantiers seraient fermés !

CHAPITRE III

LA GRANDE ILLUSION

Les idées rapportées dans le chapitre précédent proviennent d'une erreur grossière et dangereuse. — Ce que l'Allemagne pourrait et ce qu'elle ne pourrait pas accomplir après une victoire. — L'illusion d'optique de la conquête. — La richesse n'est pas confiscable. — La prospérité des petits États européens. — Le 3% allemand à 82 et le belge à 96. Le 3½% russe à 81 et le norvégien à 102. — La véritable signification de ce fait. — Pourquoi la sécurité des petits États ne dépend pas des traités. — La conquête militaire n'existe pas au point de vue financier. — Si l'Allemagne annexait la Hollande, un Allemand quelconque ou un Hollandais quelconque en profiteraient-ils? — La valeur de l'Alsace-Lorraine calculée en espèces.

L'ON admettra, je crois, qu'il est difficile de se tromper sur le sens général de notre dernière citation. M. Harrison s'exprime de façon très nette. Au risque d'être blâmé pour le redire, je veux répéter qu'il ne fait qu'exprimer l'un des axiomes universellement acceptés dans la politique européenne — à savoir que la stabilité financière et industrielle, la sécurité de l'activité commerciale, en un mot la prospérité et le bien-être d'une nation dépendent de sa force défensive contre les agressions des autres nations, qui, si

elles le peuvent, essaieront de commettre ces agressions, parce qu'en agissant ainsi elles croiront augmenter *leur* puissance et par suite *leur* prospérité et *leur* bien-être aux dépens du vaincu.

J'ai emprunté, il est vrai, de nombreuses citations à des journalistes connus, parce que je désirais indiquer l'état réel de l'opinion publique et non pas seulement l'avis de quelques spécialistes. Mais l'opinion de M. Harrison est partagée par nombre de personnes éminentes. C'est ainsi que M. Spencer Wilkinson, professeur d'histoire militaire à Oxford, qui jouit d'une autorité bien méritée en la matière, confirme presque point par point, dans ses divers écrits, les opinions que j'ai citées, et approuve emphatiquement tout ce qu'a exprimé M. Frédéric Harrison, principalement dans son livre « La Grande Bretagne aux abois ». Nous y lisons : « Quand, en 1888, un observateur américain, le capitaine Mahan, publia son volume sur l'influence de la maîtrise de la mer dans l'histoire, personne ne pensait qu'aucune autre nation que la Grande-Bretagne y puiserait cette leçon qu'une victoire sur mer comporte une prospérité, une puissance et une grandeur qu'il est impossible d'obtenir par aucun autre moyen. »

Or, l'objet du présent ouvrage est de démontrer que cette idée, à peu près universellement acceptée,

et dont la lettre de M. Harrison n'est que l'expression accentuée, constitue une erreur grossière et absolument dangereuse, qui ressemble quelquefois à une illusion d'optique et quelquefois à une superstition, une erreur non seulement grossière et universelle, mais si profondément malfaisante qu'elle pousse une énorme partie des énergies de l'humanité sur une fausse route et cela avec une telle force que si nous ne nous libérions pas de cette superstition, la civilisation elle-même serait menacée.

Un des caractères les plus extraordinaires de cette illusion, c'est qu'il soit si facile d'en démontrer la fausseté absolue, et de faire complètement ressortir l'erreur qui lui a donné naissance. Ma démonstration ne reposera pas sur un théorème compliqué, mais sur le simple exposé des phénomènes politiques de l'Europe tels que nous les observons aujourd'hui. Ces phénomènes, qui sont indiscutables, et que je vais analyser présentement, peuvent se résumer en quelques phrases très simples ; les voici :

1° La dévastation, telle que la prévoit M. Harrison comme résultat de la conquête de l'Angleterre par un autre pays, est matériellement impossible. De nos jours, aucune nation ne peut, par la conquête militaire, détruire d'une façon permanente, ni même pour une période un peu

longue, le commerce d'une autre nation, puisque le commerce dépend des richesses naturelles et de l'existence d'une population capable d'exploiter celles-ci. Tant que subsisteront la richesse naturelle d'un pays et la population qui l'exploite, l'envahisseur ne pourra « la détruire entièrement. » Il ne pourrait détruire le commerce qu'en détruisant la population, ce qui est impossible, et s'il pouvait détruire la population, il se fermerait à lui-même ses propres débouchés, actuels ou futurs, ce qui constituerait un suicide commercial.

2° Si une invasion allemande pouvait amener, ainsi que le disent M. Harrison et ceux qui pensent comme lui, « la ruine totale de notre Empire, de notre commerce, et des moyens de nourrir quarante millions d'habitants sur notre sol... l'effroi du capital et la destruction du crédit, » le capital allemand disparaîtrait aussi en grande partie, en raison de l'internationalisation et des ramifications infinies de notre puissance financière qui est fondée sur le crédit ; le crédit allemand s'effondrerait également, et l'unique moyen de le rétablir serait que l'Allemagne mît fin au trouble de l'Angleterre en mettant fin à ses causes. De plus, en raison de ces ramifications de nos finances qui dépendent du crédit, la confiscation par l'envahisseur de la propriété privée, qu'il s'agisse de rentes, d'actions,

de navires, de mines, ou d'autres objets plus précieux que des bijoux ou des meubles, bref de tout ce qui se rapporte à la vie économique de la nation, cette confiscation, dis-je, réagirait de telle sorte sur la richesse de la nation envahissante que le dommage qui lui serait causé à elle-même, du fait de la confiscation, dépasserait la valeur de la propriété confisquée. De sorte qu'une victoire allemande fournirait la démonstration de la futilité complète de la conquête au point de vue économique.

3° Pour des raisons similaires, l'imposition d'un tribut à une nation vaincue est devenue de nos jours une impossibilité au point de vue économique, car les frais de cette imposition seraient si considérables que sa perception deviendrait une opération financière déplorable.

4° Des dommages, même infiniment moins grands que ceux qu'a prévus M. Harrison, ne pourraient être infligés par un envahisseur à sa victime qu'à titre de châtiment et ce châtiment serait ruineux pour l'envahisseur lui-même, à moins que celui-ci ne cédât à un désir irraisonné et extrêmement coûteux de faire le mal pour le seul plaisir de le faire. Dans ce monde si égoïste, il est permis de ne pas s'arrêter à l'hypothèse d'une telle méconnaissance de l'intérêt personnel.

5° Pour des raisons semblables à celles que nous venons d'exposer, il y a une impossibilité matérielle d'ordre économique à s'emparer par la force du commerce que fait une nation avec les pays étrangers, soit directement, soit comme intermédiaire. Des flottes nombreuses sont, par elles-mêmes, impuissantes à créer un courant commercial au profit des nations qui les possèdent, et sont hors d'état de « restreindre la rivalité commerciale » des autres nations. Le vainqueur ne peut pas détruire la rivalité d'une nation conquise en l'annexant ; ses rivaux continueraient à lutter contre lui. Par exemple, si l'Allemagne venait à conquérir la Hollande, les marchands allemands auraient encore à affronter la rivalité des marchands hollandais, et cela dans des conditions plus dures qu'auparavant, puisque les marchands hollandais seraient alors à l'intérieur de la frontière douanière allemande. L'idée que la rivalité commerciale d'un État puisse être annihilée par la défaite de son armée est un signe de cette curieuse illusion d'optique que nous retrouvons à chaque pas dans le sujet qui nous occupe.

6° La richesse, la prospérité et le bien-être d'une nation ne dépendent nullement de sa puissance politique. Autrement la prospérité commerciale et le bien-être social des États de second ordre,

qui n'exercent aucune puissance politique, seraient inférieurs à ceux des grandes nations qui dominent l'Europe, et tel n'est pas le cas. Les populations d'États comme la Suisse, la Hollande, la Belgique, le Danemark et la Suède sont à tous égards aussi prospères que celles d'États comme l'Allemagne, la Russie, l'Autriche et la France. Le commerce des petites nations est, par rapport à leur population, plus important que celui des grandes nations. Ceci ne concerne pas seulement la question de la sécurité des petits États qui — dira-t-on — sont garantis par des traités de neutralité, mais aussi la question de savoir si le pouvoir politique correspond, en aucun sens, à des avantages économiques.

7° Aucune nation ne saurait tirer un avantage de la conquête des colonies anglaises, et la Grande-Bretagne n'éprouverait par leur perte aucun dommage matériel, si regrettable que fût cette perte au point de vue sentimental, et bien qu'il pût en résulter une grande difficulté pour la coopération sociale des peuples. Le mot « perte » peut lui-même nous induire en erreur. La Grande-Bretagne ne « possède » pas ses colonies. Celles-ci sont des nations indépendantes, alliées à la mère patrie à laquelle elles ne procurent, en raison de leur situation politique, aucune contribution ni aucun

profit économique; leurs rapports économiques sont en effet réglés, non par la mère patrie, mais par elles-mêmes. Au point de vue économique, l'Angleterre trouverait son avantage à en être nettement séparée, puisqu'elle serait libérée des frais qu'exige leur défense. Leur « perte » ne devant donc entraîner aucun changement dans le domaine économique, (sauf celui d'épargner à la métropole les frais de leur défense), elle ne saurait impliquer la ruine de l'Empire ni la famine de la métropole, comme d'aucuns sont généralement trop enclins à l'affirmer. L'Angleterre ne pouvant pas tirer de ses colonies une contribution ou un avantage économique, on ne saurait admettre qu'un autre pays, ayant forcément une moindre expérience des affaires coloniales, pût réussir là où l'Angleterre a échoué, surtout si l'on se rappelle l'histoire des empires coloniaux de l'Espagne, du Portugal, de la France et de l'Angleterre elle-même. Cette histoire démontre que la situation des colonies de la Couronne, au point de vue qui nous occupe, n'est pas sensiblement différente de celle des colonies autonomes. L'on peut admettre, par suite, qu'aucune nation européenne ne voudrait faire une tentative aussi terriblement coûteuse que celle de la conquête de l'Angleterre dans le but de faire, avec ses colonies, un essai qui, d'après

toute l'histoire coloniale, est voué d'avance à la faillite.

Les affirmations qui précèdent répondent bien aux déclarations politiques que j'ai empruntées à des écrivains d'Angleterre et d'Allemagne. Le simple énoncé de ces propositions, fondées comme elles le sont sur des faits indéniables de la politique européenne d'aujourd'hui, montre suffisamment la nature des axiomes politiques que j'ai cités. Mais comme des personnalités aussi importantes que M. Harrison ont l'habitude d'ignorer ces faits indéniables, il est nécessaire d'en établir l'exactitude.

Dans le but de pouvoir répondre exactement aux idées émises dans les citations que j'ai empruntées au *Times*, à M. Harrison et à d'autres sources, j'ai divisé en sept alinéas les affirmations dont je désire faire la preuve, mais cette division est tout à fait arbitraire, et n'est destinée qu'aux besoins de mon argumentation. Ces sept alinéas peuvent se ramener à la proposition unique suivante : La seule politique possible pour un vainqueur étant, à notre époque, de laisser la richesse d'un territoire à l'unique disposition des individus qui l'habitent, c'est un sophisme et une illusion d'optique de la part de l'Europe que de croire qu'une nation augmente sa richesse quand elle

augmente son territoire, parce que, lorsqu'une province ou un État sont annexés, la population, seule et réelle propriétaire de la richesse, est également annexée, et le vainqueur n'obtient rien. L'histoire moderne en fournit des preuves surabondantes. Quand l'Allemagne annexa le Schleswig-Holstein et l'Alsace, pas un seul citoyen allemand, en dehors des fonctionnaires, ne fut plus riche d'un pfennig. Bien que l'Angleterre « possède » le Canada, le commerçant anglais est chassé des marchés canadiens par le commerçant suisse qui ne « possède » pas le Canada. A défaut même d'annexion formelle, le vainqueur est incapable de s'emparer de la richesse d'un territoire conquis, par suite des ramifications du mécanisme financier, (résultat de notre système de crédit et de banque), qui font dépendre la sécurité financière et industrielle du vainqueur de la sécurité financière et industrielle des autres grands centres civilisés. De sorte que la confiscation en masse ou la destruction de l'industrie et du commerce d'un pays conquis auraient un contre-coup désastreux sur le vainqueur. Le vainqueur serait réduit à l'impuissance économique, ce qui veut dire que la puissance politique et militaire est économiquement vaine — je veux dire que ses effets sont nuls sur le commerce et le

bien-être des individus exerçant cette puissance. Inversement, les armées et les flottes ne peuvent détruire le commerce des rivaux, pas plus qu'elles ne peuvent s'en emparer. Les grandes nations européennes ne détruisent pas à leur profit le commerce des petites nations, parce qu'elles ne le peuvent pas, et le citoyen hollandais, dont le gouvernement n'a aucune puissance militaire, se trouve dans d'aussi bonnes conditions que le citoyen allemand, dont le gouvernement possède une armée de deux millions de soldats, et dans des conditions bien meilleures que le Russe, dont le gouvernement possède une armée d'environ quatre millions d'hommes. Ainsi, comme indication approximative de la richesse et de la sécurité relatives des différents États, le 3% de la faible Belgique est coté à 96, et le 3% de la puissante Allemagne à 82; le 3½% de l'Empire russe, avec ses cent vingt millions d'âmes et son armée de quatre millions de soldats, est coté à 81, tandis que le 3½% de la Norvège, qui n'a pas d'armée du tout (ou qui n'a du moins qu'une armée qui ne compte pas) a atteint 102. Il en résulte cette situation paradoxale que, plus la richesse d'une nation est protégée militairement, moins elle est en sécurité[1].

[1] Le taux de la rente n'est naturellement pas l'unique base

Feu Lord Salisbury a fait, en parlant à une délégation d'hommes d'affaires, cette profonde remarque, que la conduite d'un commerçant, lorsqu'il agit dans l'intérêt de sa propre maison, diffère totalement, par ses principes et par leur application, de la conduite qu'il tient lorsqu'il s'occupe des choses de l'État. Il n'y a rien de plus frappant que le peu de peine que prennent les hommes d'affaires pour mettre leurs principes politiques d'accord avec leur conduite commerciale de tous les jours, comme aussi l'inconscience avec laquelle ils méconnaissent la portée politique de leurs opérations particulières. Ils se comportent comme les arbres qui ignorent la part qu'ils ont dans la formation de la forêt. Ce phénomène empêche de discerner la contradiction qui existe entre les pratiques quotidiennes du commerce et

de comparaison. Quiconque connaît l'Europe sait à quel point le bien-être est répandu dans tous les petits États, tels que la Scandinavie, la Hollande, la Belgique et la Suisse. Mulhall dans « Industries and Wealth of Nations » (p. 391) place les petits États de l'Europe avec l'Angleterre et la France à la tête de la liste, l'Allemagne, au sixième rang, et la Russie, quoiqu'elle soit territorialement et militairement la plus importante des nations, tout à fait en dernier rang. Le Dr Bertillon, l'illustre statisticien français, a fait un patient calcul de la richesse individuelle relative dans les différents pays. L'Allemand d'un âge moyen possède (d'après la moyenne établie) neuf mille francs ; le Hollandais en possède *seize mille.* (Voy. le *Journal* de Paris, 1er août 1910).

la leçon politique que nous révèlent la sécurité économique des petits Etats et leur grande prospérité. Tous les hommes compétents nous disent que de grandes flottes et de grandes armées sont nécessaires pour protéger notre richesse contre l'agression de voisins puissants, dont la cupidité et la voracité ne peuvent être mises à la raison que par la force brutale ; que les traités ne valent rien et que dans la politique internationale la force prime le droit ; ils ajoutent encore qu'un pays ne disposant pas d'une force politique qu'il puisse faire valoir par la diplomatie aussi bien que par la guerre, est dans un état d'infériorité économique. En dernière analyse, ajoute Clausewitz, la puissance économique d'un État dépend de sa puissance militaire. Cependant, lorsque le génie financier de l'Europe, étudiant la question sous son aspect purement économique et matériel, doit choisir entre les grands États, avec tous leurs imposants contingents d'armées colossales et de flottes ayant coûté des sommes fabuleuses, et les petits États qui ne possèdent relativement aucune puissance militaire, ce génie vote sans hésitation en faveur du petit et du faible. Car une différence de vingt points, comme dans le cas des rentes russe et norvégienne, ou de quatorze points, dans le cas des fonds belges et allemands, représente la diffé-

rence entre la sécurité et l'insécurité ; c'est la différence qui existe, pour les actions de chemins de fer américains, suivant qu'on est en temps de sécurité parfaite ou en temps de panique universelle. Ce qui est vrai pour les fonds d'États est, à très peu de chose près, également vrai pour les obligations industrielles, dans la comparaison nationale que nous venons de faire [1].

Est-ce une sorte d'altruisme ou de don quichottisme qui pousse les capitalistes européens à admettre que les fonds publics et les placements de la faible Hollande ou de la Suède, qui sont constamment à la merci de leurs puissants voisins, présentent une sécurité de 10 à 20% supérieure à ceux de la plus grande puissance de l'Europe continentale ? Le question est évidemment absurde, Le financier recherche uniquement le profit et la sécurité, et il en est venu à la conclusion que les fonds de la nation sans défense présentent plus de sécurité que les fonds de la nation protégée par des armements colossaux. Comment arrive-t-il à cette conclusion, sinon parce qu'il sait en tant que financier — sans s'occuper de ce que cette vérité implique politique-

[1] Ce fait est démontré plus au long dans un discours à « l'Institute of Bankers » qui forme le dernier chapitre de cette partie de l'ouvrage.

ment — que la richesse moderne n'a pas besoin d'être défendue, ne pouvant être confisquée ?

Si M. Harrison avait raison ; si, comme il le laisse entendre, notre commerce et notre existence industrielle elle-même devaient disparaître au cas où nous permettrions à des voisins qui portent envie à notre commerce de nous dépasser en armements et d'exercer ainsi, dans le monde, plus d'influence politique que nous-mêmes, comment expliquerait-t-il le fait que les grandes puissances du continent soient entourées de petites nations infiniment plus faibles, ayant toutes un commerce proportionnellement égal, et même, dans bien des cas, supérieur au leur ? Si la doctrine universellement acceptée était vraie, les financiers ne risqueraient pas une livre sterling ou un dollar sur le territoire des nations non protégées, et cependant, bien loin qu'il en soit ainsi, ils considèrent qu'un placement suisse ou hollandais offre plus de sécurité qu'un placement allemand ; que les entreprises industrielles, dans un pays comme la Suisse, défendue par une armée d'opéra-comique de quelques milliers d'hommes, sont préférables, au point de vue de la sécurité, aux entreprises défendues par trois millions de soldats les plus parfaitement entraînés du monde. L'attitude de la finance européenne en cette matière est une condamna-

tion absolue du point de vue ordinairement adopté par les hommes d'État. Si le commerce d'un pays était réellement à la merci de la première invasion victorieuse, si les armées et les flottes étaient réellement nécessaires à la protection et au développement du commerce, les petits pays seraient dans une situation inférieure et sans issue, et ne pourraient subsister que par la permission de ceux que l'on nous représente comme des agresseurs sans scrupules. Et cependant, eu égard à la population, la Norvège transporte plus de marchandises que la Grande-Bretagne [1], et les marchands hollandais, suisses et belges luttent victorieusement sur tous les marchés du monde contre ceux d'Allemagne et de France.

La prospérité des petits États est donc un fait qui prouve bien que la prospérité ne dépend pas des armements. Nous avons vu que les interprètes de la doctrine orthodoxe, et notamment l'amiral Mahan, soutiennent que les armements sont un élément indispensable de la lutte industrielle, parce qu'ils servent à exiger de l'étranger des avantages économiques qu'on n'obtiendrait pas autrement. Il y a, nous dit-on, un enchaînement

[1] D'après les chiffres donnés dans le « Statesman's Year Book », le commerce des transports de la Norvége serait, eu égard à la population, presque triple de celui de la Grande-Bretagne.

logique entre « les marchés, le contrôle politique, la marine, les bases d'opérations navales. » La nation qui n'a pas de puissance militaire et politique est, nous assure-t-on, dans un état d'infériorité économique et industrielle.[1]

Eh bien, la situation économique des petits États inflige un démenti à ces axiomes. On en voit la fausseté quand on constate que toute la puissance de la Russie ou de l'Allemagne ne procure pas à leurs habitants une situation moyenne supérieure à celle des citoyens d'un petit État. Les Suisses, les Belges, les Hollandais, dont le gouvernement n'a ni « contrôle politique, ni marine, ni bases d'opérations » ni « autorité dans les conseils de l'Europe » ni « prestige de grande puissance, » sont aussi heureux que les Allemands, et bien plus heureux que les Autrichiens ou les Russes.

Mais, même si l'on peut soutenir que la sécurité des petits États est due aux différents traités qui garantissent leur neutralité, on ne peut soutenir que ces traités leur donnent la suprématie dans les conseils des nations.

Je voudrais faire bien sentir où s'arrête la force probante de cet argument. Il ne tend pas à prouver que les armements ne soient pas le facteur essentiel

[1] Voir les citations, pp. 60, 61.

ni même un facteur très important de la prospérité d'un État. Il tend uniquement à prouver que la sécurité des richesses tient à d'autres causes que la force militaire ; que la prospérité peut se développer en l'absence de tout pouvoir politique et militaire, que ce double pouvoir n'est pas, à lui seul, une garantie de prospérité et qu'il n'y a aucune correspondance nécessaire entre l'étendue d'un pays et la richesse de ceux qui l'occupent.

Ceux qui soutiennent que la sécurité des petits États est due aux traités internationaux qui protègent leur neutralité, sont précisément ceux qui prétendent que les traités n'offrent aucune garantie sérieuse. C'est ainsi qu'un écrivain militaire s'exprime comme suit :

« Le principe admis en pratique par les hommes d'État, quoiqu'ils ne l'avouent pas ouvertement, a été énoncé avec une brutale franchise par Machiavel : « Un prince prudent ne doit pas garder sa parole quand il serait contre ses intérêts de le faire, ni quand les raisons qui l'ont amené à prendre des engagements ne l'exigent plus. » Le prince de Bismarck a dit à peu près la même chose, mais un peu moins brutalement. C'est au panier à papier européen que tombent finalement tous les traités, et une chose qui peut à un moment donné être jetée au panier, ne constitue qu'une pauvre sauvegarde de notre sécurité nationale. Il y a cependant un grand nombre de nos concitoyens qui parlent des traités comme si nous pouvions être sûrs qu'ils ne seront jamais déchirés. Ces gens sont dignes d'éloges mais très dangereux — ce sont des idéalistes trop bons et trop innocents pour un monde dur et cruel, où la force est la

première des lois. Et pourtant, en ce moment même, il y a de ces innocents au parlement. Espérons qu'on n'en verra plus à l'avenir [1]. »

Le major Murray a raison en ceci : que le point de vue militariste, — le point de vue de ceux qui croient à la guerre, et qui la défendent pour des raisons morales, comme une chose sans laquelle les hommes seraient « sordides », — vient à l'appui de cette philosophie de la force, et c'est précisément cet état d'esprit qui crée le régime militariste.

Mais le point de vue militariste nous réduit à ce dilemme : si la sécurité et la richesse nationales ne peuvent être assurées que par la puissance militaire, et que les traités soient bons à jeter au panier, comment expliquer l'incontestable état de sécurité de la richesse de nations qui n'ont aucune puissance militaire ? Par la jalousie réciproque des États qui garantissent leur neutralité ? Dans ce cas, cette jalousie pourrait aussi bien garantir la sécurité de l'un des grands États contre les autres.

Un écrivain a exposé le cas en ces termes :

Si l'entente récente entre l'Angleterre, l'Allemagne, la France, le Danemark et la Hollande peut enlever toute crainte d'invasion au Danemark et

[1] Le major Stewart Murray : *Future Peace of the Anglo-Saxons* (Watts and Co.), Londres.

à la Hollande, à tel point que le Danemark étudie sérieusement la question d'abolir son armée et sa marine, il semble qu'il n'y ait qu'un pas de plus à faire pour que toutes les Puissances, grandes et petites, garantissent mutuellement l'indépendance de leurs territoires respectifs.

Dans l'une et l'autre hypothèse, la thèse des militaristes est condamnée, car la sécurité nationale dépend d'autres garanties que de la force militaire. A la vérité, il faut faire une distinction entre la sécurité *politique* qui peut ne pas être assurée — car personne ne voudrait soutenir que la Hollande conserverait sa complète indépendance *politique*, si l'Allemagne la menaçait sérieusement, — et la sécurité *économique* qui resterait sauve en tout état de cause. Tous les financiers savent que si, demain, l'Allemagne conquérait la Hollande ou la Belgique, elle ne pourrait toucher à leur richesse. Elle ne pourrait rien confisquer. Et c'est pour ce motif qu'un titre de rente belge vaut 15% de plus qu'un titre de rente allemande. Que la Belgique disparaisse politiquement, sa richesse n'en demeurera pas moins intangible.

Mais, par l'une de ces contradictions comme on en rencontre tant dans le monde des idées, ceux-là mêmes qui reconnaissent inconsciemment l'intangibilité de la richesse ne savent pas en conclure

que si la conquête d'un peuple doit rester sans effet sur sa richesse, il est aussi illogique qu'illusoire de préconiser une politique de conquête en vue de s'enrichir. Et cependant, si nous ne pouvons toucher à la fortune des vaincus, comment mettrions-nous la main sur elle ?

Je ne parle pas seulement du butin. Il est évident, même après l'examen le plus superficiel, que la masse de la population de l'État vainqueur ne retire pas un centime de la conquête d'un autre pays. Et cependant c'est à ce but que tend la politique de tant d'États européens. Voici par exemple celle des pangermanistes allemands. Ce parti a pour but de grouper en une seule grande Puissance tous les peuples de race ou de langue germaniques de l'Europe. Si ce but était atteint, l'Allemagne deviendrait la première Puissance du continent et pourrait devenir la première Puissance du monde. Selon les idées généralement acceptées, la réalisation de ce plan justifierait, au point de vue de l'Allemagne, tous les sacrifices que les Allemands pourraient faire. Ce serait un objet si grand, si désirable, que les citoyens allemands ne devraient pas hésiter un seul instant à donner tout, jusqu'à leur vie, pour y atteindre. Très bien. Supposons qu'au prix d'un grand sacrifice, du plus grand sacrifice qu'il soit possible

d'imaginer de la part d'une nation civilisée, ce but ait été atteint, et que la Belgique, la Hollande, l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche soient devenues parties intégrantes du grand Empire allemand. *Y a-t-il un sujet allemand quelconque qui pourrait dire que ce changement ait augmenté son bien-être ?* L'Allemagne « posséderait » alors la Hollande. *Mais un seul sujet allemand serait-il plus riche par suite de cette annexion ?* Le Hollandais, autrefois sujet d'un État petit, insignifiant, serait devenu sujet d'un très grand État. *Le Hollandais, en tant qu'individu, y trouverait-il une augmentation de richesse ou de bien-être ?* Nous savons qu'en fait, la situation de l'Allemand ou du Hollandais n'en serait nullement améliorée, et nous savons aussi que, selon toutes les prévisions humaines, leur situation serait bien pire. Nous pouvons dire, en tout cas, que le Hollandais y aurait perdu, en échangeant les impôts relativement légers et le service militaire également léger de la Hollande, contre les impôts beaucoup plus lourds et le service militaire beaucoup plus dur du « Grand » Empire allemand.

La réponse ci-après, faite, dans le *Daily Mail*, à un article du même journal, jette une nouvelle clarté sur les points qui viennent d'être examinés. Le critique du *Daily Mail* avait considéré que la

conquête de l'Alsace-Lorraine représentait, dans le bilan allemand, un actif de £66 millions, et il avait ajouté : « Si l'Alsace-Lorraine était restée « française, elle aurait procuré au gouvernement « français, au taux des impôts actuels, un revenu « annuel de £8,000,000. Ce bénéfice est acquis à « l'Allemagne et perdu pour la France. »

A quoi j'ai répondu :

« Si nous considérons ainsi le revenu normal de l'équivalent pécuniaire de l'Alsace-Lorraine, celle-ci vaudrait, au taux de l'argent en Allemagne, £3,000,000 par an, pour un capital de £66,000,000. D'autre part on nous dit que ce revenu serait effectivement de £8,000,000. Voulez-vous que nous nous en tenions au chiffre moyen de £5,000,000 ? Si vraiment l'Alsace-Lorraine représente ce profit annuel pour l'Allemagne, combien les *possessions* de l'Angleterre doivent-elles représenter pour elle ? A s'en tenir à la population de ces *possessions*, on dirait volontiers £1,000,000,000 ; à considérer la superficie des *possessions*, plus encore ; non seulement de quoi nous décharger de tout impôt, et rembourser la dette publique, mais même de quoi procurer un revenu à chaque famille anglaise. Or nous savons que cela est faux.

« Mon critique ne voit-il pas que l'idée d'un profit retiré par les individus du fait d'une *possession* nationale repose sur une simple mystification, sur une illusion. L'Allemagne a vaincu la France et annexé l'Alsace-Lorraine. Les Allemands *possèdent* donc celle-ci. Se sont-ils enrichis de ce fait, comme le croit mon critique, et comme le croient avec lui beaucoup d'hommes d'État d'Europe ? Non certes. L'Alsace-Lorraine n'est *possédée* que par ses habitants et par personne autre ; et l'Allemagne, avec toute sa violence, n'a pu les déposséder, comme on le voit par le cadastre de l'Alsace-Lorraine qui, soit dit en passant, n'évalue pas l'impôt impérial à £8 ni à £3 millions, mais à £1 million seulement, en suivant le même calcul que pour les autres

parties de l'Empire. La Prusse, qui a conquis, paye un impôt capital identique à celui des provinces conquises ; et celles-ci, si elles ne payaient pas cet impôt à l'Empire, auraient à le payer, — et peut-être d'après un taux plus élevé, — à la France. Si l'Allemagne ne *possédait pas* l'Alsace-Lorraine, elle échapperait, par contre, à des charges qui ne se chiffrent pas par un mais par plusieurs millions de livres. Le changement de propriétaire n'affecte donc pas la situation pécuniaire de ceux qui possèdent, ni celle de ceux qu'on possède.

« En examinant le bilan dressé par mon critique, j'ai déjà fait observer, dans un précédent article, que, même si ses chiffres étaient aussi exacts qu'ils sont faux, ils ne feraient pas d'impression sur moi. Nous savons tous les résultats merveilleux qu'on peut figurer avec des chiffres ; mais on peut souvent trouver un simple fait qui met ces résultats à l'épreuve sans aucune intervention mathématique. Je ne sais s'il est arrivé à mon critique, comme à moi-même, de rencontrer, dans la salle de jeux d'un des casinos du continent, un de ces génies qui chiffres en mains, vous prouvent la certitude d'une combinaison qui doit vous permettre de gagner un million. Je n'ai jamais étudié une de ces combinaisons, et ne le ferai jamais, ne fut-ce que pour cette raison que le génie du casino vend sa recette 20 francs. A ce prix je m'en désintéresse, car si elle valait quelque chose il ne la vendrait pas.

« Dans le sujet qui nous occupe, nous avons des critériums de la même valeur pour juger la portée des chiffres. En réalité l'erreur qui fait considérer une annexion de territoire comme un enrichissement pour l'État qui annexe, est plus facile à percer à jour que les erreurs des combinaisons de jeu, car celles-ci dépendent de la loi des probabilités et de la loi des moyennes sur lesquelles les philosophes ne seront pas seuls à s'escrimer jusqu'à la fin des temps. Il faut un cerveau rompu aux mathématiques pour réfuter le génie de casino, tandis qu'il suffit de pouvoir grouper dans son cerveau deux faits à la fois pour dissiper l'autre illusion. N'oublions pas un des faits tandis que nous réfléchissons à l'autre. Le fait qu'on n'oublie pas c'est que lorsque l'Allemagne a conquis l'Alsace-Lorraine, elle s'est approprié un territoire que mon critique estime £66

millions. Celui que nous oublions c'est que l'Allemagne a annexé, en même temps que le territoire, ceux qui continuent à en être les maîtres. Après avoir multiplié par x il faut donc diviser par x et le résultat de ce double calcul est de nous ramener au même point qu'auparavant. Mon critique a très bien fait la multiplication, mais il a oublié la division. Appliquons notre critérium. Si un pays trouve un bénéfice à annexer une province, et si ses habitants s'enrichissent en conséquence, les petites nations doivent être infiniment plus pauvres que les grandes, alors que, d'après le critérium des faits que nous révèlent l'état du crédit, la prospérité des caisses d'épargne, le genre de vie le progrès social et le bien-être général — les citoyens des petits États sont, toutes proportions gardées, plus heureux que les citoyens des grands États. Les citoyens de pays comme la Hollande, la Belgique, le Danemark, la Suède et la Norvège n'ont rien à envier à ceux d'Allemagne, d'Autriche ou de Russie. Ces faits dépassent toutes les théories. S'il était vrai qu'un pays bénéficiât d'une acquisition de territoire, et qu'un État plus grand correspondît à plus de bien-être, pourquoi les faits le démentiraient-ils ? Il y a évidemment quelque chose de faux dans ce système.

« Dans chaque État civilisé les revenus produits par un territoire sont dépensés sur ce territoire et les gouvernements modernes n'ont aucun moyen de confisquer ces revenus pour les distribuer à ceux qui les ont produits ou à d'autres. Autant vaudrait dire que les citoyens de Londres sont plus riches que ceux de Birmingham parce que leur budget municipal est plus élevé ; ou que les habitants de Londres seraient plus riches si le *County Council* annexait le canton d'Hertford, — ou que la prospérité d'une population dépend de l'étendue de la circonscription administrative qu'elle habite. Tout cela n'est qu'illusion d'optique, due au mirage d'une terminologie démodée. On sait que, dans une grande ville, il peut y avoir, et il y a souvent, plus de pauvreté et plus d'impôts que dans une petite. De plus en plus le gouvernement moderne n'est qu'une affaire d'administration. L'absorption des petits États par les grands, ou la subdivision des grands États en petits, n'affecte en rien la richesse individuelle. »

CHAPITRE IV

LA CONFISCATION EST UNE IMPOSSIBILITÉ ÉCONOMIQUE

Le vocabulaire actuel de la politique internationale est une survivance du passé. — En quoi les conditions modernes diffèrent des anciennes. — Changement profond opéré par la division du travail. — Les ramifications infinies de la finance internationale. — Attila et le Kaiser. — Ce qui arriverait si un envahisseur allemand pillait la Banque d'Angleterre. — Le commerce allemand dépend du crédit anglais. — La confiscation de la propriété ennemie est une impossibilité économique dans les conditions modernes. — L'intangibilité de la fortune publique.

Au moment du jubilé de la reine Victoria, on entendit un mendiant anglais dire en face du cortège :

« Je possède l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, les Indes, la Birmanie et les îles du Pacifique ; et je meurs de faim faute d'une croûte de pain. Je suis un citoyen de la plus grande Puissance du monde moderne, et tous devraient s'incliner devant ma grandeur. Et hier j'ai demandé l'aumône à un nègre sauvage, qui m'a repoussé avec dédain ».

Que signifie ceci ?

Cela signifie que, ainsi qu'il arrive fréquemment dans l'histoire des idées, notre vocabulaire correspond à des réalités qui n'existent plus, et nos

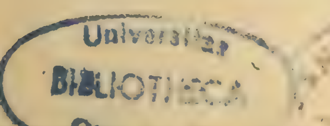
conceptions mentales restent fidèles à ce vocabulaire suranné. La politique internationale continue a être dominée par des formules applicables à des conditions que l'évolution de la vie moderne à complètement abolies.

Du temps des Romains, et pendant toute l'antiquité, la conquête d'un territoire procurait encore des avantages tangibles au vainqueur ; elle impliquait l'exploitation du territoire conquis par l'État conquérant au profit de cet État et de ses sujets. Elle impliquait aussi la réduction en esclavage du peuple vaincu et l'acquisition de richesses sous forme d'esclaves, comme résultat direct d'une guerre victorieuse. Au Moyen âge, une guerre de conquête correspondait encore à l'espoir d'un butin immédiat et tangible sous forme de biens susceptibles d'appropriation, tels que l'or et l'argent, ainsi qu'au lotissement du territoire entre les chefs de la nation conquérante, comme cela eut lieu lors de la conquête de l'Angleterre par les Normands.

Plus tard, les conquêtes ont procuré un avantage personnel au souverain de la nation victorieuse, et ce furent surtout les intérêts dynastiques de souverains rivaux qui amenèrent les guerres.

Plus tard encore, la civilisation dans son ensemble — sinon la nation conquérante — obtenait quelque-

fois, par la conquête de peuplades sauvages, de voir l'ordre remplacer le désordre. Pendant la période de colonisation des pays nouveaux, la première occupation d'un territoire par une nation déterminée procurait un avantage aux citoyens de cette nation, en ce sens que le trop plein de sa population pouvait s'y établir dans des conditions préférables aux conditions sociales ou politiques qu'eut imposées une autre Métropole. *Mais aucune de ces considérations ne touche au problème que nous examinons.* Nous discutons le cas de nations rivales complètement civilisées et d'une civilisation si solidement assise, que la conquête n'en pourrait modifier le caractère, alors surtout qu'il s'agit de territoires complètement peuplés ; nous disons que le fait de conquérir un de ces territoires ne donne au vainqueur aucun avantage matériel qu'il n'eût pu acquérir sans la conquête. Dans ces conditions, les réalités du monde politique, tel que nous le connaissons aujourd'hui, la « domination », ou la « supériorité des armements, » , ou la « maîtrise de la mer » — sont sans influence sur le commerce, l'industrie et le bien-être général ; l'Angleterre pourrait construire cinquante « Dreadnoughts » , et ne pas vendre un canif de plus en conséquence. Elle pourrait conquérir l'Allemagne demain, sans pouvoir, en raison de ce seul fait, augmenter la




richesse d'un seul Anglais d'un shilling, et cela en dépit de l'indemnité de guerre.

Comment les choses sont-elles changées à ce point que des termes, qui étaient vrais dans l'antiquité, et aussi à l'époque de cette renaissance politique qui a donné à la Grande-Bretagne son empire, ne soient plus applicables, *dans aucun sens*, aux conditions du monde telles que nous les observons aujourd'hui ? Comment se fait-il qu'une nation ne peut plus, par sa conquête, s'emparer de la richesse d'une autre au profit de sa propre population ? Comment se fait-il que nous constations cette absurdité, prouvée par l'histoire de l'Empire britannique, que le peuple vainqueur ne peut tirer du territoire conquis que des avantages inférieurs à ceux qu'il pouvait en tirer avant la conquête ?

Au point où je suis, je ne vais pas passer en revue tous les facteurs qui ont déterminé ce changement, car il suffit, pour ma démonstration, de mettre en évidence un phénomène qui est la conséquence indéniable du changement survenu : je veux dire l'interdépendance financière de tous les États du monde moderne. Anticipant sur les démonstrations ultérieures de ce livre, j'attire l'attention du lecteur, dès à présent, sur les conséquences qu'a produites la division internationale du travail qui devait

fatalement suivre, et qui a suivi, le progrès des moyens de communication.

Quand la division du travail était si rudimentaire que chaque famille devait produire tout ce dont elle avait besoin, il importait peu que toute relation fut rompue, pendant des semaines et des mois, avec une partie déterminée du reste du monde. Tous les voisins d'un village ou d'un foyer familial pouvaient être massacrés ou assiégés sans qu'on en ressentit d'effet économique. Mais si, aujourd'hui, un comté d'Angleterre est séparé pendant 48 heures du reste de l'organisme social, par suite d'une grève de chemins de fer, toute sa population est exposée à la famine. Si, à l'époque des Danois, l'Angleterre avait pu tuer tous les étrangers, elle s'en fût peut-être très bien trouvée. Aujourd'hui, si elle en faisait autant, la moitié de ses habitants mourraient de faim. Si, d'un côté de la frontière, on produit du blé et, de l'autre, du charbon, il y a solidarité entre les deux productions qui ne peuvent se passer l'une de l'autre. Ce n'est pas en huit jours que le mineur ferait pousser le blé, et le cultivateur lui-même doit nourrir sa famille en attendant la récolte. L'échange de services s'impose et il faut, de part et d'autre, s'en rendre compte ou mourir de faim. Cet échange n'est que la forme la plus élémentaire du commerce et du

crédit, et l'interdépendance qu'il exprime a, par les grands développements des voies de communication, atteint un tel degré de complexité, que tout ce qui affecte une production donnée réagit infailliblement sur des productions qui n'ont, avec la première, que les effets les plus lointains.

Cette interdépendance vitale qui se moquera de plus en plus des divisions artificielles des frontières, est surtout l'œuvre des quarante dernières années et elle est devenue, dans l'intervalle, tellement complexe qu'une perturbation à New-York amène une perturbation financière et commerciale à Londres ; et si cette perturbation est suffisamment grave, elle oblige les financiers de Londres à coopérer avec ceux de New-York pour amener la fin de la crise, non par un sentiment d'altruisme, mais dans l'intérêt de leur propre défense commerciale. La complexité des finances modernes fait dépendre New-York de Londres, Londres de Paris, Paris de Berlin, dans une mesure sans exemple jusqu'à présent dans l'histoire. Cet enchevêtrement est le résultat de l'usage journalier de ces institutions qui ne datent que d'hier — la poste rapide, la diffusion instantanée des informations financières et commerciales par le télégraphe, et, en général, le progrès incroyable de la rapidité des communications, qui a amené un

rapprochement financier si intime entre les cinq ou six grandes capitales du monde chrétien et les a liées par des liens d'interdépendance plus étroits que ceux qui unissaient les villes d'un même pays, il y a une centaine d'années.

Un homme qui fait autorité en France, écrivant dans une publication financière, a fait cette réflexion suggestive :

« Le développement extrêmement rapide de l'industrie a donné lieu à une intervention active de la finance, laquelle en est devenue le *nervus rerum* et y a pris un rôle dirigeant. Et, sous l'influence des finances, l'industrie a commencé à perdre son caractère exclusivement national pour revêtir un caractère de plus en plus international.

« L'animosité et la rivalité nationalistes s'atténuent par suite de cette solidarité financière internationale grandissante.

« Cette solidarité s'est manifestée à l'évidence lors de la dernière crise monétaire et industrielle. La crise, déchaînée sous une forme des plus graves aux États-Unis et en Allemagne, n'a pas profité à leurs rivaux. Au contraire, l'Angleterre et la France, s'en sont douloureusement ressenties. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'en dehors des intérêts financiers engagés directement ou indirectement par des pays capitalistes dans l'industrie des autres pays, tout pays producteur constitue, en même temps qu'un rival, un client pour les autres pays. La solidarité financière et commerciale acquiert de plus en plus d'importance aux dépens de la rivalité industrielle et commerciale entre les différentes nations. Ce fut certainement la principale cause qui, il y a quelques années, empêcha la guerre d'éclater entre l'Allemagne et la France, à propos du Maroc et qui amena l'entente d'Algésiras.

« Il est certain pour ceux qui ont étudié la question, que l'influence de cette solidarité économique internationale augmente en dépit de nous-mêmes. Elle n'est due à l'action con-

sciente d'aucun de nous, et elle ne sera certainement mise en échec par aucune action consciente de notre part[1]. »

Un patriote ardent a envoyé à un journal de Londres la lettre suivante :

« Quand l'armée allemande sera en train de piller les caves de la Banque d'Angleterre et de saper les bases de toute notre fortune nationale, peut-être alors les braillards qui hurlent en ce moment contre le coût excessif de la construction de quatre nouveaux « Dreadnoughts » comprendront-ils pourquoi les gens sensés regardent cette opposition comme une bêtise et une trahison tout ensemble. »

Quel serait le résultat d'un acte de ce genre de la part d'une armée allemande à Londres ? Le premier résultat serait naturellement, puisque la Banque d'Angleterre est le banquier des autres banques, que toutes les banques anglaises se trouveraient assaillies de demandes de remboursements, et qu'elles suspendraient leurs paiements. Et Londres étant le comptoir de règlement du monde entier, nombre de traites sur Londres seraient protestées ; leur valeur tomberait à zéro ; dans tous les centres financiers l'intérêt des avances monterait à un taux exorbitant, car le crédit serait si terriblement ébranlé que toutes les valeurs

[1] « Quelques observations sur la situation économique de l'Allemagne. » L'*Information*, 14 septembre 1909 et jours suivants.

baisseraient au point de mettre leurs détenteurs à deux doigts de la banqueroute et de la ruine, et les finances allemandes elles-mêmes ne seraient pas dans un état moins chaotique que les finances anglaises ; aussi quel profit le crédit allemand aurait-il tiré de l'or anglais, en comparaison de la perte qu'il aurait subie par l'effet de la catastrophe générale que son gouvernement aurait causée. Du reste un pays assez arriéré pour s'emparer des réserves des banques, serait tenu en méfiance par la spéculation. La première condition du crédit est la confiance, et ceux qui la répudient paient cher leur erreur. Le généralissime allemand occupant Londres pourrait ne pas être plus civilisé qu'Attila lui-même, mais il s'apercevrait bien vite de la différence entre Attila et lui. Attila, heureusement pour lui, n'avait pas à s'occuper de la cote de la Bourse ni d'autres complications semblables ; le général allemand, essayant de piller la Banque d'Angleterre, s'apercevrait que son propre dépôt à la Banque de Berlin serait compromis, et que la valeur de ses meilleurs placements aurait diminué comme par miracle ; pour un pillage rapportant quelques pièces d'or à chacun de ses soldats, il aurait sacrifié la majeure partie de sa richesse personnelle. Il est certain que si l'armée allemande se rendait coupable d'un pareil vandalisme écono-

mique, toutes les grandes institutions allemandes en seraient affectées ; leur perte en crédit et en sécurité serait si énorme qu'elle dépasserait de beaucoup[1] la valeur du butin pillé. Il n'est pas exagéré de dire que chaque livre sterling enlevée à la Banque d'Angleterre, en coûterait infiniment plus au commerce allemand. Tout le monde financier allemand userait de son influence sur le gouvernement allemand pour l'amener à mettre fin à un état de choses ruineux pour le commerce de l'Allemagne, et la finance allemande ne serait sauvée de l'effondrement que par la décision du gouvernement allemand de respecter scrupuleusement la propriété privée, — et plus spécialement les réserves des banques. Il est vrai que les chauvins allemands se demanderaient pourquoi donc l'on a fait la guerre, et une leçon élémentaire de finances internationales, donnée par cette leçon de choses, serait plus utile pour rafraîchir leur ardeur que la puissance de la marine anglaise. Car c'est un fait que l'homme préfère se battre plutôt que de payer, et qu'il courra des risques personnels plutôt que de débourser de l'argent. « L'homme, comme le dit Bacon, préfère le danger au travail. »

[1] Cette perte serait d'autant plus grande que la réserve métallique de la Banque d'Angleterre est relativement petite.

Des événements, encore présents à la mémoire des hommes d'affaires, montrent les ramifications extraordinaires du monde financier moderne. Une crise financière à New-York fait monter le taux de l'escompte de la Banque d'Angleterre à 7 % causant ainsi la ruine de nombreuses maisons anglaises qui, sans cela, auraient pu se tirer d'affaire. Il arrive ainsi qu'une partie du monde financier est, en dépit d'elle-même, obligée de venir au secours de toute autre nation importante qui vient à se trouver gênée.

J'emprunte ces citations suggestives à l'un des plus récents traités de finance internationale [1] :

« Les banques de tous les pays dépendent tellement les unes des autres que la force des plus fortes peut facilement descendre au niveau de celle des plus faibles, si un scandale se produit à la suite des fautes des banques véreuses... C'est le cas d'un homme descendant à bicyclette une rue pleine de passants et dont la vie dépend non seulement de son adresse mais aussi de l'état de la circulation dans cette rue... Les banques de Berlin, dans l'intérêt de leur propre sécurité, durent, à l'occasion de la panique de Wall Street, abandonner une partie de leur réserve métallique pour répondre aux demandes américaines... Si la panique s'aggravait au point que Londres fût obligée de restreindre ses facilités de paiement, d'autres centres, qui d'habitude ont des réserves à Londres — réserves qu'ils considèrent comme de l'or véritable, parce qu'une traite sur Londres vaut son montant en or, — se trouveraient dans une situation très pénible, et il s'ensuit que l'intérêt de tous

[1] *The Meaning of Money*, par Hartley Withers. Smith, Elder and Co., Londres.

les autres centres, reposant uniquement sur les facilités commerciales que Londres seule peut donner, exige que l'on veille à ce que la tâche de Londres ne soit pas rendue trop ardue. C'est tout spécialement le cas des étrangers ayant à Londres un dépôt sur lequel on emprunte. En fait, Londres a dû emprunter à dix-sept autres pays l'or exigé par New-York. »

On peut mentionner incidemment à ce sujet que le commerce allemand est tout spécialement intéressé au maintien du crédit anglais. L'auteur que nous venons de citer écrit :

« On affirme même que l'expansion rapide du commerce allemand, qui s'est développé surtout par son élasticité et son adaptabilité aux besoins des clients, n'aurait jamais pu se produire s'il n'avait pu profiter du large crédit fourni par Londres... Personne ne peut chercher noise aux Allemands pour avoir consacré le crédit que nous leur offrions à l'expansion du commerce allemand, bien que l'extension exagérée des facilités de crédit ait eu des résultats intéressant d'autres nations en dehors d'eux...

« Espérons que nos amis allemands nous en sont dûment reconnaissants et évitons l'erreur de supposer que nous nous sommes causé à nous-mêmes un tort permanent en leur fournissant cet appui. L'intérêt économique de l'Humanité en général est de stimuler la production, et l'intérêt économique de l'humanité en général se confond avec l'intérêt de l'Angleterre, en raison de son immense commerce mondial. L'Allemagne a augmenté sa production à l'aide du crédit anglais, ainsi du reste que toutes les nations qui se sont civilisées au point de vue économique. C'est un fait que toutes, y compris nos propres colonies, développent leurs ressources grâce au capital et au crédit anglais, et qu'ensuite elles font tous leurs efforts pour arrêter la pénétration de nos marchandises au moyen de tarifs douaniers ; un observateur superficiel pourrait en déduire que l'Angleterre fournit le capital destiné à amener sa ruine. Mais en pratique il en est tout autrement, car tous ces pays qui dé-

veloppent leurs ressources avec notre argent cherchent à se créer un commerce d'exportation et à nous vendre des marchandises, et comme elles n'ont pas encore atteint le degré d'altruisme économique où l'on consent à vendre des marchandises pour rien, l'augmentation de leur production comporte une demande croissante pour nos produits et pour nos services. Et pendant ce temps, l'intérêt de notre capital et de notre crédit et le profit que nous trouvons à jouer le rôle d'intermédiaires dans les échanges, forment une augmentation importante de notre revenu national. »

Quelle nouvelle conclusion pourrions-nous déduire de ces faits ? Celle-ci : que l'Allemagne est aujourd'hui plus que jamais la débitrice de l'Angleterre, et que sa fortune industrielle est intimement liée à la sécurité nationale de cette dernière.

Quelle serait donc la situation de la Grande-Bretagne au lendemain d'un conflit dont elle sortirait victorieuse ? J'ai entendu discuter la possibilité de la conquête et de l'annexion du port libre de Hambourg par une flotte anglaise victorieuse.

Admettons que ce soit chose faite, et que le gouvernement britannique soit en train de prendre des mesures pour tirer son profit de la propriété annexée et confisquée. Cette propriété, à l'origine, était de deux sortes : partie en était propriété privée, et partie en était propriété du gouvernement allemand, ou plutôt du gouvernement hambourgeois. Le revenu de cette dernière partie était spécialement affecté au paiement de l'intérêt

de certaines dettes d'État ; l'acte du gouvernement britannique va donc enlever presque toute valeur aux titres représentant ces dernières, et, dans le cas d'actions de compagnies privées, celles-ci tomberont à zéro. Le papier ne sera plus négociable. Une grande quantité de ce papier est détenu — sous forme de dépôts ou autrement — par de nombreuses banques ou par des compagnies d'assurances et cet effondrement subit atteindra leur solvabilité. Cet effondrement n'intéresserait pas seulement un grand nombre d'établissements de crédit en Allemagne, mais, ceux-ci étant à leur tour débiteurs de sommes considérables à Londres, les établissements anglais seraient également intéressés. Ainsi que nous l'avons déjà expliqué, beaucoup de maisons étrangères ont des dépôts dans les banques de Londres, et l'acte du gouvernement anglais provoquant une crise monétaire en Allemagne, on se précipiterait à Londres pour retirer tous les dépôts. Londres serait donc affecté des deux côtés, et ce serait miracle qu'à ce moment toute l'influence des financiers anglais ne fût pas mise en œuvre pour mettre un terme à l'action du gouvernement britannique. Supposons encore que le gouvernement, pour mieux se tirer d'un mauvais pas, intervienne en émettant des emprunts pour réparer les ravages de la guerre. Les banques,

voyant que les titres originaux sont réduits à la valeur du papier, par suite de l'acte du gouvernement anglais, et que les financiers anglais se sont déjà brûlé les doigts dans l'affaire, refuseront leur concours, et l'argent ne pourra plus être obtenu qu'à un taux d'intérêt abusif, si abusif qu'il est évident que jamais l'affaire ne couvrira ses frais au point de vue gouvernemental.

L'intangibilité de la richesse est encore démontrée d'une autre manière. Un Allemand, à qui l'on demandait comment son pays pourrait tirer profit de l'invasion de l'Angleterre, eut une réponse aussi typique que simple. Reconnaissant qu'il ne serait pas possible de mettre à sac la Banque d'Angleterre, il estimait qu'il faudrait réduire les Anglais à un état d'esclavage effectif en les faisant travailler pour les étrangers sous la contrainte du fusil ou du fouet. Et il avait dressé en chiffres le bilan des profits qu'en retirerait le vainqueur. Eh bien ! voyons ce bilan : La population conquise n'aurait plus le droit de dépenser ses revenus, ou, du moins, elle ne pourrait plus en dépenser qu'une partie pour elle-même. Son régime deviendrait un régime d'esclaves et la plus forte partie de ses gains passerait à ses maîtres. Mais comment donc ces revenus, qui tentent si fort les Allemands, sont-ils produits ?

Ces revenus résultent d'actions de chemins de fer, de parts dans les mines, dans les moulins, ou dans les grandes entreprises qui créent l'utile ou l'agréable. Point de revenus, par conséquent, à moins que la population n'achète largement de quoi se nourrir et se vêtir, qu'elle circule dans les trains et qu'elle use des moyens de divertissement. Si on l'empêche de se livrer à ces dépenses, les revenus qui proviennent de ces dépenses disparaîtront du même coup. Pour que les maîtres allemands puissent mettre la main sur ces revenus, il faut pourtant que ceux-ci aient été produits. Et pour qu'ils soient produits, il faut que les Allemands aient permis aux vaincus de vivre comme auparavant en dépensant leurs revenus pour eux-mêmes. Or, s'ils dépensent leurs revenus pour eux-mêmes, que pourraient bien prendre leurs nouveaux maîtres ? En d'autres termes, tout dépend d'une question de consommation. Sans consommation, pas de production profitable, et la richesse scintillante qui a séduit le vainqueur n'existe plus[1]. N'est-ce pas là de l'intangibilité ou, alors, quel

[1] Un économiste m'objectera peut-être que le vainqueur peut profiter de la rente du sol. J'imagine, toutefois, que quiconque a la pratique des affaires, conviendra que cette forme de revenus n'est pas plus susceptible d'être transférée d'un État à un autre que les bénéfices déjà envisagés. Les chapitres suivants le démontreront.

est le sens des mots ? D'une manière générale, un conquérant n'a plus de choix qu'entre deux méthodes : ou bien laisser l'ordre économique en état, et alors on ne voit pas pourquoi il n'est pas resté simplement chez lui ; ou bien se livrer à un procédé plus ou moins déguisé de confiscation, mais alors il dessèche lui-même la source dont l'abondance l'avait tenté. On verra plus loin combien cette intangibilité rend illusoires les procédés de confiscation qui consistent à prélever une indemnité de guerre, à lever un impôt, ou à monopoliser un marché.

J'ai choisi Hambourg pour la facilité de l'argumentation, mais, naturellement, la même chose serait vraie pour un port français. Je crois que le plan des pangermanistes comporte l'annexion du nord de la France, y compris le port du Havre. Mais comment les Allemands pourraient-ils saisir une partie du port du Havre sans se heurter au même obstacle insurmontable de l'intangibilité de la richesse moderne ? Supposons qu'une tentative soit faite pour saisir des docks, des navires, des magasins, ou toute autre propriété particulière ou publique, touchant de près ou de loin à la prospérité du port. Il arriverait deux choses en ce qui concerne les propriétés publiques : c'est que les gages garantissant les emprunts locaux du

Havre seraient mis en péril, et les Allemands ne pourraient faire un emprunt en vue de l'agrandissement ou de l'amélioration du port qu'à un taux exorbitant, parce qu'un gouvernement capable de ce genre de vol serait capable de désavouer ses dettes sous une forme quelconque, et le Havre serait alors boycotté au point de vue financier. Ce ne serait pas le moyen pour les Allemands de développer les avant-postes de leur nouvel empire.

S'ils tentaient un genre de confiscation affectant pratiquement la propriété particulière du commerce local, il se produirait la même chose : la faillite des maisons de commerce et l'ébranlement des banques locales réagiraient immédiatement sur la prospérité générale du port. Chaque fois qu'il serait possible d'aller ailleurs, les fréteurs le feraient pour éviter les risques généraux qu'implique le maniement de fonds et de marchandises par des maisons dont la situation financière est précaire. De plus, cette confiscation réagirait sur l'Allemagne d'une manière encore plus directe : s'il s'agissait d'une confiscation générale, non seulement les commerçants du Havre seraient touchés directement, mais, comme le Havre est la marché central du café pour l'Europe, maintes maisons brésiliennes en ressentiraient les effets, et il en résulterait deux conséquences : le crédit du Brésil

en souffrirait, et le marché du café en souffrirait aussi. Des intérêts allemands seraient engagés dans les deux cas. Certaines parties du Brésil ne sont que de simples colonies allemandes. Des centaines d'Allemands au Brésil dépendent du marché du café et de la prospérité de l'industrie du café ; la faillite de maisons havraises impliquerait probablement la faillite d'un nombre égal de maisons allemandes. Comme quelqu'un l'a dit avec esprit, l'Allemagne frapperait un chapeau français, mais elle trouverait en dessous une tête allemande.

Si l'on essayait de confisquer une propriété telle que celle de la Compagnie générale transatlantique, la situation serait encore plus tragique. Le capital d'une telle société est si énorme, et ses ramifications s'étendent si loin, qu'il est absolument impossible de dire à l'avance quel commerce européen n'en serait pas atteint. Quelques-uns des plus grands établissements financiers européens seraient directement touchés, et leurs coffres se fermeraient comme par magie, refusant toute avance de capital à toute affaire pouvant tomber sous la coupe du gouvernement allemand ; un gouvernement capable de confisquer une propriété particulière est capable de confisquer n'importe quoi ; toute propriété tombant entre ses mains devient un

placement dépourvu de sécurité et n'est plus qu'un objet de spéculation que tous les financiers prudents éviteront comme la peste. Nous avons déjà vu que l'industrie allemande dépend, dans une large mesure, du bas prix de l'argent ; par son système de banques industrielles et l'émission sur une grande échelle d'obligations industrielles, l'industrie allemande repose sur le crédit beaucoup plus que l'industrie de la France ou de l'Angleterre. L'Allemagne serait donc la première à souffrir de la difficulté de se procurer des fonds et de la diminution des facilités de crédit. Il n'est pas exagéré de dire qu'aucune industrie considérable en Allemagne, en dehors de celles qui sont directement entretenues par le gouvernement, ne serait à l'abri de la répercussion d'un acte comme la spoliation d'une société aussi importante que la Compagnie générale transatlantique. Les hommes d'affaires savent naturellement qu'un tel fait est impossible, et je ne fais que discuter les termes d'une hypothèse qui, comme les gens expérimentés le savent, ne saurait se réaliser. Mais on est obligé de discuter de pareilles hypothèses, et on est obligé de parler d'économie politique de façon à être compris du vulgaire, parce que, d'une part, les agressifs et, d'autre part, les alarmistes, parlent de ces hypothèses comme de choses possibles.

Elles sont impossibles, et tout financier européen ayant la moindre valeur le sait bien. Seuls les journalistes, les alarmistes militaires et les idéologues qui remanient en chambre la carte de l'Europe en parlent comme de possibilités [1]. Qu'en résulte-t-il ? C'est que si l'Allemagne occupait le port du Havre, elle devrait garantir absolument la sécurité de toutes les formes de la propriété, publiques et privées. Au point de vue économique, cette conquête aurait donc été de nul effet. L'Allemagne aurait ajouté une grande province et un grand port à son empire, mais la richesse de cette nouvelle province resterait entre les mains de ses anciens propriétaires : aucun Allemand n'en retirerait un seul centime. Nous revenons à l'ancienne question : l'individu allemand en bénéficierait-il ? Si cela était, comment se fait-il que les sujets de grandes nations comme l'Allemagne, l'Autriche ou la Russie n'éprouvent aucunement cette supériorité de bien-être qui devrait résulter de la grandeur de leur territoire, comparativement aux sujets d'un petit pays comme la Hollande ou la Belgique ? Si un grand avantage dérive de

[1] Pour le développement de cette thèse, et sur l'absence de profit qui résulterait d'une mainmise violente sur la richesse, et sur la façon dont le monde moderne s'en détournerait, voy. le chapitre V.

toute acquisition de territoire, comment se fait-il que la Belgique avec son petit territoire soit si prospère ?

Toute la difficulté en cette matière, ainsi qu'il arrive si souvent en sociologie et en politique, consiste, pour l'homme moyen, à tenir compte simultanément dans son esprit, de deux ou trois faits au lieu d'un seul. Si l'Allemagne venait à conquérir la Belgique, elle en profiterait naturellement, s'écrie le sociologiste amateur, parce que son revenu serait augmenté. Mais, en raisonnant ainsi, il oublie que, si son revenu était augmenté, il en serait de même de ses responsabilités, et que, si les leçons de l'histoire se répètent, la Belgique serait une province dont après la conquête, l'administration serait absolument ruineuse ; que ce que l'Allemagne gagnerait sous forme de revenu, elle le perdrait et au delà par le coût de l'administration militaire et civile, et qu'au lieu d'une communauté se développant librement et offrant, comme à présent, un marché fructueux au peuple allemand, on aurait une province peuplée de mécontents, bouillonnant d'agitation stérile, soulevant toutes sortes de difficultés militaires et administratives, entravant ainsi la politique allemande et rendant infiniment plus ardue qu'elle ne l'est la tâche des partis avancés en Allemagne, et

de tous ceux qui s'intéressent réellement à l'amélioration sociale.

Si l' « intérêt de l'Allemagne » signifiait simplement l'orgueil, la vanité d'une dynastie régnante, ou celle de quelques seigneurs et administrateurs militaires, l'Allemagne aurait certainement intérêt à s'emparer par la force de la Hollande, de la Belgique ou de la Normandie. Mais le mot « Allemagne » a une signification beaucoup plus étendue. Il faudrait, pour une pareille conquête, que le gouvernement fût tout au moins à l'abri de l'hostilité du groupe des partis libéraux, et en premier lieu de l'hostilité des démocrates allemands. Si l'on se souvient que l' « Allemagne » doit comprendre le social-démocrate aussi bien que le hobereau rural, et que l' « intérêt de l'Allemagne » représente l'intérêt de soixante millions d'individus qui ne sont pas seulement des ouvriers manuels, mais aussi des commerçants, des financiers, des capitalistes, des rentiers, on se rend compte qu'une pareille « Allemagne » n'a aucun intérêt à la conquête de la Hollande, de la Belgique ou de la Normandie. Quand on s'en sera rendu compte, l'affirmation que l'Allemagne n'a aucun intérêt à poursuivre une pareille conquête ne paraîtra plus aussi absurde qu'elle le paraissait tout d'abord. C'est l'autre affirmation, à

savoir que l' « Allemagne », abstraction intangible, et qui fait exclusion du vrai peuple allemand, puisse être intéressée à l'extension de ses frontières, qui semblera ridicule au plus haut point, dès que nous aurons compris en Europe ce que signifient réellement les mots « Allemagne » et « France ». Mais le développement de cette thèse appartient à une autre partie de cet ouvrage.

Reste, il est vrai, la possibilité d'exiger une indemnité de guerre. Cette question mérite également d'être discutée dans un chapitre à part.

CHAPITRE V

LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LA PUISSANCE MILITAIRE

Pourquoi le commerce ne peut être ni détruit ni capté par une puissance militaire. — Ce que sont les habitudes du commerce, et l'influence que la marine a sur elles. — Les « Dreadnoughts » et les affaires. — Pendant que les « Dreadnoughts » protègent le commerce contre d'imaginaires navires de guerre allemands, les maisons de commerce allemandes, suisses et belges, qui sont une réalité, s'emparent des affaires. — « L'agression commerciale » de la Suisse. — Le caractère illusoire de la conquête militaire. — Le brigandage gouvernemental rapporte aussi peu que le brigandage individuel. — Base réelle de l'honnêteté commerciale des gouvernements.

De même que M. Harrison a déclaré « qu'une invasion victorieuse entraînerait la disparition totale de notre commerce et de notre industrie, et, par là-même, l'impossibilité de nourrir quarante millions d'hommes sur notre territoire », de même aussi, j'ai pu lire dans un grand journal anglais que « si l'Allemagne disparaissait demain, il n'y aurait pas, le jour suivant, un seul Anglais dans l'univers qui n'en fût plus riche ». Pendant des années, des nations ont combattu au sujet d'une ville ou d'un droit de succession. Devraient-

elles refuser de combattre pour plus de six milliards de commerce annuel ? »

Que veut-on dire par « disparition » de l'Allemagne ? Entend-on que nous massacrerons de sang-froid soixante millions d'hommes, de femmes et d'enfants ? Sinon, alors même que l'armée et la flotte seraient totalement détruites, les quelque soixante millions de travailleurs de ce pays resteront encore là, et seront d'autant plus actifs qu'ils auront subi de plus grandes souffrances et de plus grandes privations. Ils exploiteront leurs mines et leurs usines avec plus d'énergie, d'économie et d'habileté que jamais, et resteront par conséquent nos rivaux commerciaux autant que jamais, qu'ils aient ou non une armée et une marine.

Même si nous pouvions annihiler l'Allemagne, nous supprimerions de ce fait une portion si importante de nos débiteurs que nous créerions à Londres une panique irrémédiable et cette panique réagirait tellement sur notre propre commerce, que celui-ci serait hors d'état de prendre la place précédemment occupée par l'Allemagne sur les marchés neutres, sans parler du fait que cette suppression détruirait un marché égal en importance à celui du Canada et de l'Afrique du Sud réunis.

Que signifie tout ceci ? Ai-je tort de dire que,

dans tout ce sujet, on emploie une terminologie qui a pu correspondre à la réalité d'une certaine époque, mais qui a perdu toute sa signification aujourd'hui ?

Un chauvin répondra peut-être qu'il n'est pas question de destruction permanente, mais seulement d' « annihilation temporaire ». (Ceci impliquerait alors l'acquisition non permanente, mais seulement temporaire, des six milliards de commerce convoités.)

Un tel chauvin pourrait, comme M. Harrison, insister sur l'autre côté de la question : si l'Allemagne pouvait s'assurer la maîtrise de la mer, elle nous séparerait de nos clients et intercepterait notre commerce à son profit. Cette idée n'est pas moins absurde que l'autre. On a déjà démontré que « la destruction complète du crédit », et « le chaos incalculable du monde financier » que prévoit M. Harrison, comme le résultat d'une invasion allemande, ne sauraient manquer d'avoir leur contre-coup sur les finances allemandes. Il est très douteux que le chaos fût moindre en Allemagne qu'en Angleterre. Il serait, dans tous les cas, assez grand pour désorganiser son industrie, et, dans cet état de désorganisation, l'Allemagne ne pourrait plus s'implanter sur les marchés laissés sans fournisseurs par l'isolement de l'Angleterre. De plus, ces

marchés eux-mêmes seraient désorganisés, parce qu'ils comptent sur la capacité d'achat de l'Angleterre, que l'Allemagne se serait efforcée de détruire. De ce chaos créé par elle-même, il serait impossible à l'Allemagne de tirer aucun profit, et elle ne pourrait mettre fin à ce désordre financier, fatal à son propre commerce, qu'en mettant fin à l'état de choses qui l'aurait produit — c'est-à-dire en mettant fin à l'isolement de la Grande-Bretagne.

Au point où nous en sommes, nous pouvons affirmer deux choses avec une certitude absolue : 1° l'Allemagne ne peut détruire notre commerce qu'en détruisant notre population ; 2° si elle pouvait détruire notre population — ce qui lui est impossible — elle détruirait un de ses marchés les plus profitables, puisque, à l'heure actuelle, elle nous vend plus que nous ne lui vendons. Dans toute cette affaire, on se trouve en présence d'une méconnaissance profonde de la nature réelle du commerce et de l'industrie.

Le commerce est purement et simplement l'échange d'un produit pour un autre. Si le fabricant anglais peut fabriquer du drap, ou de la coutellerie, ou des machines, ou de la poterie, ou des navires, à meilleur compte ou de meilleure qualité que ses rivaux, il sera le maître du marché ; si, au

contraire, ses produits sont inférieurs, ou plus chers, ou moins agréables aux clients, ses rivaux s'assureront le monopole de la vente, et la possession de « Dreadnoughts » n'y changera absolument rien. La Suisse, sans un seul « Dreadnought », le chassera du marché, même dans ses propres colonies, ce qu'elle fait déjà du reste dans les cas auxquels je viens de faire allusion. Les facteurs réels de la prospérité n'ont pas le moindre rapport avec la puissance militaire ou navale, en dépit de toute notre phraséologie politique. Pour détruire le commerce de quarante millions d'hommes, l'Allemagne devrait détruire nos mines de charbon et de fer, détruire l'énergie, le caractère, l'esprit d'initiative de notre population, en un mot détruire la décision prise par quarante millions d'hommes de gagner leur vie à la sueur de leur front. Si nous n'étions pas hypnotisés par cette extraordinaire illusion d'optique, nous admettrions sans discussion que la prospérité d'une nation dépend de la richesse naturelle du pays où elle vit, de sa discipline sociale, de son caractère industriel, qui sont le résultat d'années, de générations, de siècles, peut-être, de traditions et de lentes sélections, et qui dépendent, en outre, des ramifications infinies de la vie commerciale et financière, et aussi du degré d'aptitude technique spéciale pour

tel genre de fabrication, de l'art de satisfaire les besoins particuliers de tel ou tel marché, du perfectionnement des usines, de l'expérience professionnelle de la population qui exige souvent des efforts pendant des années et même des générations. Tout ceci, d'après M. Harrison, n'a aucune importance ; l'Allemagne doit pouvoir en faire table rase en un clin d'œil, et quarante millions de personnes doivent être réduites à la misère parce que l'Allemagne saurait, par une sorte de prodige, faire éclore subitement sur son sol des chantiers navals, des fonderies, des tissages, des usines, des mines de charbon et de fer, avec tout leur outillage, en vue de recueillir le commerce que les plus habiles manufacturiers et commerçants du monde ont mis des siècles à fonder. L'Allemagne aurait subitement à produire trois ou quatre fois plus que sa population n'a pu produire jusqu'à ce jour ; et il faudrait qu'elle le fasse ou qu'elle laissât ouverts à l'activité anglaise les marchés auxquels l'Angleterre a, jusqu'à maintenant, servi de fournisseur. Ce qui a réellement fait vivre les quarante millions d'individus que l'on condamnerait à mourir de faim le lendemain d'une victoire navale allemande, c'est le fait que le charbon et le fer exploités par eux ont été envoyés sous une forme quelconque aux populations qui avaient besoin de

ces produits, Ce besoin doit-il subitement cesser, ou bien ces quarante millions d'êtres humains doivent-ils être subitement atteints d'une sorte de paralysie, pour que toute cette vaste industrie disparaisse d'un seul coup ? La défaite de nos flottes sur mer peut-elle empêcher que le fermier du Canada veuille acheter nos charrues et les payer avec son blé ? Il est peut-être vrai que l'Allemagne pourrait arrêter l'importation de ce blé. Mais quel motif aurait-elle de le faire ? Quel avantage en tireraient ses habitants ? Par quelle sorte de miracle pourrait-elle tout à coup fournir les produits qui entretenaient l'activité de quarante millions d'hommes ? par quelle sorte de miracle pourrait-elle subitement doubler sa population industrielle ? Et par quelle sorte de miracle pourrait-elle renoncer à consommer le blé puisque, si elle ne peut consommer le blé, le Canadien ne pourra pas acheter ses charrues ? Je sais que tout ceci est élémentaire, que c'est le rudiment de l'économie politique, mais quelle notion en ont M. Harrison et ceux qui partagent ses idées, lorsqu'ils écrivent les phrases que j'ai citées ?

Il est encore possible que notre chauvin ait une autre idée en tête. Il peut soutenir que les grands établissements militaires et navals n'existent pas en vue de conquérir des territoires ou de dé-

truire le commerce d'un rival, mais seulement pour « protéger » ou aider indirectement le commerce et l'industrie. D'où il faudrait déduire que, d'une manière mal définie, une grande Puissance peut venir en aide au commerce de ses nationaux, grâce au prestige que procurent une grande marine et une forte armée et à l'action qu'elle exerce sur les tarifs internationaux. Ici encore, l'exemple des petites nations européennes dément cette affirmation.

Il est évident que l'étranger n'achète pas nos produits et refuse ceux de l'Allemagne, parce que nous avons une marine plus forte. Supposons que les représentants d'une maison anglaise et d'une maison allemande, vendant toutes deux de la coutellerie, dans la République Argentine, au Brésil, en Bulgarie ou en Finlande, se réunissent dans l'un de ces pays : l'Allemand ne va pas enlever la commande parce qu'il pourra prouver à l'Argentin, au Brésilien, au Bulgare ou au Finlandais que l'Allemagne a douze « Dreadnoughts », alors que l'Angleterre n'en a que huit. L'Allemand enlèvera la commande si, dans l'ensemble, il peut faire une offre plus avantageuse pour l'acheteur qu'il sollicite. C'est pour cette unique raison que la commande sera faite à un marchand de n'importe quelle nationalité, qu'il soit Allemand, Suisse,

Belge ou Anglais, sans égard pour les armées et les flottes du vendeur. Il ne semble pas que les armées et les flottes aient la moindre importance lorsqu'il s'agit de discuter une question de tarifs. La Suisse déclare une guerre de tarifs à l'Allemagne et en sort victorieuse. Toute l'histoire commerciale des petites nations démontre que le prestige politique des grandes ne procure à celles-ci aucun avantage commercial.

Nous parlons sans cesse comme si notre commerce naval était, d'une façon spéciale, le résultat de l'augmentation de notre puissante flotte, mais la Norvège a un commerce naval presque trois fois aussi important que celui de l'Angleterre, relativement à sa population, et les mêmes raisons qui rendent impossible la confiscation, par une nation étrangère, de la réserve d'or de la Banque d'Angleterre rendraient impossible la confiscation de la flotte marchande anglaise, par une nation étrangère, au lendemain d'une défaite navale des Anglais. Dans quel sens peut-on dire que notre commerce de transports ou tout autre commerce dépende de la puissance militaire ?

Au moment où j'écris ces lignes, mon attention est attirée par une série d'articles écrits dans le *Daily Mail*, par M. F. A. McKenzie, pour expliquer comment l'Angleterre est en train de perdre

la clientèle du Canada. Dans un de ses articles, il cite les paroles d'un certain nombre de marchands canadiens :

« Nous faisons peu d'achats directs en Angleterre, dit M. Harry McGee, l'un des vice-présidents de la compagnie, en réponse à mes questions. Nous conservons à Londres un personnel de vingt employés qui surveillent nos achats en Europe, mais les commandes vont surtout en France, en Allemagne et en Suisse, et non en Angleterre. »

Dans un autre article, il observe que beaucoup de commandes vont en Belgique. Or, cette question se pose : Qu'est-ce que notre marine pourrait faire pour nous qu'elle n'ait pas fait au Canada ? Et cependant les commandes vont en Belgique et en Suisse. Allez-vous nous protéger contre l'agression commerciale de la Suisse en construisant une nouvelle douzaine de « Dreadnoughts » ? En admettant qu'avec nos « Dreadnoughts », nous puissions conquérir la Belgique et la Suisse, le commerce belge ou suisse ne continuerait-il pas à agir comme auparavant ? Nos armes nous ont donné le Canada, mais non les commandes du Canada, qui vont à la Suisse.

Si les commerçants des petites nations peuvent se rire des grandes nations guerrières, quel besoin ont les commerçants anglais de « Dreadnoughts » ? Si la prospérité commerciale de la Suisse est à l'abri de l'agression d'un voisin dont la puissance militaire, par rapport à celle de la Suisse, est de cent

contre un, comment se ferait-il que le commerce et l'industrie de la plus grande nation de l'histoire, et jusqu'au pain de ses enfants, fussent en danger d'être détruits à bref délai comme voudrait nous le faire croire M. Harrison ?

Si les hommes d'État européens voulaient bien nous dire *comment* la puissance militaire d'une grande nation favorise les intérêts commerciaux de ses sujets ; s'ils voulaient nous expliquer ce *modus operandi*, au lieu de nous payer de mots sonores et vagues sur « l'exercice de l'influence qui leur est due dans les conseils des nations », on pourrait accepter leur manière de voir. Mais tant qu'ils ne l'auront pas fait, nous serons sûrement en droit de considérer que leur terminologie politique est simplement une survivance, un héritage d'un état de choses disparu en fait depuis longtemps.

Ce sont des faits dans le genre de ceux que j'ai cités qui constituent la protection réelle du petit État, et qui, lorsqu'ils seront universellement reconnus, devront constituer la protection réelle de tous les États, grands ou petits, contre une agression du dehors. Ceux-ci seront en sécurité, parce que, lorsque ces vérités seront admises, personne ne désirera les conquérir, et que personne ne voudra maintenir des armements dans le simple but d'en démontrer l'inutilité.

Une autorité en matière de finances, déjà citée par moi, a fait la remarque que les ramifications financières du monde moderne se sont étendues malgré nous, « sans même que nous nous en apercevions, avant d'en faire la dure expérience ». L'humanité conserve toujours la même tendance que par le passé à s'emparer de richesses qui ne lui appartiennent pas et qu'elle n'a pas gagnées. Mais son intérêt à le faire n'est plus le même. Dans des conditions très primitives, le brigandage est une source de profits jusqu'à un certain point. Quand les produits du travail, en raison de l'insuffisance des moyens de production, sont médiocres et incertains, et quand toute la richesse est facilement transportable, le pillage et le vol offrent plus d'avantages à l'action des gens hardis ; dans ces conditions, l'étendue de la richesse d'un homme dépend en grande partie de la grosseur de sa massue et de l'agilité avec laquelle il la manœuvre. Mais, pour l'homme dont la richesse dépend presque exclusivement de son crédit et du fait que son papier est coté comme « bon » sur le marché, la malhonnêteté est devenue aussi peu avantageuse que l'était le travail honnête à une époque plus primitive.

Les instincts du commerçant d'aujourd'hui peuvent être restés les mêmes que ceux du voleur

de bétail ou du baron pillard du moyen âge, mais s'emparer par la violence de la richesse d'autrui est devenu l'acte le moins profitable auquel on puisse se livrer. La force des lois économiques a rendu la chose impossible. Je sais bien que le partisan de la force brutale répondra : « C'est la police qui l'a rendue impossible ». Cela n'est pas exact. Il y avait autant d'hommes armés en Europe à l'époque où le baron pillard se livrait à ses opérations qu'il y en a aujourd'hui. Dire que le policeman empêche le voleur de voler, c'est mettre la charrue avant les bœufs. Qu'est-ce qui a créé la police et l'a rendue possible, sinon le fait, universellement admis, que le désordre et l'agression rendent le commerce impossible ?

Remarquez ce qui se passe dans l'Amérique du Sud. Des États habitués jadis à ne pas payer leurs dettes sont devenus récemment aussi exacts et bons payeurs que la Cité de Londres, et remplissent leurs engagements de façon aussi régulière. Cela veut-il dire que les populations soient devenues plus morales, et que le mauvais fonds originel de leur nature, qui, pendant des siècles, a fait de ces pays la proie de désordres et de conflits sanglants sans cesse renouvelés, aît complètement changé en quinze ou vingt ans ! Il est probable que non ; en tout cas, cela n'a pas grande

importance. Ce qui importe, c'est que les *manifestations* de leur état d'âme aient changé du tout au tout. Ces pays, comme le Brésil et la République Argentine, ont été attirés dans le cercle international du commerce, des échanges et de la finance. Leurs relations économiques sont devenues suffisamment étendues et complexes pour faire de l'infidélité aux engagements pris, la forme du vol la moins profitable. Le financier vous dira qu'ils ne peuvent pas se « payer le luxe de renier leurs engagements ». S'ils voulaient le tenter, ce serait au détriment de toutes sortes d'institutions directement ou indirectement intéressées au fonctionnement normal de la machine gouvernementale ; les banques en souffriraient, d'importantes transactions resteraient sans solution et la communauté financière tout entière protesterait. En essayant d'éviter le paiement d'un seul emprunt, on causerait au monde des affaires des pertes dépassant bien des fois le montant de l'emprunt.

Seules les communautés n'ayant rien à perdre, ne possédant ni banques, ni fortunes privées dépendant de la bonne foi publique, ni grand commerce, ni industries, peuvent permettre à leur gouvernement de renier ses engagements ou de fouler aux pieds le code universel de la moralité économique. Tel était le cas de la République

Argentine et du Brésil, il y a une génération ; tel est encore, à l'heure actuelle, le cas de certains États de l'Amérique centrale. *Ce n'est pas parce que les armées de ces États sont devenues plus fortes* que le crédit public s'est amélioré. Leurs armées étaient plus nombreuses, il y a une génération qu'elles ne le sont aujourd'hui. C'est parce qu'ils savent que le commerce et la finance reposent sur le crédit — c'est-à-dire sur la confiance dans l'exécution des engagements, sur la sécurité des titres de propriété, et sur l'appui donné par la loi à l'exécution des contrats — et que, si le crédit subit une atteinte profonde, aucune partie de l'édifice social n'est à l'abri de cette atteinte.

Plus notre système commercial devient compliqué, plus la prospérité de chacun de nous dépend de la confiance que l'on peut avoir dans la stricte exécution de tous les contrats. Telle est la base réelle du « prestige », national et individuel ; des circonstances, plus fortes que nous nous poussent, quoi que puissent dire les cyniques critiques de notre civilisation commerciale, vers l'observation régulière de ce simple idéal. Chaque fois que nous nous en écartons, et cela est surtout le fait des nations qui sortent à peine d'un état plus ou moins primitif, la punition est en général rapide et certaine.

Quelle fut l'origine réelle de la crise financière des États-Unis, qui eut des conséquences si désastreuses pour les hommes d'affaires américains ? Elle fut due à ce que le public américain avait perdu confiance dans les financiers et les banquiers américains. Elle n'eut au fond aucune autre raison. On parle de réserves monétaires et d'erreurs commises au sujet de la circulation de l'argent ; mais Londres, qui est le banquier de l'Univers, fait ses transactions avec la plus petite réserve métallique du monde, parce que, comme l'a dit un éminent Américain, « les banquiers anglais ont recours à une *réserve psychologique.* »

Je cite M. Withers :

« C'est parce qu'ils (les banquiers anglais) sont si sûrs, si honnêtes, si raisonnables, si dépourvus de cette initiative telle que l'entendent les Américains, qu'ils sont à même d'édifier un système de crédit plus grand sur une base or-métal moindre et qu'ils peuvent même le faire monter à une hauteur qu'eux-mêmes trouvent dangereuse. Cette « réserve psychologique » est une richesse sans nom transmise par de nombreuses générations de banquiers honnêtes et chaque individu, de chaque génération, qui la reçoit, peut faire quelque chose pour la conserver et l'augmenter. ».

Mais il n'en fut pas toujours ainsi, et ce sont simplement les nombreuses ramifications de notre monde commercial et financier qui nous ont amenés là. Les Américains nous imiteront finalement, ou bien ils se trouveront réduits à une

infériorité sans issue, dans leur rivalité financière vis-à-vis de nous. Le développement du commerce prouve surabondamment cette vérité profonde, que la base réelle de la moralité sociale est l'intérêt particulier. Si, en Angleterre, les banques et les compagnies d'assurances sont administrées de façon absolument honnête, cela tient à ce que la malhonnêteté d'un seul menacerait la prospérité de toutes.

Quel rapport y a-t-il entre le développement de la moralité commerciale et le sujet qui nous occupe ? Ce rapport est très direct. Si, comme l'affirme M. Chamberlain, la cause de la rivalité entre les nations est le commerce, le code qui, malgré les instincts individuels, a fini par régir le commerce, arrivera nécessairement a régir la conduite des gouvernements, si l'objet qu'ils ont en vue est réellement le commerce.

La correspondance suivante, provoquée par la première édition de ce livre, peut rendre plus clairs certains des points traités dans ce chapitre. Un correspondant de la *Public Opinion* avait critiqué certaines des thèses ici exposées en les traitant de « demi-vérités », et il me posait les questions suivantes :

« Qu'est-ce que la « richesse naturelle », et comment le commerce peut-il y avoir recours à moins qu'il ne tiouve des dé-

bouchés ? L'auteur veut-il soutenir que le marché ne saurait être affecté d'une façon permanente ou sérieuse par la conquête militaire, surtout si la conquête est suivie de l'imposition aux vaincus de conditions commerciales établies dans l'intérêt du vainqueur ?... L'Allemagne a tiré, et continue à tirer d'énormes avantages de la clause de la nation la plus favorisée qu'elle obligea la France à insérer dans le traité de Francfort... Bismarck, il est vrai, se trompa sur l'étendue des ressources économiques de la France, et fut cruellement désappointé quand les Français payèrent l'indemnité avec une rapidité aussi stupéfiante et se libérèrent ainsi du fardeau également écrasant du maintien de l'armée allemande d'occupation. Il regretta de ne pas avoir exigé une indemnité double. L'Allemagne ne commettrait plus la même faute, et tout pays qui aurait le malheur d'être vaincu par elle verrait probablement sa prospérité commerciale mise en péril pour plusieurs dizaines d'années »

A quoi j'ai répondu :

« Votre correspondant me permettra-t-il de dire qu'alors qu'il parle de demi-vérités, tout son article indique qu'il est obsédé précisément par cette demi-vérité qui cause l'illusion dont parle mon livre ?

« Qu'est-ce qu'un marché ? Votre correspondant se figure évidemment que c'est un endroit où l'on vend des marchandises. Cela n'est qu'à moitié vrai. C'est un endroit où l'on achète et où l'on vend, et l'une des opérations est impossible sans l'autre. L'idée qu'une nation puisse toujours vendre sans jamais acheter, n'est que la théorie du mouvement perpétuel en économie politique. Le commerce international ne peut pas plus reposer sur le mouvement perpétuel que ne le peut l'industrie. Dans un monde à haute organisation commerciale, un client est forcément aussi un rival, et les baïonnettes n'y peuvent rien. En termes larges et généraux, les baïonnettes tuent le client dans la même proportion où elles détruisent le rival.

« Feu M. Seddon considérait l'Angleterre comme faisant ses achats « avec un fleuve de pièces d'or » coulant d'une source sans cesse appauvrie. Cet homme « pratique », et ennemi des

« pures théories », était la victime d'une pure théorie, et le tableau qu'il évoquait dans son for intérieur ne correspondait à rien de réel. L'Angleterre possède à peine assez d'or pour payer les impôts d'une année, et, si elle payait ses importations en or, elle épuiserait son stock en six mois. Le procédé qu'elle emploie pour payer existe depuis soixante ans. Elle achète autant qu'elle vend, et si elle fournit un marché à l'Allemagne, elle doit se procurer l'argent pour payer les marchandises allemandes en vendant elle-même en Allemagne ou ailleurs. Si ses ventes s'arrêtent, l'Allemagne perd une cliente ; elle perd non seulement le marché anglais mais aussi tous les marchés dépendant, à leur tour, de la capacité d'achat de l'Angleterre, c'est-à-dire de sa capacité de vendre, car, nous le répétons, une opération est impossible sans l'autre.

« Si votre correspondant avait conçu l'idée tout entière, au lieu d'en concevoir seulement la moitié, je ne pense pas qu'il eût écrit les passages que je viens de citer. En acceptant les idées économiques de Bismarck, il croit évidemment que le gain d'une nation se mesure à la perte d'une autre, et que les nations n'existent qu'à condition de dépouiller plus ou moins leurs voisines. C'est de l'économie politique à la Tamerlan et à la Peau-Rouge, qui ne correspond heureusement pas, à la réalité des relations commerciales modernes.

« Cette demi-conception apparait dans toute la lettre de votre correspondant. Il dit : « L'Allemagne a tiré, et continue à tirer un grand avantage de la clause de la nation la plus favorisée qu'elle a obligé la France à insérer dans le traité de Francfort. » Cela est très vrai, mais il laisse de côté la seconde moitié de la vérité, qui est d'une certaine importance dans notre discussion, à savoir que la France en a grandement profité aussi, puisque le domaine des inutiles guerres de tarifs a été ainsi réduit.

« Autre exemple : pourquoi l'Allemagne serait-elle amèrement désappointée du relèvement rapide de la France ? Le peuple n'en sera pas plus riche pour avoir un voisin pauvre ; — au contraire, il en sera appauvri, et aucun économiste ayant une réputation à perdre n'oserait mettre ceci en doute, quelles que soient ses vues sur la politique fiscale.

« Comment l'Allemagne imposerait-elle à l'Angleterre vaincue des arrangements commerciaux de nature à appauvrir le vaincu et à enrichir le vainqueur? En imposant un nouveau traité de Francfort, par lequel les ports anglais seraient ouverts aux marchandises allemandes? Mais c'est précisément le cas des ports anglais depuis soixante ans, et l'Allemagne n'a pas été obligée de faire une guerre ruineuse pour l'obtenir. L'Allemagne fermerait-elle ses propres marchés à nos marchandises? Mais c'est précisément ce qu'elle a fait, sans aucune guerre, et en vertu d'un droit que nous n'avons jamais rêvé de mettre en doute. En quoi une guerre pourrait-elle changer la situation dans un sens ou dans l'autre? Depuis dix ans je demande une réponse précise à cette question aux publicistes et aux hommes d'État européens, et je n'ai jamais obtenu d'autre réponse que de belles phrases, aussi vagues que belles, sur la suprématie commerciale, sur l'utilité d'une politique étrangère hardie, sur le prestige national, et sur bien d'autres choses dont on ne peut jamais obtenir une définition exacte; jamais je n'ai obtenu un exposé de la politique réelle, l'indication d'un *modus operandi*, ou un bilan que l'on puisse analyser. Tant que je ne l'aurai pas obtenu, je continuerai à croire que tout ce qu'on préconise dépend d'une illusion.

« Voici la vraie pierre de touche de ces sophismes: Imaginons l'Allemagne, (tel semble être le rêve de nos chauvins), maîtresse absolue de l'Europe et capable d'imposer toutes ses volontés. Comment traiterait-elle un pareil empire européen? En appauvrissant les parties qui le composent? Ce serait un suicide. Où sa grosse population industrielle trouverait-elle des débouchés? Si elle se met à développer et à enrichir les parties composant son empire, elle n'en fera que des rivaux sérieux et il serait inutile d'avoir entrepris la plus coûteuse guerre de l'histoire pour arriver à ce résultat. Voilà le paradoxe, la futilité de la conquête — la grande illusion si bien démontrée par l'histoire de notre propre empire. Nous « possédons » notre empire à la condition de permettre aux parties qui le composent de se développer à leur façon, en vue de leur avenir propre, et tous les empires qui ont adopté une ligne de conduite différente ont toujours fini par appauvrir leur propre population et tomber en ruines.

« Votre correspondant demande : « M. Norman Angell est-il prêt à soutenir que le Japon n'a retiré aucun avantage politique ou commercial de ses victoires, et que la Russie n'a pas subi de pertes du fait de sa défaite ? »

« Ce que je suis prêt à soutenir, et ce que les hommes compétents savent maintenant être la vérité, c'est que le peuple japonais s'est appauvri et non enrichi du fait de la guerre, et que la défaite de la Russie sera plus avantageuse à ce pays que ne l'aurait été la victoire, puisque la défaite mettra un frein à la politique d'agrandissement militaire et territorial, si stérile au point de vue économique, et qu'elle aiguillera l'énergie russe dans la voie du développement social et économique. C'est en raison de ce fait qu'en ce moment la Russie, en dépit de ses terribles troubles internes, fait preuve d'une capacité de régénération économique aussi grande, sinon plus grande que celle du Japon. Ce dernier pays vient de battre tous les records en matière d'impôts ; sa population paie en moyenne 30 % de son revenu net, sous forme d'impôts quelconques. De telles contributions amèneraient une révolution en Europe ou en Amérique dans les vingt-quatre heures. D'autre part, le budget russe est en excédent pour la première fois depuis vingt ans.

On a pu lire dans un article du *Bulletin de San Francisco*, qu'a résumé *l'Oriental Economical Review*, que le Japon fait en Corée la dure expérience des résultats de la conquête. Il s'aperçoit que tout ce que lui a procuré ce pays se réduit à un grand corps de fonctionnaires à entretenir, de grands frais d'administration, et une source inépuisable de complications internationales dues au fait que le Japon s'est acquis une frontière continentale qui le prive des bienfaits de l'insularisme, en lui donnant pour proches voisins la Chine et la Russie. En tant que « propriétaire de la Corée », le Japon est dans une position bien plus désavantageuse que lorsqu'il traitait avec la Corée de Puissance à Puissance. *L'Oriental Economical Review* dit que les Japonais espèrent améliorer la situation de la Corée par des croisements matrimoniaux entre les deux peuples, mais le résultat qu'on recherche implique alors un progrès physiolo-

gique de la race, et il eût été beaucoup plus facile de l'obtenir avant l'annexion, alors que les Coréens n'éprouvaient pas, à l'égard des Japonais, l'amertume qu'a déterminée chez eux la perte de leur indépendance.

« Ce relèvement des nations vaincues à la guerre finit par être un lieu commun de l'histoire moderne. Dix ans après la guerre franco-allemande, la France était dans une meilleure situation financière que l'Allemagne, et, bien que son commerce étranger ne révéle pas la même expansion que celui de l'Allemagne — parce que sa population reste absolument stationnaire, tandis que celle de l'Allemagne augmente par sauts et par bonds — la population française dans l'ensemble est plus prospère, possède plus de bien-être et de sécurité économique, une plus grande épargne, avec tous les avantages sociaux ou moraux qui en découlent, que la population allemande. De même, la renaissance, sociale et industrielle, de l'Espagne, date du jour de sa défaite, quand elle perdit ses colonies, et c'est depuis cette défaite que la rente espagnole a tout juste doublé de valeur[1]. C'est depuis que l'Angleterre a ajouté à ses « possessions » les « champs d'or du monde » que les Consolidés anglais ont baissé de vingt points. Tel est donc, traduit en bien-être social, le résultat des succès militaires et du prestige politique ! »

Dans le N° de décembre 1911 de la *North American Review*, F. C. Penfold écrivait ce qui suit : « La nouvelle Espagne dont « le ressort moral est produit, non par les moulins à vent fan- « tastiques des rêveurs, mais par le labeur effectif de ses artisans, « est en meilleure condition, en ce moment, qu'elle ne l'a été « depuis des siècles. Depuis la guerre, les valeurs espagnoles ont « doublé et le change s'est retourné en sa faveur dans la même « proportion. La nature même du peuple a fini par se modifier « et passer de l'amour du *dolce farniente* à celui des entreprises « hardies.

[1] Le 4 % espagnol, qui était tombé à 42,50 pendant la guerre, se négociait facilement à 90 francs à la veille du conflit marocain.

CHAPITRE VI

LE CARACTÈRE ILLUSOIRE D'UNE INDEMNITÉ DE GUERRE

Quel est le bénéfice d'une indemnité de guerre ? — Ce qui est arrivé en 1870. — L'Allemagne et la France dans la période décennale : 1870–1880. — Le témoignage de Bismarck. — La guerre et ses conséquences pour la prospérité allemande.

En politique, il est malheureusement vrai que dix écus qui peuvent être vus ont beaucoup plus de poids sur l'esprit du public qu'un million d'écus qu'on ne peut pas voir, mais qui n'en sont pas moins réels. C'est pourquoi, si clairement qu'on puisse démontrer que les dépenses d'une guerre sont faites en pure perte et qu'il est impossible au vainqueur d'en tirer aucun avantage permanent, au point de vue économique et social, le fait que l'Allemagne a pu extorquer une indemnité de cinq milliards à la France, à l'issue de la guerre de 1870–71, n'en est pas moins considéré comme preuve qu'une nation peut « s'enrichir par la guerre. »

En 1872, M. Giffen, devenu depuis Sir Robert Giffen, écrivit un mémorable article qui résumait en ces termes le bilan de la guerre franco-allemande : pour la France, disait-il, c'est une perte de dix-

sept milliards et demi, pour l'Allemagne c'est un gain presque net de cinq milliards. La différence représente un bénéfice supérieur au chiffre total de la dette publique d'Angleterre et il a pu être réalisé en quelques mois par une seule guerre.

Au premier abord un calcul pareil a l'air si concluant que ceux qui ont discuté, depuis lors, les résultats financiers de la guerre de 1870 ont complètement perdu de vue le fait que, si vraiment le bilan ainsi établi était exact, toute l'histoire économique de l'Allemagne et de la France depuis 40 ans serait inexplicable.

La vérité c'est que c'est ce bilan qui est faux, sans que sa fausseté diminue d'ailleurs en rien le mérite de Sir Robert Giffen, parce qu'il l'a dressé dans une ignorance complète des conséquences ultérieures que devait produire la guerre. Mais la fausseté de ce bilan laisse douter de la clairvoyance de ceux qui l'ont invoqué depuis lors, sans reproduire les réserves que Sir Robert Giffen avait eu la prévoyance de formuler, grâce à son intuition des difficultés pratiques qu'on doit éprouver à employer utilement une indemnité de guerre.

Un critique de la première édition de cet ouvrage[1] paraît avoir adopté presque entièrement les chiffres de Sir Robert Giffen, sans égard pour les

[1] Voir le *Daily Mail* du 15 décembre 1910.

réserves de celui-ci, et voici ce que j'ai à lui répondre :

Mon critique, pareil au lanceur d'affaires qui vous promet un dividende de 150 %, oublie certains postes du passif. En voici quelques-uns : En vue de la guerre, l'Allemagne a augmenté son armée, en temps de paix, de 530.000 hommes, et les a distraits de tout travail productif pendant neuf mois, ce qui représente déjà une perte de trente millions de livres sterling. Parmi les familles des quarante mille tués et des quatre-vingt mille blessés, il en est beaucoup qui se sont trouvées à la charge de leurs parents, les pensions allouées n'ayant constitué qu'une indemnité très insuffisante. M. de Molinari évalue le préjudice subi de ce chef à quatre-vingt millions de livres. L'augmentation de l'armée française après la guerre, qui força l'Allemagne à une augmentation correspondante de 100.000 hommes, maintenus sous les drapeaux depuis déjà 40 ans, a causé une dépense de deux cents millions de livres. Voilà l'actif du bilan de mon critique déjà bien dépassé, et je n'ai pas tout cité, car il faut ajouter les pertes subies par le commerce allemand pendant la guerre et tout ce que les morts françaises et les ruines françaises ont fait perdre de débouchés à l'Allemagne, sans parler du malaise général de l'Europe.

Mais il est absurde de ramener les chiffres à une comptabilité telle que celle qu'imagine mon critique. L'Allemagne s'est préparée à la guerre pendant plusieurs années et a subi depuis, pendant quarante ans, les effets directs de la guerre et du militarisme que sa politique a généralisé. On l'ignore trop. Voyez pourtant les effets qu'aurait le mode de calcul de mon critique en matière commerciale, si, sous prétexte que la moisson ne dure que quinze jours, il ne portait pas au passif le travail fait pendant les cinquante autres semaines, et qu'ayant tenu compte seulement des frais de la récolte, et même pas de tous ces frais, il les déduisait du prix des produits vendus en donnant à la différence le nom de profit. Un tel calcul, appliqué aux affaires d'un particulier, le conduirait vite à la faillite.

Mais même si les chiffres qu'invoque mon critique étaient aussi exacts qu'ils sont faux et décevants, je ne m'en émouvrais

pas, parce que l'évidence des faits en face desquels nous nous trouvons les infirme absolument. Nous considérons en effet, au point de vue exclusivement financier, la guerre la plus profitable qu'aît enregistrée l'histoire, et s'il était vrai que le profit de cette guerre ait réellement été, comme on nous l'affirme, un profit économique démontré par les faits, l'argent serait devenu plus abondant et à meilleur compte en Allemagne qu'en France, et le crédit public, comme le crédit des particuliers, y serait mieux établi. Or c'est juste l'inverse qui s'est produit. Le résultat direct de la guerre a été que, dix ans après 1870, l'Allemagne était, au point de vue financier, dans une situation bien plus mauvaise que la rivale qu'elle avait vaincue, et qu'elle cherchait par tous les moyens, comme elle le fait encore aujourd'hui, à emprunter de l'argent à sa victime. Vingt mois après le paiement de la dernière partie de l'indemnité de guerre, le taux de l'argent était plus élevé à Berlin qu'à Paris, et nous savons qu'un des spectacles qui ont assombri la fin de la vie de Bismarck a été celui du relèvement du vaincu, tellement plus rapide que le relèvement du vainqueur. Nous trouvons, dans ses propres discours, un témoignage rendu à ce fait et au fait que la France a beaucoup mieux bravé que l'Allemagne les terribles crises économiques de 1878–79. Aujourd'hui encore l'Allemagne n'obtient qu'à 4 % le crédit que la France trouve à 3 %. Encore une fois, je ne me place qu'au point de vue exclusivement financier, — au point de vue des profits ou des pertes pécuniaires d'une opération déterminée, et je constate qu'à ce point de vue la France vaincue s'est trouvée en meilleure posture que l'Allemagne victorieuse. Les Français ont, dans leur ensemble, une situation plus prospère, plus aisée, mieux garantie contre les périls économiques, plus soutenue par la puissance de l'épargne et de tous les avantages moraux et sociaux qui découlent de l'épargne, que les Allemands, — et je n'en veux pas de meilleure preuve que ce fait que la rente française est à 95 quand les consolidés allemands sont à 83. Il y a évidemment un vice caché dans une opération financière qui aboutit à un tel résultat.

Le vice caché réside dans la méconnaissance de

l'importance essentielle des faits qui précèdent et suivent une guerre comme celle de 1870. Lorsqu'il s'agit de puissances industrielles, comme l'Angleterre et l'Allemagne — dont la vie économique et l'alimentation de leur population ouvrière exigent que l'étranger soit toujours prêt à acheter leurs produits — tout acte de brigandage international, tout prélèvement d'indemnité de guerre, qui limitent la puissance d'achat de l'étranger, ont une répercussion inévitable sur la nation qui a usé de ces procédés, On peut dire que le coût de la guerre franco-allemande a moins pesé sur la France que sur le reste de l'Europe et sur l'Allemagne elle-même, par suite des charges écrasantes du militarisme et de la situation politique générale que la guerre a créée ou, en tous cas, aggravée.

Mais il faut discerner un aspect encore plus original des conséquences du prélèvement d'une indemnité de guerre, qui résulte des difficultés pratiques que rencontre le transfert d'une immense somme d'argent, en dehors de toute opération commerciale, surtout dans un monde où le protectionnisme est encore pratiqué. A en croire les protectionnistes, le simple fait d'encaisser l'indemnité de guerre peut être désavantageux pour la nation qui la reçoit. En effet, si la somme

encaissée, en espèces ou autrement, reste à l'intérieur, comme disent les protectionnistes, son effet certain doit être de déterminer une hausse des prix proportionnelle à l'augmentation de l'encaisse métallique, et, par là-même, de gêner les exportations du pays qui a reçu l'argent et de le placer dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres marchés. Si, au contraire, le produit de l'indemnité est employé à faire des achats à l'étranger, les importations qui en résultent font concurrence à la production nationale. De là un cruel dilemme : il faut, de toute nécessité, que l'indemnité soit reçue, ou bien sous la forme de marchandises qui, en dernière analyse, se trouvent substituées à celles qui auraient pu être produites sur place, — ou bien sous la forme d'espèces qui déterminent une hausse des prix telle que l'augmentation de l'encaisse métallique est neutralisée par la diminution de sa puissance d'achat et par les entraves imposées au commerce d'exportation. Les protectionnistes ne peuvent échapper à ce dilemme malgré l'échappatoire que possède la théorie libre-échangiste.

Sans insister autrement sur ce point, la question se pose, — en présence des expériences faites par l'Allemagne depuis l'encaissement des cinq milliards — de savoir s'il n'y a pas lieu, en tout état

de cause, de décompter une grande partie de la valeur nominale de n'importe quelle indemnité, à raison des difficultés qui contrecarrent toujours la réception, aussi bien que le paiement, d'une indemnité de guerre. Et il est frappant que Sir Robert Giffen lui-même ait eu l'intuition de ces difficultés, bien que ses avertissements et ses réserves n'aient profité à aucun de ceux qui ont repris ses chiffres et basé sur eux leurs conclusions. Voici d'ailleurs le résumé de ses avertissements :

« On peut se demander, en ce qui concerne l'Allemagne, si elle gagnera autant que perd la France, le montant de l'indemnité sortant de la poche des particuliers pour entrer dans la caisse d'un gouvernement qui ne peut pas en faire un emploi aussi profitable que les particuliers. On peut se demander aussi si l'idée de faire des prêts considérables,quoique préférable à l'idée de faire de l'argent une réserve improductive, ne sera pas néanmoins funeste.

Les opérations financières qui se greffent sur ces grandes pertes et ces grandes dépenses, affectent sérieusement le marché monétaire. Tout d'abord elles ont causé des spasmes maladifs. La déclaration de guerre a eu pour effet, dès juillet 1870, de produire une panique due à la préoccupation de tous les gens qui avaient des engagements à tenir, de faire face aux risques de guerre, et, en septembre 1871, il y eut une autre crise monétaire due au prélèvement subit, par le gouvernement allemand, des espèces qu'il s'était fait promettre. C'est un exemple de la tendance qu'ont toutes les guerres de provoquer des spasmes sur un marché aussi influençable que celui de Londres. »

Or il faut retenir que les difficultés qui ont suivi la guerre franco-allemande ne sont que des jeux

d'enfants en comparaison de celles que produirait actuellement une guerre. Il y a quarante ans, l'Allemagne se suffisait à elle-même et dépendait très peu du crédit. Aujourd'hui la vie même de son industrie dépend de la stabilité du crédit européen, dont dépend aussi l'alimentation de sa population, comme les événements de 1911 l'ont abondamment prouvé [1].

On ne comprend pas assez, en général, à quel point l'histoire des cinq milliards confirme les prévisions qui ressortaient déjà des lignes ci-dessus de Sir Robert Giffen, ni combien ce déluge d'or n'a été, en réalité, pour l'Allemagne, qu'une pluie de poussière et de cendres.

Et tout d'abord est-il vrai que l'entrée en Allemagne d'une telle quantité d'espèces ait eu pour effet une hausse des prix et une mise en infériorité des exportations allemandes par rapport aux exportations françaises, alors que la sortie des fonds aurait correspondu au contraire à une baisse des prix ? Oui, cela est exact. M. Paul Leroy-Beaulieu [2] et M. Léon Say ont montré l'un et l'autre que cet afflux d'or étranger a exercé, sur le taux des changes, une influence qui a favorisé les exportations françaises au détriment des alle-

[1] Voir le chapitre IX : Les Confirmations de l'histoire actuelle.
[2] *La Science des Finances*, Vol. 2, p. 682.

mandes. Le capitaine Bernard Serrigny, qui a réuni dans son livre[1] un tel faisceau de preuves convaincantes, écrit à ce sujet :

La hausse des salaires et des prix majorait, en effet, sérieusement les frais généraux des usines, les prix de revient s'en ressentaient et les débouchés de produits sur les marchés étrangers, où ils se voyaient primés par ceux de l'Angleterre et de la France, se réduisaient constamment. Finalement la masse de la production allemande dut refluer vers le marché national, au moment même où l'élévation du coût de la vie restreignait sensiblement le pouvoir d'achat de la plupart des consommateurs, et là ces articles eurent à lutter, non seulement entre eux, ce qui, grâce à la surproduction, eût été déjà fort grave, mais encore contre les produits étrangers qui pouvaient, malgré les taxes, venir s'offrir à des taux bien inférieurs sur les marchés d'outre-Rhin. L'or et l'élévation des prix attiraient, comme de juste, les marchandises.

Dans cette lutte nouvelle, une puissance se faisait particulièrement remarquer par son ardeur belliqueuse, la France, dont hier encore on annonçait la ruine, et qui, grâce à la barrière élevée par le papier-monnaie contre les débordements des spéculateurs, grâce aussi au paiement de l'indemnité de guerre, prenait sur ce terrain une glorieuse revanche ! Résultat bien étrange et bien surprenant *a priori;* facilement explicable, cependant, par ce fait qu'en raison de nos énormes payements extérieurs, le papier sur l'étranger s'était élevé chez nous un peu au-dessus du pair, et permettait ainsi à nos exportateurs de retirer du papier tiré sur leurs débiteurs étrangers un bénéfice tel qu'ils pouvaient se contenter, sur la vente de leurs marchandises, d'un profit minime, parfois même nul. Le marché allemand se voyait ainsi conquis par nous, à l'heure même où il partait en guerre pour conquérir le monde.

L'économiste allemand Max Wirth (*Geschichte*

[1] Bernard Serrigny : *Les Conséquences Économiques et Sociales de la Prochaine Guerre*, pp. 387–388.

der Handelskrisen) décrit son étonnement devant la régénération financière et industrielle de la France en 1874 : « Le plus frappant exemple de la force économique de ce pays est fourni par les exportations qui augmentèrent immédiatement après la signature de la paix, malgré une guerre qui avait coûté cent mille vies humaines et plus de dix milliards. » Le professeur Biermer (*Fürst Bismarck als Volkswort*) en arrive à une conclusion semblable, et laisse entendre que le mouvement protectionniste de 1879 fut dû en grande partie au paiement de l'indemnité.

Mais cette influence de l'or importé ne représente qu'un seul facteur parmi beaucoup d'autres. La désorganisation financière, l'augmentation factice des dépenses qui entraîna des spéculations maladives, précipitèrent l'Allemagne dans la plus terrible crise économique qu'aient connue les temps modernes[1].

La décade 1870–1880 fut, pour la France, une grande période de reconstitution et pour l'Allemagne, après « l'explosion » de 1872, une période de grande dépression. La haute autorité de Bismarck lui-même témoigne de ce double fait. Nous savons que la vie de Bismarck fut assombrie

[1] E. Lavisse : *La crise économique en Allemagne.* Revue des Deux Mondes, 15 Nov. 1876.

par le spectacle de ce qui lui semblait une absurde désillusion : la régénération de la France après la guerre s'opérant plus rapidement et plus complètement que la régénération de l'Allemagne, au point qu'en présentant son projet de loi protectionniste, en 1879, il déclara que l'Allemagne « saignait lentement à en mourir », et que si la situation actuelle se prolongeait, elle se trouverait ruinée. Dans son discours au Reichstag, le 2 mai 1879, Bismarck disait :

« Nous voyons la France s'arranger de façon à supporter les difficultés de la situation commerciale actuelle mieux que nous-mêmes ; son budget a augmenté d'un milliard et demi depuis 1871, et cela en dehors même des emprunts ; nous voyons qu'elle a plus de ressources que l'Allemagne, et qu'en un mot on se plaint moins là-bas de la dureté des temps. »

Dans un autre discours, deux ans plus tard, (29 novembre 1881), il reprenait la même idée :

« C'est vers 1877 que je fus frappé pour la première fois de la détresse générale et croissante de l'Allemagne, comparée avec la France. J'ai assisté à la diminution du bien-être général ; j'ai vu s'empirer la condition générale des ouvriers et le commerce en général tomber dans une très mauvaise situation [1]. »

Dans le livre auquel nous empruntons ces extraits, l'auteur écrit, comme introduction aux discours de Bismarck :

[1] *Die Wirtschaft, Finanz, und Socialreform im deutschen Reich*, Leipzig, 1879.

« Le commerce et l'industrie étaient dans une condition misérable. Des milliers d'ouvriers étaient sans travail, et, dans l'hiver de 1876-77, le chômage prit des proportions énormes; il fallut établir des soupes communales et des ateliers d'État ».

Les auteurs qui traitent de l'époque peuvent différer sur les détails, mais disent tous au fond la même chose. « Si seulement nous pouvions reprendre nos positions d'avant la guerre », écrivait Maurice Block en 1879, « mais les salaires diminuent et les prix augmentent. »

Au moment même où les milliards français pleuvaient sur l'Allemagne (1873), elle était en proie à une grave crise financière, et l'encaissement de cette somme eut si peu d'effet sur le commerce et les finances en général, que douze mois après le paiement de la dernière portion de l'indemnité, nous avons vu le taux de l'escompte plus élevé à Berlin qu'à Paris, et, comme l'a démontré l'économiste allemand Goetbeer, en 1878 l'argent circulait beaucoup plus abondamment en France qu'en Allemagne[1]. Hans Blum a même directement accusé l'indemnité d'avoir causé les crises des

[1] Maurice Block : *La Crise économique*. Revue des Deux Mondes, 15 mars 1879. Voir aussi : *Les conséquences économiques de la prochaine guerre* par le capitaine Bernard Serrigny (Paris, 1909). L'auteur dit, p. 127 : c'est évidemment la situation désastreuse des finances allemandes — à cause desquelles la Prusse avait dû, au début de la guerre, faire un emprunt au taux inouï de 11% — qui obligea Bismarck à exiger une si forte indemnité.

années 1873 à 1880 : « Une explosion de prospérité suivie de la ruine de milliers de gens[1] ». Pendant toute l'année 1875, le taux de l'escompte à Paris fut uniformément de 3%. A Berlin (à la Preussische Bank qui précéda la Banque Impériale), il varia de 4 à 6. Une autre preuve est fournie par le fait qu'entre 1872 et 1877 les dépôts dans les caisses d'épargne officielles allemandes diminuèrent d'environ 20 %, tandis que, pendant la même période, les dépôts français *augmentèrent* d'environ 20 %.

Il y a deux tendances qui ont nettement accusé la situation économique de l'Allemagne pendant la décade qui a suivi la guerre : d'une part, l'énorme développement du socialisme qui suivit alors une progression beaucoup plus rapide que celle que nous avons pu observer depuis, et d'autre part, l'élan considérable de l'émigration.

Il est fréquent d'entendre dire à ceux qui défendent la cause de la guerre que, bien qu'on ne puisse pas, au sens étroit de la science économique, soutenir le caractère utilitaire de la guerre de 1870, la victoire n'en procura pas moins au peuple allemand un stimulant qui constitua un bénéfice réel pour sa race et pour son État. Les effets qu'on attribue à cette victoire, au point de vue du développement de la solidarité nationale, du

[1] *Das deutsche Reich zur Zeit Bismarcks.*

sentiment patriotique, de l'orgueil national, de l'élimination du particularisme local, etc., etc., ont été appréciés par moi dans d'autres chapitres et il me suffit de répéter que ces effets imaginaires, en tant que conséquences de la guerre, ne soutiennent pas l'examen. Car les deux phénomènes sociaux que je viens de citer, à savoir les progrès extraordinaires du socialisme et le flot montant des émigrations, pendant les années qui ont suivi la guerre, montrent ce qu'on peut penser des prétendus bienfaits de celle-ci. De 1872 à 1873, c'est à dire au moment précis où le stimulant moral de la victoire remportée et le stimulant matériel des milliards encaissés auraient dû retenir au pays tout Allemand capable de travailler, l'émigration a atteint, par rapport au chiffre de la population, des proportions plus fortes que jamais, soit auparavant, soit depuis lors, puisqu'en 1872 on compta 154.000 émigrants et qu'on en compta 134.000 en 1873[1].

[1] Les statistiques de l'émigration allemande sont fort significatives à cet égard. Quoiqu'elles représentent de grandes fluctuations, qui montrent de combien de facteurs elles subissent l'influence, on les voit toujours croître après les guerres. C'est ainsi qu'après la guerre des duchés l'émigration a doublé ; pendant les cinq années qui précédèrent la campagne de 1865, l'émigration se chiffrait par une moyenne de 41,000 ; après cette campagne elle s'éleva à une moyenne de 100,000, pour retomber à 70,000 en 1869 et s'élever à 154,000 en 1872. Et,

Et jamais, depuis 1848, les difficultés de l'administration intérieure n'avaient été plus aiguës. Ce fut une période de répression, d'oppression de la part des grands, de haine des classes de la part des autres ; ce fut, comme quelqu'un l'a dit, l'âge d'or des « sous-off. »

On pourra répondre qu'après la première période de dix ans le commerce allemand réalisa plus de progrès que celui de la France. Ceux qu'impressionne cette constatation méconnaissent un grand fait qui s'est produit en France et en Allemagne, non pas depuis la guerre, mais pendant tout le cours du XIX[e] siècle : je veux parler du mouvement de la population qui, pour des raisons n'ayant rien de commun avec la guerre franco-allemande, puisque cette tendance se constate depuis cinquante ans, est restée à peu près stationnaire en France, tandis qu'en Allemagne elle a augmenté considérablement pour d'autres raisons qui n'ont également rien de commun avec la guerre, puisque la même tendance s'était mani-

ce qui est le plus frappant, c'est que les émigrants ne sortaient pas des provinces conquises, du Schleswig-Holstein ou de l'Alsace-Lorraine, mais de la Prusse. Certes je n'allègue pas que les guerres soient la seule cause de ces fluctuations, mais je dis que ces chiffres nous obligent à nous demander si le développement de l'émigration n'infirme pas la thèse des profits de la victoire. (Voir en particulier : *L'émigration allemande*, Revue des Deux Mondes, janvier 1874.)

festée depuis un demi-siècle. Depuis 1875, la population allemande a augmenté de vingt millions. Celle de la France n'a pas augmenté du tout. Faut-il s'étonner que le travail de vingt millions d'hommes contre zéro ait eu une certaine répercussion sur le monde industriel, et n'est-il pas évident que la nécessité de gagner sa vie, de la part de cette population grandissante, aît obligé l'industrie allemande à chercher une expansion en dehors des limites de son territoire, — expansion spéciale au cas de nations dont les énergies sociales ont un tel problème à résoudre. Il ne faut cependant pas perdre de vue que l'Allemagne a créé son commerce extérieur dans des conditions très dures pour le bien-être de sa population. Elle n'a pu créer ce commerce qu'en diminuant ses bénéfices, de la même façon que le fait une maison qui lutte désespérément pour son existence même et recherche des commandes au moyen de rabais que ne consentirait pas un commerçant à son aise. Bien que la France n'ait point fait de prodiges pour son commerce extérieur depuis la guerre, le bien-être de sa population a augmenté régulièrement et il est, sans aucun doute, supérieur aujourd'hui à celui de la population allemande. La situation financière dont j'ai parlé au début de ce chapitre reflète ce bien-être général. C'est l'Allemagne

victorieuse qui se trouve aujourd'hui dans la position de suppliante vis-à-vis de la France. C'est un secret de polichinelle que, depuis nombre d'années, l'Allemagne a eu recours à toutes les ressources de sa diplomatie pour obtenir la reconnaissance officielle des valeurs allemandes sur le marché français. Financièrement, et dans le vrai sens du mot, c'est la France qui tient le bon bout.

Ce n'est pas tout. Ceux qui invoquent triomphalement l'expansion industrielle de l'Allemagne comme une preuve des profits de la guerre et de la conquête, ignorent certains faits, qui infirment leur argumentation et que je vais énumérer :

1° Le progrès industriel n'a pas été spécial à l'Allemagne. On le constate au même degré, et même à des degrés supérieurs, dans des États qui n'ont remporté aucune victoire militaire, comme la Suisse, la Hollande ou les États scandinaves. Ceci soit dit de la prospérité générale et du progrès dans l'ordre social de la moyenne des habitants.

2° Même si le progrès industriel était spécial à l'Allemagne, on pourrait se demander si l'évolution politique de l'Allemagne qui, elle, date d'avant la guerre, et qui a eu sur l'activité économique une influence beaucoup plus directe et d'ailleurs beaucoup plus compréhensible, n'a pas été un facteur plus important du progrès signalé, ne fût-ce que

par l'union douanière que cette évolution politique avait déterminée entre les États allemands antérieurement à la guerre de 1870. Et je ne parle même pas de facteurs tels que l'invention du procédé Thomas Gilchrist qui a permis l'utilisation du minerai de fer phosphorescent de l'Allemagne, jusque-là inutilisable.

3° Les conflits sociaux, dont je ne néglige pas l'aspect économique, avec lesquels l'Allemagne doit compter, — le caractère aigu de la lutte des classes, — l'esprit retardataire du gouvernement, — la survivance des vieilles idées réactionnaires qu'implique et qu'enveloppe la suprématie de *l'idéal Prussien,* — sont, à l'inverse, autant de difficultés ou de périls qu'ignorent, du moins au même degré, des États dont l'évolution politique n'a pas été marquée par une victoire militaire. Les petits États, ci-dessus nommés, en sont bien un exemple. Or ces difficultés, auxquelles l'Allemagne est plus en proie qu'aucune autre grande nation européenne, sont certainement un legs de la guerre franco-allemande puisqu'elles se rattachent étroitement au système social que la guerre a créé et au caractère général de l'union politique qui en a été la conséquence.

Le fait d'attribuer les progrès réels qu'a accomplis l'Allemagne aux résultats de la guerre, et à

aucune autre cause, en méconnaissant ingénument tant de facteurs plus importants, est l'effet d'un de ces jugements *a priori* que répètent, à la façon des perroquets, sans vérification et sans scrupule, des publicistes dont quelques-uns ont pourtant de la valeur. C'est la preuve des vues superficielles que l'on a sur tout l'ensemble du sujet. Le chapitre suivant sera consacré à cet aspect du problème qui se distingue des effets purement économiques de l'indemnité de guerre. Mais la question de savoir si une forte indemnité de guerre, mise à la charge d'un vaincu, peut être d'un profit économique réel pour le vainqueur, se ramène, après ce que nous avons dit, à des termes fort simples qu'on peut résumer ainsi : « Le paiement de l'indemnité a-t-il, dans le cas le plus caractéristique que nous fournisse l'histoire, réellement servi au vainqueur ? » On connaît déjà la réponse. Les faits prouvent péremptoirement que le profit a été nul et que le vainqueur se fut probablement mieux trouvé de ne rien recevoir du tout.

Mais même si l'on tirait des faits les plus significatifs une conclusion contraire, et qu'on voulût soutenir que l'indemnité a été aussi profitable qu'elle a été funeste, — même si nous faisions fi de toutes les difficultés financières et commerciales qui sont nées de son paiement, — même si nous attribuions

à d'autres causes les grandes crises économiques qui ont suivi et que nous ne déduisions aucune fraction de la valeur nominale de l'indemnité, en nous persuadant que chaque mark et chaque thaler encaissés par l'Allemagne sont entrés dans ses caisses avec leur valeur entière, — même alors il n'en demeurerait pas moins constant que la guerre de 1870, considérée en tant qu'opération commerciale, n'a abouti, malgré l'encaissement des cinq milliards et l'annexion des deux provinces, qu'a une monstrueuse faillite, car le coût de l'opération a dépassé de beaucoup le produit de cette double réalisation.

On dit bien que, si l'occasion se représentait, une nation telle que l'Allemagne saurait exiger une indemnité plus forte et éviter les erreurs qui ont annihilé les avantages obtenus. A cette objection, on peut répondre que les difficultés qu'à éprouvées l'Allemagne, en 1872, ne sont rien en comparaison de celles qu'elle rencontrerait aujourd'hui, car elle dépend maintenant du crédit européen dont la stabilité ne l'affectait nullement, il y a quarante ans, et il faudrait aujourd'hui un miracle politique pour la mettre à l'abri de certains périls qu'un peu de prudence pouvait encore conjurer en 1872. Les frais, les difficultés, et les conséquences économiques des guerres se sont accrues dans des proportions

incommensurables. Les dépenses totalisées de la guerre de 1870 avaient été estimées, par Sir Robert Giffen, à quinze milliards pour les deux pays réunis. Trente ans plus tard il a fallu dépasser ce chiffre[1] pour permettre à l'Angleterre d'assujettir un peuple qui n'avait pas quarante millions, mais tout au plus cent mille habitants, c'est à dire quatre cents fois moins d'habitants qu'il n'y en eut, en 1870, en face de l'Allemagne.

Ceux qui soutiennent que, grâce au prélèvement d'une indemnité, une guerre puisse être productive (et c'est à ceux qui parlent ainsi que le présent chapitre veut répondre), ont à résoudre des difficultés et des problèmes qui ne sont pas purement stratégiques, mais essentiellement financiers, abstraction faite de leur aspect social qui n'a pas moins d'importance que leur aspect économique. Or c'est dans la solution de ces problèmes que les Allemands de 1870 ont complètement échoué. Il ne semble pas qu'on ait beaucoup avancé dans l'étude de ce problème, de part ou d'autre, depuis lors. Il est même évident que c'est là une étude qu'on a complètement négligée. Et il serait grand temps de l'aborder d'une manière scientifique, c'est-à-dire méthodique.

Ceux qui ont à cœur le sort de l'Europe encoura-

[1] Je totalise, évidemment, les dépenses faites des deux côtés.

geront cette étude, car elle ne peut avoir qu'un résultat : celui de démontrer que, de moins en moins, la guerre peut être productive, car toutes les énergies sociales qui s'accroissent à notre époque tendent à diminuer ses avantages économiques. L'étude de cette partie de la science internationale aboutira à la même conclusion que l'étude de toute autre matière de ce domaine, en montrant le caractère illusoire des préjugés si souvent invoqués dans le passé et dans le présent pour justifier l'utilité d'une guerre entre peuples civilisés.

CHAPITRE VII

COMMENT L'ON « POSSÈDE » DES COLONIES

Combien nos idées politiques sont vagues. — Comment nous « possédons » nos colonies. — Quelques faits généralement négligés. — Pourquoi l'étranger ne pourrait pas faire la guerre à l'Angleterre pour lui enlever des colonies déjà autonomes. — Elle ne les « possède » pas, puisqu'elles sont maîtresses de leurs propres destinées. — Le paradoxe de la conquête : l'Angleterre est dans une situation moins favorable vis-à-vis de ses colonies que vis-à-vis de l'étranger. — Son expérience colonisatrice est la plus ancienne et la plus variée de l'histoire. — L'expérience de la France. — Les colonies ne sont pas une source de profit fiscal. — L'Allemagne pourrait-elle espérer faire mieux ? Si non, on ne peut concevoir qu'elle fasse la guerre pour tenter un essai condamné d'avance à l'échec.

Nous avons jusqu'ici discuté les six premières des sept assertions exposées au chapitre III. Il reste la septième, c'est-à-dire celle qui représente notre sécurité et notre prospérité comme menacées au cas où une nation étrangère « nous enlèverait nos colonies » , chose que nos rivaux ont l'ardent désir de faire, nous assure-t-on, car il en résulterait « la dissolution de l'Empire britannique » à leur profit.

Essayons de trouver un sens à une phrase, qui, si puérile qu'elle paraisse quand on l'analyse, ne s'en trouve pas moins trop souvent dans la bouche

des personnes qui ont la responsabilité de la politique.

En cette matière comme en toutes celles qui touchent aux relations internationales, il faut montrer que le monde a changé, ainsi que ses méthodes d'action. Il est à peine possible de discuter le sujet du caractère illusoire de la force militaire pendant dix minutes sans qu'un interlocuteur invoque le fait que l'Angleterre a conquis ses colonies à la pointe de l'épée et que, dès lors, la force armée n'est pas inutile aux États qui cherchent à se procurer des colonies. Mais autant vaudrait soutenir que comme, dans le passé, certaines tribus se sont enrichies en se livrant à des razzias d'esclaves ou de femmes, les nations modernes pourraient s'enrichir encore par des chasses humaines semblables. Comme si l'esclavage n'avait pas été biffé du programme économique de notre époque, et comme si les femmes pouvaient être, dans notre société, la proie et la prime du plus violent.

A quel problème devait faire face l'aventurier du seizième siècle ? Il savait qu'il y avait au loin des territoires nouvellement découverts contenant de riches filons, des pierres précieuses et des épices, mais habités par des êtres sauvages ou à demi sauvages. Si ces richesses passaient aux mains

d'un autre aventurier, elles lui échappaient fatalement. Dès lors il avait deux buts à poursuivre : tout d'abord, obtenir l'occupation militaire du territoire qu'il voulait exploiter, afin de tenir les indigènes en respect et ensuite se faire protéger contre l'avidité des autres nations.

C'est ainsi qu'ont procédé les Français et les Hollandais aux Indes ; les Espagnols dans l'Amérique du Sud. Mais dès que, dans les pays colonisés, des communautés sociales ont pu se constituer, le problème a changé d'aspect. Les colonies sont devenues précieuses pour leur Métropole, comme marché et aussi comme lieu de production de céréales ou de matières premières, et si l'histoire continue à suivre un développement logique, le rôle de la politique des colonies sera d'atteindre peu à peu l'autonomie et de n'être plus exploitées par leur Métropole que suivant la manière dont celle-ci exploite un pays étranger quelconque. L'Allemagne pourrait alors conquérir le Canada, mais elle ne pourrait plus s'approprier le bénéfice exclusif de ses richesses naturelles. Si l'Allemagne devenait maîtresse du Canada, elle ne pourrait l'être que dans la même mesure où l'Angleterre l'est actuellement. Il faudrait que le consommateur allemand paie à son juste prix chaque sac de blé et chaque livre de bœuf qui en provien-

draient, tout comme si le Canada appartenait encore à l'Angleterre ou à un autre pays. L'Allemagne n'aurait même pas la maigre consolation de germaniser la population locale dont les traditions sont très bien établies. Le langage, la législation, les mœurs resteraient après la conquête ce qu'ils sont aujourd'hui, de sorte que l'Allemagne constaterait, après sa victoire, que le Canada aurait tout bonnement continué à être ce qu'il est déjà aujourd'hui, à savoir un pays où les Allemands sont libres d'aller et où ils vont, en effet, comme dans un champ grand ouvert à leur émigration.

En fait, l'Allemagne nourrit sa population avec les produits du Canada, comme avec ceux des États-Unis et de l'Amérique du Sud, sans même y envoyer le trop-plein de sa population. L'ère de l'émigration allemande a pris fin parce que la machine à vapeur qui transporte les produits, partout où il y a des hommes à nourrir, dispense ceux-ci d'aller eux-mêmes au-devant de leur nourriture. Et c'est précisément l'évolution amenée par ces forces qui fait que le problème colonial du vingtième siècle diffère du tout au tout de celui du dix-septième ou du dix-huitième.

J'ai fait ressortir que :

Aucune nation étrangère ne tirerait un avantage

quelconque de la conquête des colonies britanniques, et que la Grande-Bretagne ne pourrait subir aucun dommage matériel de leur perte, si regrettable que fût cette perte au point de vue sentimental, sans parler de l'obstacle apporté à une coopération sociale qui est utile entre nations du même sang. Car les colonies britanniques sont, en fait, des nations indépendantes, alliées à la mère patrie à laquelle elles n'apportent, en raison de leur situation politique, ni tribut, ni avantage économique, leurs rapports commerciaux étant réglés, non par la mère-patrie, mais par ces colonies elles-mêmes. Économiquement, l'Angleterre trouverait un avantage à leur émancipation administrative puisqu'elle n'aurait plus à payer les frais de leur défense. Leur perte ne devant donc causer aucun changement dans le domaine économique (sauf qu'elle épargnerait à la métropole les frais de leur défense), il ne pourrait en résulter ni la ruine de l'Empire, ni la famine dans la métropole, comme sont généralement trop enclins à l'affirmer ceux qui discutent cette éventualité. L'Angleterre étant incapable d'exiger aucun tribut ni aucun avantage économique, en dépit de sa suzeraineté politique, il est inconcevable qu'un autre pays, ayant nécessairement une moindre expérience en matière coloniale, pût

réussir là où l'Angleterre n'a pu le faire, surtout après l'exemple des anciens empires coloniaux espagnol, portugais, français et anglais. Cette histoire démontre également que la position des colonies de la Couronne, au point de vue qui nous intéresse, n'est pas sensiblement différente de celle des colonies autonomes. Il n'y a donc pas lieu de supposer qu'aucune nation européenne fasse la tentative ruineuse de la conquête de l'Angleterre en vue de renouveler avec ses colonies une expérience que toute l'histoire coloniale montre comme prédestinée à un échec.

Quels sont les faits ? La Grande-Bretagne est la nation dont la politique coloniale a eu le plus de succès ; la méthode que son expérience l'a amenée à suivre est celle qu'a définie Sir C. P. Lucas, une des premières autorités en matière coloniale. Voici ce qu'il écrit au sujet de l'histoire des colonies anglaises sur le continent américain :

« L'on a vu — mais il aurait pu se faire qu'on ne le vit pas, si les États-Unis n'avaient pas conquis leur indépendance — que les colons anglais, tout comme les colons grecs de l'antiquité, quittent leur patrie avec les mêmes droits que ceux qu'ils laissent derrière eux, et ne leur sont aucunement subordonnés ; lorsqu'ils ont effectivement mis en valeur une nouvelle terre lointaine, il faut leur donner le droit de se gouverner eux-mêmes dans la plus large mesure possible ; soit qu'ils aient raison, soit qu'ils aient tort, et davantage même peut-être lorsqu'ils ont tort que lorsqu'ils ont raison, on ne

peut rien tirer d'eux par la force ; de bons sentiments réciproques, la communauté des intérêts, et la volonté de ne pas pousser la revendication des droits légitimes jusqu'à leur extrême limite, peuvent seuls maintenir ensemble les parties d'un véritable empire colonial. »

Nous le demandons au nom du bon sens : quel avantage pourrait-on retirer de la conquête de ces colonies, si on ne peut éviter de les laisser agir à leur guise, « qu'elles aient tort ou raison, et davantage peut-être lorsqu'elles ont tort que lorsqu'elles ont raison » ? A quoi servirait-il de les conquérir si l'on n'en peut rien tirer par la force ? Sûrement tout cela nous fait aboutir à une absurdité. Si une puissance comme l'Allemagne avait recours à la force pour conquérir nos colonies, elle s'apercevrait qu'on n'en tire rien par la force, et que la seule politique possible est de les laisser faire exactement comme elles faisaient avant d'être conquises, et de leur permettre, si telle est leur volonté — et c'est la volonté de mainte colonie britannique — de traiter la mère-patrie absolument comme un pays étranger. On a récemment discuté au Canada la ligne de conduite que devrait adopter le Dominion vis-à-vis de l'Angleterre en cas de guerre, et j'emprunte à un journal franco-canadien (*La Presse*, du 27 mars 1909) un passage cité avec approbation par une publication anglo-canadienne. Le voici :

« Si, après la création d'une marine canadienne, l'Angleterre se trouvait en état de guerre avec une puissance étrangère, et que cette guerre fût juste et que le Canada la regardât comme telle, l'Angleterre pourrait compter sur l'appui actif des soldats et des marins canadiens. Mais nous devons toujours rester libres d'accorder ou de refuser cet appui. »

Une nation étrangère pourrait-elle aller plus loin ? Dans quel sens « possédons »-nous le Canada, alors que les Canadiens doivent toujours rester libres d'accorder ou de refuser leur appui militaire à l'Angleterre ? Et en quoi le Canada diffère-t-il d'une nation étrangère, si l'Angleterre peut être en état de guerre, alors que le Canada est en état de paix ? M. Asquith partage explicitement les mêmes vues. Le 26 août 1909, à la Chambre des Communes, après avoir exposé les conclusions adoptées par la Conférence impériale, il ajoutait :

« Il en est résulté un plan pour organiser les forces de la Couronne, partout où elles se trouvent, de telle sorte que, *tout en respectant l'autonomie complète de chaque dominion, si ces dominions désirent participer* à la défense de l'Empire en cas de réel besoin, leurs forces pourraient être rapidement combinées pour en former une seule armée impériale homogène.»[1]

[1] Les journaux new-yorkais du 16 novembre 1909 rapportent les paroles suivantes prononcées par Sir Wilfrid Laurier au parlement canadien, au cours du débat sur la marine canadienne :

« Mon honorable ami (M. Monk) a blâmé le gouvernement d'avoir proposé d'entreprendre l'organisation d'une force navale. Quel est l'objet de cette force ? Quand doit-elle servir ? Nous n'en avons jamais eu, dit-il. Je me rappelle l'époque où

Ce passage montre clairement qu'aucun dominion n'est considéré, en vertu de la suzeraineté de l'Empire britannique, comme obligé de mettre ses forces à la disposition de celui-ci, si pressant qu'en puisse être le besoin. S'il ne désire pas le faire, il est libre de refuser de le faire. L'Empire britannique n'est donc qu'une fédération d'États souverains indépendants, qui ne sont même pas obligés de se secourir mutuellement en cas de guerre. L'alliance entre l'Autriche et l'Allemagne est beaucoup plus solide que le lien qui unit, en vue de la guerre, les différentes parties de l'Empire britannique.

Un critique fait à ce sujet les commentaires suivants :

« Quels que soient les termes employés pour décrire ce nouveau mouvement de défense impériale, c'est en réalité un nouveau pas fait par les colonies vers l'indépendance nationale complète. Car non seulement la conscience d'assumer la tâche de leur propre défense dotera d'une vigueur nouvelle l'esprit de nationalité, mais il en résultera aussi le droit de contrôler pleinement les relations étrangères. Cela a déjà été admis

---

nous n'avions ni chemins de fer, ni écoles publiques. Et si nous devons maintenant organiser une force navale, c'est parce que notre nation augmente en puissance ; c'est ce qu'il en coûte d'être une nation. Je ne connais aucune nation ayant des rivages et n'ayant pas de flottes, sauf la Norvège, mais la Norvège ne tentera jamais un envahisseur. Le Canada a des mines de charbon, des mines d'or, des champs de blé, et sa grande richesse peut offrir une tentation à l'envahisseur. »

virtuellement pour le Canada, qui a maintenant droit à une voix décisive dans tous les traités ou autres engagements présentant un intérêt spécial pour lui. L'extension de ce droit aux autres nations coloniales peut être regardée comme une chose toute naturelle. L'autonomie ainsi établie dans la défense nationale réduit les relations impériales à leur plus simple expression.[1] »

Plus significative encore a été la déclaration suivante, peut-être quelque peu emphatique, faite à Londres, le 3 novembre 1911, par M. Balfour :

« Notre Empire dépend de la coopération de Parlements qui sont absolument indépendants. Je ne parle pas en juriste mais en homme politique. Au point de vue juridique, je suis persuadé que le Parlement britannique a la suprématie sur ceux du Canada, de l'Australie, du Cap ou de l'Afrique du Sud, mais, en fait, ces Parlements jouissent d'une indépendance absolue et c'est notre rôle de le reconnaître et de donner à

---

[1] Les récentes négociations douanières entre le Canada et les États-Unis se passèrent directement entre Ottawa et Washington, sans l'intervention de Londres.

Dans un récent discours à Humboldt, Sir Wilfrid Laurier discutait la question de la défense navale dans un sens impérialiste. Il disait : « Mais tout en reconnaissant la souveraineté du roi d'Angleterre, nous affirmons que le Canada ne jouera pas le rôle d'un État dépendant, mais celui d'une nation. »

Il en est de même pour l'Afrique du Sud. On lit dans le *Volkstein* du 10 juillet 1911 : « La constitution de l'Union est parfaitement d'accord avec ce principe qu'elle doit pouvoir observer la neutralité si une guerre survient entre l'Angleterre et d'autres États indépendants... L'Angleterre gagnerait autant que l'Afrique du Sud à la neutralité de celle-ci. » (Cité par le *Times* du même jour. L'expression d'États indépendants de l'Empire mérite d'être retenue.)

l'Empire britannique, comme base, la coopération volontaire de Parlements tout à fait indépendants. »

Cela signifie bien que, vis-à-vis du Canada ou de l'Australie, la situation de l'Angleterre est la même que celle de tout autre État, et que l'Angleterre n'est pas plus propriétaire de l'Australie que de la République Argentine.

Est-il réellement vraisemblable que l'Allemagne nous fasse la guerre pour la « possession » de colonies qui sont dès à présent indépendantes de fait, et qui pourraient bien le devenir aussi de droit au début de la guerre ? Des faits de la toute récente histoire d'Angleterre ont prouvé de façon indéniable la vérité de ce paradoxe ridicule : nous avons plus d'influence sur des nations étrangères que sur nos propres colonies — c'est-à-dire que nous sommes plus à même de leur imposer nos vues. En vérité, l'assertion de Sir C. P. Lucas, qu'on doit laisser nos colonies tranquilles « qu'elles aient tort ou raison, et davantage peut-être lorsqu'elles ont tort, » ne signifie-t-elle pas que notre position vis-à-vis des colonies est moins forte que notre position vis-à-vis des nations étrangères ? Dans l'état actuel des rapports internationaux, nous n'aurions jamais l'idée de proclamer que nous nous soumettons à des nations étrangères lorsqu'elles ont tort. L'histoire récente nous éclaire sur ce point.

Quels sont les motifs les plus élevés qui ont poussé l'Angleterre à la guerre contre les républiques sud-africaines? Cette guerre eut pour objet de revendiquer la suprématie de la race anglaise dans l'Afrique australe, de maintenir l'idéal anglais en face de l'idéal boër, de défendre les droits des Indiens britanniques et des autres sujets britanniques, de protéger l'indigène contre l'oppression des Boërs, d'arracher le gouvernement du pays à un peuple que des auteurs comme Conan Doyle et beaucoup de ceux qui poussaient bruyamment à la guerre, décrivaient comme « intrinsèquement réfractaire à la civilisation. » Qu'a obtenu l'Angleterre après avoir dépensé six milliards deux cent cinquante millions pour y arriver? Le gouvernement actuel du Transvaal est aux mains du parti boër[1]. L'Angleterre a effectué l'union sud-africaine dans laquelle

[1] Le journal impérialiste le *World* s'exprime ainsi : « L'effort parlementaire pour retourner les résultats de la guerre sud-africaine a complètement réussi. Grâce aux débats de la semaine dernière, M. Merriman s'est assuré une forte majorité dans les deux Chambres. Le triomphe de la ligue à Cape Town n'est pas moins écrasant que celui de Het Volk à Prétoria. Les trois territoires dont dépend l'avenir de l'Afrique australe sont groupés sous la suprématie des Boërs... et la Confédération ou l'Union de demain sera régie d'après le système hollandais. Si c'est à ce résultat que nous voulions parvenir, il était facile de l'atteindre sans sacrifier vingt mille vies et deux cent cinquante millions de livres sterling.

domine l'élément boër. Elle a édicté contre les Indiens (sujets anglais) au Transvaal et en Natalie, les mêmes règlements boërs dont elle se plaignait avant la guerre, et les Chambres viennent de voter un Acte d'Union, par lequel les règles suivies par les Boërs vis-à-vis des indigènes sont codifiées et rendues permanentes, Sir Charles Dilke l'a bien démontré au cours du débat à la Chambre des Communes sur le bill sud-africain. Il a dit : « L'ancienne ligne de conduite anglaise dans l'Afrique du Sud, comportait, à l'inverse de celle des Boërs, pour le traitement des indigènes, l'égalité des droits pour tous les hommes civilisés. Au début de la guerre sud-africaine, on affirma que l'un de ses buts principaux, dont la réalisation serait la condition de tout traité de paix, serait la substitution du point de vue anglais au point de vue boër. Or le point de vue boër est maintenant admis dans toute l'étendue de l'Afrique australe ! M. Asquith, représentant le gouvernement britannique, avoua qu'il en était ainsi et que « l'opinion publique de notre pays était presque unanimement opposée à l'exclusion des gens de couleur du parlement de l'Union. » Il ajouta que « l'opinion du gouvernement britannique et celle de la nation britannique ne tendent à aucune intervention dans une colonie autonome. » De sorte qu'après

avoir dépensé pour la conquête du Transvaal une somme plus forte que celle versée par la France à l'Allemagne, après la guerre franco-allemande, l'Angleterre n'a même pas le droit de faire prévaloir ses vues sur les points essentiels qui ont été le prétexte de la guerre.

Il y a quelques années, il y avait à Londres une députation des Anglo-Indiens du Transvaal chargée de démontrer que, là-bas, les règlements les privent de leurs droits ordinaires de citoyens anglais. Le gouvernement anglais les a informés que le Transvaal étant une colonie autonome, le gouvernement impérial ne pouvait rien pour eux[1]. Or, on n'oubliera pas qu'à l'époque où nous querellions avec Paul Krüger, l'un de nos griefs les plus sérieux était le traitement des Anglo-Indiens. Ayant battu Krüger, et « possédant » maintenant son territoire, agissons-nous nous-mêmes comme nous cherchions à faire agir Paul Krüger lorsqu'il était le chef d'un gouvernement étranger ? Il s'en faut bien. Nous, (ou plutôt le gouvernement

[1] Un bill a été présenté au Conseil législatif des Indes permettant au gouvernement d'interdire l'émigration dans tous les pays où la façon dont seraient traités les sujets anglo-indiens ne serait pas approuvée par le gouverneur général. « Comme on n'a pu obtenir un juste traitement pour les Indiens libres, dit le *Times*, la prohibition sera sans doute appliquée à la Natalie, à moins que la situation des Indiens libres n'y soit améliorée. »

responsable de la colonie, près duquel nous n'osons intervenir, bien que nous fussions autrefois toujours prêts à faire des remontrances à Krüger), nous ne faisons qu'appliquer purement et simplement ses propres règlements. De plus, les colonies australiennes et la Colombie Britannique ont maintenant adopté, à l'égard des Anglo-Indiens, les mêmes vues que le président Krüger, vues dont nous avions voulu faire un *casus belli*. Pourtant, dans le cas de nos colonies, nous ne pouvons absolument rien faire. Toute l'affaire se résume donc en peu de mots : Le gouvernement d'un territoire étranger fait quelque chose que nous lui demandons de cesser de faire. Le refus du gouvernement étranger constitue un *casus belli*. Nous nous battons, nous sommes victorieux, et le territoire en question devient l'une de nos colonies, et alors nous permettons au gouvernement de cette colonie de suivre absolument les mêmes errements qui, de la part d'un gouvernement étranger, constituaient un *casus belli*.

Dans quel but avons-nous donc entrepris la guerre de conquête ? Nous en sommes réduits à l'absurdité que j'ai déjà indiquée : *Que nous sommes moins bien placés pour imposer notre manière de voir sur notre propre territoire c'est-à-dire dans nos colonies, qu'en territoire étranger.*

Accepterions-nous docilement qu'un gouvernement étranger opprimât gravement, et d'une façon permanente, un nombre important de nos concitoyens ? Certainement non. Mais, lorsque le gouvernement coupable de cette oppression se trouve être le gouvernement de nos propres colonies, nous ne faisons rien, et un homme dont les paroles font autorité en Angleterre déclare que nous ne devons rien faire, — encore moins lorsque le gouvernement colonial a tort que lorsqu'il a raison, — et que, même s'il est dans son tort, le gouvernement colonial est à l'abri de l'emploi de la violence. On ne peut pas dire que, sur ce point, les colonies de la Couronne diffèrent essentiellement des colonies autonomes. Non seulement les colonies de la Couronne ont une tendance irrésistible à acquérir les droits des colonies autonomes, mais il est devenu impossible d'ignorer leurs intérêts spéciaux. L'évidence est absolument probante.

Je ne joue pas ici sur les mots ; je n'essaie pas d'émettre des paradoxes. Cette *reductio ad absurdum* — le fait que, quand nous possédons un territoire, nous renonçons à l'emploi de la force pour imposer notre manière de voir — devient de plus en plus un lieu commun du gouvernement colonial anglais.

Quant à la situation fiscale de nos colonies, elle est la même que leur situation politique en fait, sinon en droit : ce sont des nations étrangères. Elles élèvent une barrière de tarifs contre la Grande-Bretagne, elle repoussent d'une façon absolue un grand nombre de sujets britanniques ; (aucun Anglo-Indien ne peut mettre le pied en Australie, et pourtant les Indes britanniques constituent la majeure partie de l'Empire britannique), et des lois mesquines d'exclusion sont votées contre les sujets anglais de la Grande-Bretagne.

Nous demandons encore : Un pays étranger pourrait-il aller plus loin ? Si la Grande-Bretagne profite de quelques avantages fiscaux, ces avantages ne sont pas dus à ce que la Grande-Bretagne « possède » les colonies ; ils sont l'effet de la libre volonté des législateurs coloniaux, et leur exemple pourrait être suivi par toute nation étrangère qui rechercherait des relations fiscales plus intimes avec la Grande-Bretagne [1].

[1] Le commerce extérieur total de la Grande-Bretagne était, en 1908, de 1049 millions (de livres) dont 784 millions avec l'étranger et 265 millions avec ses colonies. Et alors qu'il est exact que, pour certaines colonies, (par exemple pour l'Australie), la Grande-Bretagne possède jusqu'à 52 % de leur commerce, il arrive que certains pays étrangers fournissent un plus grand pourcentage de commerce avec la Grande-Bretagne que ses

Peut-on concevoir que l'Allemagne, — si les rapports réels entre la Grande-Bretagne et ses colonies étaient bien compris, — entreprendrait la plus coûteuse des guerres de conquête pour se trouver dans une position absurde et sans profit, sans pouvoir même en retirer l'ombre d'un avantage matériel ?

On pourrait soutenir que, le lendemain de sa conquête, l'Allemagne tenterait de suivre une politique qui lui assurerait des avantages matériels dans les colonies, comme l'Espagne et le Portugal ont essayé de le faire pour eux-mêmes. Mais, dans ce cas, peut-on concevoir que l'Allemagne, dépourvue d'expérience coloniale, pourrait imposer par la force à la Grande-Bretagne une ligne de conduite à laquelle celle-ci a dû renoncer il y a cent ans ? Peut-on imaginer que, si la Grande-Bretagne a été absolument incapable de faire payer à ses colonies un tribut quelconque, l'Allemagne, sans expérience et sans communauté de langue, de tradition et de sang, pourrait leur imposer sa ligne de conduite avec succès ? Sûrement, si les éléments du problème étaient le moins du

propres colonies. L'Angleterre possède 38 % du commerce argentin mais seulement 36 % de celui du Canada, bien que le Canada lui ait récemment accordé des tarifs de faveur extrêmement avantageux.

monde compris en Allemagne, une idée aussi ridicule ne serait pas envisagée un seul instant.

Quelqu'un prétendra-t-il un seul instant que c'est par philanthrophie ou par magnanimité que les Anglais ont accordé aux colonies britanniques leur indépendance économique ? Certes non ! Il a fallu d'abord que le vieux système de l'exploitation par le monopole échouât complètement. Bien avant que la loi n'eût aboli ce système, sa faillite commerciale, sociale et politique était un fait avéré ; et si l'Angleterre avait persisté à imposer par la force un état d'infériorité aux colonies, elle aurait suivi l'exemple de la France, de l'Espagne et du Portugal, et elle aurait perdu ses colonies et son empire. S'il a fallu à l'Angleterre deux ou trois siècles pour trouver la seule politique coloniale possible, il ne faudrait pas si longtemps à un conquérant d'aujourd'hui. Celui-ci apprendrait de suite quelles sont les seules relations possibles entre de grands pays. Les Anglais eux-mêmes viennent d'en fournir la preuve. Ils ont soutenu une guerre longue et coûteuse pour soumettre les Boërs, et, cinq ans après, ils remettaient le pays entre leurs mains comme s'ils ne les avaient jamais vaincus.

Du reste, l'histoire européenne a récemment fourni un exemple frappant de la façon dont se

font sentir les forces qui ont imposé à l'Angleterre le régime qu'elle suit vis-à-vis de ses colonies. Il s'agit ici de petites colonies, que l'on ne saurait considérer comme de grands pays ; mais l'on verra que le principe n'y agit pas moins sûrement.

Sous le régime « Méline », il y a moins de vingt ans, la France suivait, pour certaines de ses colonies, une politique de protectionnisme à outrance assez similaire au vieux système anglais du monopole. Aucune de ces colonies n'était bien grande, et pourtant elles ont exercé sur la vie économique de la France un effet qui a obligé le gouvernement à changer le régime qu'il leur imposait, je le répète, il y a moins de vingt ans. On lit dans le *Temps* du 5 avril 1911 :

Nos colonies pourront marquer la journée d'hier d'une pierre blanche. Ce qui a été dit à la Chambre permet d'espérer que le régime douanier étouffant qu'on leur a imposé jusqu'ici va enfin se desserrer. La commission des douanes de la Chambre était comme la citadelle d'où le protectionnisme le plus aveugle, le plus inintelligent, sévissait contre elles. Or M. Thierry est actuellement le président de cette commission, et c'est lui qui, dans un très intéressant discours, a annoncé qu'une ère nouvelle allait probablement commencer. C'est un très grand changement, et qui peut avoir des conséquences incalculables sur la mise en valeur de notre empire colonial.

Nous l'avons souvent répété : la loi douanière de 1892 a commis deux injustices à l'égard de nos possessions. La première, c'est qu'elle oblige les colonies à recevoir en franchise les marchandises métropolitaines, tandis qu'elle taxe, à leur entrée en France, les marchandises coloniales. Supposez un traité

passé entre deux pays libres. Est-ce que jamais l'un des deux contractants aurait accepté de faire un traitement de faveur aux marchandises de l'autre, s'il n'avait pas obtenu la réciprocité ? Cette réciprocité, pourquoi ne l'avons-nous pas donnée aux colonies ? C'est parce qu'elles sont faibles et qu'elles ne sont pas en état de défendre utilement leurs intérêts vis-à-vis de la métropole. Nous avons agi, envers elles, avec l'égoïsme de barbares envers des vaincus. Nous les avons traitées comme des serves. Le président de la commission des douanes a reconnu hier que cette situation n'est pas équitable. Et le ministre des colonies, qui est lui-même tout pénétré de cet esprit nouveau, que nous sommes si heureux de voir apparaître dans la façon de traiter nos affaires coloniales, a promis de faire tous ses efforts pour la faire cesser.

L'autre injustice, commise en 1902, a été d'essayer de soumettre à un régime unique (le régime métropolitain) toutes les parties de notre empire colonial, comme s'il pouvait y avoir quelque chose de commun entre des pays séparés par toute l'épaisseur du globe. Heureusement on n'avait pas pu y arriver complètement. Certaines de nos colonies d'Afrique se trouvaient liées par des traités internationaux au moment où la loi a été votée ; on a donc été forcé de leur faire un régime spécial. Mais l'idée avouée de M. Méline était, à cette époque, de faire rentrer ces colonies sous le régime métropolitain, à mesure que les traités internationaux qui les liaient arriveraient à expiration. On a établi ainsi — sans le vouloir — une grande expérience comparée entre les effets de l'application aux colonies du régime métropolitain et les effets d'un régime douanier spécial approprié à leurs besoins. Or qu'est-il arrivé ? Que les colonies d'Afrique à régime spécial sont dans un état indéniable de prospérité, tandis que les colonies soumises au régime métropolitain ont vu leur essor entravé par lui, et que, pour quelques-unes d'entre elles, comme la Nouvelle-Calédonie, les Antilles, Saint-Pierre et Miquelon, cette gêne a abouti à la ruine, à un véritable désastre. Dès lors on ne peut plus fermer les yeux ; il est évident qu'il faut à chaque colonie un régime particulier qui tienne le plus grand compte des conditions locales. Ce n'est pas dans le sens où le voulait M. Méline, et c'est dans le sens

contraire que le régime douanier des colonies doit être modifié. Sur ce point encore, le président de la commission des douanes, qui est un esprit trop sage pour ne pas tenir compte des résultats de l'expérience, a fait les déclarations les plus satisfaisantes, et M. Messimy a indiqué qu'il est en parfait accord avec lui.

M. Thierry a insisté sur les raisons pour lesquelles ces injustices doivent disparaître. Elles ne sont pas seulement des injustices, elles sont les pires des absurdités. Qu'est-ce que la métropole cherche dans ses colonies ? Un supplément de puissance et de richesses. Or si on maintient les colonies à l'état de pauvreté par un régime douanier accablant, comment joueraient-elles le rôle qu'on attend d'elles ? Une colonie qui ne peut rien vendre est une colonie qui ne peut rien acheter : c'est un client inexistant pour l'industrie française [1].

Tout ce qui précède est significatif ; ce changement de politique ne se produit pas parce que la France est incapable d'en imposer une autre — elle en a le pouvoir, car les colonies n'ont aucune force militaire à lui opposer — mais ce changement a lieu parce qu'il est la condition indispensable d'un avantage économique déterminé.

[1] Il est quelque peu encourageant pour ceux d'entre nous qui cherchons à disséminer des idées plus saines que celles qui circulent actuellement, de savoir qu'une première édition de ce livre paraît avoir contribué à amener cet heureux changement de la politique coloniale. Le Ministre des Colonies, insistant dans le sens de cet article du *Temps*, a plusieurs fois attiré l'attention du public sur ce livre. Une grande partie du présent chapitre a été réimprimée dans le rapport officiel du budget des colonies de 1911. Au Sénat (voir Journal officiel de la République française, 2 juillet 1911) le Rapporteur a de nouveau longuement cité ce livre, et une grande partie de son discours tendait à en appuyer la thèse.

Le but que la France cherche à atteindre ne peut s'obtenir que par un arrangement avantageux aux deux parties, consenti librement de part et d'autre, tel qu'il s'en conclurait entre pays étrangers. La France fait donc actuellement dans ses colonies ce que l'Angleterre a fait jadis ; elle renonce peu à peu à se prévaloir des droits que lui conférait la conquête, parce qu'elle n'y trouve pas le résultat cherché.

Mais le point le plus intéressant pour nous, dans cette expérience française, résulte peut-être du fait qu'il a fallu moins de vingt ans pour que le vieux système colonial échouât, même dans le cas de colonies relativement faibles et petites. Pour combien de temps alors l'Allemagne serait-elle en état d'imposer un tel système à de grandes et puissantes communautés, telles que les colonies britanniques, en supposant qu'elle les eût conquises?

Les rapports réels des métropoles avec les colonies modernes sont cependant si mal connus qu'au cours d'une conversation privée, j'ai entendu un politicien anglais, à l'opinion duquel sa position donnait une importance particulière, déclarer que l'un des motifs qui pousseraient l'Allemagne à la guerre serait la saisie projetée de l'Afrique du Sud, en vue de s'emparer des mines d'or, et, — au moyen d'un impôt de 50% sur leur production,

— de s'assurer l'une des principales sources d'or du monde.

Au début de la guerre sud-africaine, on entendit beaucoup parler du rôle des mines d'or dans le conflit. Tant en Angleterre que sur le Continent, l'opinion générale était que la Grande-Bretagne voulait mettre la main sur les mines d'or. Le *Times* publia une longue correspondance sur la valeur réelle de ces mines, et des discussions sur le montant des dépenses que la Grande-Bretagne pouvait engager raisonnablement pour s'en assurer la possession. Or, maintenant que l'Angleterre a été victorieuse, combien de mines d'or a-t-elle saisies ? En d'autres termes, combien y a-t-il d'actions de mines d'or entre les mains du gouvernement anglais ? Combien de mines ont été transférées de leurs précédents propriétaires au gouvernement britannique par suite de la victoire de l'Angleterre ? Quel tribut le gouvernement de Westminster prélève-t-il, après avoir engagé deux cent cinquante millions de livres sterling dans l'entreprise ?

Le fait est, naturellement, que l'Angleterre ne possède pas un sou de ces richesses. Les mines appartiennent aux actionnaires et à personne autre, et, dans les conditions de la vie moderne, il est impossible à un gouvernement de saisir une

seule livre d'une propriété de ce genre par le seul moyen d'une guerre de conquête.

Supposons que l'Allemagne, ou toute autre nation victorieuse, fît peser sur le produit des mines d'or un impôt de 50 %. Quel en serait le résultat [1] ? Le produit des mines sud-africaines est aujourd'hui d'environ sept cent cinquante millions de francs par an ; elle en tirerait donc environ trois cent soixante-quinze millions. Le revenu annuel de l'Allemagne (je parle du revenu total, et non pas seulement de celui qui est sujet à l'impôt) est estimé à environ cinquante milliards, de sorte qu'un impôt de trois cent soixante-quinze millions ne représenterait à l'égard du revenu total de l'Allemagne qu'une somme de un franc par jour pour un homme ayant cinquante mille francs de rente. Il équivaudrait au prix des allumettes dans une famille de la classe moyenne ayant un revenu de dix à douze mille francs. Peut-on imaginer que le chef de cette famille, doué de son bon sens, eût recours au vol à main armée et à l'assassinat pour faire une économie de moins de deux francs par semaine ? Telle serait

1 Un financier, auquel je montrais les épreuves de ce chapitre, ajouta, à propos de ce passage : « Vous pouvez dire que si l'on mettait un pareil impôt aux mines, l'extraction tomberait à *zéro.* »

néanmoins la situation de l'Empire allemand s'il s'engageait dans une grande et coûteuse guerre, dans le seul but d'arracher trois cent soixante-quinze millions par an aux mines sud-africaines; il faudrait même dire que la situation de l'empire allemand serait infiniment pire. Car le chef de famille dont je parle, après s'être rendu coupable de vol à main armée et d'assassinat pour acquérir deux francs par semaine, — je veux dire, l'Empire allemand ayant entrepris une des plus terribles guerres de l'histoire pour imposer un tribut de trois cent soixante-quinze millions, — s'apercevrait que, pour obtenir ces deux francs par semaine, il aurait compromis les nombreux placements dont dépend l'ensemble de son revenu. Le lendemain de l'imposition d'une taxe de 50 % sur les mines, il y aurait une telle baisse sur les valeurs du même genre — qui actuellement donnent lieu à tant de transactions sur toutes les Bourses du monde, — qu'aucune maison commerciale de l'Europe, ayant une certaine importance, ne serait à l'abri de son atteinte. Nous avons vu en Angleterre les difficultés qu'a provoquées une menace fiscale relativement modérée, et inspirée par des raisons plutôt sociales et morales qu'économiques, contre une certaine classe de propriétaires, les brasseurs, par exemple. Quels cris ne pousserait-on donc pas

dans tout l'univers, si chaque action des mines sud-africaines venait à perdre la moitié de sa valeur, et si beaucoup d'entre ces actions arrivaient à ne plus rien valoir ? Qui donc risquerait un sou au Transvaal, si la propriété devait y être soumise à une pareille épreuve ? Les capitalistes prétendraient que ce qu'on aura fait aux mines aujourd'hui, on pourrait le faire demain à d'autres formes de la propriété, et l'Afrique du Sud se trouverait à peu près incapable d'emprunter un shilling pour une œuvre quelconque, sinon à un taux usuraire et abusif. Tout le commerce et l'industrie de l'Afrique du Sud ressentiraient naturellement les effets de cette situation, et l'importance du marché sud-africain diminuerait aussitôt. Les maisons de commerce intéressées aux affaires sud-africaines seraient poussées à la faillite ; un grand nombre y succomberait.

Est-ce de cette façon que l'Allemagne se mettrait à développer son empire nouvellement acquis ? Elle s'apercevrait bientôt qu'elle n'a sur les bras qu'une colonie en ruines. Et si, dans l'Afrique du Sud, la robuste population anglo-hollandaise ne produisait pas un George Washington pour réclamer l'indépendance, avec de meilleures raisons, matérielles et morales, que n'en eut jamais George Washington, c'est que l'histoire n'aurait

plus de sens. S'il a fallu à l'Angleterre six milliards deux cent cinquante millions pour conquérir l'Afrique du Sud hollandaise, que ne devrait pas dépenser l'Allemagne pour conquérir l'Afrique du Sud anglo-hollandaise ? Sa politique ne pourrait naturellement pas durer six mois, et l'Allemagne finirait, comme la Grande-Bretagne, par renoncer à toute idée d'exiger un tribut ou un avantage commercial autre que celui résultant d'une coopération libre avec la population sud-africaine. En d'autres termes, elle apprendrait que la politique adoptée par la Grande-Bretagne ne l'a pas été par philanthropie, mais par suite d'une expérience pratique. L'Allemagne verrait que le secret d'une politique coloniale consiste à ne rien exiger des colonies, et alors que la plus grande puissance coloniale de l'histoire n'a pu suivre une autre ligne de conduite, un pauvre parvenu dans l'art de l'administration coloniale aurait peu de chance de mieux réussir ; il s'apercevrait aussi que l'unique façon de profiter des colonies est de les traiter comme des territoires indépendants ou étrangers, et que l'unique façon d'en être le maître est de ne chercher à exercer aucune des prérogatives du propriétaire. Toutes les raisons de ce principe existaient aux dix-septième et dix-huitième siècles ; elles se sont

trouvées renforcées au centuple par les lois modernes du crédit et du capital, par la rapidité des communications, par l'action des gouvernements populaires et de la presse démocratique, et par l'effet des conditions et des charges des guerres actuelles — c'est-à-dire par l'ensemble du progrès moderne. Nous ne sommes pas en train de discuter sur ce que devraient être nos relations avec nos colonies. Nous laissons de côté la querelle classique entre impérialistes et partisans de la plus petite Angleterre. Nous montrons la leçon à tirer des faits évidents dont nous sommes témoins, et quelles que soient nos convictions politiques, nous n'ignorons pas que nos relations avec nos colonies doivent être réglées par le libre consentement de nos colonies, par leur choix et non par le nôtre.

Sir J. R. Seeley remarque, dans son livre *L'Expansion de l'Angleterre,* que les premières colonies espagnoles ayant été, au sens propre du mot, des *possessions,* nous avons pris l'habitude de parler, à propos des colonies, de possession et de propriété, et que toutes nos notions de politique coloniale ont été viciées pendant trois siècles, par le mirage de ces mots inexacts. Le moment n'est-il pas venu de dénoncer l'inexactitude de ces termes ? Le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud ne sont pas des pos-

sessions de l'Angleterre. Ce ne sont pas plus ses possessions que ne le sont la République Argentine ou le Brésil, et la nation qui aurait conquis l'Angleterre, et qui se serait même emparée de Londres, ne serait guère plus avancée pour la conquête du Canada ou de l'Australie que si elle occupait Constantinople ou Saint-Pétersbourg. Pourquoi donc laisser croire sans protestation que le maître de Londres est également le maître de Montréal, de Vancouver, de Cape Town, de Melbourne, de Johannesburg et de Sidney ? N'en avons-nous pas eu assez de ces paroles alarmantes qui persistent à ignorer les faits les plus simples et les plus élémentaires ?

CHAPITRE VIII

LA LUTTE POUR « LA PLACE AU SOLEIL »

La façon dont l'extension de l'Allemagne se produit. — Quels pays sont pratiquement des colonies pour elle. — Comment elle les exploite sans les avoir conquis. — La différence qu'il y a entre une armée et une police. — La question d'une police mondiale. — La tâche qui revient à l'Allemagne en Orient. — L'erreur de la France en ne s'étendant pas au Canada.

Quel est le résultat effectif de la situation qui ressort des faits mis en évidence dans le chapitre précédent ? L'Allemagne, ou toute autre nation similaire doit-elle en conclure que, puisqu'il n'y a aucune possibilité de voir se renouveler la lutte pour les territoires vacants qui a mis aux prises les États européens au XVIIme et au XVIIIme siècles, et puisqu'il est devenu enfantin de songer pour elle à une conquête quelconque des colonies anglaises, elle n'a plus aucun espoir d'expansion et qu'elle doit se résigner à un rôle d'État de deuxième ordre venu trop tard dans un monde trop vieux. Serait-il vrai que les Allemands, si actifs et d'une science technique si parfaite, soient réduits à prolonger leur état de *statu quo*, alors que leur

population a, chaque année, un million de plus d'âmes à nourrir et à placer ?

Si nous n'étions pas victimes des illusions répandues par les métaphores du style politique, nous ne nous figurerions pas qu'un tel problème puisse même se poser ?

Quand une nation telle que l'Angleterre occupe un territoire, est-ce à dire que ce territoire soit perdu pour les Allemands ? Nous savons que cela est absurde. L'Allemagne entretient un commerce énorme et croissant avec les territoires sur lesquels l'Angleterre exerce un droit de priorité.

Des millions d'Allemands vivent en Allemagne du produit d'entreprises suivies par leurs compatriotes dans des pays anglo-saxons. Les Anglais se plaignent même d'être chassés de ces pays par les Allemands ; ils disent que la marine allemande acquiert le premier rang dans telle région d'Orient où la suprématie appartenait jadis à l'Angleterre, que le commerce de territoires où l'Angleterre jouissait d'un monopole de fait passe aux Allemands et qu'il en est ainsi tant dans les territoires qui ont été nominalement anglais, comme les États-Unis, que dans les colonies de la Couronne et dans les colonies indépendantes comme l'Australie et le Canada.

L'Allemagne n'a même pas besoin de jouer le

rôle singulier de propriétaire apparent qu'a si longtemps joué l'Angleterre, pour tirer parti des colonies anglaises. Depuis un demi-siècle il s'est établi plus d'Allemands aux États-Unis que d'Anglais dans l'ensemble des colonies anglaises.

On calcule que dix ou douze millions des habitants des États-Unis sont de pure race allemande. Il est vrai que ces Allemands ne vivent pas à l'abri de leur drapeau, mais la vérité est qu'ils ne le regrettent pas ; au contraire, ils s'en réjouissent. La majorité des émigrants allemands ne désirent pas que les pays où ils se rendent aient le caractère politique du pays qu'ils abandonnent. Le fait qu'en adoptant les États-Unis, ils ont quelque peu conservé la tradition allemande et créé un nouveau type national, tenant à la fois de l'Anglais et de l'Allemand, prouve, somme toute, grandement en leur faveur et incidemment en la nôtre [1].

[1] Dans un article récent sur « La Nostalgie chez les émigrants » (dans le *World* du 19 juillet 1910) M. Afalo écrit : « Les Allemands sont de toutes les nations les moins sujets à cette faiblesse. Bien qu'étant plus attachés au foyer que leurs voisins d'outre-Rhin, ils sentent moins l'exil. Leur unique idée est d'échapper à la conscription, et, pour toutes les nations continentales, cela offre à l'exil une compensation dépourvue de tout sens pour l'Anglais. Je me rappelle une colonie de pêcheurs allemands sur le lac Tahoe, le plus charmant de la Californie, où les pins de la Sierra Nevada devaient évoquer

Bien entendu, on soutient que, malgré l'évidence de ces faits, une nation voudra toujours posséder, pour le trop plein de sa population, des territoires où puissent dominer sa législation, sa langue et sa littérature. Mais le sentiment national n'est-il pas, à cet égard, dupe d'une conception politique qui n'est que la survivance de vieux préjugés et qui vit sur la foi de faits qui ont cessé d'être réels ? et ne doit-on pas compter qu'elle se dissipera dès que l'intuition des réalités actuelles aura fait ouvrir les yeux aux hommes d'aujourd'hui ?

Un Allemand poussera des vivats patriotiques et

chez eux le vif souvenir de leur Harz natal. Cependant ils se réjouissaient de la liberté de leur pays adoptif et n'avaient jamais un mot de regret pour leur patrie. »

Un correspondant m'envoie quelques détails intéressants et significatifs sur les progrès rapides faits par les Allemands en Égypte. Un journal allemand y doit paraître en octobre, et les avis officiels des cours mixtes ont été enlevés aux journaux français de la localité pour être donnés au journal allemand « Egyptischer Nachrichten ».

De 1897 à 1907 la population allemande de l'Égypte s'est accrue de 44 %, tandis que la population britannique ne s'est accrue que de 5 %.

La part de l'Allemagne dans les importations égyptiennes de 1900 à 1904 a été de 17.219.400 fr. mais dès 1909 ce chiffre avait atteint 28.931.775 fr.

La plus récente entreprise allemande en Égypte est la « Egyptische Hypotheken Bank » à laquelle presque toutes les sociétés de banque allemandes sont intéressées. Son capital sera de 12.500.000 fr. et, de ses six directeurs, trois sont allemands, l'un est autrichien, et deux sont italiens.

engagera son gouvernement à faire la guerre pour conquérir un territoire dans l'Afrique équatoriale ou sur les rivages de l'Asie, car, dans son élan patriotique, il oublie de réfléchir. Mais il réfléchit, lorsqu'il s'agit d'émigrer avec sa famille. A ce moment-là il ne songe plus à partir aux tropiques ni en Chine. Il part, avec beaucoup plus de sens pratique, pour les États-Unis ; et il se rend très bien compte que ce pays représente, pour son nouvel établissement, une bien meilleure colonie que le Cameroun ou Kiao-Chau. Même pour les Anglais il y a beaucoup de pays étrangers qui constituent des colonies bien préférables à nombre de territoires où flottent les couleurs britanniques. Est-ce que les Anglais ne se fixent pas avec beaucoup plus de plaisir en Pensylvanie, où ils sont étrangers, qu'à Bombay, où ils se croient les maîtres ?

Bien entendu si, par la simple vertu de la conquête, on pouvait convertir les États-Unis, ou même le Canada en une nouvelle Allemagne, parlant la langue des Allemands et obéissant à leurs lois, le cas serait différent. Mais on a vu, dans le chapitre précédent, que le jour est passé de pareilles conquêtes. Il faut songer à d'autres moyens.

Le conquérant allemand de demain aurait à

faire sien le mot de Napoléon : « J'arrive trop tard. Les nations sont trop solidement établies. » Même quand les Anglais, qui sont les premiers colonisateurs du monde, s'emparent d'un territoire comme le Transvaal ou l'État libre d'Orange, ils n'ont d'autre choix, après l'avoir conquis, que de lui laisser ses lois, sa littérature, son langage, exactement comme s'il n'y avait pas eu de conquête. Il en a été de même à Québec, il y a plus d'un siècle, et il n'en serait pas autrement pour l'Allemagne. Au lendemain de la conquête, les Allemands auraient à s'imposer par d'autres moyens que la force militaire, et ces moyens, ils peuvent les appliquer dès aujourd'hui, s'ils le veulent. Nous ne saurions trop redire que le monde a changé, et que ce qui était possible au pays de Chanaan, à Rome ou chez les Normands ne nous est plus possible. On ne concevrait plus l'ordre de tuer tous les premiers-nés, afin d'exterminer la race du pays conquis. L'histoire de la colonisation anglaise, malgré tous ses prodiges, montre qu'à cet égard la force matérielle est impuissante.

Les Allemands commencent à s'en rendre compte. Le Dr P. Rohrbach a écrit :

« Nous devons nous résigner à reconnaître paisiblement ce fait évident qu'il n'est plus possible, pour nous, d'acquérir des colonies de peuplement ; » et il ajoute : « Si nous ne pouvons pas ouvrir à l'émigration des territoires nouveaux, il nous est pour-

tant possible de nous assurer dans une certaine mesure les avantages qu'on attache à des colonies de peuplement. C'est une erreur de considérer qu'une augmentation de puissance résulte du simple fait de posséder des territoires exotiques, ceux-ci fussent-ils susceptibles d'absorber le trop-plein de la population. Si l'Australie, le Canada, et l'Afrique du Sud ajoutent quelque chose à la puissance de l'Empire britannique, ce n'est ni parce que le drapeau anglais y flotte, ni parce que quelques millions d'Anglais ou de descendants d'Anglais s'y trouvent fixés, mais uniquement parce que, grâce à leur commerce avec la Métropole, la richesse de celle-ci, et, par voie de conséquence, sa force défensive, se trouvent accrues. Les colonies qui ne procurent pas cet avantage ont peu de valeur. Et quant aux pays qui le procurent ils sont plus précieux que les territoires qu'on appelle colonies, alors même qu'ils n'ont pas droit à ce nom [1].

En fait, le langage décevant des auteurs politiques que j'ai dénoncé plus haut a fortement contribué à détruire en nous le sens du réel, et le sens de la proportion dans laquelle on peut contrôler le sort d'un pays étranger. Et pourtant

[1] Suivant une statistique récente, il y a maintenant 400.000 Allemands au Brésil, et la majorité d'entre eux sont établis dans les États du Sud (Rio Grande do Sul, Parana et Santa Catharina) et il s'en est fixé quelques-uns dans les États du Nord (Santo Paulo ou Espirito Santo). Ces 400.000 Allemands sont surtout des descendants d'anciens émigrés, car l'émigration a beaucoup décru. Dans l'Asie Occidentale, la colonisation allemande est aussi un fait ancien. Il y a, en Transcaucasie, des établissements agricoles fondés par des fermiers du Wurtemberg, dont les descendants, après trois générations, parlent encore leur langage d'origine. Sur la côte de Palestine on voit encore des colonies fondées par les Templiers allemands, — elles ont assez prospéré pour éveiller la jalousie des indigènes.

l'exemple saisissant des événements de 1911 est encore dans notre mémoire.

Tout récemment j'écrivais :—

La presse d'Europe et d'Amérique s'est activement préoccupée des leçons de cette crise diplomatique et des conflits militaires qui en ont été l'effet. Et l'impression qui se dégage des considérations de haute politique qu'ont développées des auteurs français, italiens ou anglais, c'est que nous avons été et sommes encore en présence d'un grand mouvement mondial, qui met en œuvre des forces gigantesques nées des impulsions les plus profondes de la nature humaine.

Pendant des mois, ceux qui connaissaient les secrets des chancelleries en parlaient avec une émotion contenue, comme s'ils avaient été en présence d'Armageddon. Il a suffi de simples pourparlers de guerre entre trois pays pour compromettre de grands intérêts commerciaux, pour faire perdre, ou gagner, à la Bourse, des fortunes, pour suspendre les paiements de certaines banques et ruiner des milliers d'individus. Et la guerre italo-turque survenue ultérieurement a fait entrevoir la possibilité de beaucoup d'autres conflits, non seulement en Europe, mais en Asie, avec la répercussion d'un réveil du fanatisme musulman. Les haines internationales et la méfiance générale ont été terriblement accrues et l'effet le plus certain en sera l'augmentation du fardeau déjà écrasant des impôts en vue des armements que veulent augmenter encore cinq ou six nations déjà armées jusqu'aux dents. Pour deux ou trois cents millions d'Européens, le problème de la vie, que compliquaient déjà le renchérissement des denrées, les grèves et tant d'autres conflits sociaux, sera encore plus insoluble.

Faut-il donc qu'il ait une importance primordiale, le litige qui a entraîné de telles conséquences ! Aussi bien un auteur nous assure-t-il qu'il s'agit d'une phase de la lutte pour la vie, de cette lutte qu'on retrouve à tous les degrés de la vie organique. Eh bien ! j'ose vous affirmer que le litige ainsi grossi, loin d'être d'une importance primordiale, est d'une futilité telle que l'immense majorité des Allemands, des Anglais, des

Français, des Italiens ou des Turcs pourraient s'en désintéresser complètement. Qu'importe-t-il au plus grand nombre des 250 millions d'hommes que représentent ces cinq peuples, que le Maroc ou qu'un territoire marécageux plus ou moins rapproché de l'Équateur, soit administré par des fonctionnaires de l'une ou de l'autre nationalité, pourvu qu'il soit administré ? Je vais même plus loin, et j'ajoute qu'à prendre pour exemple la colonisation des Français, des Allemands ou des Italiens dans le passé, la nation qui a conquis un territoire de ce genre n'en retire qu'une occasion de dépenses.

Mais, dira-t-on, je passe sous silence l'intérêt généralement allégué d'un champ d'expansion à procurer à la race de celui des pays qui revendique, les armes à la main, sa *place au soleil.*

La presse européenne a été pleine de considérations de cette nature et j'ai cherché à en peser l'importance réelle en établissant une comparaison entre l'histoire de l'expansion coloniale de la France et celle de l'Allemagne pendant les 30 ou 40 dernières années.

On nous dit que la France a acquis au Maroc un nouvel Empire, qu'elle a remporté ainsi une grande victoire, et qu'en augmentant la surface de son territoire elle est devenue plus riche et a rendu les autres nations proportionnellement plus pauvres. Supposons donc qu'elle réalise au Maroc des opérations aussi profitables que dans quelque autre possession telle, par exemple, que la Tunisie qui a été sa meilleure affaire depuis quarante ans. Quel en sera l'effet sur la prospérité de la France ?

En trente ans, et après avoir dépensé un nombre de millions que personne ne peut calculer, puisque l'administration française s'attache à ne jamais fournir le chiffre exact des dépenses d'une colonie, la France a constitué en Tunisie un établissement qui compte en tout, soldats et fonctionnaires compris, 25.000 colons français, c'est-à-dire un chiffre de colons égal au nombre d'habitants dont la vraie France diminue chaque année. Et le

marché tunisien ne représente pas un chiffre d'affaires égal à ses frais d'occupation et d'administration, sans parler des charges militaires dont la conquête de la Tunisie a été l'occasion. Or, en tant que marché français, le commerce de la Tunisie représenterait toujours quelque chose, même si celle-ci relevait de l'administration anglaise, ou même de l'administration allemande.

En d'autres termes la France métropolitaine perd, chaque année, par suite de l'insuffisante natalité, autant de Français qu'en compte la Tunisie. Et cependant gouvernants et diplomates invoquent la Tunisie comme la preuve que la France s'étend et reste une grande puissance, comme s'il y avait lieu de triompher ainsi du fait que 25.000 Français vivent, sous un climat exotique, dans des conditions artificielles qui doivent, en fin de compte, contrarier les instincts de leur race. S'il faut en croire les leçons de l'histoire, la race française semble menacée, à moins d'un complet changement de courant dans les événements, d'être exterminée, sans qu'il ait été tiré un seul coup de fusil, par les Allemands, les Belges, les Anglais, les Italiens, les Juifs. Il y a aujourd'hui en France plus d'Allemands qu'il n'y a de Français dans tout l'ensemble des colonies conquises depuis 50 ans, et la France entretient avec l'Allemagne un commerce bien plus important qu'avec toutes ses colonies réunies. La France est devenue, pour l'Allemagne, une colonie bien plus profitable que ne pourrait l'être aucune des colonies exotiques que possède la France.

« On affirme, disait récemment un député français, que les Allemands sont à Agadir, mais moi je sais qu'ils sont aux Champs-Élysées. » Or, laquelle des deux occupations est la plus importante ? Et cependant on veut soutenir que, depuis 1870, il n'y aurait pas eu d'expansion territoriale allemande, tandis qu'il y a eu une grande expansion française ! On prétend que l'Allemagne a été bafouée, mise à l'étroit ; qu'elle n'a pas eu sa place au soleil et que, cette place, elle doit se la faire reconnaître à main armée en compromettant la sécurité de ses voisins.

Tout cela, je l'affirme encore, est des plus faux. L'Allemagne n'a été ni bafouée, ni mise à l'étroit. Au contraire, dès que nous faisons abstraction du mirage que provoquent les cartes

géographiques, nous constatons que son expansion a été l'une des merveilles du monde. Elle a, en effet, augmenté sa population de 20 millions d'habitants, ce qui représente la moitié de la population française, tandis que celle-ci a effectivement diminué. De toutes les nations de l'Europe, c'est l'Allemagne qui s'est taillé la plus large part dans le trafic du monde et dans le développement de l'industrie. Quoiqu'elle n'ait pas réalisé d'expansion, en ce sens que sa domination politique ne s'est pas étendue à de nouveaux territoires, il est constant qu'une partie de sa population, égale au chiffre total des blancs qui habitent les colonies anglaises, gagne sa vie, en tout ou en très grande partie, en exploitant des pays étrangers. Ces faits ne sont pas nouveaux. Ils ont fait l'objet de plusieurs milliers de discours politiques en Angleterre même, depuis quelques années, mais une partie de leurs signification paraît avoir passé inaperçue.

Voici, alors, où nous en sommes : D'un côté nous voyons une nation qui développe énormément son pouvoir politique et qui pourtant diminue en force réelle, si, par force réelle nous entendons l'accroissement d'une population vigoureuse et entreprenante. (Je ne nie pas que la France ne soit à la fois riche et satisfaite, à un beaucoup plus grand degré que sa rivale, mais je laisse ce point de côté pour le moment.) Et de l'autre côté, nous voyons une nation qui réalise une expansion extraordinaire sinon politique, du moins économique, par le fait de l'augmentation de sa population et des moyens d'existence assurés à celle-ci. Un tel état de choses, si le jargon politique a aucun sens, est d'une évidence péremptoire et montre combien sont vides de sens toutes les paroles prononcées au sujet des nécessités primordiales d'un peuple et des conséquences qui en doivent découler.

En fait nous touchons ici à l'une de ces confusions fondamentales, comme il en réside au fond de presque tous les conflits internationaux, et qui sont l'effet de vieux préjugés et d'une terminologie surannée.

A l'époque de la navigation à voile et des messageries routières sur des chemins cahoteux, un pays ne pouvait tirer sérieusement profit d'un autre qu'à condition de s'en être rendu, politiquement, le maître. Mais les chemins de fer, les locomotives Compound, les lignes télégraphiques, sont venus

modifier la situation. Dans le monde moderne il y a de moins en moins de rapports entre les facteurs de la politique et ceux des marches commerciaux. Ce sont les facteurs non-politiques qui l'emportent. Les nations modernes tirent leurs plus grands profits des champs d'exploitation qu'elles ont su s'ouvrir dans des pays dont elles ne possèdent pas un seul arpent. L'Angleterre elle-même, dont le domaine colonial est tellement important, fait la plus grande partie de son commerce extérieur avec des nations sur lesquelles elle n'a la prétention d'exercer ni domination, ni contrainte, ni contrôle. Elle en vient même à accepter l'idée de renoncer à dominer ses propres colonies.

Des millions d'Allemands, de Prusse et de Westphalie, tirent la plupart de leurs moyens d'existence de pays qui échappent complètement à la domination allemande. C'est du fond de son bureau qu'un commerçant allemand exploite l'Amérique du Sud. Quand l'Allemagne veut s'assurer des profits commerciaux par la voie politique, elle en reconnaît bientôt le caractère illusoire. Ses colonies sont des colonies pour rire. Il faut que le gouvernement allemand paie ses sujets pour les décider à aller dans les colonies allemandes. Le commerce de ces colonies est insignifiant, et si les 20 millions d'habitants dont l'Allemagne s'est enrichie, n'avaient à compter que sur ses conquêtes coloniales pour les nourrir, ils pourraient mourir de faim. L'Allemagne est nourrie par des pays qu'elle ne possède pas et dont elle n'a pas le moindre espoir de posséder jamais un pouce de territoire, par le Brésil, la République Argentine, les États-Unis, les Indes, l'Australie, le Canada, la Russie, la France et l'Angleterre. L'Allemagne n'a jamais dépensé un pfennig pour conquérir l'Amérique du Sud, mais elle en retire des profits inconnus à l'Espagne qui y a versé cependant des boisseaux d'or et des flots de sang. Les vraies colonies de l'Allemagne sont ces pays qu'elle ne possède pas. Et cependant ses diplomates et ses militaires affectent de considérer avec dédain les pays dont dépendent ses intérêts essentiels et l'alimentation même de sa population. De quoi l'immense commerce germano-américain est-il redevable à l'action diplomatique, au coup d'Agadir ou aux *Dreadnoughts ?* Le travail obscur des commerçants et des industriels a tout fait. Quant aux conflits diplo-

matiques et militaires, aux gaspillages budgétaires, à l'insigne folie dont l'action Tripolitaine est le plus bel exemple, les territoires qui en ont été l'objet sont de ceux auxquels on aurait pu renoncer, non seulement sans préjudice, mais avec un réel profit. L'Italie, dont les hommes d'État sont restés imbus des vieux préjugés, verra d'ici peu son erreur. Même ceux qui la soutiennent n'osent plus alléguer que sa colossale sottise lui procurera le moindre bénéfice. En fait, elle ne lutte que pour l'honneur, pour le prestige, pour la gloire de faire impression en Europe.

N'est-il pas temps que les masses, sur lesquelles le jargon diplomatique a moins d'effet que sur les classes intellectuelles, échappent enfin à la décevante servitude des mots, pour exiger que les pouvoirs publics ouvrent les yeux sur la réalité des choses et sur leur valeur relative, et se rendent compte du sens des chiffres, des conditions de l'industrie et de l'évolution de la coopération humaine ?

Cela vaut la peine, incidemment, de montrer que, faute de savoir distinguer la réalité des apparences, la France a laissé perdre une occasion incomparable de se répandre dans le Nouveau-Monde, sacrifiant ainsi la proie pour l'ombre. Qu'est-ce que le Canada ? De nom, naturellement, c'est une colonie anglaise. De fait, c'est une des nations indépendantes du Nouveau-Monde, ayant tous les attributs de la souveraineté, y compris une armée et bientôt une marine particulière ; une nation indépendante, quelque peu alliée de la Grande-Bretagne, il est vrai, mais si peu, qu'elle se réserve le droit de se tenir à l'écart d'une guerre dans laquelle la Grande-Bretagne pourrait être engagée.

Son alliance avec la Grande-Bretagne est donc moins étroite que beaucoup de celles qui ont uni la France aux autres pays dans le passé. Non seulement cette nation est indépendante, mais elle est à moitié française : environ deux à trois millions de Canadiens sont de pur sang français, vivent sous des institutions purement françaises, parlent la langue française, sont régis par la loi française, et perpétuent les anciennes traditions françaises. C'est la seule branche du peuple français qui soit restée prolifique, et si aujourd'hui elle est débordée par l'élément anglo-saxon, ce n'est pas en raison de la plus grande augmentation naturelle de ce dernier élément, mais en raison du flot de l'immigration qui suit le flot du capital et de l'esprit d'entreprise des anglo-saxons ; si bien qu'en dépit de sa merveilleuse et ancienne fécondité, la nouvelle France est condamnée à disparaître lentement devant l'expansion anglo-saxonne dans le Nouveau-Monde. Si les capitaux français s'étaient consacrés à l'exploitation de ces pays neufs, si des ingénieurs français avaient construit la voie ferrée canadienne du Pacifique, si des navires français naviguaient entre Vancouver et l'Orient, si le génie français avait creusé les canaux du Canada, si les nouvelles villes s'étaient développées au moyen d'emprunts émis en France, si

les banques étaient dirigées par des financiers français, si les compagnies d'assurances étaient restées en rapports suivis avec les établissements de crédit à Paris, si quelques-uns des cerveaux créateurs de la France s'étaient dévoués à cette nouvelle France suivant l'exemple des Américains, si les philanthropes français avaient doté cette nouvelle France d'universités françaises comme l'ont fait des millionnaires des États-Unis, le Canada constituerait un bel avant-poste de la civilisation française, qui romprait aujourd'hui la monotonie de cette civilisation anglo-saxonne qui paraît destinée à s'étendre de la frontière mexicaine au pôle Nord. On aurait vu croître une nouvelle nation française indépendante, jeune et vigoureuse, conservant tout le meilleur de la tradition française, et rejetant tout ce qui est une cause d'inquiétude pour la vieille France. L'Allemagne n'a jamais eu une semblable chance : il n'y a jamais eu un tel noyau de population de langue allemande, de loi allemande et de tradition allemande, pour servir de point de départ à une expansion réelle et sincère de la métropole. La France à eu cette occasion d'expansion, et elle y a renoncé, effrayée par des mots stupides qui ne signifient rien. Parce que l'on appelait le Canada une colonie anglaise — tout comme on pourrait appeler l'Angleterre une

colonie française sous prétexte qu'elle fut vaincue et colonisée par Guillaume le Conquérant — la France a négligé cette occasion de fonder une nouvelle nation française, et au lieu de chercher son expansion dans ce Nouveau-Monde où la race et la civilisation française avaient toute chance de réussir, elle a cherché son champ d'expansion dans les marais africains et dans ces pays de civilisation chinoise dégénérée, où l'homme blanc dégénère lui-même et où — malgré la grande utilité de l'œuvre française — une véritable civilisation française n'a aucune chance de s'implanter.

Est-ce à dire que l'extension du pouvoir politique d'un pays européen sur un pays d'outre-mer sera toujours vaine ? Qu'elle ne puisse et ne doive jamais être la cause d'un conflit, et que l'action de l'Angleterre aux Indes et en Égypte est sans utilité ? Dans la seconde partie de ce livre, j'essayerai de mettre en lumière le principe, que conçoivent encore si imparfaitement nos hommes politiques, d'après lequel l'emploi de la force peut être avantageux ou nuisible. Sous prétexte que la force joue un rôle important dans les affaires humaines, c'est folie de conclure que la lutte à main armée soit la condition normale des sociétés humaines.

Un critique ayant affirmé que les armées étaient nécessaires et justifiées au même titre que les forces de police, et ajoutant : « même dans des cités comme Londres, où le progrès civique a permis de réaliser presque tout notre idéal, nous maintenons et nous perfectionnons chaque jour notre police » j'ai répliqué :

« Si nous apprenions que la ville de Londres, au lieu d'employer la police à arrêter les cambrioleurs et les ivrognes, voulait s'en servir pour attaquer Birmingham sous prétexte *d'expansion municipale*, *d'impérialisme civique* ou de *panlondonisme*, ou même qu'elle s'en servirait pour résister à une attaque que les habitants de Birmingham tenteraient sous l'un de ces prétextes, je commencerais à croire que la police ressemble à une armée européenne. Mais jusqu'alors, il sera clair que les rôles de la police et de l'armée sont diamétralement différents. La police est un instrument de coopération sociale. L'armée, au contraire, n'est que le résultat de l'illusion qui nous porte à croire que, quoiqu'aucune cité ne puisse s'enrichir en capturant et en subjuguant une autre cité, une nation peut tirer profit de la conquête d'une autre nation. »

En l'état actuel cet exemple juge la question. Les citoyens de Londres n'ont aucun intérêt à conquérir Birmingham, ni ceux de Birmingham à conquérir Londres. Mais on peut supposer qu'il survienne, dans les cités du Nord un désordre tel que Londres en soit gênée dans sa vie industrielle et commerciale. Dans ce cas Londres aurait intérêt, si elle en avait le pouvoir, à envoyer sa police à Birmingham. Le profit que les citoyens de Londres

retireraient du rétablissement de l'ordre dans le Nord est assez important pour qu'on puisse dire qu'ils en seraient plus riches.

Mais, en Alsace-Lorraine, il y avait autant d'ordre avant qu'après 1870. Au contraire, en Californie, l'ordre n'était pas maintenu sous la domination mexicaine aussi bien que sous celle des États-Unis. C'est pourquoi la conquête de la Californie, a profité aux États-Unis alors que celle de l'Alsace-Lorraine n'a pas profité à l'Allemagne. La France a profité de la conquête de l'Algérie, et l'Angleterre de celle de l'Inde, parce que, en Algérie comme aux Indes, le rôle de l'armée a été avant tout un rôle de police et que ce rôle est toujours utile.

Comment cette distinction réagit-elle sur notre problème ? D'une manière essentielle. L'Allemagne n'a pas d'ordre à rétablir en Angleterre, ni l'Angleterre en Allemagne. Le conflit des deux peuples est donc illusoire ; il ne procède pas d'une nécessité inéluctable, mais simplement de la confusion qui obscurcit aujourd'hui les questions politiques. Lorsque la condition d'un territoire est telle que les autres pays ne peuvent avoir, avec lui, ni rapports sociaux ni rapports économiques, nous pouvons considérer l'intervention militaire non comme l'effet d'un besoin illusoire d'annexion,

mais comme le résultat de cette force intérieure qui pousse à l'élimination de tout ce qui trouble un organisme. On l'a vu en Égypte, comme aux Indes. Mais, il n'y a pas de rôle pareil à jouer dans les colonies anglaises, ni aux États-Unis ; et, quoiqu'il pût en être ainsi dans des pays comme le Vénézuela, l'expérience des dernières années nous a prouvé, qu'en mêlant de tels pays à la vie économique du globe, et en créant chez eux un intérêt vital au maintien de l'ordre, on réussit mieux à l'implanter que par la conquête. De temps à autre on entend parler de projets allemands sur le Brésil ou sur d'autres pays, mais le peu d'instruction que possède la moyenne des Européens suffit à leur faire comprendre qu'un État comme le Brésil est assez solidement établi pour ne pouvoir être ni conquis ni occupé par un pays étranger.

Mais pour revenir au conflit anglo-allemand, c'est un de ses traits assez curieux que le public anglais, qui en a connu toutes les légendes, en ait ignoré toutes les réalités. Tandis que le plus féroce des pangermanistes n'a jamais jeté les yeux sur le Canada, il les a fixés et les fixe encore sur l'Asie Mineure, et cette orientation de l'activité politique des Allemands tient justement à la distinction que j'ai montrée entre le rôle de la

conquête et celui de la police. Les produits allemands dominent de plus en plus en Orient, et l'intérêt des placements et des débouchés de l'Allemagne exige là-bas plus d'ordre et une meilleure organisation. Il se peut donc que l'Allemagne ait à faire œuvre de police en Asie Mineure.

Pour quel motif l'Angleterre l'en empêcherait-elle ? On dira que l'Allemagne risque de lui fermer ces territoires. Mais même si l'Allemagne le faisait, ce qui est peu vraisemblable, une Asie Mineure protectionniste, administrée par des Allemands, serait moins funeste au commerce anglais qu'une Asie Mineure libre-échangiste organisée à la Turque. L'Allemagne protectionniste reste l'un des meilleurs marchés européens. Si une seconde Allemagne surgissait en Orient, si la Turquie avait une population pourvue de la puissance d'achat des Allemands, même avec leur tarif douanier, les débouchés de l'Angleterre là-bas passeraient de 10 ou 15 millions de livres à 40 ou 50 millions. Et on voudrait empêcher ce résultat !

Il est vrai que nous touchons ici au problème de la lutte pour la porte ouverte dans les pays neufs. Mais la difficulté de ce problème ne tient pas au fait que l'Allemagne ferme la porte, mais au fait qu'elle pénètre mieux que les autres, là où elle se heurte aux mêmes droits d'entrée ou

même à des droits plus forts, — et surtout au fait qu'elle prime les Anglais sur les territoires qu'ils se flattent de posséder, — dans leurs colonies, et même aux Indes. Comment donc l'écrasement militaire de l'Allemagne par l'Angleterre résoudrait-il le problème ? Supposons que l'Angleterre l'écrase assez pour s'emparer de l'Asie Mineure et de la Perse, aussi solidement que de l'Inde et de Hong-Kong. Est-ce que le commerçant allemand ne continuerait pas à primer l'Anglais, comme il le fait déjà, là où les Anglais sont les maîtres ? Et comment la destruction de la marine allemande changerait-elle les choses ?

En parlant de porte ouverte dans les pays neufs, nous perdons un peu le sens des choses. Le commerce de l'Angleterre a d'abord de l'importance avec les grandes Puissances : les États-Unis, la France, l'Allemagne, la République Argentine, et les autres États de l'Amérique du Sud, puis avec les colonies à population blanche, puis avec les pays organisés de l'Orient, et enfin, dans une proportion très faible, avec les pays où elle réclame la porte ouverte, pays où le commerce est si faible qu'il représente à peine les frais d'entretien d'une douzaine de vaisseaux de guerre.

Quand l'homme de la rue ou le reporter de journal parlent de diplomatie commerciale, il sem-

ble qu'ils oublient tous les chiffres. Il y a quelques années leurs petites intelligences se sont enflammées au sujet de la position respective des trois Puissances dans les îles Samoa, et, tant en Angleterre qu'aux États-Unis, on sentait déjà la poudre. Et cependant, le commerce de Samoa ne vaut pas celui du moindre village du Dorsetshire, et le fait de grever un budget pour avoir une marine qui permette de maintenir une influence là-bas, ou même de construire à cet effet un seul bâtiment de guerre, ressemblerait au fait, non pas de jeter une sardine pour attraper une baleine, mais de jeter une baleine dans le vain espoir d'attraper une sardine — car même lorsqu'on s'est assuré la prééminence politique, et que l'on a construit douze *Dreadnoughts* de plus, le commerce reste acquis au meilleur commerçant. Tandis que nous nous excitons au sujet de notre commerce avec des territoires qui achètent très peu, nos rivaux, et surtout l'Allemagne, s'attachent tranquillement au commerce qui importe, et s'installent sur les marchés américains, et même sur les marchés européens.

Si nous examinions ces problèmes sans les préjugés d'autrefois, nous verrions donc qu'il vaut mieux que l'Angleterre soit en face d'une Asie Mineure bien organisée sous la tutelle alle-

mande qu'en face d'une Asie Mineure indépendante mais anarchique. Peut-être vaudrait-il mieux pour l'Angleterre qu'elle puisse vaquer à cette organisation, seule ou de concert avec l'Allemagne, mais elle a déjà les mains pleines, et l'Égypte et les Indes l'occupent assez. Pourquoi d'ailleurs l'Angleterre interdirait-elle à l'Allemagne de faire, en petit, ce qu'elle a fait en grand ? Sir Harry Johnston, dans le *Nineteenth Century* de décembre 1910, a discerné le nœud du problème plus clairement qu'aucun autre écrivain de ma connaissance. Il admet, après un examen approfondi, que l'objectif de l'Allemagne ne vise ni l'Angleterre, ni les colonies anglaises, mais bien les territoires relativement neufs des Balkans, l'Asie Mineure et la Mésopotamie, jusqu'au bouches de l'Euphrate. Il ajoute :

« A l'égard de l'Angleterre, nous voudrions invoquer une phrase prononcée par M. Roosevelt dans un important discours qu'il fit à Londres. Cette phrase n'a été relevée par aucun journal anglais, mais Roosevelt y disait que la meilleure garantie de l'Angleterre sur le Nil était l'action de l'Allemagne sur l'Euphrate. Mettons de côté l'hypocrisie habituelle aux Teutons, et admettons la vérité de cette remarque. Chacun sait que nous devrions faire cause commune avec l'Angleterre dans nos rapports avec les peuples primitifs. Que l'Angleterre et l'Allemagne s'entendent une bonne fois sur la question d'Orient, et le monde sera à l'abri de toute autre grande guerre, sur un point quelconque du globe, pour peu que cette guerre puisse nuire aux intérêts de ces deux puissances. »

Telle est l'opinion allemande, dit Sir Harry. Et suivant toute apparence il a raison en tant que cinq millions de personnes peuvent avoir une opinion commune.

C'est à cause de la confusion qui s'établit si souvent entre le devoir de remplir un rôle de police vis-à-vis des populations primitives ou livrées au désordre et le désir d'opérer une annexion illusoire, qu'il subsiste tant de risques de conflits. Si l'on porte envie à l'Angleterre, ce n'est pas parce qu'elle accomplit aux Indes une opération continue de police qui profite à tous, mais parce qu'on se figure que la possession de ces vastes territoires lui procure des impôts et d'autres avantages personnels. Quand l'Europe sera mieux informée, elle comprendra qu'aucun État ne retire un bénéfice direct du fait d'être un agent de police colonial. L'opinion publique d'Allemagne se rendra compte que, même si la chose était possible, les Allemands ne gagneraient rien à se substituer aux Anglais dans l'Inde, alors surtout que le résultat final de l'administration européenne, en Orient et en Extrême-Orient, consistera à faire de toutes les populations, notamment de celles de l'Asie Mineure, leurs propres agents de police. Une puissance qui ignorerait les lois de l'histoire, et qui serait tentée, sous prétexte d'une opération de police,

de se constituer des privilèges exclusifs ou des monopoles économiques, comme l'ont fait, tour à tour, l'Espagne dans l'Amérique du Sud et l'Angleterre dans l'Amérique du Nord, verrait les autres nations trouver de multiples moyens de représailles dans l'exercice des procédés de contrainte que leur fournissent les rapports économiques et financiers.

CHAPITRE IX

LES CONFIRMATIONS DE L'HISTOIRE ACTUELLE

Les chapitres précédents ont été consacrés à l'étude des facteurs économiques qui tendent à développer la coopération entre les hommes et à écarter les causes de conflits. Dans la seconde partie de ce livre, j'ai cherché à montrer comment opèrent ces facteurs dans toute l'étendue des champs de l'activité humaine, tant au point de vue moral qu'au point de vue économique. — Ces deux points de vue sont d'ailleurs inséparables. — Il y a, entre eux, beaucoup plus d'interdépendance qu'on ne le conçoit habituellement et c'est ce que vont tendre à démontrer les pages qui suivent. — Néanmoins c'est le point de vue économique qui fournit la preuve la plus tangible et la mieux saisissable de la solidarité internationale, et qui donne à cette solidarité l'aspect qui frappe le plus vivement les hommes d'affaires ; c'est à cet égard que l'histoire actuelle, — surtout l'histoire de l'Europe en 1911, — est particulièrement significative. Je crois donc pouvoir reproduire en grande partie une conférence que j'ai faite, à l'Institut des Banquiers de la Grande-Bretagne, en janvier 1912, c'est-à-dire deux ans environ après la première édition de cet ouvrage. — Le titre de cette conférence était : « L'Influence de la Banque sur les relations internationales. » — La place logique d'un tel sujet eût été à la fin du second chapitre de ce livre, mais je le fais intervenir ici parce que le principal effort de ma conférence a été de mettre en lumière le rôle que joue le crédit dans les rapports des nations modernes. — J'y ai dit notamment ce qui suit :

L'EFFET réel de notre système de crédit sur le monde moderne apparaît non pas sous la forme

de ce prétendu contrôle personnel de la politique par les grands intérêts financiers, qui a déjà fait écrire tant de sottises, mais sous la forme, bien différente, des impulsions impersonnelles qu'imprime quotidiennement aux événements, le jeu mécanique de ces innombrables échanges d'engagements qui se négocient quotidiennement, en dehors du contrôle des financiers ou des gouvernements, — souvent à leur insu, — quelquefois malgré eux ; — car les forces que représentent ces opérations sont beaucoup trop puissantes et trop insaisissables pour permettre aucun contrôle, et elles sont devenues une partie si essentielle de la trame humaine que c'est par leur effet que la Société des Nations se tisse si rapidement et si sûrement en un tout indivisible.

La vraie force du crédit se retrouve dans son rôle de partie intégrante de l'organisme social où il représente une fonction aussi vitale, mais aussi inconsciente et aussi indépendante de tout contrôle humain, que les fonctions de la respiration ou de la digestion dans l'organisme d'un être animé. Peut-être dois-je ici répondre par avance à une objection que vous seriez tentés de faire à cet argument d'analogie qui, comme toutes les comparaisons, prête à de faux raisonnements. Si ces forces, direz-vous, sont assez puissantes

pour contrebalancer le jeu des combinaisons politiques, pourquoi nous tourmenter à leur sujet ? Il n'y a qu'à laisser les politiciens agir à leur gré. Une telle conclusion ne serait pas juste. S'il est vrai que les fonctions d'un organisme animé, — la digestion, la respiration, ou la circulation du sang, — soient inconscientes et indépendantes de tout contrôle humain, la vie même de l'organisme dépend des actes de volonté consciente par lesquels on favorise l'accomplissement de ces fonctions ; et plus la vitalité de l'organisme se développe en s'adaptant à son entourage, plus aussi augmente l'importance de la volonté consciente qui, chez l'homme, prend le nom d'intelligence.

Un homme ne peut commander à sa respiration, mais il peut lui imposer un terme fatal en se suicidant, ou la compromettre par une imprudence qui lui cause une bronchite. Il ne peut pas non plus commander à sa digestion, mais il peut éviter les indigestions en s'abstenant d'aliments frelatés. Si vous vous exposez au froid ou si vous absorbez du poison, vous n'êtes pas maître des conséquences fatales qui en peuvent résulter. Votre volonté consciente n'y peut rien.Ce dont vous êtes le maître souverain, c'est de ne pas vous asseoir dans un courant d'air et de ne pas avaler de substances qui

répugnent à votre goût, et ce pouvoir de choisir vous est donné par le développement de votre sensibilité nerveuse. Sans cette sensibilité, l'organisme serait vite mort. Si l'on pouvait imaginer un animal qui ne sentirait ni le froid, ni le chaud, ni le mauvais goût des poisons, il ne tarderait pas à être éliminé de l'espèce. Cet animal n'aurait rien pour le protéger pendant son adaptation à son entourage ; rien de ces vives impressions qui ont pour effet de placer un sujet dans les conditions les plus favorables à l'accomplissement de ses fonctions inconscientes et autonomes.

Or, le crédit, indépendamment de ses autres fonctions, rend à l'organisme économique et social cet immense service de lui fournir un centre de sensibilité, grâce auquel tout préjudice causé à l'un quelconque de ses membres où à l'une quelconque de ses fonctions est aussitôt ressenti et peut être, dès lors, évité.

Et par « crédit » je veux dire : l'organisation de la finance.

Il importe de se rendre compte du changement qui s'est opéré dans les relations internationales, des forces latentes qui se sont trouvées à l'œuvre pour produire ce changement, et du caractère qu'à affecté son développement.

Le fait primordial qui domine le développe-

ment social, depuis l'époque des Vikings jusqu'à nos jours, est la division du travail, si peu apparent que cela puisse être. Sans la division du travail la société ne serait jamais devenue un tout organisé, parce que la coopération des hommes ne serait pas devenue nécessaire. Un homme capable de pourvoir par lui-même à tous ses besoins, serait un homme vraiment indépendant, et qui n'aurait cure de la vie ou de la mort de ses semblables. C'est ainsi que vivent la plupart des animaux qui exploitent l'univers ou, tout au moins, la partie de l'univers qu'ils peuvent atteindre, sans aucune collaboration avec leurs congénères. L'homme primitif, qui tenait encore de près à l'animal, pouvait tuer ses semblables sans en éprouver de préjudice personnel. Il n'en restait que plus de gibier et de fruits pour lui-même. Mais l'homme qui se nourrit de pain, se couvre de vêtements, se fait plomber les dents et extirper l'appendice, a besoin de cultivateurs, de meuniers, de tisserands, de dentistes et de chirurgiens, c'est-à-dire de tout un monde pour répondre à ses besoins. Or le développement des groupements humains suit la même progression. Ils commencent par être indépendants et finissent par ne plus pouvoir se passer les uns des autres. Si, au temps des Danois, l'Angleterre avait pu,

par quelque force magique, exterminer tous les étrangers, il est possible qu'elle s'en fût très bien trouvée. Aujourd'hui la même extermination réduirait la moitié de sa population à périr de faim. La société féodale, qui représentait déjà un organisme assez complexe, nécessitant le concours de toutes sortes d'arts, de métiers et de sciences, produisait, dans les limites de chaque fief, tout ce qui lui était indispensable, et pouvait effectivement se désintéresser des autres groupements féodaux, dont elle était souvent séparée pendant des semaines et des mois, par des espaces infranchissables, sans souffrir de cet isolement.

Mais si, aujourd'hui, un comté d'Angleterre se trouve séparé des autres comtés par le simple fait d'une grève de chemins de fer, toute sa vie est paralysée en un jour. Cela tient à ce que la division du travail a subordonné son existence à la continuation ininterrompue du travail des autres parties du monde.

Mais la division du travail a une autre conséquence qui est, peut-être, la plus importante de toutes, à savoir le déclin de l'importance de la force matérielle qui cède peu à peu, surtout entre les divers groupements humains, à l'importance grandissante du libre échange des biens et des services. Ainsi s'opère le passage de la contrainte à

la liberté et de la vie militaire à la vie commerciale, et de là naît une tendance à l'élimination du militarisme.

Les divers facteurs du progrès social que nous venons de passer en revue en produisent un autre qui détermine plus que tous les précédents l'attitude des groupements humains vis-à-vis les uns des autres. Sans lui, l'histoire de ces groupements aurait pu se dérouler sans que leurs relations subissent de grands changements. Ce facteur que j'ai appelé la *sensibilité sociale,* ou la *conscience organique,* est celui qui rend toute partie de l'organisme, telle qu'une nation, immédiatement consciente de la mesure dans laquelle elle dépend des autres parties ; c'est le crédit.

Pourquoi ai-je dit que les facteurs précédemment indiqués ne suffiraient pas, par eux-mêmes, à modifier sensiblement les rapports internationaux ? Parce que notre conduite n'est déterminée par les faits que si ces faits nous frappent et si nous y saisissons les rapports de cause à effet. Un penseur a dit que, ce qui importe dans le monde, ce ne sont pas les faits, mais l'opinion qu'on a de ces faits, et, quoique l'interdépendance réelle des hommes ait été démontrée par les exemples que j'ai cités, la rivalité des États et la surenchère des armements ne cesseraient de croître, ainsi que

certains de mes critiques affirment qu'elles le feront, sans l'influence de ce nouveau facteur dont je vais maintenant m'occuper. Mes critiques font valoir qu'il y avait déjà un certain degré d'interdépendance dans l'ancien monde, que Rome avait un système de banque perfectionné, que le crédit était déjà un fait de haute importance à l'époque des guerres de Napoléon, et plus encore au moment où l'Allemagne envahit la France et essaya de porter un coup fatal à sa vie économique. Mais les critiques qui parlent ainsi ne tiennent pas compte du développement de la sensibilité sociale.

Renonçant aux comparaisons et aux hypothèses, j'en appelle aux faits historiques.

On sait la politique suivie par l'Espagne, dans l'Amérique du Sud, pendant trois siècles. L'Espagne a mis ce continent à feu et à sang pour lui prendre son or. Le gouvernement espagnol s'est non seulement emparé de la plus grosse partie du rendement des mines d'or, mais tout le commerce des régions minières a été réglementé par lui dans l'intérêt de certaines classes privilégiées de la métropole. Tous les produits devaient être dirigés sur certains centres d'où on les embarquait pour des points déterminés, et ces produits étaient parfois portés, dans ce but, à dos de mulets, pendant des milliers de kilomètres, que leur aurait

épargnés l'emploi du chemin direct. Ceci n'est qu'un petit fait, entre mille ; mais, ce qu'il importe de retenir, c'est que cette politique égoïste ne fut pas finalement profitable à l'Espagne. Chacun le reconnaît. Le pays qui s'est approprié l'or de la moitié d'un hémisphère a eu la population la plus pauvre de l'Europe.

Et cependant les hommes d'État espagnols ont continué à suivre la politique qui les ruinait, en s'efforçant de vivre sur un fonds de numéraire extorqué. Et pourquoi ? Parce que le rapport de cette politique à ses résultats ne se manifestait pas à temps pour qu'on l'aperçût. La relation de cause à effet échappait par sa lenteur à toute constatation générale. L'Espagne n'hésitait pas, en vue d'un gain particulier immédiat, à ruiner quelque vaste région, car l'effet de cette ruine ne se faisait pas sentir en Espagne avant l'espace d'une génération ; et à cette époque, antérieure à la pratique de l'imprimerie, il n'y avait pas de statistique qui marquât, ni qui enregistrât, des résultats à si longue échéance, alors surtout que, dans l'intervalle, intervenaient d'autres facteurs pour obscurcir encore davantage les relations de cause à effet. De là résultait que, *a priori*, le souci des résultats immédiats dominait les conseils des gouvernements. Les ministres constataient que,

s'ils avaient de l'or dans leurs poches, ils pouvaient acheter ce qu'ils voulaient, et alors ils se disaient : « Amassons beaucoup d'or, empêchons-le de quitter le pays, et alors nos affaires marcheront. » La politique suivie pendant ces trois siècles ne fut pas autre chose qu'une extorsion d'or, l'application cynique du système mercantile, avec les résultats que nous connaissons. Plus on appliquait ce système, plus l'Espagne s'appauvrissait, et elle ne comprenait absolument rien à cette interdépendance dont la conscience devrait dominer les rapports de tous les pays. Certes l'interdépendance n'était pas douteuse en fait, car l'Espagne et l'Amérique du Sud faisaient bien partie du même organisme économique, mais cet organisme manquait du moindre nerf sensitif. Il n'avait pas de sensibilité sociale, et dès lors il ne pouvait se rendre compte du préjudice qu'il subissait, ni changer de direction en conséquence.

Supposez maintenant une Espagne moderne responsable de la politique d'une Amérique du Sud moderne, développée industriellement et financièrement : les conditions et les conséquences de cette responsabilité seront encore plus faciles à saisir si nous supposons que l'Angleterre qui *possède* encore l'Amérique du Nord, suivant la terminologie vide de sens de notre langage politique,

veuille y introduire le régime que l'Espagne a imposé pendant 300 ans à l'Amérique du Sud. Danscette hypothèse, supposons encore que l'Angleterre fasse voter par son Parlement que chaque mine et chaque puits de pétrole des États-Unis paieront une redevance de 80% à certains accapareurs de Londres ; que toute balle de coton expédiée de la Louisiane au Lancashire, sera tout d'abord transportée à Winnipeg, où on lui fera payer un droit d'entrée spécial, et sera ensuite manipulée par des maisons de commerce privilégiées, embarquée sur des navircs appartenant à des compagnies privilégiées touchant un frêt spécial, — débarquée à Deal sous le seul prétexte que c'est le siège de quelque autre grand monopole, — transportée de là à Derby parce que le commerce local a de l'influence sur le gouvernement, et enfin réembarquée à Derby pour Manchester. Une loi pareille, qui ne serait cependant que la reproduction de l'ancien régime espagnol, déterminerait immédiatement une crise financière, d'abord en Amérique, mais aussitôt après en Angleterre. Cette crise atteindrait à Londres les hommes d'affaires par dizaines de mille, même parmi ceux qui n'auraient que les plus lointains rapports avec les industries en cause, et elle ruinerait, dans le Lancashire, une grande industrie

nationale qui nourrit des milliers de citoyens. Personne ne saurait s'il trouverait le lendemain matin sa propre banque ouverte ou fermée.

Voici donc le point essentiel : le résultat d'une telle loi ne serait pas senti, comme ce fut le cas en Espagne au XVIIme siècle, au bout de 20, 30 ou 50 années, mais moins d'une demi-heure après sa publication. Songez à tous les placements financiers que cette loi rendrait illusoires, à la panique qui se produirait sur le marché, au chaos qui en résulterait ! N'est-il pas certain que si les hommes d'affaires du Lancashire ou de Londres disposaient de la moindre influence sur le gouvernement anglais, ils pèseraient sur lui pour lui faire rapporter le texte fatal avec toute l'insistance de gens aux prises avec une question de vie ou de mort ? Cet effet immédiat serait favorisé par tous les procédés dont dispose la Banque moderne à qui le télégraphe donne la possibilité, ou, plutôt, impose la nécessité, de prendre toujours les devants et d'escompter une loi avant même qu'elle soit promulguée.

C'est là ce que j'appelle la sensibilité sociale ou la conscience organique. La Bourse, la banque, la cote des valeurs, permettent à l'organisme social de se rendre immédiatement compte de ce qui échapperait à des organismes primitifs moins

perfectionnés, par le fait que tout système nerveux leur fait défaut. La Banque donne à l'organisme social des nerfs sensitifs qui lui permettent de saisir les conséquences de ses actes et de régir ceux-ci suivant l'effet à produire. Or ces nerfs sensitifs sont une création de notre époque.

Cela me convainc que toute une partie des critiques dirigées contre mon œuvre manquent de base. On m'objecte que l'interdépendance des nations est un fait déjà ancien, qu'elle n'a jamais déprécié la valeur de la force militaire ou qu'en tout cas elle n'a contribué à modifier l'attitude d'aucun État vis-à-vis des autres. Mais c'est qu'il n'existait pas et ne pouvait pas exister jusqu'à cette époque, ce facteur décisif résultant des réactions immédiates que j'ai cherché à mettre en lumière. Il se peut que la conception intellectuelle de ces vérités date de loin, mais, ce qui est nouveau, c'est leur révélation au public sous une forme assez claire pour affecter la politique internationale. Et on peut en faire la démonstration historique très facilement.

C'est par Hume, en 1752, que, pour la première fois, l'interdépendance des nations a été sérieusement soutenue. Adam Smith vint ensuite, trente ans plus tard, avec un livre de plus grande portée. Et cependant les arguments de ces deux philo-

sophes n'avaient pas eu d'effet sur la politique générale à la fin du XVIIIme siècle, s'il faut en juger par le ton des discussions en Angleterre, lors de l'émancipation des colonies américaines, ou, sur le Continent, à l'époque des guerres de Napoléon. En vérité, pour ce qui est des intérêts vitaux, l'interdépendance des nations était encore bien rudimentaire, comme le montrèrent les effets du système continental de Napoléon. L'Angleterre elle-même, dont l'industrie était de toutes la plus développée, ne dépendait de l'étranger, sauf les années de disette, que pour les articles de luxe, les épices, les vins, les eaux-de-vie, les soieries, toutes choses qui, si considérables qu'en fût le trafic, n'intéressaient qu'une part infime de la population et ne se ressentaient que très légèrement de l'état de prospérité ou de crise des peuples voisins. L'Angleterre ne possédait pas encore une grande industrie dépendant pour son existence de la prospérité des nations dont elle reçoit ses aliments et ses matières premières. C'est cette situation qui atteste l'interdépendance des intérêts vitaux et que l'on n'observait encore dans aucun pays du monde au commencement du XIXme siècle. L'Angleterre s'en approchait, avec un demi-siècle d'avance, plus que tout autre pays. En réalité, on peut dire que, jusqu'au dernier quart du XIXme siècle, il n'y

avait pas un seul pays qui démontrât, par les nécessités quotidiennes de la grande masse de sa population, qu'il dépendait de ses voisins, comme en dépend aujourd'hui la Grande-Bretagne, dont des milliers d'habitants ne se nourrissent que d'aliments venus d'outre-mer, ou surtout comme le Lancashire, qui ne peut rien sans le coton qui lui vient d'Amérique. De là provenait l'illusion qui, en dépit des efforts intellectuels des physiocrates, a persisté, pendant une grande partie du XIXme siècle, et d'après laquelle une nation a intérêt à tuer l'industrie des autres. Mais, de mil huit cent trente à mil huit cent quarante, une division de travail s'est établie. La vapeur commençait à jouer un grand rôle dans notre industrie, et, comme le bon marché de notre charbon nous permettait d'avoir la vapeur à bon marché, et que notre situation géographique (qui correspond, dans un monde qui compte l'Amérique, à celle qu'occupait Venise lorsque le monde était limité au bassin de la Méditerranée), favorisait le développement de nos usines, la nourriture à bon marché devenait une impérieuse nécessité pour notre population industrielle. Quelques mauvaises récoltes, qui amenèrent l'abrogation des lois sur les céréales, montrèrent combien nous dépendions de l'alimentation étrangère. Cette dépendance eut l'effet

d'une révolution dans notre politique fiscale. En cinq ans, les besoins de l'alimentation publique opérèrent dans les idées un changement que la magnifique argumentation des physiocrates n'avait pu effectuer dans l'espace de tout un siècle.

Ce changement coïncidait avec un autre changement dans la conception de ce que doivent être les rapports internationaux : l'abandon de la vieille théorie de l'exploitation des colonies par la métropole et l'acceptation absolue de cette idée que nos possessions d'outre-mer peuvent se gouverner elles-mêmes. Il suffit d'un instant de réflexion pour se rendre compte que cette nouvelle conception des relations de la mère-patrie avec ses établissements coloniaux a été une conséquence logique et directe de la nouvelle conception des rapports internationaux que les physiocrates nous ont enseignée et que les événements nous ont fait comprendre.

Mais une nation n'est point une personne. C'est commettre une faute de langage que de dire que l'*Angleterre* est en faveur de ceci ou que *l'Allemagne* est en faveur de cela. 40 ou 60 millions d'habitants n'ont jamais été tous du même avis. Et quoique les vieilles notions politiques fussent très discréditées au lendemain de l'œuvre de Cobden, beaucoup d'Anglais étaient encore persuadés

que ce que l'Angleterre avait le plus à redouter était le développement de la puissance et de la prospérité des autres pays. On le vit bien au début de la guerre de Sécession. Le développement des États-Unis avait inquiété beaucoup d'hommes d'État et, lorsque la déclaration de guerre permit de croire à la dislocation de l'Union Américaine, beaucoup d'Anglais ne prirent pas la peine de dissimuler leur satisfaction. Cependant, le premier résultat de cette menace de dislocation fut la ruine partielle d'une de nos grandes industries et le chômage forcé de milliers et de dizaines de milliers de nos ouvriers. De là une nouvelle démonstration économique de l'interdépendance des peuples qui s'enfonça comme un clou dans le couvercle du cercueil des vieilles idées. Notez le développement des théories politiques : en 1860 c'était encore un article du programme anglais que d'empêcher l'essor des États-Unis. Que reste-t-il aujourd'hui de ce programme ? Qui donc croit que la prospérité des États-Unis puisse nuire à notre pays ?

Revenons au Continent pour continuer notre ébauche historique. Tandis que la prospérité de l'Angleterre était liée depuis une génération à celle des autres pays, puisqu'elle recevait son blé et sa viande d'Amérique, et sa laine d'Australie, les

nations continentales étaient toutes, sans exception, — et malgré le fait que plusieurs d'entre elles possédaient de grands commerces d'exportation de vins ou de soieries — capables de vivre de leur fonds et de se suffire à elles-mêmes. Leur politique s'en ressentait.

En 1870, Napoléon III constata avec dépit la possibilité d'une union allemande et il en éprouva le même sentiment que celui que le spectre de l'Union Américaine avait inspiré, en 1860, aux ministres anglais. Partant de cette idée que la puissance d'un voisin ne peut s'employer que contre vous et que sa prospérité doit vous faire tort, Napoléon III s'employa de toutes ses forces à écraser ce pouvoir et à compromettre cette prospérité. A un point de vue il avait raison : la plupart des nations, sauf l'Angleterre, qui avait fait des expériences récentes, étaient animées de ce sentiment d'inimitié. Il chercha donc à rendre irréalisable ou incomplète la confédération des États allemands ; Bismarck, de son côté, quand il eut déjoué victorieusement cette intervention étrangère, chercha à écraser la France, non seulement au point de vue politique, mais surtout au point de vue économique. C'était ouvertement son intention d'arranger les choses de telle sorte que jamais plus la France ne pût être une puissance

économique en Europe. Il semblait avoir beau jeu puisqu'il n'y avait pas d'interdépendance économique absolue entre les deux peuples ; il n'y avait pas en Allemagne de région analogue au Lancashire, qui pût être menacée de disette du fait que la France serait envahie. L'industrie allemande ne dépendait ni de l'argent français ni du blé de France. Et cependant, que se passa-t-il ? L'Allemagne, après la guerre, s'appliqua à consolider sa situation politique et économique, et se consacra à l'industrie intensive et à la surenchère commerciale dans des conditions assez semblables à celles de l'Angleterre, trente ans auparavant ; or, quarante ans après ce grand développement économique, un nouveau conflit franco-allemand a surgi. Les armées étaient prêtes ; et un homme d'État imbu de la philosophie politique de Bismarck occupait sa place. Sur Bismarck, ce nouveau ministre avait cet immense avantage qu'au lieu d'avoir à opposer à 40 millions de Français un nombre égal d'Allemands non encore confédérés, il disposait de 65 millions d'Allemands, unis par quarante ans de vie fédérale et de forte discipline politique, contre 38 millions seulement de Français. Tandis que la France avait piétiné sur place, l'Allemagne avait crû considérablement. Il n'y a pourtant pas eu guerre. Dans des circonstances où Bismarck eût

pu saigner la France à blanc, pour son plus grand plaisir personnel, sans causer à son propre pays de dommage appréciable, Kiderlen-Wachter dut se rendre compte, (à sa grande surprise, m'affirme-t-on,) que le fait de saigner à blanc cette France si affaiblie de 1911, aboutirait à plonger dans la plus profonde détresse économique la grande et puissante Allemagne. Ce que le coton d'Amérique avait été pour le Lancashire, en 1865, l'argent français le fut pour l'Allemagne en 1911. Le ministre allemand apprit avec étonnement que la presque totalité des 20 millions d'habitants que l'Allemagne avait de plus qu'en 1870, vivaient d'aliments venus de l'étranger et gagnaient leur vie en travaillant dans des usines dont les produits sont achetés par des populations qui doivent leur pouvoir d'achat aux industries que les capitaux étrangers, principalement ceux de la France et de l'Angleterre, leur ont permis de fonder, et que, dès lors, si par un effet magique, le rêve bismarckien d'effacer la France de la carte économique de l'Europe était susceptible de se réaliser, l'Allemagne serait la première à l'empêcher, non par considération pour le bien-être de la France, mais sous la contrainte des besoins urgents de son industrie et de la pression qu'exerceraient à cet effet ses financiers et ses hommes d'affaires. Il

a suffi d'une menace de guerre pour le démontrer. Apparaissait-il que les exigences du gouvernement allemand étaient inacceptables pour la France ? Aussitôt la Bourse de Berlin faisait un plongeon et quelque banque industrielle d'Allemagne suspendait ses paiements. Les chauvins allemands déclaraient-ils la guerre imminente? Le taux de la rente baissait d'un point et l'on apprenait la faillite de quelque grande maison de commerce allemande. Je pourrais, si je m'en donnais le temps, établir, avec de plaisants et suggestifs zig-zags, la double courbe du progrès de la *vigueur politique* des Allemands et de *l'insolvabilité correspondante* de leurs maisons d'affaires.

La situation a été admirablement décrite par le consul général d'Angleterre en Allemagne, Sir Francis Oppenheimer, dont le dernier rapport montre que l'étroite alliance des banques et des industries en Allemagne doit, « en temps de crise internationale, » dit-il textuellement, « aboutir à un effondrement général. » Parmi d'innombrables commentaires semblables, je cite encore ces paroles de la gazette de la Bourse de Berlin. « La politique suivie par le gouvernement depuis le 1er juillet 1911 a infligé à notre commerce et à notre industrie des pertes presque aussi graves que celles qui eussent pu résulter d'une défaite militaire. »

Cette opinion serait-elle exagérée? Là n'est point la question. L'unique question est de montrer que l'opinion des financiers a été affectée par cette politique. Le système nerveux des banques a agi sur l'organisme social, a mis en éveil l'opinion publique, qui, à son tour, a tenu en haleine le gouvernement. Et nous savons à quel point l'opinion publique, ainsi éveillée, a fait sentir son influence. Pour preuve, je citerai un incident typique, qu'a relaté un télégramme envoyé de Berlin au *Times*. On était au milieu d'une phase de pessimisme et le gouvernement allemand avait intentionnellement mis en circulation des bruits alarmants. Le *Times* publia le télégramme suivant :

« Une conséquence de l'inquiétude semée par les notes officieuses, c'est que, bien avant l'ouverture de la Bourse, de nombreux ordres de vente sont arrivés et qu'il était facile de prévoir une grande baisse des cours. Mais les principales banques se sont mises immédiatement en communication avec le Ministère des Affaires Étrangères, et, peu après, les représentants des grandes banques, notamment Von Helfferich, directeur de la Deutsche Bank, Carl Furstenberg, directeur de la Berlin Handelsgesellschaft, et les délégués de la Banque Nationale et de la maison Bleichroeder, ont été reçus au Ministère des Affaires Étrangères par M. Zimmerman, sous-secrétaire d'État, qui, en réponse à leurs questions, leur a fait les déclarations les plus rassurantes sur la situation.

« Encouragés par ces assurances, les banquiers lui ont donné leur concours à tel point que le cours des valeurs s'est maintenu à un taux satisfaisant toute la journée. »

Pourrions-nous avoir une preuve plus positive

que le moment était venu où l'Allemagne devait faire fléchir sa politique d'agression devant les nécessités économiques qui découlent de ce fait que la prospérité allemande dépend de la sécurité de ses voisins.

Comme nous sommes loin des jours glorieux où Bismarck parlait couramment de saigner la France à blanc avec la certitude qu'aucun Allemand n'en serait appauvri, et qu'au contraire l'Allemagne y gagnerait beaucoup ! C'est un exemple de cette loi sociale d'accélération que j'ai essayé de démontrer ailleurs : Bismarck aurait plus facilement renouvelé les procédés d'Attila, après un intervalle de quinze cents ans, que nous ne serions capables de renouveler les procédés de Bismarck, après un intervalle de quarante ans.

Je sais ce qu'on me répondra. C'est que ce ne sont pas ces considérations qui ont empêché la guerre, mais le fait quc l'Allemagne avait devant elle, non seulement l'armée française, mais aussi la marine anglaise. Rappelez-vous pourtant qu'il y a eu deux incidents marocains depuis dix ans, et que, lors du premier, la marine anglaise n'appuyait guère la France. Or, si vous relisez les articles financiers de la presse allemande de cette époque, vous y retrouverez les mêmes considérations économiques et commerciales qui

ont joué un si grand rôle dans la politique étrangère de 1911. En 1905 leur influence avait été prédominante, sinon aussi apparente, et un auteur français, digne de foi, a pu écrire : « Il n'y a pas de doute que la guerre a été empêchée par le fait que l'industrie allemande dépend du crédit international » ; et il ajoutait : « L'influence de cette solidarité économique augmente encore, malgré nous. Elle ne résulte pas de l'action consciente d'aucun d'entre nous, et ce n'est pas notre action consciente qui pourrait l'arrêter. »

Je ne dis pas que les facteurs politiques ou militaires, et notamment la marine anglaise, n'aient pas eu leur importance. Cinquante personnes également bien informées exprimeraient cinquante opinions différentes sur le degré d'influence respectif des divers facteurs qui ont pesé sur le gouvernement. Un homme dont toute la vie s'est passée en Allemagne au centre des grands événements, et qui est en rapport, non seulement avec le monde industriel et commercial et avec la presse, mais aussi avec la Cour et les hommes politiques, m'a tenu le langage suivant : « J'ai observé beaucoup d'événements politiques et beaucoup d'intrigues, et j'ai été mêlé à plusieurs d'entre eux. J'ai sans doute vu le fond des choses d'aussi près que qui que ce soit. Vous me demandez

si l'avenir est à la guerre ou à la paix. Je n'en sais pourtant rien. Et vous me demandez si l'Allemagne est en faveur de la paix ; encore une fois, je n'en sais rien. L'Empereur ignore lui-même si l'Allemagne est pour la guerre ou par la paix, quoique lui-même soit certainement en faveur de la paix ; et il ignore si ses efforts prévaudront. »

Pourtant vous entendez des gens qui parlent d'un pays tel que l'Allemagne avec l'idée que ses actes peuvent être le résultat d'une opinion préalable pareille à celle d'un individu qui s'est formellement résolu à faire ceci ou cela. L'Allemagne n'est, au contraire, qu'une collectivité dont l'opinion se modifie sous l'influence du flux et du reflux d'une infinité de mouvements. Aucun gouvernement d'Europe n'a pu éviter de faire volte-face dans les dix dernières années. En 1900, la France était nettement hostile à l'Angleterre. L'opinion anglaise ne croyait à rien de bon de la part de la France, ni à rien de mal de la part de l'Allemagne. Et il n'y a aucune expression de cette anglophobie, si forte soit-elle, que vous rencontrerez en Allemagne aujourd'hui que je ne puisse vous trouver, en remontant d'une quinzaine d'années en arrière, dans la bouche de quelque Américain de marque. On nous dit que le gouvernement allemand est indifférent à l'opinion du

monde financier et des banques, et au contre-coup que peut leur infliger sa politique. Mais il n'est même pas nécessaire de s'appuyer sur l'évidence pour se rendre compte qu'en dernière analyse, c'est au monde des affaires qu'appartient le gouvernement, en ce sens que, tôt ou tard, l'orientation de la politique doit être dominée par les intérêts et les nécessités des masses, dont le gouvernement tire tout son argent et la possibilité d'agir avec efficacité et précision.

Une guerre moderne exige une telle puissance d'action commune qu'il serait impossible de la poursuivre, si elle ne se rattachait aux intérêts économiques et moraux de l'époque et du peuple qui la fait. Aucun grand État, prenant une part active à la vie du monde, ne peut agir à l'encontre de ces intérêts. Devant certains courants d'opinion, les gouvernements sont impuissants. Non seulement l'œuvre anonyme des travailleurs allemands a réduit à néant les plans soigneusement édifiés par leurs ministres, mais l'Allemagne moderne n'a pu se créer que grâce à l'échec de ces combinaisons gouvernementales. Bismarck voulait ruiner, par tous les moyens, le développement économique de la France. S'il y avait réussi, le développement industriel créé en diverses parties du monde, notamment dans l'Amérique du Sud,

en Russie et en Orient par l'argent français, n'aurait pas été là pour permettre à l'Allemagne son merveilleux essor commercial.

Les efforts qu'ont faits de leur côté les ministres de la France pour diriger les grands courants économiques ont été tout aussi vains. La politique française a cherché à fortifier la Russie pour contre-balancer l'influence de l'Allemagne. C'est pour cela qu'a été conclue l'alliance franco-russe, dont l'article essentiel était le placement en Russie des immenses capitaux qui étaient disponibles en France. Le résultat de ce placement a été de permettre à l'Allemagne de trouver en Russie des débouchés que l'argent venu de France avait créés, à tel point que le commerce allemand avec la Russie est monté de 15 à 45%, et que l'Allemagne est arrivée, grâce à la France, à dominer commercialement la Russie. La politique dirigée par la France contre l'Allemagne a donc eu, comme principal effet, d'assurer son essor. Ajoutez encore ceci : Grâce aux facilités de communications qui existent aujourd'hui dans le monde, il est impossible d'empêcher l'argent français d'être utile au commerce allemand d'une manière ou de l'autre. Tant que la France, dont la population est stationnaire et dont les capitaux sont en conséquence abondants, voudra toucher l'intérêt de

son argent ; tant que les pères de famille français voudront doter leurs filles ; tant, en un mot, que la France poursuivra le but qui en fait un État, l'argent français viendra en aide au commerce allemand.

Notez aussi que la division du travail, dont j'ai montré les conséquences au point de vue de l'interdépendance des nations, n'est pas seulement augmentée, mais littéralement déterminée par l'influence du crédit. Nous savons qu'une économie de quelques centimes par tonne dans le prix de revient du charbon, ou de quelques francs par quintal dans le prix de revient du blé, suffit pour faire d'un pays déterminé le grand fournisseur de charbon ou le grand fournisseur de blé, et que la réalisation de cette économie sur le prix de revient d'un produit est l'effet du crédit autant que de la bonne et abondante production. Mais il y a un aspect de la division du travail, fort important dans les circonstances actuelles, qui a pour cause unique l'organisation du crédit. Avant 1870, la France avait une population tout aussi considérable qu'aujourd'hui et elle était déjà, par rapport aux autres pays de l'Europe, une nation riche et économe, et cependant le chiffre des placements de l'épargne française, sous le 2me Empire, ne représentait qu'un dixième

des placements d'aujourd'hui[1]. N'est-ce pas la preuve que le facteur financier a une importance qui augmente non seulement en proportion du chiffre de la population, mais d'une manière absolue. Depuis 1870, d'innombrables facteurs — dont l'extermination sur le champ de bataille des sujets les plus vigoureux et les plus hardis n'est pas le moins important, — ont contribué à faire de la France un pays de familles peu nombreuses, qui amassent prudemment pour l'avenir, fournissant des capitaux à leur fils unique ou une dot à leur fille, de sorte que des sommes considérables sont constamment disponibles pour des placements à l'étranger ; tandis qu'en Allemagne la population, qui a crû de 20 millions d'habitants, absorbe pour ses propres besoins tout ce qu'elle eût pu autrement mettre de côté. Or, ce sont les institutions de crédit qui permettent à l'un et à l'autre pays d'appliquer une division du travail adéquate à leurs affinités naturelles, l'un étant un producteur et l'autre un consommateur de capitaux. Et puisque c'est la banque qui leur a permis de se spécialiser chacun dans l'un ou l'autre de ces deux rôles,

[1] Voir les chiffres significatifs donnés à ce sujet par « Le Rôle des Établissements de Crédit en France », publié dans « La Revue Politique et Parlementaire ».

c'est bien la banque qui est l'artisan de cette interdépendance de la France et de l'Allemagne que j'ai voulu mettre en lumière. L'état de stagnation de la France, qui lui permet d'avoir tant de capitaux disponibles, est justement ce qui rend impossible son écrasement par l'Allemagne.

Maintenant rappelez-vous un instant mes propositions antérieures, à savoir que les relations des États se modifient rapidement pour s'adapter à des conditions qui se transforment sans cesse, en particulier à une plus grande division du travail correspondant à des moyens de communication plus perfectionnés ; que cette division progressive du travail entraîne l'interdépendance croissante de ceux qui ont divisé le travail entre eux ; que cette interdépendance amène à son tour le déclin de l'emploi de la force physique pour régler les rapports des uns avec les autres ; que non seulement ce déclin de l'emploi de la force physique affaiblit l'importance de l'influence politique, mais qu'encore il assure la coopération de groupes situés de l'un et l'autre côté de la frontière politique, de sorte que cette frontière ne coïncide plus avec la frontière économique ; et qu'enfin, comme aboutissement logique de tout ce qui précède, et aussi comme effet direct des moyens inévitablement employés pour coordonner les facteurs ci-

dessus énumérés, il se produit une sorte de réaction télégraphique des intérêts financiers, qui détermine une sensibilité sociale, grâce à laquelle l'organisme tout entier devient rapidement conscient de tout risque de préjudice pour l'une de ses parties. Et tout cela revient à dire que la force militaire remplit de moins en moins son but, et doit finalement devenir, — elle l'est, à mon avis, déjà devenue, — économiquement inutile et vaine. Rappelez-vous ces propositions, mettez-les en regard des faits que j'ai cités dans mon esquisse historique et demandez-vous si ces faits ne sont pas la confirmation de mes propositions.

Au commencement de cet exposé, nous avons vu un état maraudeur infligeant à d'autres toutes les pertes possibles, sans en éprouver lui-même. Et à la fin nous trouvons un état de choses où un pays ne peut plus infliger à un autre un préjudice, si minime soit-il, sans que ce préjudice ne réagisse cruellement sur lui-même. Au début nous avions une Angleterre qui aurait pu assister avec indifférence à l'écrasement de tous ses rivaux, et à la fin nous voyons une Angleterre à qui l'écrasement de ses rivaux causerait la famine. Au début nous avons vu qu'un pays tel que l'Espagne pouvait faire de sa force militaire l'emploi le plus fantastique et le plus arbitraire afin de saigner

à son propre profit les autres peuples, et, à la fin, nous voyons que le renouvellement de ces procédés serait fatal à tout peuple qui se les permettrait. Au début, une interdépendance faisant des progrès si lents qu'en 2000 ans on n'en a pas vu de développement sensible ; et, à la fin, une interdépendance qui augmente si vite et devient si sensible qu'après être restée sans effet sur la politique d'un grand État continental, dans le dernier quart du XIXme siècle, elle domine cette politique dans les premières années du XXme. Ainsi, de quelque manière que vous les mettiez à l'épreuve, les propositions que j'ai posées sont confirmées par l'histoire.

DEUXIÈME PARTIE

LA QUESTION AU POINT DE VUE PSYCHOLOGIQUE

CHAPITRE PREMIER

LA THÈSE DES AMIS DE LA GUERRE

Les motifs qui poussent à la guerre autres que le motif économique, à savoir les motifs d'ordre moral et les motifs d'ordre psychologique. — L'importance des justifications qu'on en a tentées. — Leurs apologistes anglais, allemands et américains. — La justification biologique de la guerre.

PEUT-ÊTRE l'objection la plus fréquente qu'on oppose à la thèse soutenue dans la première partie de ce livre consiste-t-elle à dire que les causes réelles des guerres ne sont nullement d'ordre économique ; que ces causes sont plutôt d'ordre moral, dans le sens le plus large de ce qualificatif, puisqu'elles sont le résultat de conceptions contraires du droit ; que ces causes sont même parfois d'ordre irrationnel, dans la mesure où elles tiennent à des sentiments de vanité, de rivalité, d'orgueil, au désir d'avoir le premier rang, ou, en tous cas, un rang très important dans le monde, de jouir du pouvoir ou du prestige, comme aussi dans la mesure où ces causes procèdent d'une hostilité instinctive à l'endroit des autres,—ou d'une susceptibilité trop vive sous le coup de l'insulte ou de

l'injure, — ou d'une irritabilité excessive, — ou du désir de dominer ses rivaux à tout prix, — ou de l'hostilité latente qui persiste entre peuples concurrents, — ou de la passion aveugle qui développe entre les hommes la contagion de la haine, — ou, plus simplement encore, de je ne sais quelle loi sociologique qui voudrait qu'hommes et bêtes se battent toujours parce qu'ils se sont toujours battus, et que, comme l'a dit le poète Watts en parlant des chiens, c'est le fait de leur nature.

Le premier de ces points de vue trouve son expression dans une critique adressée à la première édition de cet ouvrage, en ces termes :

« Les causes des guerres tiennent aux lois même de l'esprit humain... Les grandes guerres sont nées de conflits relatifs à des droits, et ce qui fait encore craindre des guerres, c'est qu'il subsiste des notions contradictoires du droit et de la justice. C'est pour des idées morales que les hommes restent le plus disposés à consentir des sacrifices [1]. »

L'amiral Mahan s'est exprimé en termes semblables [2]. De même encore le *Spectator*, tout en admettant l'exactitude de la thèse soutenue dans la première partie de cet ouvrage, estime que les conclusions de cette thèse n'atteignent pas les causes essentielles de la guerre.

[1] *Morning Post*, 1er février 1912.

[2] *North American Review*, mars 1912, voir citation de la page 274.

« De même que les particuliers se disputent entre eux, et se battent, autant que police et tribunaux veulent bien le leur permettre, non dans le but de s'enrichir, mais simplement parce que leur sang est surexcité, et qu'ils veulent défendre ce qu'ils croient être leurs droits, et se venger du tort qu'ils croient avoir éprouvé de la part de leurs adversaires, — de même les nations continueront à se battre, même quand on leur aura démontré qu'elles n'ont rien à retirer de la lutte...

« Quelquefois c'est pour la liberté, d'autres fois pour la puissance qu'elles se battent. Quelquefois c'est parce que la passion de l'expansion territoriale les enflamme. Parfois elles paraissent ne se battre que pour se battre, c'est-à-dire, comme le prétendent leurs conducteurs et leurs théoriciens, pour remplir leur destinée... Les hommes se battent tantôt par amour de la lutte, et d'autres fois par emballement pour une noble ou, peut-être même, pour une vile cause, mais jamais ils ne se battent avec un livre de comptes et un bilan entre les mains. »

Je tiens à laisser à cette objection tout son poids et je ne la diminuerai certes pas, pour pouvoir la mieux réfuter ; j'ose croire que les pages qui vont suivre en réduiront à néant toute l'argumentation. Il y a pourtant toute une école philosophique qui va bien au delà des conclusions du *Spectator*. En effet, à lire la citation qui précède, il semble que, tout en proclamant un prétendu fait, l'auteur admette que ce fait est regrettable et que mieux vaudrait que les hommes règlent leurs conflits en invoquant la raison qu'en faisant appel à la violence. Mais il y a une école qui soutient qu'on doit encourager les hommes à se battre, et que la guerre est la meilleure des solutions. La

guerre, dit-on dans cette école, est une bonne discipline sociale, et il ne serait pas désirable que les conflits humains échappassent au contrôle de la force physique. Et l'on ajoute que la race s'appauvrira graduellement lorsque les grandes luttes de l'Humanité ne seront plus que des luttes d'éloquence ou des rivalités d'argent.

Entre parenthèses, on peut observer que la question n'est pas purement académique, car l'école à laquelle nous avons à faire oppose une puissance d'obstruction considérable à toute tentative de progrès politique ou social en Europe. Il est clair que les conflits internationaux deviennent doublement périlleux lorsque, des deux côtés de la frontière, on croit à la vertu de la guerre, et qu'on discrédite, dans la même mesure, le rôle de la patience qui est aussi nécessaire entre nations qu'entre individus ; on développe ainsi une fâcheuse tendance à justifier tout ce qui tend à la guerre et à blâmer tout ce qui en éloigne. Les arguments qu'on emprunte à la biologie et à d'autres sciences contribuent puissamment à créer en Europe une atmosphère favorable à la guerre et défavorable à tout accord international. Cette école philosophique ne sévit pas seulement dans un pays. On la voit sévir en Angleterre et en Amérique, aussi bien qu'en France et en

Allemagne. Elle incarne une doctrine européenne ou, plus exactement, un aspect de cette mentalité européenne dont procède, en grande partie, le caractère général de la civilisation européenne.

Le point de vue de cette école a été récemment repris[1] par le général Bernhardi, — un général de cavalerie distingué, et probablement, l'écrivain le plus influent de l'Allemagne, pour tout ce qui concerne les questions de tactique et de stratégie, — dans son livre intitulé : *Deutschland und der nächste Krieg*. Cet ouvrage soutient candidement que l'Allemagne doit se battre pour la suprématie, sans égard pour les droits et les intérêts des autres peuples. Un des chapitres en est intitulé : « *Le devoir de faire la guerre.* » Le mouvement pacifiste en Allemagne y est traité de venimeux, et l'on y voit affirmer que les devoirs de l'Allemagne ne peuvent être accomplis que par le sabre : « Le devoir de s'affirmer soi-même n'est pas suffisamment accompli par le simple fait de repousser les attaques du dehors. Il exige qu'on assure à toutes les populations que groupe la confédération des moyens d'existence et de développement. » Il est à désirer, déclare l'auteur, que la conquête soit effectuée par la guerre et non par des moyens pacifiques. La Silésie n'aurait pas eu

[1] Avril 1912.

le même prix pour la Prusse si Frédéric le Grand l'eut obtenue d'une Cour d'arbitrage. Les tentatives faites pour abolir la guerre ne sont pas seulement « immorales et indignes de l'Humanité, » mais elles ont le tort de priver l'Humanité de son plus bel attribut, à savoir, le droit de sacrifier la vie pour un idéal. Le peuple allemand doit « apprendre que le maintien de la paix ne peut et ne pourra jamais être le but de la politique. »

On fait de grands efforts en Allemagne et en Angleterre pour faire accepter la doctrine des droits de la force. De nombreux passages de Bernhardi trouvent leur contre-partie dans des écrits de langue anglaise comme ceux de l'amiral Mahan et du professeur Spencer Wilkinson[1].

Souvent on cherche à donner une apparence scientifique à la doctrine de la force que soutient l'auteur précité, en invoquant en faveur de cette doctrine les lois de l'évolution et les principes de la biologie.

On affirme que, quelle qu'en soit la raison aujourd'hui, le progrès humain dans le passé est

[1] Voir notamment l'article de l'amiral Mahan sur « Le rôle de la puissance dans les relations internationales » *North American Review*, janvier 1912 ; et certains livres du professeur Wilkinson tels que : « The Great Alternative », « Britain at Bay », et « War and Play ».

dû à la survivance des plus forts dans la lutte ou dans la guerre, et que, dans la lutte, ce sont précisément ceux qui cédaient à leur combativité et étaient toujours prêts à se battre qui ont survécu. On affirme que la tendance à la lutte n'est pas un simple effet de la perversité humaine, mais qu'elle est le signe de cet instinct de protection que révèlent les lois biologiques : elle anime la lutte des nations pour l'existence.

Cette opinion est clairement exprimée par S. R. Steinmetz dans sa *Philosophie des Krieges*. La guerre, d'après lui, est une épreuve envoyée par Dieu aux nations qu'il pèse dans sa balance. Elle est la mission essentielle de l'État et représente la seule façon dont un peuple puisse tirer parti de ses énergies d'une manière immédiate et pratique. Aucune victoire n'est possible, si elle n'est le résultat de beaucoup de vertus ; toute défaite est due au vice et à la faiblesse. La fidélité, la cohésion, la ténacité, l'héroïsme, la conscience, l'éducation, l'esprit d'invention et d'économie, la richesse, la santé et la vigueur physiques, bref, tout ce qui constitue une supériorité morale ou intellectuelle est pris en considération quand « Dieu tient ses assises » et lance les peuples les uns contre les autres (« Die Weltgeschichte ist das Weltgericht ») et le Dr Steinmetz ne croit

pas que, tout bien considéré, le hasard et la chance jouent aucun rôle dans l'issue finale.

La rivalité internationale n'est que l'aiguillon psychologique de cette combativité qui est un élément nécessaire de la lutte ; bien que, pareillement à d'autres instincts élémentaires — à nos appétits animaux, par exemple — elle soit assez laide dans certaines de ses manifestations, elle assure la survivance, et répond ainsi à un grand plan. On affirme qu'une trop grande facilité à accepter les « assurances amicales » d'une autre nation, et un manque excessif de « méfiance » amèneraient, par une opération dans le genre de celle de la loi de Gresham dans les relations internationales, la disparition rapide des communautés imbues d'idées humanitaires et amicales au profit des communautés féroces et brutales. Si l'amitié et la bienveillance pour les autres nous amenaient à relâcher notre effort défensif, avec la conviction que, puisque nous avons affaire à des hommes bons et humains, nous n'avons pas besoin de nous donner tant de mal pour nous défendre contre eux, — les communautés batailleuses verraient dans cette tendance un bon prétexte pour se livrer à une agression contre nous, et les moins civilisés seraient, par suite, tentés d'exterminer les plus civilisés. L'animosité et l'hostilité entre les nations

sont donc des correctifs à ce relâchement international, et, dans ces limites, elles jouent un rôle utile, si laid soit-il. « Non pas joli, mais utile, comme celui du balayeur des rues ». Mais quand bien même les motifs matériels et économiques disparaîtraient, l'instinct psychologique de la lutte est si profond qu'il trouverait d'autres motifs que des motifs économiques pour provoquer une collision.

Cette même idée a été exprimée d'une façon frappante dans l'ouvrage récent d'un soldat américain, le général Homer Lea [1]. L'auteur soutient que non seulement la guerre est inévitable, mais que toute tentative systématique pour l'empêcher n'est qu'une folle entreprise contre une loi universelle.

« Les unités nationales, dans leur naissance, leur épanouissement et leur mort, sont régies par les mêmes lois qui gouvernent toute la vie, végétative, animale, ou nationale : la loi de la lutte et la loi de la survivance des plus forts. Ces lois, si universelles en ce qui regarde la vie et le temps, si inaltérables dans leurs causes et dans leurs effets, ne sont variables que quant à la durée de l'existence nationale, suivant que la connaissance et le respect de ces lois sont plus ou moins grands. Chercher à les éviter, à les altérer, à les tourner, à les nier, est une folie que seul l'orgueil de l'homme rend possible. On ne l'a jamais essayé — et l'homme y revient toujours — sans que le résultat en ait été de déterminer la fatale gangrène.

« Théoriquement l'arbitrage international ignore la nature inexorable des lois naturelles et voudrait leur substituer des

[1] *Le courage de l'ignorance.* Harpers.

formules à la Cagliostro, ou bien voudrait, avec la vanité de Canut, s'asseoir sur le rivage de l'Océan de la vie, et commander au flux et au reflux de ses marées de s'arrêter.

« L'idée de l'arbitrage international, substitué aux lois naturelles qui régissent l'existence des entités politiques, provient non seulement de l'ignorance de leur nature et de l'ignorance de leur application, mais aussi d'une conception entièrement fausse de la guerre, de ses causes et de sa signification ».

La thèse du général Lea est mise en relief par la préface de son ouvrage qu'a écrite un autre soldat américain, le général John J. P. Storey :

« Un petit nombre d'idéalistes peuvent rêver qu'avec le progrès de la civilisation, la guerre disparaîtra ainsi que ses horreurs. La civilisation n'a pas changé la nature humaine. La nature humaine rend la guerre inévitable. La lutte armée ne disparaîtra de la terre que lorsque la nature humaine aura changé.

L'ouvrage (*Weltstadt und Friendensproblem*) du professeur baron Karl von Stengel, un juriste qui fut un des délégués allemands à la première conférence de la Haye, contient un chapitre intitulé « Signification de la guerre pour le développement de l'humanité », où il écrit :

« La guerre a plus souvent facilité qu'empêché le progrès. Athènes et Rome, non pas malgré leurs nombreuses guerres, mais précisément à cause d'elles, se sont élevées au sommet de la civilisation. De grands États, comme l'Allemagne et l'Italie, ne se sont unifiés que par le sang et le fer.

« La tempête purifie l'air et détruit les arbres trop faibles tout en laissant debout les chênes robustes. La guerre est la pierre de touche de la valeur politique, physique et intellectuelle

d'une nation. Un État dans lequel il y a beaucoup de pourriture peut végéter dans la paix pendant un certain temps, mais, pendant la guerre, sa faiblesse se révèle.

« Les préparatifs guerriers de l'Allemagne n'ont pas abouti à un désastre économique, mais à une expansion économique sans exemple, due, sans aucun doute, à notre supériorité démontrée sur la France. Il vaut mieux dépenser pour les armements et les navires de guerre que pour le luxe, la manie de l'automobilisme et les plaisirs sensuels. »

Nous savons que de Moltke exprimait la même idée dans sa fameuse lettre à Bluntschli : « Une paix perpétuelle, déclarait le maréchal, n'est qu'un rêve et même pas un beau rêve. La guerre est un des éléments de l'ordre établi par Dieu dans le monde. Les plus nobles vertus de l'homme s'y développent. Sans la guerre, le monde dégénérerait et disparaîtrait dans un marécage de matérialisme. »

A l'époque même où de Moltke exprimait ce sentiment, une idée similaire était formulée par un homme aussi éminent qu'Ernest Renan. Dans son ouvrage : *La Réforme intellectuelle et morale* » (Lévy, Paris 1871, page 111), il a écrit :

« Si la sottise, la négligence, la paresse, l'imprévoyance des États n'avaient pour conséquence de les faire battre, il est difficile de dire à quel degré d'abaissement pourrait descendre l'espèce humaine. La guerre est, de la sorte, une des conditions du progrès, le coup de fouet qui empêche un pays de s'endormir, en forçant la médiocrité satisfaite d'elle-même à sortir de son apathie. L'homme n'est soutenu que par l'effort et la lutte... Le jour où l'Humanité deviendrait un grand empire romain

pacifié et n'ayant plus d'ennemis extérieurs serait le jour où la moralité et l'intelligence courraient les plus grands dangers.»

A l'heure actuelle, une philosophie semblable se retrouve dans les déclarations publiques de l'ancien président Roosevelt. Je cite au hasard quelques phrases prises dans ses récents discours :

« Nous méprisons quiconque, nation ou individu ne relève pas une insulte.[1] »

« Nous avons un grand rôle à jouer dans le monde... Nous devons spécialement accomplir les œuvres de sang et de courage qui, par-dessus tout, créent le prestige national. »

« Nous n'admirons pas le partisan de la paix timide. »

« Seule la guerre nous permet d'acquérir les qualités viriles qui sont nécessaires pour sortir vainqueurs de la lutte sans merci de la vie actuelle. »

« Dans ce monde, la nation habituée à ses aises pacifiques devra nécessairement céder le pas aux autres nations qui n'ont pas perdu leurs qualités viriles et aventureuses ».

Le professeur William James résume les mêmes idées dans le passage suivant :

« Le parti de la guerre a raison assurément quand il affirme que les vertus guerrières, bien que la race les ait acquises à l'origine par la guerre, sont devenues des qualités humaines permanentes et absolues. L'orgueil et l'ambition patriotiques, sous leur forme militaire, ne sont après tout que des formes spécifiques d'une passion de rivalité plus universelle et plus durable. Le pacifisme ne recrute aucun adhérent dans le parti militariste. Le parti militariste admet la bestialité, l'horreur et la dépense ; il dit seulement que ce n'est là qu'un des côtés du problème. Il dit qu'à ce prix la guerre est salutaire ; qu'en prenant la nature humaine dans son ensemble, la guerre con-

[1] Discours au Stationers' Hall, 6 juin 1910.

stitue la meilleure protection contre ses éléments de faiblesse et de lâcheté, et que l'Humanité ne saurait s'accommoder d'un régime pacifiste... C'est le militarisme qui maintient notre idéal de hardiesse, et la vie humaine sans hardiesse serait méprisable... Ce sentiment constitue, je crois, le fond essentiel des ouvrages militaristes. Les auteurs militaristes, sans aucune exception à ma connaissance, traitent leur sujet à un point de vue mystique et regardent la guerre comme une nécessité biologique ou sociologique... Nos ancêtres étaient combatifs jusqu'à la moelle des os, et des milliers d'années de paix ne nous changeront pas sur ce point. »

McClure's Magazine, août 1910.

De célèbres prédicateurs anglais ont fait entendre la même voix. Charles Kingsley, dans sa défense de la guerre de Crimée considérée comme une guerre juste contre des tyrans et des oppresseurs, a écrit : « Le Seigneur Jésus-Christ n'est pas seulement le Prince de la paix, il est aussi le Prince de la Guerre. Il est le Dieu des Armées et quiconque combat, dans une guerre juste, contre des tyrans et des oppresseurs, combat à côté du Christ qui combat à côté de lui. Le Christ est son capitaine et son guide, et il ne peut être à un meilleur service. Soyez-en sûrs, c'est la Bible qui vous le dit. »

Le canon Newbolt, le doyen Farrar, l'archevêque d'Armagh ont tous écrit dans le même sens.

Toute la thèse de mes adversaires (ou des défenseurs de la guerre) peut se ramener aux propositions suivantes :

1° Les nations se battent afin d'imposer aux autres leur conception particulière du bien; c'est le conflit moral de l'humanité.

2° Ou elles se battent sous l'impulsion de motifs irrationnels d'un ordre inférieur, c'est-à-dire par vanité, rivalité, orgueil et désir d'ostentation ; afin d'occuper la première place dans le monde, ou tout simplement, à cause de l'hostilité innée ou naturelle qui existe entre peuples dissemblables ; c'est là la lutte dans sa forme la plus vile, la plus haineuse et la plus aveugle.

3° D'où il faut conclure ou bien que la guerre est justifiée ou bien qu'elle est inévitable. Elle est justifiée dans le premier cas par la noblesse de son motif ; elle est inévitable dans le second cas, du fait que ce sont les peuples pourvus au plus haut degré des qualités guerrières qui possèdent la terre. En effet, ils ont éliminé les peuples pacifiques et pris leur place et ce sont les qualités des conquérants, c'est-à-dire la hardiesse, l'audace, l'orgueil, le courage guerrier, en un mot toutes les qualités que fait naître la lutte, qui prédominent et prédomineront toujours.

En raisonnant par induction, on peut résumer encore la thèse des apologistes de la guerre dans les propositions suivantes :

Les nations se battent pour des conceptions opposées au bien : c'est le conflit moral des hommes. Ou bien elles se battent pour des causes moins rationnelles, d'un ordre moins élevé ; par vanité, rivalité, désir de primer, d'avoir une situation supérieure ; ou par suite d'une hostilité inhérente aux peuples et de l'aveugle passion des hommes qui se détestent.

Enfin ces causes sont de nature à justifier la guerre, ou à prouver qu'elle est inévitable, du fait

que c'est le peuple batailleur qui survit, et que, par l'élimination des peuples pacifiques, ce sont les « nations guerrières qui héritent de la Terre. »

En raisonnant par déduction, on peut dire :

Puisque la lutte est la loi de la vie, et que la capacité pour la lutte est la condition de la survivance des nations comme des autres organismes, cette capacité doit forcément caractériser les individus qui ont réussi dans la lutte pour la vie.

C'est cette profonde loi biologique qui fait que l'Humanité ne consentira jamais « à tendre l'autre joue à celui qui la frappe, » et qu'elle n'atteindra jamais le niveau moral que cette attitude impliquerait.

Les meilleurs individus, et les meilleures nations, — c'est-à-dire les plus bienveillants et les plus humains — se mettraient ainsi à la merci des plus brutaux ; et, comme ceux-ci élimineraient les meilleurs, ce seraient leurs traits caractéristiques, c'est-à-dire les caractéristiques les moins nobles, que l'on trouverait chez les survivants ; et c'est un peuple batailleur qui survivrait en fin de compte.

Et pour cette raison, les qualités viriles, c'est-à-dire la promptitude à la lutte, l'intrépidité, la ténacité, l'héroïsme, doivent survivre si la race doit survivre. Et parce que ces qualités tiennent en

respect les pires brutalités, elles sont la condition indispensable d'une plus haute moralité.

Je me propose de montrer, que, si plausibles soient-elles, ces propositions sont basées sur une illusion profonde et sur une interprétation grossièrement erronée des faits.

CHAPITRE II

LA THÈSE DES AMIS DE LA PAIX

Comment les défenseurs de la guerre changent constamment de terrain. — Que l'écart entre l'intérêt matériel et l'idéal moral va se rétrécissant. — Du caractère irrationnel de certaines causes de guerre. — Que les longs préparatifs nécessaires à la guerre moderne tendent à en diminuer la force. — Obscurcir l'idéal d'un peuple par la guerre cesse d'être une entreprise possible de ce fait qu'aucun idéal n'appartient de nos jours exclusivement à un peuple. — De la fausseté de certaines comparaisons biologiques. — Le caractère essentiel de la lutte pour la vie chez l'homme : c'est une lutte contre la nature et non contre ses semblables. — Esquisse de l'évolution de cette lutte et du principal facteur qui y a contribué. — L'élimination graduelle de l'emploi de la force physique. — La coopération internationale et ses effets psychologiques. — L'impossibilité de limiter par des frontières la collaboration des hommes. — Cette collaboration grandit chaque jour. — L'homogénéité de l'État est rompue sur tous les points. — Dans les conflits modernes, les camps opposés n'ont plus, pour ligne de démarcation, la ligne des frontières politiques.

Ceux qui ont suivi de près le mouvement des dernières années en faveur de la paix, ont pu observer un changement très curieux chez ses adversaires. Ceux-ci ont constamment porté leurs arguments d'un terrain à l'autre. Jusqu'à des jours récents, comme les pacifistes ne soutenaient leur thèse qu'en invoquant un idéal moral et en écartant

toute considération matérielle, on leur reprochait d'être, mal à propos, des utopistes et des sentimentaux, oublieux des dures nécessités qui s'imposent à l'homme dans un monde où règne la loi du plus fort, et trop exigeants, dans leurs exhortations à l'altruisme et au sacrifice personnel en faveur d'un dogme surnaturel qui dépasse la faiblesse humaine. On nous donnait à comprendre que, si élevée que soit l'idée de paix, sa réalisation sera toujours entravée par les mauvaises passions des hommes et par leur cupidité. Les citations que j'ai reproduites, dans le 2e chapitre de la 1ère partie du présent ouvrage, montrent assez combien cette conception a été, jusqu'à ces tout derniers temps, le point de vue dominant de tous ceux qui ont défendu la guerre comme inhérente à la lutte pour la vie.

Mais, ensuite, on a soutenu la guerre en vertu d'arguments tout à fait différents. La paix, nous a-t-on dit, peut être conforme aux intérêts matériels de l'humanité, mais c'est l'intérêt moral des hommes qui s'opposera toujours à sa réalisation. Après avoir repoussé le pacifisme comme idéaliste et sentimental, on en condamne aujourd'hui le « matérialisme sordide. »

Si j'attire l'attention sur ce changement de tactique, ce n'est pas pour le puéril plaisir de railler mes adversaires. Je veux, au contraire, faire la part

aussi belle que possible à ceux qui soutiennent que ce sont des motifs d'ordre moral qui poussent les hommes à la guerre. Jamais, en effet, je n'ai insinué que l'ami de la guerre fût moralement inférieur à l'ami de la paix, ni même qu'il y eût grand intérêt à faire ressortir la supériorité morale de l'idéal pacifiste. Trop souvent n'a-t-on pas affirmé, parmi les amis de la paix, qu'il suffirait pour dissiper les difficultés internationales, d'un ton plus amical et de meilleures dispositions morales ? En parlant ainsi, on a méconnu ce fait essentiel que le sentiment moral qui porte l'homme à se révolter contre la guerre peut être plus que contre-balancé par cet autre sentiment moral qu'est le patriotisme. Le patriote admet que la guerre cause des souffrances, mais il soutient que les hommes doivent être prêts à souffrir pour leur pays. Ainsi que je l'ai montré dans le premier chapitre de ce livre, le plaidoyer des pacifistes a souvent échoué parce qu'il était basé sur une raison que le militariste est aussi bien en droit d'invoquer que lui. Avec autant de justice que le pacifiste, ce dernier peut se dire prêt à souffrir et à peiner pour l'Humanité.

C'est sans doute parce que la marche des événements, au cours de la dernière génération, a rendu insoutenable la défense de la guerre par des arguments économiques, que les amis de la guerre

ont été contraints, peut-être inconsciemment, de changer de terrain. Je ne cherche pas à montrer par là que l'idée de défendre la guerre au point de vue moral soit nouvelle, — les arguments du chapitre précédent prouvent assez le contraire, — mais je veux seulement montrer que l'argument moral est devenu aujourd'hui l'argument principal de ceux qui plaident pour la guerre.

C'est ainsi qu'en 1912 l'amiral Mahan a formulé contre le présent ouvrage la critique suivante :

« L'objet des armements, dans l'esprit de ceux qui les maintiennent, n'est pas seulement d'assurer un avantage économique à l'État, soit en vue de dépouiller le voisin de ce qui lui appartient, soit en vue de se mettre soi-même à l'abri d'une agression pareille de la part d'un voisin cupide... L'idée fondamentale du livre est une erreur. Les nations ne se font aucune illusion sur le fait que la guerre ne peut être, par elle-même, une source de profits... Toute la conception de l'auteur est illusoire, parce qu'elle procède d'une méconnaissance complète des mobiles humains. Croire que le monde n'est gouverné que par l'intérêt personnel, c'est vivre dans un monde imaginaire et d'ailleurs inexistant qui obéirait exclusivement à une idée, d'ailleurs bien inférieure à celles que l'Humanité actuelle, — rendons-lui cette justice, — poursuit obstinément.[1] »

Or, ce même amiral Mahan avait défini ainsi, il y a moins de quatre ans, les principes de la politique internationale :

« Il est aussi vrai aujourd'hui que lorsque Washington l'a dit pour la première fois, qu'il est illusoire d'attendre des nations

[1] *North American Review*, mars 1912.

une politique continue en faveur d'aucun autre but que leur propre intérêt. Sous le nom de réalisme, cette politique est celle qu'avoue ouvertement le gouvernement allemand. Il en résulte que l'étude des intérêts, — je veux dire des intérêts internationaux, — est, pour l'homme politique, la seule forme de la sagesse et de la prévoyance.

Le vieil instinct de déprédation d'après lequel on prend tout ce qu'on a le pouvoir de prendre survit toujours... et la force morale ne suffit pas pour assurer un résultat sans le concours de la force physique. Les gouvernements représentent des collectivités, et les collectivités n'ont pas d'âmes... ils doivent donc poursuivre avant tout l'intérêt de ceux dont ils ont la charge, l'intérêt de leur propre peuple. Le besoin de prédominer force une nation à chercher des marchés, et, là où elle le peut, à s'assurer le contrôle effectif de ces marchés par la force, c'est-à-dire, en fin de compte, en se les appropriant... Il y a donc une série d'anneaux successifs dans la chaîne des conséquences logiques de la politique : l'industrie exige des marchés ; les marchés exigent un contrôle ; le contrôle comporte des bases navales [1]. »

Il est vrai que l'amiral Mahan devance la critique en faisant valoir la complexité, — que chacun reconnaît, — de la nature humaine. « Le bronze, dit-il, n'est qu'un mélange de cuivre et d'étain. » Mais il méconnaît complètement ce fait que supprimer le cuivre, ou supprimer l'étain, c'est supprimer le bronze lui-même. Jamais je n'ai voulu soutenir que toute la politique internationale puisse s'expliquer par un seul et unique mobile, mais j'ai soutenu que si vous pouvez imprimer un profond changement à l'un des mobiles déter-

[1] *The Interest of America in International Conditions*, Londres : Sampson Low. 1908.

minants de la politique — à un de ces mobiles auxquels l'amiral Mahan lui-même attache la plus grande importance, — vous modifierez complètement la contexture et le caractère des rapports internationaux. Par conséquent, même s'il était vrai que la thèse que je soutiens fût aussi exclusivement utilitaire que le prétend le critique que je viens de citer, elle serait de nature à exercer, aux termes même des démonstrations de l'amiral Mahan, une profonde influence sur les problèmes de la politique internationale.

Or, non seulement les principes que je défends n'impliquent nullement cette conception étroite des mobiles humains, mais encore est-il constant qu'il n'y a pas de démarcation nettement tranchée, comme voudrait le faire entendre l'amiral Mahan, entre les questions d'intérêt et les questions de droit ou de moralité, parce que le droit et la moralité tendent implicitement à la protection et au développement de l'intérêt général.

On nous donne à entendre qu'un peuple obéit à des mobiles plus élevés que l'*intérêt personnel.* Mais que voulons-nous donc dire lorsque nous parlons de l'argent d'un peuple ou de l'intérêt personnel d'une communauté ?

L'argent d'un peuple et l'intérêt d'une communauté n'ont de sens que parce qu'ils tendent — et,

dans une discussion telle que celle-ci, les mots ne peuvent avoir d'autre sens, — à l'amélioration des conditions générales des masses, à des vies mieux remplies, à l'abolition de la pauvreté et de la gêne, c'est-à-dire non seulement à ce que des millions d'hommes soient mieux logés, mieux vêtus et mieux nourris, capables d'économiser en vue des mauvais jours, de la maladie ou de la vieillesse, et assurés d'une vie plus longue et plus heureuse, mais aussi, et surtout, à ce que ces hommes soient mieux élevés, que leur être moral soit discipliné par la régularité du travail et le bon emploi de leurs loisirs, que l'atmosphère générale de la société favorise les affections de famille, élève la dignité individuelle, fasse naître des habitudes de courtoisie et même une certaine élégance, non seulement chez l'élite de la nation, mais chez le plus grand nombre.

N'est-ce pas là, pour la politique nationale, un but suffisamment élevé ? Et cependant ce but est inévitablement lié à des considérations économiques et à des soucis d'argent ? L'amiral Mahan veut-il qu'on le prenne au mot lorsqu'il veut attacher aux efforts de ceux qui poursuivent ce but le même discrédit qu'aux services d'un mercenaire ? Voudrait-il nous faire croire que ces grands élans de notre époque qu'on appelle le socialisme, le

trade-unionisme, le syndicalisme, l'organisation des assurances, l'affranchissement de la propriété foncière, les retraites pour la vieillesse, les institutions charitables, les œuvres d'éducation, — si liés soient-ils aux problèmes économiques, ne sont pas des objets dignes de l'activité de la Chrétienté, qu'ils absorbent cependant de plus en plus.

Dans les pages qui suivent, j'essaierai de montrer que les grands courants qui se sont manifestés autrefois, et dont sont nées les Croisades, les guerres de religion, et toutes les traditions, dont le duel (complètement disparu aujourd'hui de la société anglo-saxonne) était l'indice, ont perdu toute force, et ne contribueront jamais à faire naître un de ces grands conflits sociaux ou internationaux que doit entraîner, désormais, toute guerre européenne. J'essaierai de montrer aussi grâce à quelle évolution l'écart entre l'intérêt matériel et l'intérêt moral va se rétrécissant au fur et à mesure que change l'idéal de l'humanité. L'idéal des temps primitifs, qu'il s'agisse de politique ou de religion, était étranger à toute préoccupation de bien-être général. A cette époque, l'idéal politique se réduisait à une inébranlable fidélité à une dynastie, à un suzerain, ou à un monarque. L'intérêt général de la communauté n'y entrait pour rien. Plus tard, il a fallu que le chef incorporât en quelque

sorte l'intérêt général pour pouvoir s'assurer l'attachement de vassaux ou de sujets plus éclairés. Plus tard enfin, l'intérêt général est devenu le but suprême, et ne s'est plus incarné dans un chef héréditaire quelconque ; c'est alors que la communauté a pu se rendre compte que ses efforts, au lieu de tendre à la protection des intérêts personnels d'un maître, tendaient à la protection de ses intérêts à elle. L'altruisme de la communauté est ainsi devenu l'intérêt personnel bien compris, car on ne peut plus appeler sacrifice ce que la communauté fait pour elle-même. Une évolution analogue s'est produite dans le domaine religieux. L'idéal religieux a été, tout d'abord, indépendant de toute préoccupation de bien-être matériel. Le chrétien primitif trouvait un mérite à pratiquer un ascétisme contemplatif et stérile, ou à se laisser ronger par la vermine dans sa cellule, etc., de même qn'un fanatique indien d'aujourd'hui considère comme méritoire de rester étendu, sans rien faire, sur des pointes de fer. Mais, au fur et à mesure du développement du Christianisme, on a cessé de sentir le mérite de sacrifices qui ne contribuaient en rien à l'amélioration du genre humain. Notre admiration est aujourd'hui acquise non plus au reclus qui ne fait rien pour les autres, mais bien plutôt au prêtre

qui donne sa vie pour faire briller un rayon de bonheur dans un asile de lépreux. Le saint qui laisserait pousser ses ongles, à travers la paume de ses mains éternellement closes, ne provoquerait plus notre admiration, mais notre indignation. De plus en plus l'effort religieux est soumis à ce critérium : tend-il au progrès de la société ? Sinon on le condamne : L'idéal politique, qui suit le même développement, devra de plus en plus se conformer, lui aussi, à ce critérium [1].

Je me rends cependant compte que ce critérium n'est pas encore tout puissant. Dominée comme l'est encore notre mentalité politique par le symbolisme romain ou féodal, hypnotisés comme nous le sommes

[1] Critchfield raconte, dans son livre sur les Républiques de l'Amérique du Sud, que, pendant tout le siècle où ces pays ont été la proie du carnage et de l'anarchie, les prêtres catholiques ont maintenu leur prestige et la dignité de leur vie, en prêchant, sans un instant de découragement, les beautés de l'ordre et de la paix. Si pénétré d'admiration qu'on puisse être pour ces saints hommes et pour le spectacle qu'ils ont donné, on ne peut s'empêcher de penser que la prédication de leur bel idéal n'a pas eu d'effet bien sensible sur le progrès social de l'Amérique du Sud. Et quel a été le facteur déterminant du progrès ultérieur ? C'est l'action des grands courants économiques du monde sur ces pays. La banque, l'industrie, le chemin de fer y ont introduit des forces tout à fait différentes de celles que préconisaient les prêtres, et ces forces détournent peu à peu la population du goût des aventures militaires vers un travail honnête auquel la prédication de l'idéal le plus élevé n'avait pas su les amener.

encore par un langage métaphorique que le développement de l'organisation sociale a pourtant rendu suranné, — l'idéal de la démocratie se réduit souvent à la poursuite de pures abstractions qui n'ont rien à voir avec le progrès moral et matériel de l'humanité. La manie de vouloir effectuer des conquêtes, purement nominales, de territoires, et de vouloir étendre platoniquement le champ d'action de l'administration, prouve la persistance d'une illusion pour laquelle on reste prêt à tous les sacrifices.

Néanmoins un tel idéal, si soutenu qu'il soit par nos formules et par nos traditions, cède peu à peu à l'irrésistible poussée des faits. Il y a trente ans, on n'aurait pu concevoir qu'un peuple ou un monarque assistât avec calme à la sécession d'une partie de ses États, sans chercher à s'y opposer par la force des armes. Et cependant nous avons vu ce spectacle, il y a peu de temps, dans la péninsule scandinave. Depuis 1870, l'Allemagne s'est créé, à elle-même comme à l'Europe, les plus grandes difficultés en persistant à englober l'Alsace-Lorraine dans sa Confédération, et néanmoins, subissant une tendance qui est celle du monde entier, elle a dû finir par se prêter à un essai de gouvernement local, constitutionnel et autonome. Depuis un demi-siècle, toute la politique de l'Empire

britannique s'est réduite à défaire l'œuvre de la conquête. Ses colonies ne sont plus ni des colonies, ni des possessions ; ce sont des États indépendants. L'Angleterre qui a, pendant des siècles, consenti de tels sacrifices pour retenir l'Irlande, fait maintenant d'autres sacrifices pour en favoriser la sécession. De plus en plus, les combinaisons politiques et les idées politiques se subordonnent donc à ce critérium : « Quels doivent en être les avantages, pour les populations intéressées ? »

Il est vrai que ceux qui soutiennent la cause de la guerre pour des raisons d'ordre psychologique peuvent faire une autre distinction. Ils peuvent soutenir, en effet, que, quoique les questions qui divisent les États se ramènent plus ou moins à des problèmes économiques, les problèmes économiques se ramènent eux-mêmes à un problème moral, à une question de droit. Ce n'est pas à cause des quelques centimes que la taxe navale aurait ajoutés aux contributions, que Hampden l'a combattue, mais parce qu'il n'admettait pas le droit de faire payer ces centimes. Il en est de même pour les nations. Elles livreront une guerre pour maintenir leur droit dans quelque question économique, alors même qu'obtenir raison sur ce point ne leur donnera pas le centième de ce que la guerre leur coûtera, et que la guerre sera, de ce fait, sans

aucun profit. Et voilà comment, bien qu'il n'y ait pas d'opposition réelle d'intérêts entre les nations, puisque les intérêts nationaux dépendent les uns des autres, il suffit, pour provoquer la guerre, d'un conflit insignifiant qui réveille soudain des passions et des colères qu'on ne peut ensuite refréner. La guerre est alors l'effet d'un de ces accès de rage dont l'homme donne parfois le spectacle, grâce au démon que chacun porte en lui.

Et cependant, quoique la littérature militariste fourmille de contradictions à cet égard, comme sur bien d'autres points, elle n'admet pas en général que la guerre puisse être uniquement causée par de brusques explosions de colère. Les auteurs qui traitent de la guerre en termes populaires et ceux qui l'étudient au point de vue scientifique professent, pour la plupart, l'opinion contraire. M. Blatchford et son école représentent la politique militariste typique comme animée, notamment en Allemagne, par un opportunisme calculé, profond, froid et machiavélique, étranger à toute question de sentiment, et complètement dépourvu de tout élan passionnel.

M. Blatchford écrit :

« La politique allemande, basée sur les enseignements de Clausewitz, se ramène aux deux questions formulées par celui-ci : Telle chose est-elle utile ? et, dans ce cas, avons-nous le

pouvoir de la faire ? » S'il peut être utile à la patrie allemande de rompre l'unité de l'Empire britannique, faisons-le. Clausewitz a enseigné à l'Allemagne que la guerre fait partie de la politique, car la politique n'est que l'art de négocier et de spéculer avec l'appui de la force armée. Clausewitz ne discute pas le mérite moral de la guerre; il n'en examine que le pouvoir et l'utilité. Ses disciples suivent son exemple. Ils ne lisent pas de poèmes sur les bienfaits de la paix et ne gaspillent pas leur encre à développer des théories philanthropiques. »

Les auteurs scientifiques, autant que j'en puis juger, contestent tous que la guerre ait un caractère accidentel. Depuis Grotius jusqu'à von der Goltz, ils la considèrent comme répondant à des lois précises et fatales, comme d'ailleurs toutes les grandes manifestations de l'évolution humaine.

Dans son livre, « *On the Conduct of War,* » von der Goltz écrit :

« Il ne faut jamais perdre de vue que la guerre est la conséquence et l'aboutissement de la politique. La guerre sera défensive ou offensive suivant que la politique aura été l'une ou l'autre. Et la politique elle-même est défensive ou offensive suivant ce qu'a été l'histoire. On en a la preuve, dans l'antiquité, par l'exemple des Romains et des Perses. Dans les guerres qu'ils ont livrées, on voit la stratégie obéissant étroitement à l'histoire. Les peuples qui sont parvenus à l'âge de l'inertie ou de la décadence ne soutiendront jamais une politique offensive ; ils attendront, dans une position défensive, qu'on vienne les attaquer. Leur stratégie sera donc nécessairement défensive, et une stratégie défensive conduit à une tactique pareille. »

Lord Esher a exprimé la même opinion [1].

[1] *To-day and To-morrow*, p. 63. John Murray.

Que les guerres résultent ou non de l'emballement et « des accès de rage » des peuples, il est certain que la préparation à longue échéance des guerres, l'organisation de la paix armée, la surenchère des armements, qui causent presque plus de mal que la guerre elle-même, ne sont pas le résultat d'un de ces brusques accès.

Dans le monde moderne, les multiples préparatifs de la guerre ne peuvent pas s'improviser séance tenante, sous la poussée des sentiments du moment et être abandonnés dès que ces sentiments s'apaisent. La construction des navires de guerre, la discussion et le vote des crédits militaires, l'entraînement des armées et la préparation des campagnes sont des affaires de longue haleine, et, de nos jours, la guerre exige, de plus en plus, une longue réflexion antérieure. Il est probable que les navires de guerre allemands ont été spécialement construits en vue d'une guerre dans la mer du Nord. En tous cas, nous savons que le conflit anglo-allemand se poursuit depuis dix ans. Voilà un accès de rage assez prolongé. En vérité la guerre moderne procède de la paix armée et exige, — en raison du vote annuel des budgets, et du temps qu'il faut pour construire des cuirassés ou des forts et pour exercer une armée, — une politique continue, prolongée pendant des années ou même

pendant des générations. Si les hommes renouvellent de tels sacrifices, de mois en mois et d'année en année, s'ils paient des impôts, renversent des gouvernements et soutiennent des luttes parlementaires, ce n'est pas pour un caprice passager ; et, comme les conflits deviennent de plus en plus d'ordre scientifique, nous serons logiquement forcés de tout étudier de plus en plus soigneusement, afin d'acquérir des idées toujours plus exactes et plus claires sur l'essence de ces conflits, c'est-à-dire sur leurs causes et leurs effets et afin d'observer de plus près comment ces conflits concordent avec les aspirations et les politiques nationales. De plus en plus, l'augmentation du bien-être public deviendra la seule excuse possible pour des sacrifices aussi considérables, aussi quotidiens, aussi insensés que ceux qu'on nous demande.

Est-ce à dire, comme certains critiques l'insinuent, que je conseille à un Anglais de dire : « Puisque je pourrais être aussi heureux sous l'administration des Allemands, que ceux-ci soient les bienvenus ! » Non, je conseille simplement aux Allemands de dire : « Puisque l'expédition qu'on me propose n'augmentera pas mon bien-être, je reste chez moi. »

En réalité l'argument des auteurs cités au chapitre précédent repose sur une erreur de fait.

Ceux qui défendent la guerre au point de vue moral disent : « Il y aura toujours des guerres, parce que toujours les hommes défendront leur idéal moral, politique, social ou religieux. » Leur formule devrait être celle-ci : « Il y aura toujours des guerres parce que les hommes attaqueront toujours les articles de foi des autres. » En effet il ne saurait y avoir nécessité de défense que s'il y a risque d'attaque.

Le plus mal informé d'entre nous sait par l'histoire que le désir d'attaquer l'idéal ou la croyance du voisin disparaît graduellement. Au point de vue religieux cela est évident, puisque l'Europe a renoncé depuis longtemps à imposer par la force ses idées religieuses aux autres. Or les causes qui ont déterminé ce résultat dans le domaine religieux opèrent identiquement dans le domaine politique.

Dans le domaine religieux, il y a eu deux sortes de causes qui ont eu un égal effet sur la solution de notre problème. D'abord, il y a eu le fait que l'humanité s'est détournée des aspirations stériles pour se consacrer à l'amélioration générale de la société. Ensuite il y a eu le fait que les États ont cessé d'être spirituellement homogènes par le fait du développement des moyens de communication ; on n'a plus vu, dans un État déterminé, un

courant religieux limité à ce seul État transformer complètement cet État, tandis qu'un autre courant transformait un autre État, mais les courants religieux se sont manifestés concurremment dans tous les États à la fois.

Depuis longtemps il n'y a plus eu, en Europe, d'État exclusivement catholique ou exclusivement protestant. Les luttes religieuses se sont poursuivies, à l'intérieur des frontières, entre citoyens d'un même État, et il en a été de même pour les luttes d'ordre social ou d'ordre politique. Les conflits d'idées surgissent non pas entre États, mais entre groupes d'un même État, qui agissent de concert avec des groupes similaires d'autres États. La coopération intellectuelle qui s'opère ainsi, entre des groupes de sujets d'États différents, correspond à la coopération économique que la division du travail, favorisée par les moyens de communication, a déterminée sans égard pour les frontières. Il est devenu impossible à une armée nationale d'incarner un idéal national d'ordre moral ou spirituel, pour cette bonne raison que tout idéal de cet ordre-là dépasse aujourd'hui les limites territoriales. Ce qui suit va le prouver.

Il y a un dernier argument moral en faveur de la guerre. Il consiste à prétendre que la guerre serait, pour les nations, une discipline nécessaire

assurant vraiment la survie des meilleurs. Dans le premier chapitre de cette partie de l'ouvrage, j'ai souligné l'importance de cette thèse, en mettant en lumière le caractère général de l'opinion publique européenne dont dépend uniquement la survivance ou la disparition du régime militariste. En bonne logique, on pourrait toutefois se dispenser de réfuter cette thèse par le détail, car, parmi ceux qui la soutiennent, il y en a bien peu qui auraient le courage de mettre leurs convictions en pratique.

Ceux qui défendent les grands armements soutiennent toujours que ces armements assurent la paix. *Si vis pacem...* répétent-ils. C'est donc qu'entre la guerre et la paix ils ont fait leur choix et qu'ils ont choisi la paix. Ayant ainsi consacré leurs efforts à garantir la paix, ils doivent en accepter les désavantages. Ils admettent que la paix vaut mieux que la guerre et que c'est vers elle que nous devons tendre. Alors pourquoi la dénigrer ?

Il faut bien supposer nos adversaires logiques, et admettre que s'ils avaient devant eux l'alternative de la guerre ou de la paix, ils se laisseraient influencer dans leur choix par la préoccupation de l'avantage moral qui pourrait résulter de la guerre pour leur pays. Et il faut se rendre compte aussi que le caractère de la nation, que leur philosophie

aura nécessairement développé, pourrait être un facteur assez important de la question pour en décider l'issue, même si cette issue se trouvait en contradiction avec la politique qu'ils professent. Il faut donc prêter quelque attention à l'argument biologique qu'ils mettent en avant. L'illusion sur laquelle repose leur thèse est due à l'application erronée d'une formule scientifique. Ils déclarent que la lutte est la condition de la survivance pour l'homme comme pour tout l'univers, mais ferment les yeux sur cette vérité complémentaire d'après laquelle cette lutte est la lutte de l'homme contre l'univers, non celle de l'homme contre l'homme. « Les loups ne se dévorent pas entre eux » ; les tigres eux-mêmes ne s'entre-déchirent pas ; ils vivent de leurs proies. La planète est la proie de l'homme. La lutte que l'homme doit soutenir est la lutte de cet organisme que représente la société humaine pour s'adapter au monde qui l'entoure, et non la lutte entre les différentes parties de cet organisme.

L'erreur commise provient de ce que l'on confond le fonctionnement imparfait des différentes parties d'un même organisme avec la lutte entre organismes différents.

La Grande-Bretagne entretient aujourd'hui 40 millions d'habitants dans un bien-être plus grand que celui dont jouissaient les 25 millions d'Anglais

du siècle dernier ; cela ne vient pas de ce que les différents groupements, écossais, irlandais, anglais, gallois, se soient dévorés mutuellement, mais de ce que ces groupes ont pratiqué une coopération plus intime, d'abord entre eux et ensuite avec les nations étrangères.

L'Humanité, dans son ensemble, représente l'organisme, et notre planète représente le milieu auquel cet organisme s'adapte plus ou moins ; telle est la seule conclusion qu'on puisse tirer des faits. Si la lutte entre les hommes en était l'exacte interprétation, ces faits seraient absolument inexplicables, car l'homme s'éloigne de l'état de lutte ; il renonce peu à peu au recours à la force physique et tend à la coopération. Ceci est indéniable, ainsi que nous allons le prouver.

Et du reste, si la lutte entre les hommes pour l'extermination de leurs rivaux est la loi de la vie, l'Humanité foule aux pieds sa loi naturelle et doit courir à sa perte.

Heureusement, la loi naturelle a été mal comprise. L'homme, au point de vue sociologique, n'est pas un organisme complet. L'homme qui essaie de vivre sans coopérer avec ses semblables est voué à la mort. La nation n'est pas non plus un organisme complet. Si la Grande-Bretagne essayait d'exister sans coopération avec les autres nations,

la moitié de sa population mourrait de faim, et plus la coopération est complète, plus la vitalité est grande ; plus la coopération est imparfaite, plus la vitalité est faible. Or, un corps dont les diverses parties dépendent tellement les unes des autres que, sans la coordination, la vitalité s'affaiblit et la mort survient, ne doit pas être considéré, en ce qui touche ses fonctions, comme un ensemble d'organismes rivaux, mais comme un seul organisme. Ceci concorde avec ce que nous connaissons du caractère des organismes vivants dans leur lutte contre le milieu où ils se trouvent : plus l'organisme est développé, plus la complexité et la dépendance mutuelle de ses parties sont grandes, et plus grand est le besoin de coordination [1].

Si nous interprétons ainsi la loi biologique, tout devient clair : quand l'homme se détourne irrésistiblement de la lutte pour se tourner vers la coopération, nous observons simplement l'adaptation plus complète de l'organisme (l'homme) à son milieu (la planète, la nature sauvage), aboutissant à une vitalité plus intense.

[1] La coopération n'exclut pas l'émulation. Si un rival me surpasse au point de vue commercial, c'est parce qu'il coopère mieux que moi aux besoins sociaux. Si un voleur me dépouille, il ne coopère pas ; il m'empêche même de coopérer. L'organisme social a intérêt à encourager l'émulation et à réprimer le parasitisme.

Ce qui précède est l'exposé biologique de cette loi.

Le développement psychologique que comporte la lutte de l'homme dans de telles conditions sera mieux mis en relief par un résumé des faits qui ont caractérisé son progrès.

Quand je tue mon prisonnier (le cannibalisme était un des traits caractéristiques de l'homme préhistorique), il est conforme à la « nature humaine » que je le conserve dans mon propre garde-manger. C'est là l'extrême limite de l'emploi de la force, la forme la plus féroce de l'individualisme humain. Mais la putréfaction décompose le cadavre avant que je puisse le consommer (on n'a pas tort de rappeler ces réelles difficultés des premiers hommes, parce que naturellement « la nature humaine ne change pas ») et je reste sans nourriture.

Mais mes deux voisins, ayant chacun leur prisonnier égorgé, se trouvent dans le même cas, et bien que je sois tout à fait en mesure de défendre mon garde-manger, nous jugeons qu'il vaut mieux, à la prochaine occasion, ne tuer qu'un seul prisonnier à la fois, pour le partager entre nous trois. Il n'y a plus rien de perdu par la putréfaction. Telle est la forme la plus reculée du renoncement à l'emploi de la force au profit de la coopération, la première atténuation de la tendance à agir d'après la première impulsion. Mais quand les prisonniers sont mangés

et que l'on n'en a plus d'autres sous la main, on comprend que, somme toute, il eût mieux valu les employer à attraper du gibier ou à extraire des racines comestibles. Les prochains prisonniers ne seront donc pas mis à mort, (nouvelle diminution du facteur de la force physique) ; ils seront simplement réduits en esclavage, et la combativité qui, dans le premier cas, les faisait mettre à mort, s'emploiera maintenant à les maintenir au travail. Mais la combativité est si peu contrôlée par la raison que les esclaves souffrent de la faim et qu'à cause de leurs souffrances, il est impossible de les faire obéir. Il seront mieux traités : nouvelle diminution de la combativité. Ils deviennent alors suffisamment maniables pour que les maîtres eux-mêmes se livrent un peu à la chasse, tandis que les esclaves arrachent les racines ; la combativité autrefois déployée contre les esclaves se dépense maintenant à empêcher les tribus ennemies de les capturer, tâche difficile parce que les esclaves eux-mêmes montrent une tendance à essayer de changer de maîtres. On les traite mieux pour tenter de les amener à se mieux conduire — nouvelle diminution de la force, nouveau pas vers la coopération : ils nous fournissent le travail, nous leur donnons la nourriture et la protection.

Au fur et à mesure que les tribus s'accroissent,

on s'aperçoit que celles qui ont le plus de cohésion et de succès à la guerre sont celles chez lesquelles la situation des esclaves bénéficie de droits et de privilèges définis. L'esclavage devient le servage. Le seigneur donne la terre et sa protection, le serf fournit le travail et le service militaire ; nouveau renoncement à la force, nouveau pas vers la coopération par l'échange. Avec l'introduction de la monnaie, la contrainte disparaît ; le travailleur paie un loyer et le seigneur paie ses soldats. C'est le libre-échange des deux côtés ; la force économique a remplacé la force physique. Plus on s'éloigne de la force pour s'en tenir au simple intérêt économique, meilleur est le résultat des efforts déployés. Le khan tartare qui saisit par la violence les richesses de son État sans payer de juste compensation n'a bientôt plus rien à saisir ; l'homme se refuse à travailler pour créer ce dont il ne peut jouir, si bien que, finalement, le khan est obligé de tuer un homme par la torture pour obtenir une somme qui est la millième partie de ce que dépensera un marchand de Londres pour obtenir du chef du plus riche gouvernement du monde un titre qui ne lui confère aucun droit à l'emploi de la force, et ce chef lui-même a perdu tout droit à l'exercice de la force physique, et est entretenu par le plus riche pays du monde, dont

les procédés pour s'enrichir sont aussi éloignés que possible du recours à la force physique.

Mais, tandis que tous ces changements s'opèrent dans la tribu, le groupe ou la nation, la force brutale et les rivalités continuent à régner entre les différentes tribus ou nations. Non toutefois sans perdre en intensité. Au début, il suffit que la tête crépue d'un membre d'une tribu rivale paraisse au-dessus des buissons, pour que l'homme primitif éprouve le besoin de la frapper : c'est un étranger, tuez-le. Plus tard, on n'éprouve le besoin de le tuer que s'il est en guerre avec la tribu. Il y a des périodes de paix : nouvelle diminution des hostilités. Dans les premières luttes, *tous* les membres de l'autre tribu sont tués : hommes, femmes et enfants. La force brutale et la combativité règnent et sont absolues. Mais l'emploi des esclaves, tant comme travailleurs que comme concubines, vient atténuer cette coutume : autre diminution de la force. Les femmes de la tribu ennemie ont une progéniture du fait des vainqueurs : diminution de combativité. A l'incursion suivante en territoire ennemi, on découvre qu'il n'y a rien à prendre parce que tout a été tué ou emporté. Aussi, à la prochaine occasion, le vainqueur se contente de tuer les chefs (nouvelle diminution de la combativité), ou de les priver de leurs terres, pour les répartir

entre ses partisans. (Exemple : la conquête de l'Angleterre par les Normands.)

Nous avons déjà dépassé la période d'extermination[1]. Le vainqueur se contente d'absorber le vaincu — ou le vaincu absorbe le vainqueur, à votre choix.

[1] Sans entrer dans les analogies quelque peu obscures de la science biologique, il ressort évidemment des simples faits de l'univers que si, à une époque quelconque du développement humain, la guerre a amené une sélection naturelle, nous avons depuis longtemps dépassé cette période. Aujourd'hui, quand une nation est vaincue, nous ne l'exterminons pas ; nous la laissons où elle était. Quand nous « réduisons » les races inférieures, loin de les faire disparaître, nous leur infusons un regain de vie, en leur imposant l'ordre, etc., si bien que la race humaine inférieure tend à se perpétuer par suite de la victoire de la race supérieure. Si jamais il arrive que les races asiatiques rivalisent avec la race blanche dans le domaine industriel ou militaire, cela tiendra en grande partie à l'œuvre de préservation des races qui a été généralement le résultat de la conquête anglaise aux Indes, en Égypte et en Asie, et de son action en Chine quand elle imposa par la force militaire des rapports commerciaux avec les Chinois. La guerre entre des nations d'un développement sensiblement égal amène aussi la survivance des éléments inférieurs, puisque nous n'exterminons et ne massacrons plus une race vaincue, mais seulement les meilleurs éléments, — ceux qui font la guerre, — et puisque le vainqueur lui aussi, y a employé *ses* meilleurs éléments, de sorte que, de chaque côté, il ne reste que les éléments inférieurs pour perpétuer l'espèce. Les faits du monde moderne ne sont nullement en faveur de la théorie que la préparation à la guerre, dans les conditions modernes, tend à préserver la virilité, puisque cette préparation à la guerre implique une très artificielle vie de caserne, un dressage absolument mécanique qui tend à détruire l'initiative, une uniformité et une centralisation mécaniques qui tendent à écraser l'individualité et à accentuer le goût d'une bureaucratie centralisée, qui n'est déjà que trop développé.

Il ne s'agit plus de voir l'un des combattants dévorer l'autre. Ni l'un ni l'autre ne sont mangés. A la période suivante, nous ne dépossédons même plus les chefs — nouveau renoncement à la force physique — nous nous contentons de leur imposer un tribut. Mais la nation victorieuse se trouve bientôt elle-même dans la situation du khan dans ses propres États : plus il opprime, moins il obtient, jusqu'à ce qu'enfin le prix que coûte l'argent obtenu par la guerre dépasse la somme touchée. C'est le cas de l'Espagne dans l'Amérique espagnole : plus elle « possédait » de territoire, plus elle s'appauvrissait. Le vainqueur, s'il est sage, trouve alors qu'un marché qui lui est exclusivement réservé est plus avantageux qu'un tribut de guerre : c'est l'ancienne politique coloniale anglaise. Mais pour obtenir ce monopole, on perd plus qu'on ne gagne : on permet alors aux colonies de choisir leur propre système colonial ; nouveau renoncement à l'emploi de la force ; nouveau recul de l'hostilité et de la combativité. Résultat final : abandon complet de la force physique, coopération établie sur la base des avantages mutuels comme étant la seule ligne de conduite possible non seulement avec les colonies, qui sont devenues en fait des États étrangers, mais aussi avec des États qui sont étrangers de droit aussi bien que de fait.

Nous en sommes arrivés au point où la force militaire a perdu toute influence dans le domaine économique et où chaque pays dépend de la prospérité de ses voisins. Si l'Angleterre pouvait, par un moyen magique quelconque, tuer les étrangers, la moitié de la population anglaise mourrait de faim. Cela ne justifie guère l'hostilité sans fin contre les étrangers et encore moins l'invocation de l'instinct de la légitime défense ou d'une loi biologique quelconque. Chaque nouveau progrès de la dépendance mutuelle des parties de l'organisme indique une avance de ce développement psychologique qui a marqué chaque étape du progrès dans le passé, depuis le jour où l'on tuait son prisonnier pour le manger et où l'on refusait de le partager avec le voisin, jusqu'au jour où le télégraphe a réduit à néant l'influence de la force militaire au point de vue économique.

Mais ce qui précède ne comprend pas tous les faits ni tous les facteurs. Si la Russie insulte l'Angleterre — en coulant ses bateaux de pêche en temps de paix, par exemple, — l'Angleterre ne voudra pas se venger en tuant des Français ou des Irlandais. Elle voudra tuer des Russes. Mais si nous étions des Boxers, il nous serait absolument indifférent de tuer n'importe qui, parce que, pour le Chinois, toutes les autres nations sont des

« diables étrangers » ; ses connaissances ne lui permettent pas d'établir une différence entre les diverses nationalités européennes. Dans le cas d'un nègre victime d'une injustice au Congo, la responsabilité collective est encore plus grande : pour un seul blanc qui lui aura fait une injustice, le nègre se vengera sur n'importe quel autre blanc, Allemand, Anglais, Français, Hollandais, Belge, ou même sur un jaune, Chinois ou Japonais. Au fur et à mesure que nos connaissances augmentent, notre sentiment de la responsabilité collective des groupes extérieurs s'affine. Mais dès que l'on commence à tracer une ligne de démarcation, l'on ne peut plus s'arrêter. Le paysan illettré sera satisfait de pouvoir frapper sur « ces diables d'étrangers » et se contentera d'Allemands s'il ne rencontre pas de Russes. A l'homme plus instruit il faut des Russes : mais s'il réfléchit un instant, il s'apercevra qu'au lieu de paysans russes, il pourrait tout aussi bien tuer un nombre égal d'Hindous qui ne seraient pas moins irresponsables. Il voudra dès lors s'en prendre au gouvernement russe. Mais quelle est la responsabilité de tant de Russes connus comme libéraux ou réformateurs ? Il apparaît alors que le conflit réel n'est pas du tout entre « Anglais » et « Russes », mais entre tous ceux, Anglais ou Russes, qui

respectent la légalité d'une part, et ceux qui soutiennent la corruption, l'oppression et l'incompétence de l'autre. Donner au gouvernement russe l'occasion de partir en guerre ne servirait qu'à lui donner une puissance nouvelle contre ceux avec lesquels nous sympathisons — les réformateurs. Comme la guerre augmenterait l'influence du parti réactionnaire en Russie, elle n'empêcherait en rien le retour de pareils incidents, et ce serait ainsi le parti innocent qui en souffrirait le plus. Si les faits réels et les responsabilités réelles étaient bien compris, un peuple libéral répondrait à une agression de ce genre en prenant toutes les mesures qu'impliquent les relations économiques et sociales des deux États, pour fournir aux libéraux russes l'occasion de se débarrasser d'un certain nombre d'amiraux russes et d'établir un gouvernement libéral en Russie. De même, au fur et à mesure que l'Angleterre connaîtra mieux les faits, elle atténuera son hostilité envers « les Allemands » ; elle comprendra que nombre d'Allemands sont tout aussi opposés qu'elle-même à une agression navale ; elle ne voudra plus tuer ceux-là ; elle voudra les aider à obtenir la réalisation de leur programme. La faculté de comprendre ces distinctions doit dissiper toute hostilité prolongée entre les grandes nations.

Les hostilités internationales sont généralement

dues à ce fait que nous considérons l'État étranger avec lequel nous avons un différend comme une personnalité homogène ayant la même responsabilité qu'un individu, tandis que la diversité des intérêts communs, matériels et moraux, qui dépassent les frontières politiques, rend absolument fausse toute analogie entre les nations et les individus.

Là où la coopération entre les diverses parties de l'organisme social est aussi compliquée qu'aujourd'hui, il est impossible de fixer les limites d'une communauté et de dire où commence une de ses parties et où finit l'autre. Il est certain que les frontières politiques ne marquent plus les limites de la communauté, et cependant notre antagonisme national ne tient compte que des frontières politiques. S'il n'existait ni communauté d'intérêt, ni association, entre l'Angleterre et les États étrangers, la moitié de la population anglaise serait privée de ses moyens d'existence. Si la récolte du coton est mauvaise en Louisiane, une partie du Lancashire souffrira de la famine. Il existe une communauté d'intérêts plus intime pour certaines questions vitales entre le Lancashire et la Louisiane, qu'entre le Lancashire et les îles Orkney qui font partie du même État. Des rapports beaucoup plus intimes existent, pour tout ce qui touche le développement social et moral, entre la

Grande-Bretagne et les États-Unis qu'entre la Grande-Bretagne et le Bengale, qui relève du gouvernement anglais. Il y a, chez un noble anglais, une plus grande communauté de pensées et de sentiments avec un aristocrate du continent européen (dont il épousera la fille, par exemple) qu'avec certains de ses *concitoyens* tels qu'un babou du Bengale, un nègre de la Jamaïque ou même un paysan du Dorset. Un professeur d'Oxford éprouvera une plus grande communauté de sentiments avec un membre de l'Académie française qu'avec un « bistro » de Whitechapel. On peut aller plus loin, et dire qu'il y a plus de points de contact pour un sujet anglais de Québec avec Paris qu'avec Londres ; pour un sujet britannique de Hong-Kong, avec Pékin qu'avec Londres ; pour un Anglais d'Égypte, avec Constantinople qu'avec Londres, et ainsi de suite. De mille façons, l'association dépasse les frontières politiques, qui sont purement conventionnelles et qui font, de la division de l'Humanité en États indépendants et hostiles, une absurdité scientifique.

D'autres facteurs, introduits par le caractère des relations internationales modernes, ont fait beaucoup pour rendre vaines les conquêtes territoriales au point de vue de l'orgueil humain et de la vanité naturelle. De mêmeque, dans le domaine économique, des facteurs particuliers à notre génération ont

démontré la fausseté de l'analogie si souvent établie entre les États et les individus, d'autres facteurs la démontrent dans le domaine sentimental. Tandis qu'un riche particulier obtient, en raison de sa richesse, une déférence flatteuse pour son orgueil et sa vanité, le sujet d'une grande nation n'est pas considéré davantage que le sujet d'une petite nation. Personne ne songerait à respecter un moujik russe parce qu'il appartient à une grande nation, ou à mépriser un gentilhomme de Scandinavie ou de Belgique parce qu'il appartient à un petit État ; dans n'importe quel salon, on reconnaîtra chez un noble de Norvège, de Hollande, de Belgique, d'Espagne, ou même du Portugal, le « prestige » qu'on contestera à un paysan anglais. L'homme appartenant aux hautes classes d'un pays quelconque épousera plus facilement une femme appartenant aux mêmes classes d'un autre pays qu'une femme appartenant aux classes inférieures de son propre pays. Le prestige de l'État étranger compte pour peu de chose dans les réalités de la vie courante, tellement le sentiment qui sépare réellement les États est dénué de profondeur.

De même que, dans le domaine matériel, la véritable loi biologique est l'association et la coopération d'individus de même espèce pour la lutte contre les difficultés du milieu où ils se trouvent,

de même il n'y a pas entre nations de divisions réelles physiques ou morales, mais seulement des façons opposées de comprendre la vie. Bien qu'il soit peu probable que la nature humaine perde jamais ses sentiments de combativité, d'hostilité et d'animosité, si adoucies que soient les manifestations contemporaines de ces sentiments, nous n'en arriverons pas moins à observer que ces qualités psychologiques tournent graduellement vers la lutte réelle, et non plus vers la lutte artificielle de l'humanité. Nous verrons qu'au fond, la lutte entre les armées et les gouvernements de l'Angleterre et de l'Allemagne est dépourvue de signification ; qu'il n'y a pas de distinction tranchée entre un groupe d'intérêts communs allemands et un autre groupe d'intérêts anglais; que le conflit, dans les deux pays, est entre la démocratie et l'autocratie, ou entre le socialisme et l'individualisme, ou entre la réaction et le progrès, selon les sympathies sociales de chacun. Voilà le vrai conflit ; que les Allemands soient victorieux sur les Anglais ou les Anglais sur les Allemands, cela n'en avancerait pas la solution d'un iota ; quand le conflit réel deviendra de plus en plus aigu, l'individualiste allemand verra qu'il importe davantage de protéger sa liberté et sa propriété contre le socialiste et le syndiqué, qui peuvent les attaquer

et qui les attaquent, que contre l'armée anglaise qui ne les menace pas. De même, le tory, en Angleterre, s'inquiétera davantage des conséquences du budget de M. Lloyd George que de ce que pourrait faire l'Allemagne. Quand il aura compris cela, le démocrate anglais n'aura plus qu'un pas à faire pour comprendre que ce qui l'empêche d'obtenir pour des dépenses sociales les sommes énormes qui sont actuellement consacrées aux armements, c'est surtout le manque d'esprit de coopération existant entre lui et le démocrate d'une nation hostile qui se trouve dans le même cas ; ce pas sera vite franchi, si nous devons nous en rapporter aux leçons de l'histoire. Quand il aura été franchi, la propriété, le capitalisme, l'individualisme devront donner à leur organisation internationale, déjà si avancée, une forme encore beaucoup mieux définie, dans laquelle les différences internationales ne joueront aucun rôle. Quand on en sera là, les deux États comprendront combien il est absurde que des divisions politiques artificielles (qui tendent de plus en plus à n'être que de simples divisions administratives, laissant le champ libre, à l'intérieur comme à l'extérieur, au développement de la véritable nationalité) puissent en aucune façon délimiter les conflits réels de l'humanité.

Il reste naturellement la question de temps. Ce développement exigerait des « milliers » ou des « centaines » d'années. Et cependant, l'interdépendance mutuelle des diverses parties du monde moderne n'est que le fait d'un peu plus de cinquante ans. Il y a un siècle, l'Angleterre aurait pu, sans grand dommage, se suffire à elle-même. Mais n'oublions pas la loi de l'accélération. L'homme remonte probablement à la période tertiaire, soit à trois cent mille ans. Il s'est développé davantage, à certains égards, dans les deux derniers siècles que pendant tous les siècles précédents. Nous voyons plus de changements aujourd'hui en dix ans, qu'autrefois en dix mille ans. Qui pourrait prévoir le développement d'une seule génération [1] ?

[1] Depuis la publication de la première édition de ce livre, il a paru en France un ouvrage remarquable de M. J. Novikow, *Le Darwinisme social* (Félix Alcan, Paris), dans lequel cette application de la théorie darwinienne à la sociologie est discutée de façon complète et détaillée. Avec son grand talent, M. Novikow a établi, au point de vue biologique, ce qu'avant la publication de son livre j'avais voulu établir au point de vue de l'économie politique. L'application réelle des lois biologiques à la société humaine avait cependant été déjà entrevue par le professeur Karl Pearson au sujet de certaines des propositions de Spencer et de Huxley. (*The Grammar of Science*, Walter Scott, Londres ; p. 433-436).

TROISIÈME PARTIE

LA CONCLUSION PRATIQUE A TIRER DE MA THÈSE

CHAPITRE PREMIER

LE RAPPORT DE LA DÉFENSE A L'AGRESSION

Comment la défense dépend de l'agression. — La défense n'a d'autre raison d'être que l'existence d'un motif d'agression. — Quelques lieux communs que chacun oublie. — Affaiblir le motif qu'on a de vous attaquer est une manière efficace de se défendre.

LA thèse principale de ce livre : à savoir que nous avons dépassé le degré de développement où un groupe civilisé pourrait encore bénéficier de la conquête militaire d'un autre groupe — est, dans son ensemble, vraie ou fausse. Si elle est fausse, elle ne saurait résoudre les problèmes de notre génération, et on n'en peut déduire rien de pratique ; des armements colossaux, mitigés par la guerre, demeureront la condition normale de notre société.

Mais si elle est vraie ? Et justement la plupart de mes critiques admettent qu'elle est vraie, mais n'en concluent pas moins qu'elle n'a aucune portée pratique parce que, quelque vrais que soient les principes que je pose, le monde ne les reconnaît pas et ne les reconnaîtra jamais, dès l'instant que

les hommes ne sont pas guidés par la raison. Prenons le premier point. Il est probable que bien des problèmes seraient résolus d'emblée, si l'on prêtait à certaines vérités l'attention qu'elles méritent, au lieu de passer dédaigneusement à côté d'elles, sous prétexte que ce sont des vérités de La Palice. Dire « il faut prendre des mesures de défense » équivaut à dire « quelqu'un va probablement nous attaquer », ou encore « quelqu'un a un motif de nous attaquer ». En d'autres termes, le fait fondamental qui est cause de la nécessité des armements et qui est à la base du militarisme européen, résulte du motif qui pousse actuellement à l'agression (et par agression je n'entends pas seulement l'emploi de la force militaire, mais toute menace d'en faire usage). Ce motif peut être matériel ou moral, peut surgir d'un conflit d'intérêts, réel ou imaginaire, mais il n'aurait qu'à disparaître pour que disparût avec lui toute probabilité d'agression et, par voie de conséquence, toute nécessité de défense.

Le lecteur estime-t-il que ce sont là des truismes étrangers à la question ? Eh bien ! je vais lui montrer, par quelques exemples, que c'est justement de l'ignorance de ces soi-disant truismes que naissent la plupart des critiques que l'on fait de mon livre.

Voici le *Daily Mail*[1] : Les nations ne s'arment pas pour s'emparer d'un butin de guerre, mais seulement pour empêcher les horreurs que la guerre entraîne ; leurs armes sont pour la défense.

Voici le *Times*[2] : Il en coûte au vainqueur, sans doute ; mais à qui en coûte-t-il le plus, au vainqueur ou au vaincu ?

La critique du *Daily Mail* a paru dans les trois mois qui ont suivi sa campagne fanatique en faveur d'une grande marine — campagne fondée tout entière sur la supposition que l'Allemagne songeait à faire la guerre à l'Angleterre pour s'emparer de ses richesses. Supposition qui montre que, dans le cas d'une nation tout au moins, le *Daily Mail* ne croit pas que les armements n'existent que pour la défense. C'est de là que le *Daily Mail* tirait l'urgence d'une augmentation des forces navales anglaises ; sans cela il n'en aurait pas été question[3].

Et comme chaque nation augmente ses armements, il faut qu'elles croient toutes, comme l'Angleterre, à l'existence de puissants motifs d'agression chez les autres.

[1] 8 janvier 1910.

[2] 10 mars 1910.

[3] « Le gouvernement allemand, avec l'appui zélé de son peuple, fait appel à toutes ses ressources pour se préparer à une guerre contre notre pays. » *Morning Post*, mars 1912. « Tout État mieux préparé que son voisin l'attaquera dès qu'une occasion s'en présentera, et le pillera sans merci. » Dr Dillon, *Contemporary Review*, octobre 1911.

Le *Times* n'a guère été moins emphatique que le *Daily Mail* au sujet de la menace d'une agression allemande ; mais il a l'air de dire que le mobile de l'Allemagne n'est ni un gain matériel ni un avantage politique. L'Allemagne reconnaîtrait que la guerre ne peut atteindre aucun but utile, qu'elle serait au contraire fort onéreuse ; mais elle veut la faire, quoiqu'elle en doive souffrir, pour le seul plaisir de faire souffrir un autre plus encore [1].

Et la vérité sur laquelle repose la relation de la défense à l'agression, si banale soit-elle, échappe à l'amiral Mahan, comme elle échappe au *Daily Mail* et au *Times*. L'amiral Mahan, dans sa critique de mon livre, cite la situation de la Grande-Bretagne pendant l'ère napoléonienne comme une preuve que l'avantage commercial découle de la prépondérance militaire :

« La Grande-Bretagne a dû sa supériorité d'alors à la maîtrise de la mer, qui a sauvé son commerce et son industrie des menaces de l'ennemi. »

---

[1] « J'ai montré dans un précédent chapitre (chapitre VI 2me partie) que les haines internationales ne sont pas des causes de conflits, mais le résultat de conflits, réels ou imaginaires. Si la différence des psychologies nationales (l'incompatibilité d'humeur nationale) était une cause de haine, comment expliquer qu'il y a dix ans les Anglais détestaient les Français et parlaient d'alliance avec les Allemands ? Pour peu que la diplomatie y eût prêté, ils se seraient alliés à ce moment-là avec les Allemands, sans que l'idée leur fût venue qu'ils se détestaient. »

Ergo : la force militaire a une valeur commerciale. C'est ce qui s'appelle départager les partis en ignorant l'un d'eux !

La supériorité de l'Angleterre ne venait pas de sa force militaire ; il est vrai que celle-ci lui permit de tenir son ennemi à distance, mais elle n'en a eu besoin que parce que Napoléon avait un motif de la menacer. Sans l'existence de ce motif, — et sans la force militaire que ce motif l'obligea à maintenir — la Grande-Bretagne aurait été absolument tranquille et prospère ; elle n'aurait pas dépensé le tiers de ses revenus pour la guerre, ni vu ses paysans mourir de faim.

La critique suivante du *Spectator* est du même caractère que la remarque du *Times* :

« Ce que M. Angell soutient avant tout, c'est que ce ne sont pas l'indépendance et la sécurité nationales qui procurent les avantages qu'on leur attribue communément... D'après lui, les Anglais seraient aussi heureux sous le drapeau allemand que sous le leur, et les Allemands aussi heureux sous le drapeau anglais. Il n'est donc pas rationnel de prendre des mesures pour perpétuer l'état actuel de l'Europe, puisque seul un sentimentaliste peut y trouver un intérêt... Il est probable que M. Angell est moins disposé dans la vie privée à admettre la doctrine du cambrioleur, suivant laquelle, pour le sage, *meum* et *tuum* ont le même sens. S'il désire faire des convertis, il ferait bien d'appliquer son raisonnement à des sujets qui nous touchent de plus près encore et de convaincre les hommes que le mariage et la propriété privée sont des illusions tout comme le patriotisme. Si le sentiment doit disparaître de la politique, on ne saurait logiquement le conserver dans les mœurs.

Comme la réponse à cette critique, quelque peu extraordinaire, en vérité, est intimement liée à ce que je voudrais tout particulièrement mettre en relief, on m'excusera peut-être de reproduire une partie de ma lettre au *Spectator* :

« On décidera, d'après un simple exposé des faits, jusqu'à quel point le passage ci-dessus résume exactement le but et le caractère de mon livre. Mon ouvrage n'attaque pas le sentiment patriotique (à moins qu'on ne veuille considérer comme une attaque la critique de l'idée de l'honneur telle que la conçoit le duelliste) ; il se borne à ne pas l'analyser, ce sujet étant étranger à sa thèse principale. Je ne soutiens pas, et je défie votre rédacteur de citer une seule ligne justifiant une pareille conclusion, que les Anglais seraient également heureux s'ils étaient sujets de l'Empire allemand. Je repousse la conclusion qu'il soit déraisonnable de prendre des mesures pour maintenir la situation actuelle en Europe. Je ne parle pas de la « folie d'une nation qui prétend se défendre ». Je ne m'oppose pas à ce que l'on dépense de l'argent en armements dans les circonstances présentes. Au contraire, j'affirme de la façon la plus énergique que, tant que les doctrines politiques actuelles n'auront pas changé, nous *devons* maintenir notre position vis-à-vis des autres puissances. J'admets que, tant qu'il y aura à redouter une attaque de la part de l'Allemagne, — et je crois que ce danger existe — nous devons nous armer. Je ne prêche pas l'évangile du cambrioleur, suivant lequel *meum* et *tuum* sont des termes identiques ; tout l'esprit de mon livre en est exactement la réfutation ; je cherche à prouver que l'évangile du cambrioleur — qui est l'évangile de la diplomatie actuelle — est également honteux dans les rapports entre nations, et que la différence entre *meum* et *tuum* doit nécessairement, au fur et à mesure que la société se complique, être plus strictement observée qu'elle ne l'a jamais été jusqu'à présent dans l'histoire. Je ne demande pas que le sentiment soit banni de la politique, si par sentiment on entend la morale courante qui nous guide

dans notre façon d'envisager le mariage et la propriété privée. Chaque page de mon livre tend à défendre, avec toute l'énergie possible, l'opposé d'une pareille doctrine et à soutenir que la morale, qui s'est imposée à la société des individus, doit aussi s'appliquer à la société des nations, au fur et à mesure que les différentes parties de cette société deviendront, par suite de notre développement, plus dépendantes les unes des autres.

« Je ne réponds qu'à une petite partie de l'article de votre rédacteur (qui occupe une page entière), mais je ne crois pas exagérer en disant que la majeure partie de cet article est aussi fausse et dénature aussi complètement tout ce que j'ai réellement dit, que le passage cité plus haut. Ce que j'essaie d'établir, c'est que la nécessité de mesures défensives, (que j'admets complètement et que je conseille absolument), implique nécessairement de la part de quelqu'un d'autre un motif d'agression et que ce motif est dû à l'idée universelle des avantages économiques et sociaux qui résulteraient d'une guerre victorieuse.

« J'ai révoqué en doute un axiome universellement admis en politique, et tenté de démontrer que le développement des trente ou quarante dernières années avait provoqué certains phénomènes économiques — dont la réaction mutuelle des mouvements de Bourse et l'interdépendance financière des grands centres économiques sont peut-être les plus caractéristiques — qui rendent la richesse et le commerce modernes intangibles, en ce sens qu'on ne peut les saisir ou les déplacer au profit d'un agresseur militaire. La moralité de ce fait n'est pas que l'on doive renoncer à se défendre, mais que la politique d'agression a fait son temps et que, quand on aura renoncé à cette politique, on n'aura plus besoin de se défendre. J'ai soutenu, en conséquence, qu'en s'inspirant de ces vérités encore méconnues, on pourrait trouver le moyen de sortir de l'impasse des armements ; que si l'on pouvait prouver que les motifs d'agression ne reposent sur aucune base solide, la tension européenne serait infiniment amoindrie et le risque d'être attaqué immensément diminué, en raison de l'importance décroissante des motifs d'agression. J'ai indiqué que ces phénomènes économiques — si peu compris en général par les hommes politiques européens, et cependant si familiers à quelques-uns

tout au moins des plus habiles financiers — devaient contribuer grandement à changer les axiomes politiques, et j'ai demandé qu'on les examinât à nouveau à la lumière des faits.

« Votre rédacteur, au lieu de traiter cette question, m'accuse « d'attaquer le patriotisme », de prétendre que « les Anglais seraient tout aussi heureux d'être sujets de l'Empire allemand », et de soutenir d'autres bêtises du même genre, pour lesquelles il n'a pas l'ombre d'une justification. Est-ce là une critique sérieuse ? Est-elle digne du *Spectator ?* »

A cette lettre, le rédacteur du *Spectator* fit la réponse suivante :

« Si le livre de M. Angell m'avait produit la même impression que sa lettre, mon article eût été rédigé dans un esprit différent. Tout ce que je puis dire, c'est que j'ai écrit sous l'impression que le livre a nettement produite sur moi. En réponse à son « exposé de fait », je dois demander la permission de faire les corrections suivantes : 1° Au lieu de dire que, d'après M. Angell, les Anglais seraient « tout aussi heureux » s'ils étaient sujets de l'Empire allemand, j'aurais dû dire que leur bien-être n'en aurait subi aucune atteinte. Mais, suivant sa doctrine, d'après laquelle le bien-être matériel est « le but le plus élevé » du politicien, il me semble que les deux expressions sont équivalentes. 2° « L'état de choses actuel en Europe » repose sur la valeur économique attribuée à la force politique. En opposition à celle-ci, M. Angell expose « la futilité économique de la force politique ». Prendre des mesures pour maintenir un état de choses fondé sur une futilité me semble « peu rationnel ». 3° Je n'ai jamais dit que M. Angell réprouve les dépenses faites en armements « tant que les doctrines politiques actuelles seront admises ». 4° L'importance donnée dans l'ouvrage à la folie économique du patriotisme, tel qu'on l'entend couramment, me semble suggérer l'idée « de bannir le sentiment du domaine de la politique ». Mais j'admets que ceci n'était qu'une déduction, bien que je continue à considérer cette déduction comme justifiée. 5° Je m'excuse d'avoir employé les mots « évangile

du cambrioleur ». Ils sont marqués de la tare de toutes les phrases de rhétorique, plus sonores qu'exactes. »

Cette réplique laisse encore apparaître la confusion qui avait amené la première critique. Parce que j'ai soutenu que l'Allemagne ne pouvait faire que relativement peu de mal à l'Angleterre, puisque le mal qu'elle lui ferait réagirait immédiatement sur la prospérité allemande, mon critique considère que cela équivaut à dire que les Anglais seraient tout aussi heureux ou prospères, s'ils étaient sujets allemands. Il néglige absolument ce fait que, si les Allemands sont convaincus qu'ils ne tireront aucun profit d'une guerre victorieuse contre nous, ils ne se lanceront pas dans cette guerre, et qu'il ne sera jamais question de voir les Anglais devenir sujets allemands et vivre ensuite d'une façon plus ou moins heureuse ou prospère. Il n'est pas question de faire dire à des Anglais : « Que les Allemands viennent ! », mais à des Allemands : « Pourquoi irions-nous ? » Quant au second point soulevé par mon critique, j'ai expliqué expressément que notre conduite doit se régler, non d'après l'intérêt réel de notre rival, mais d'après ce qu'il considère comme son intérêt réel. La force militaire est certainement futile au point de vue économique, mais tant que la politique allemande reposera sur la valeur économique supposée de la force militaire,

l'Angleterre doit faire à cette force la seule réponse valable.

Le petit fait suivant servira d'illustration à ma thèse. Il y a quelques années, aux États-Unis, la banque d'une ville minière de l'Ouest était souvent l'objet d'attaques à main armée, parce que l'on savait que la grande compagnie minière, à qui appartenait toute la ville, y déposait d'énormes sommes en or pour la paye de ses ouvriers. La compagnie se mit dès lors à payer la plus grande partie des salaires au moyen de chèques sur une banque de San-Francisco, et, par un simple jeu d'écritures, abolit pour ainsi dire l'usage de l'or dans cette ville minière. La banque ne fut jamais plus attaquée.

La preuve que, dans cette banque, l'or avait été remplacé par des écritures et des chèques, fut plus utile à la défense de la banque qu'eût pu l'être la dépense de plusieurs milliers de dollars en vue de construire des forts et des tranchées, et d'établir des mitrailleuses Gatling autour de la ville. Des deux méthodes de défense, celle qui consistait à remplacer l'or par des chèques était infiniment moins chère et plus effective.

Et s'il était vrai que mon livre pût faire croire à la « folie du patriotisme », en quoi cela toucherait-t-il à la discussion, puisque je soutiens égale-

ment que les nations ont le droit de défendre leurs folies elles-mêmes contre l'attaque des autres nations ? Je peux considérer comme des fous les baptistes, les adventistes du septième jour, ou les spiritualistes ; je peux les croire dangereux jusqu'à un certain point ; mais, si l'on proposait une loi pour les supprimer par la violence, je m'opposerais à une pareille loi avec toute l'énergie dont je suis capable. En quoi ces deux attitudes sont-elles contradictoires ? Je suppose que c'est l'opinion des gens éclairés dans tout l'univers. Le fait n'a pas d'importance, et il touche à peine à notre sujet, mais je regarde certaines conceptions anglaises de la vie, en matière de lois, d'habitudes sociales ou de philosophie politique, comme infiniment préférables aux conceptions allemandes, et si je pensais que ces conceptions exigeaient d'être défendues à perpétuité au moyen d'armements formidables, ce livre n'aurait jamais été écrit. Mon point de vue est que l'idée d'une pareille nécessité est basée sur une illusion complète, non seulement parce qu'en fait, et même en l'état de la philosophie politique actuelle, l'Allemagne n'a pas la moindre intention de faire la guerre à l'Angleterre pour arriver à changer les idées anglaises sur l'art et la littérature, la loi et l'organisation sociale, mais aussi parce que, si elle en avait

l'intention, elle reviendrait vite de son erreur, sous l'influence de l'Europe. Il ne lui serait pas plus possible de résister à cette influence qu'il n'a été possible à l'un quelconque des grands États européens de rester en dehors du mouvement qui jadis a fait cesser les persécutions religieuses.

C'est ce qui me fait déclarer que détruire l'illusion commune sur l'efficacité de la conquête militaire, c'est travailler à la défense nationale, au moins aussi efficacement qu'on le fait en construisant des *Dreadnoughts* ; ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas continuer à construire des *Dreadnoughts* tant que l'Allemagne gardera ses opinions actuelles, mais que les deux méthodes de défense doivent se poursuivre parallèlement.

Le malentendu dont je viens de parler est dû principalement à la crainte générale que des idées dans le genre de celles qui sont exprimées dans ce livre puissent atténuer l'énergie défensive de l'Angleterre, et que celle-ci se trouvât, par rapport à ses rivales, dans une situation de faiblesse plus grande qu'auparavant. Mais n'oublions pas que si la marche des idées affaiblit les énergies de la défense, elle affaiblit également chez l'adversaire les énergies de l'attaque ; la force des situations respectives reste ce qu'elle était à l'origine, avec cette exception que l'on aura fait un pas vers la

paix au lieu d'en faire un vers la guerre, à laquelle nous amènerait infailliblement l'accumulation des armements, si on leur laissait le champ libre.

Mais il y a un autre aspect de l'erreur qui provient de ce qu'on ne se rend pas compte de la relation entre la défense et l'agression, et il nous fera voir de plus près encore l'effet que doivent avoir les principes que je soutiens sur les questions politiques pratiques. Ce sera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE II

LES DEUX FACTEURS DE DÉFENSE

Les hommes ne règlent pas leur conduite sur les faits réels, mais sur ce qu'ils imaginent être des faits. — Comment l'on résout un problème de deux facteurs, en en ignorant un. — Où conduit inévitablement une telle méthode. — La marine allemande considérée comme un luxe. — Ce qui arrivera si, des deux côtés, l'on ne s'occupe que d'armements.

Ce ne sont pas les faits eux-mêmes, mais l'opinion qu'on a de ces faits qui importe, a dit un penseur. En effet, la conduite des hommes n'est réglée ni sur les faits réels, ni sur les conclusions qui en découlent, mais sur ce qu'ils croient être des faits, ou sur les conclusions qu'ils croient en voir découler.

En brûlant des sorcières autrefois les hommes ont agi absolument comme ils l'eussent fait, si ce qu'ils croyaient être vrai l'avait été. La vérité n'a pas décidé leur conduite, car ils ne l'ont pas discernée. Et en politique, tant que l'Europe sera dominée par les vieux credo, elle agira exactement comme elle le ferait si ces credo étaient vrais ; et de même qu'on n'a cessé d'infliger des supplices aux sorcières que lorsqu'un examen plus scientifique des faits

a amené un changement d'opinion à l'égard de ces malheureuses, de même il n'y aura un revirement dans la politique de l'Europe que lorsqu'il y aura un changement dans la façon générale de penser ; mais ce dernier changement ne surviendra pas tant que toute l'énergie des hommes sera consacrée au perfectionnement des instruments de guerre. Ce n'est pas seulement parce que des idées plus justes ne peuvent naître que d'une étude attentive et soutenue des faits, mais parce que la préparation à la guerre, qui engendre inévitablement le soupçon et le mauvais vouloir réciproques, oppose mille obstacles physiques et psychologiques au progrès normal de l'opinion dans une voie plus éclairée.

C'est ce qu'on observe quand le général von Bernhardi publie un livre en faveur de la guerre, dans lequel il pousse l'Allemagne à attaquer certains de ses ennemis, avant que ceux-ci ne soient prêts à l'attaquer de leur côté. C'est en vain que l'on proteste en Allemagne même contre une telle doctrine. Devant l'expression d'une opinion aussi grosse de dangers, les adversaires augmentent leurs armements. Et quel effet cette augmentation produit-elle, sur les Allemands même les plus enclins à désapprouver Bernhardi ? Elle les réduit au silence et profite au parti de Bernhardi.

La politique de celui-ci, fausse au début, devient ainsi relativement juste, parce qu'il faut opposer la force à la force dont elle a provoqué le déploiement. Et le silence de ceux qui se seraient opposés à cette politique fait paraître l'opinion publique encore plus menaçante et encourage de nouveau les rivaux de l'Allemagne à augmenter leurs armements. Le procédé par lequel la force réussit à étouffer la raison va malheureusement de mal en pire. La raison seule pourra en venir à bout.

Et c'est dans de pareilles circonstances que mes adversaires prétendent qu'il ne nous faut nous occuper que d'une chose : perfectionner et créer des instruments de guerre !

Le sentiment général sur la question peut se résumer ainsi : Nous n'avons qu'une chose de pratique à faire : c'est de nous arranger pour être plus forts que notre ennemi ; tout le reste n'est que pure utopie. Eh bien ! le résultat pratique de cette conclusion, soit-disant si pratique, est de nous acculer à une catastrophe inévitable qui nous éloigne de la solution, au lieu de nous en rapprocher.

Dans la première édition de cet ouvrage, j'avais écrit :

« Devons-nous immédiatement cesser de nous préparer à la guerre, puisque notre défaite ne serait d'aucun avantage

pour notre ennemi et qu'elle ne pourrait nous causer un préjudice permanent ? Telle n'est pas du tout la conclusion à laquelle on arrive par l'examen des propositions énoncées ci-dessus. Il est évident que, tant que l'erreur dont nous nous occupons sera à peu près universelle en Europe, tant que les nations croiront que, d'une façon quelconque, la conquête militaire et politique des autres produit un avantage matériel et tangible pour le vainqueur, nous serons tous exposés au risque effectif d'une agression de ce genre. L'action de notre ennemi éventuel sera dictée non par son intérêt, mais par ce qu'il croira être son intérêt. Et comme l'illusion qui nous occupe règne et domine dans les cerveaux de ceux qui dirigent la politique européenne, nous devons, tant que les conditions resteront les mêmes, considérer qu'une agression, même telle que la prévoit M. Harrison, est du domaine des éventualités réalisables. (Ce qui est impossible, c'est que l'attaque prévue ait tous les effets qu'on redoute et je crois l'avoir suffisamment démontré dans les pages précédentes.) Pour cette unique raison, j'estime que nous sommes autorisés, ainsi que toute autre nation, à chercher les moyens de nous défendre contre une telle agression. Ce livre n'est donc pas un plaidoyer en faveur du désarmement, écrit sans souci des actes des nations étrangères. Tant que la philosophie politique de l'Europe restera ce qu'elle est actuellement, je ne proposerai pas de réduire notre budget de la guerre d'une seule livre sterling. »

Je ne vois aucune raison de changer un seul mot de ce passage, et néanmoins, si la préparation du matériel de guerre devait absorber toutes nos énergies et ne plus nous en laisser pour aucun autre travail, je ne suis pas sûr que des hommes patriotes et pratiques auraient raison de participer à l'accumulation progressive des armements. Des deux risques à courir, du risque d'agression de

la part d'un rival par suite de ses armements supérieurs, ou du risque d'être entraînés dans un conflit parce que, absorbés par la construction d'engins de guerre, nous n'avons pu accorder aucune attention à l'étude des phénomènes économiques modernes, le second pourrait bien être le plus grand. Et j'affirme hardiment, sans peur de changer d'un iota l'opinion que j'ai toujours eue et que j'aurai toujours passionnément, — qu'une nation attaquée doit se défendre jusqu'à son dernier souffle.

Il n'est que trop aisé, dès que l'on agite la question de la guerre, d'éveiller l'une ou l'autre des deux formes suivantes de l'activité : celle de l'homme pratique prêt à employer toutes ses énergies à perfectionner le matériel de guerre et qui ne veut rien voir au delà ; ou celle du pacifiste, si convaincu de la brutalité ou de l'immoralité de la guerre qu'il va jusqu'à désapprouver les mesures de défense les plus élémentaires. — Mais ce qu'il faudrait serait une troisième forme d'activité qui prît en considération les deux faces du problème, c'est-à-dire qui cherchât à faire l'éducation de l'opinion publique, qui seule nous conduira à la solution définitive, tout en prenant les mesures de défense nécessaires pour tenir en échec jusque-là, les tendances actuelles à l'agression.

S'occuper de l'un des côtés de la question à l'ex-

clusion de l'autre, c'est la rendre toujours plus insoluble.

Qu'arrivera-t-il infailliblement si les nations continuent à ne s'occuper que d'accumuler des armements ?

Un critique, cherchant à me confondre, me posa un jour la question suivante : « Devons-nous chercher à être plus forts ou plus faibles que nos adversaires ? » à quoi je répondis : « La dernière fois qu'on me fit cette question, j'étais à Berlin ; qu'auriez-vous voulu que je réponde à un Allemand ? » Je voulais évidemment montrer par là que, par sa question, il réduisait à un seul terme un problème de deux facteurs ; chercher à le résoudre dans ces conditions serait tenter l'impossible ! Il n'en sortirait que la guerre, et après la guerre, la guerre encore, et toujours ce serait à recommencer.

La *Navy League* (ligue de la marine anglaise) définit la défense nationale comme suit :

« La défense effective consiste à être si forts qu'il soit dangereux pour votre ennemi de vous attaquer[1]. »

M. Churchill va encore plus loin. Il dit : « Pour

[1] Cette formule que l'on trouve au commencement de la loi sur la marine allemande, pourrait avoir été empruntée au manuel de la « British Navy League. »

rendre la guerre impossible, il faut rendre la victoire certaine. »

La *Navy League* réclame une chose qui est pratiquement possible, parce qu'une égalité approximative entre les deux adversaires rendrait toute attaque dangereuse, de la part de l'un ou de l'autre ; mais le but poursuivi par M. Churchill n'est pas pratiquement réalisable, car il ne peut être atteint que pour l'un des deux partis, puisque, d'après la définition même de la *Navy League*, l'autre doit être sans défense.

Mais en fait, la *Navy League*, qui demande deux chances contre une, et M. Churchill, qui exige la certitude de la victoire, refusent l'un et l'autre à l'Allemagne le droit de se défendre, ce qui ne peut manquer de provoquer la méfiance d'un peuple animé des mêmes sentiments que nous. Quand la *Navy League* émet l'idée qu'une nation qui se respecte ne doit devoir sa sécurité qu'à elle-même, et non à la bonne volonté de l'étranger, elle pousse implicitement l'Allemagne à tout faire pour arriver à nous égaler ; quand M. Churchill va encore plus loin et déclare qu'une nation est dans son droit en se faisant assez forte pour s'assurer la victoire, il énonce une doctrine qui conduirait directement à la guerre, si elle était adoptée

par l'Allemagne. Mais M. Churchill répond d'avance à cela en disant que la suprématie sur mer serait un luxe pour les Allemands, alors qu'elle serait une nécessité impérieuse pour les Anglais ; que le fait de la désirer est un caprice chez les premiers, puisqu'il ne correspond pour eux à aucun besoin vital et ne contribue en rien à leur développement national [1].

[1] Dans un article paru en janvier 1897 (16 janv.) le *Spectator* appela l'attention sur la situation désespérée dans laquelle l'Allemagne se trouverait si l'Angleterre songeait à l'attaquer à ce moment-là. Le journal qui s'offusque aujourd'hui de l'augmentation de la marine allemande comme désobligeante pour l'Angleterre, écrivait :

« L'Allemagne a une marine marchande considérable. Le drapeau allemand flotte partout. Mais dès la déclaration de guerre, tous ses navires marchands seraient à notre merci. Sur toutes les mers, nos croisières sortiraient et confisqueraient les bateaux allemands. Dès la première semaine de la guerre, la perte de ses vaisseaux aurait fait subir à l'Allemagne une perte de plusieurs millions de livres sterling. Et ce n'est pas tout. Nos colonies sont semées de comptoirs allemands qui font beaucoup d'affaires, malgré la concurrence acharnée ; nous ne voudrions pas les traiter trop durement, mais la guerre entraînerait nécessairement la vente de ces forces pour ce qu'ils en pourraient tirer et le retour en Allemagne de leurs propriétaires. De ce fait, l'Allemagne perdrait le commerce mondial qu'elle possède et qu'elle a mis tant d'années à acquérir. Et songez aussi à ce que signifierait pour le commerce allemand le blocus de tous les ports. Hambourg est un des plus grands ports du monde. Qu'adviendrait-il si aucun navire ne pouvait y entrer, ni en sortir ? Les blocus sont difficiles à maintenir effectivement, mais la situation de Hambourg rendrait l'opération facile. En réalité, le blocus de tous les ports de la Baltique et de la mer du Nord ne présenterait guère de difficultés... Songez à ce qu'il en coûterait à l'Allemagne si son drapeau disparaissait de toutes

Si ceci était exact, on aurait trouvé l'argument qui permettrait de régler la question par un accord, et qui amènerait l'entente que mon livre préconise.

Il y a des gens de l'école de M. Churchill qui disent : le danger d'une agression allemande est si pressant qu'il nous faut, pour l'écarter, disposer d'une force prépondérante. L'Allemagne est prête à courir de tels risques que, pour peu que notre victoire ne soit pas assurée d'avance, elle nous attaquera. Et ceux-là mêmes qui parlent ainsi disent, en même temps, que le mobile qui pousse l'Allemagne à s'imposer des charges écrasantes, à faire des sacrifices énormes, ne correspond pas à un besoin vital, mais à un pur caprice, à une idée qui lui est venue par hasard ! S'il n'y avait vraiment pas autre chose au fond du conflit, il serait grand temps que l'on entreprenne une campagne d'éducation publique en Europe, et que les 65 mil-

les mers, et que ses ports étaient tous bloqués. Ses colonies ne lui feraient peut-être pas défaut, car elles ne sont qu'une charge pour elle, mais la destruction de son commerce équivaudrait à une amende d'un million de livres sterling. En d'autres termes, une guerre contre nous, quand même elle serait conduite par l'Allemagne avec la plus grande sagesse et la plus grande prudence, lui infligerait des pertes incommensurables, tandis que les nôtres seraient insignifiantes. »

Et l'on veut pourtant que l'Allemagne s'entende dire que sa marine n'est qu'un luxe ?

lions de contribuables, pour la plupart peu fortunés, qui fournissent de l'argent pour l'entretien de cette rivalité, apprennent un peu de quoi il s'agit. Ce prétendu caprice a coûté aux deux nations en cause, dans les dernieres dix années, bien plus que l'indemnité de guerre que la France a payée à l'Allemagne en 1870. M. Churchill suppose-t-il par hasard que les contribuables savent que c'est pour satisfaire un caprice, un désir de luxe, qu'ils sacrifient leur argent péniblement gagné ? Ou croit-il que si les contribuables étaient bien informés, le gouvernement allemand trouverait longtemps facile de maintenir sa partie ?

Mais ceux qui ont mené en Angleterre la campagne des dix dernières années pour l'accroissement des armements ne croient pas que l'Allemagne agisse par un pur caprice [1].

[1] Voici la pensée anglaise dans toute sa pureté : Pourquoi l'Allemagne attaquerait-elle la Grande-Bretagne ? Parce que l'Allemagne et la Grande-Bretagne sont des rivales politiques et commerciales et que l'Allemagne convoite le commerce des colonies et l'empire que possède actuellement la Grande-Bretagne. Quant à l'arbitrage ou à la limitation des armements, point n'est besoin d'un grand effort d'imagination pour les envisager au point de vue allemand. Si j'étais Allemand je dirais : « Ces insulaires sont peu gênés. Ils ont mis la main sur toutes les plus belles parties du globe, ils ont acheté ou saisi des forts et des forteresses dans les cinq continents, leur commerce est le premier du monde, ils ont le monopole des transports maritimes et la suprématie de la mer, et maintenant ils nous

Les gens, qui composent l'opinion publique européenne, souscrivent à l'idée commune que l'Allemagne est poussée à l'agression par des nécessités nationales d'ordre vital par un besoin d'expansion, par l'obligation de trouver des moyens d'existence pour une population toujours plus nombreuse.

Or, si cette dernière supposition est la bonne, exiger que l'Allemagne renonce à la lutte c'est lui demander de trahir les générations futures, de les priver délibérément des champs d'expansion que la force et le courage de la génération actuelle auraient pu leur assurer. Si la doctrine communément acceptée est vraie, l'Angleterre ne demande à l'Allemagne rien moins que le suicide. Pourquoi supposerions-nous que l'Allemagne y consentira jamais, qu'elle protégera moins courageusement que l'Angleterre son intérêt national et l'avenir de sa postérité, ou qu'elle sera moins fidèle que l'Angleterre à ses grands devoirs patriotiques ? Le jour n'est-il pas passé où tout Anglais prétendait valoir trois étrangers ? Et pourtant ce n'est qu'une prétention de ce genre qui pourrait justifier la politique des armements à outrance.

proposent d'être tous frères et que désormais l'on ne vole plus et l'on ne se batte plus.

Blatchford.—*Germany and England*, pp. 4, 13.

L'amiral Fisher lui-même a écrit :

« La suprématie de la marine britannique est la meilleure garantie de la paix du monde... Si vous faites constamment savoir, que vous êtes prêts à la guerre à tout moment et que, vos unités navales guettent l'occasion de marcher les premières ; que vous assommerez votre ennemi sans merci, que vous ferez bouillir dans l'huile vos prisonniers (si vous en faites) et que vous tuerez ses femmes et ses enfants, etc... on se tiendra à distance. »

L'amiral Fisher renoncerait-il à son programme parce que quelqu'un menacerait de l'assommer s'il le poursuit ? Il repousserait une telle insinuation avec mépris et n'y verrait qu'une raison de plus de suivre son chemin. Mais pourquoi l'amiral Fisher supposerait-il qu'il a le monopole du courage, et qu'un amiral allemand agirait autrement que lui ? Ne serait-il pas temps que les Anglais abandonnassent l'idée enfantine qu'ils ont le monopole du courage et de la persévérance, et que ce qui ne les effraierait pas et ne les retiendrait pas saurait effrayer et retenir leurs rivaux ?

Les Anglais ne supposent jamais que les Allemands puissent être aussi persévérants et aussi capables de sacrifice qu'eux-mêmes. Quelle autre signification peut-on trouver à la formule « deux quilles contre une » dont on entend parfois discuter l'utilité, mais dont on n'entend jamais discuter la valeur pratique ? Un collaborateur de

Lord Roberts[1] parlera tranquillement d'un budget naval de 80 à 90 millions de livres sterling et du service obligatoire, comme de deux choses imminentes. Eh bien ! si l'on trouve que l'Angleterre peut supporter ce fardeau aujourd'hui, pourquoi supposer qu'il sera toujours au-dessus des forces de l'Allemagne qui augmente, au point de vue industriel, plus rapidement que l'Angleterre ? Pour maintenir ses positions relatives quand l'Allemagne en sera là, il faudra à l'Angleterre un budget naval de 150 à 200 millions de livres sterling, sur un budget militaire total d'environ 250 millions. Et plus cela ira, et plus cela empirera, car l'Angleterre s'est imposé un « handicap » progressif. Aussi, comme il saute aux yeux que cette concurrence équivaut à un suicide national, ceux qui ne voient pas d'autre issue qu'un conflit préconisent la guerre.

Sir Edmund Cox, dans une des premières revues anglaises, *The Nineteenth Century*, (avril 1910), s'exprime comme suit :

« La situation que vous avez créée est intolérable. Si vous voulez la guerre, si vous insistez pour l'avoir, nous vous la donnerons, mais l'heure en sera fixée par nous et non par vous, et cette heure est venue. »

Et c'est à cette extrémité en effet, que conduit

[1] *Facts v. Fallacies :* une réponse au Compulsory Service du Field-Marshal lord Roberts. V.C., K.G.

la politique anglaise actuelle — cette politique de bouledogue qui consiste à accumuler armements sur armements sans songer qu'il existe une plus saine doctrine, et sans se soucier de la faire prévaloir en Europe.

CHAPITRE III

LA RÉFORME DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE EST-ELLE POSSIBLE ?

Parce que les hommes sont peu disposés à écouter la voix de la raison, ne faut-il pas leur en parler ? — Les idées sont-elles immuables ?

Nous avons vu :

1° Que la nécessité des mesures de défense provient de ce qu'il existe chez quelqu'un un motif d'attaquer.

2° Que le motif de l'agresseur est un des facteurs à considérer quand on étudie le problème de la défense.

3° Que puisque les nations européennes sont toutes, à la longue, aussi capables les unes que les autres d'accumuler armements sur armements, les armements ne peuvent conduire à une solution quelconque, et qu'il faut pour découvrir celle-ci aller au fond des choses, retrouver et étudier la cause première de la difficulté, c'est-à-dire le motif de l'agresseur.

4° Que si ce motif est fondé sur une saine appréciation des faits, si le facteur déterminant de la prospérité et du progrès d'une nation est bien réellement sa capacité d'obtenir par la force

un avantage sur les autres, l'état actuel des rivalités internationales, avec des guerres à l'occasion, est bien l'état normal et la forme définitive de la société.

5° Mais que, si tout cela est faux, si le facteur déterminant de la prospérité n'est pas celui qu'on suppose, le progrès vers la réforme dépend de la mesure dans laquelle l'opinion publique européenne sera revenue de son erreur actuelle.

Voilà qui m'amène au dernier argument de ceux qui, activement ou passivement, s'opposent à toute demande de réforme.

Comme je l'ai fait voir, ces dernières années ont montré un changement d'argumentation chez mes adversaires. A l'origine, les défenseurs des vieux credo politiques ont tout simplement déclaré que ma thèse économique était fausse ; puis, que les principes en étaient justes, en effet, mais qu'ils n'avaient rien à voir dans la question, car ce ne sont pas les questions d'intérêts, mais les questions d'ordre moral qui soulèvent les conflits internationaux. Mais quelle question, autre que la question d'intérêts est donc au fond du conflit le plus caractéristique de nos jours, du conflit anglo-allemand ; quel motif d'ordre moral l'Allemagne a-t-elle pour se laisser pousser à une agression contre l'Angleterre ? — On nous a dit alors que les hommes agissent par passion et non par logique.

On se demande alors comment il faut expliquer le caractère général de la haute politique, ses basses intrigues, ses calculs d'opportunité, ses changements rapides d'alliances et « d'ententes », qui tous procèdent d'un raisonnement dénué de passion et parfaitement logique, quoique les prémisses en soient fausses ; et l'on constate aussi, d'après l'expérience, que si c'est la passion qui détermine l'énergie avec laquelle on suit telle ou telle ligne de conduite, ce sont d'autres facteurs qui en déterminent la direction : Jean, apercevant de loin son ennemi James, sent se réveiller en lui une haine mortelle et se prépare à la vengeance ; quand il en approche, il voit que ce n'est pas James du tout, mais un voisin tranquille et inoffensif, Pierre. La colère de Jean s'apaise, non parce que sa nature a changé et que sa passion a disparu, mais tout simplement parce que la constatation de son erreur a changé la direction de sa passion. Ce que nous voulons faire, c'est montrer aux nations qu'elles prennent Pierre pour James !

Enfin nous arrivons, comme je le disais plus haut, au dernier retranchement de mes adversaires, à l'assertion dogmatique que, si vraie que soit ma thèse, on ne pourra jamais la démontrer effectivement ; que la réforme politique de l'Europe, que veulent les esprits rationnels, est une

utopie irréalisable, qui nécessiterait un changement d'opinion si vaste qu'on ne peut l'entrevoir qu'après l'éducation de plusieurs générations.

Et quand cela serait vrai ! Laisserez-vous alors les choses en l'état ? des idées fausses et dangereuses pourront-elles régner sans opposition sur le monde politique ?

Une telle conclusion n'est pas de la politique ; c'est du fatalisme oriental, *Kismet,* la volonté d'Allah ! Et elle est impossible pour des hommes dominés par la tradition et mus par les impulsions du monde occidental.

En Occident, nous ne laissons pas ainsi aller les choses ; nous n'admettons pas que la raison ne guide pas les hommes, et qu'en conséquence nous n'avons pas à l'invoquer en politique ; tout au contraire ; nos hommes d'État passent leur temps à la discussion raisonnée de nos problèmes politiques, notre presse et notre littérature en sont imprégnées ; nous y pensons et en parlons constamment. Nous avons beau dire que la raison influe peu sur la conduite des hommes, nous ne continuons pas moins à y faire appel. Et notre progrès pratique peut se mesurer au nombre de conclusions justes que nous tirons de nos discussions.

Il est vrai que les conflits matériels indiquent la

limite où la raison a fait faillite. Les hommes se battent quand ils n'ont pu « arriver à s'entendre », comme l'exprime le langage vulgaire, qui, pour une fois, est exact. Mais est-ce là assez pour déprécier l'intérêt qu'il y aurait à se bien comprendre ? n'est-ce pas au contraire ce qui devrait nous inciter aux plus grands efforts pour développer en nous la capacité de nous comprendre mutuellement, et de résoudre nos différends par la raison et non par la force ?

N'arrivons-nous pas toujours au même point, quelque chemin que nous prenions ? De quelque façon que nous procédions, de quelque manière que nous variions la discussion, nous arrivons toujours à la même conclusion, à savoir que l'homme avance plus ou moins vite dans la voie du progrès, selon que ses idées sont plus ou moins justes ; que ce sont les triomphes de l'intelligence et du caractère qui font avancer l'Humanité.

Et nous voilà en plein dans les plus vulgaires truismes, mais encore une fois ce sont de ces truismes que l'on oublie !

Ainsi le *Spectator* écrit :

« En ce qui nous concerne, il prêche à des convertis pour tout ce qui est de sa thèse économique... Si les nations étaient vraiment sages, et qu'elles s'en tinssent à des principes économiques exacts, elles reconnaîtraient que tout échange

implique une association de forces, et qu'il n'y a rien de plus sot que de haïr ses collaborateurs ou de s'en montrer jaloux... Nous sommes convaincus que le cambriolage est le dernier des métiers. »

Si mes principales propositions sont justes, à quoi s'attaque donc la critique ? Voici :

« Quoique nous n'accusions pas les Allemands d'être un peuple de cambrioleurs — ils sont tout le contraire — la classe gouvernante et dirigeante de l'Allemagne a néanmoins le tort de n'être pas convertie aux idées de M. Angell, si vraies soient-elles, et de s'en tenir à la thèse opposée. »

Et, en outre :

« Les hommes ne sont pas seulement des machines à fabriquer de l'argent, mais des créatures qui obéissent à des sentiments moraux, dans le sens le plus large du mot. Parfois la passion de l'expansion ou de la domination les domine ; d'autres fois ils se battent pour le plaisir de se battre, ou, comme le disent leurs conducteurs et leurs théoriciens, pour accomplir leur destinée... Les hommes sont des créatures altérées de sang... et quand leur sang est en ébullition, ils se battraient pour un mot, pour un signe, ou, comme dirait M. Angell, pour une illusion. »

A l'autre extrémité de l'échelle des journaux se trouve l'avis identique de M. Blatchford, qui dit :

« M. Angell a peut-être raison quand il soutient que la guerre est préjudiciable aux deux belligérants. Je ne le crois pas, mais c'est peut-être vrai. Toutefois il a tort s'il croit que sa théorie empêchera une guerre européenne. Pour éviter la guerre, il faut autre chose qu'une théorie vraie ; il faut que les maîtres de la guerre, les diplomates et les financiers et les ouvriers eux-

mêmes, aient pris cette théorie à leur compte. Car tant que toutes ces classes de la population ne seront pas convaincues que la guerre n'apporte aucun profit au vainqueur, la guerre continuera à être, comme le dit Clausewitz, une fonction de la politique. Tant que les conducteurs des peuples croiront aux avantages de la guerre (voyez Clausewitz), et qu'ils auront le pouvoir de la faire, ils la feront. »

C'est ainsi qu'un homme comme M. Blatchford soutient qu'en démontrant que la guerre est futile et ne peut profiter à personne on perd son temps ! Je ne mets pas cette affirmation dans la bouche de M. Blatchford, pour le plaisir de la réfuter. Je le cite textuellement. Un de ses articles a été écrit à seule fin de démontrer la futilité de livres tels que le mien. C'était une réponse à une première édition de mon livre. Il devait cependant savoir, comme mes autres critiques, que mon livre ne cherchait nullement à démontrer l'impossibilité de la guerre, mais sa futilité. (J'ai toujours déclaré hautement que notre ignorance rend la guerre non seulement possible mais extrêmement probable.) Et c'est là-dessus que M. Blatchford me dit que la démonstration de cette futilité est elle-même futile.

Voyez pourtant la logique de mes critiques !

Les maîtres de la guerre sont encore imbus de fausses théories. *Donc*, laissons ces théories comme si elles étaient intangibles et dédaignons de les discuter !

Les nations ne saisissent pas les faits. *Donc,* ne croyons pas qu'il soit important de les leur faire connaître !

Certains faits ont une importance capitale pour le bien-être des peuples d'Europe. *Donc,* n'en encourageons pas l'étude !

Si ces faits étaient mieux connus, il en résulterait que la plupart des difficultés contre lesquelles nous nous débattons se dissiperaient. *Donc,* quiconque essaie de les faire connaître n'est qu'un aimable sentimentaliste, un pur théoricien ou quelque chose d'approchant !

Les faits importent moins que l'opinion que les hommes ont de ces faits. *Donc,* ne faisons aucun effort pour modifier cette opinion !

La seule manière de permettre à la vérité de pénétrer la politique et de devenir efficace dans la conduite des hommes, c'est de la faire d'abord pénétrer dans l'esprit des particuliers. *Donc,* la discussion de la vérité est illusoire !

Nos périls proviennent des fausses idées que se font les peuples. *Donc,* les idées ne comptent pas ; ce ne sont que des théories.

Les conceptions générales à cet égard sont vagues et mal définies, de sorte que l'on est toujours exposé à agir sous l'impulsion de la passion et sans écouter la raison. *Donc,* ne faisons rien pour rendre les

intentions populaires plus claires et plus précises.

La force des impulsions irraisonnées est plus puissante lorsqu'elle est compliquée d'ignorance, comme dans le cas des Musulmans fanatiques ou des Boxers de Chine ; elle ne cède qu'au progrès général des idées, comme on le voit lorsque des notions religieuses plus élevées dissipent la haine et les horreurs des temps de persécution. *Donc*, le meilleur moyen d'assurer la paix est de ne porter aucune attention au progrès des idées politiques.

Le progrès des idées a complètement modifié le sentiment religieux en ce qui concerne les bases de la politique interconfessionnelle. *Donc*, le progrès des idées ne modifiera jamais le sentiment patriotique en ce qui concerne les bases de la politique internationale.

En résumé, à quoi aboutit toute cette argumentation de mes critiques ? A ceci : que le monde est si lent à progresser et si stupide, et les faits sont si difficiles à saisir, qu'on ne peut compter sur la compréhension de ceux-ci dans un avenir assez rapproché pour qu'il nous intéresse.

Tout ceci, sans le moindre mépris pour mes critiques, à qui je voudrais seulement dire, très courtoisement, que je m'étonne quelquefois qu'ils

ne sentent pas de quelle colossale vanité ils doivent paraître imbus aux yeux des profanes.

« *Nous*, semblent-ils dire, qui écrivons dans les journaux et dans les revues, nous comprenons les choses ; *nous*, nous sommes guidés par la sagesse et la raison, mais le vulgaire n'en fera pas autant d'ici plus de mille ans. » On me dit que je parle à des convertis, quand ce sont des rédacteurs de journaux qui me lisent. *Eux*, bien entendu, comprennent tout ; mais l'idée que de simples diplomates ou de vulgaires hommes d'État, aptes tout au plus à conduire des peuples, puissent comprendre aussi bien qu'eux leur paraît trop absurde.

Personnellement, si flatté qu'on puisse être d'éprouver un pareil sentiment, je n'y ai jamais été sensible. Tout au contraire, j'ai toujours été convaincu que ce qui me paraît clair doit paraître bientôt tout aussi clair à mon prochain. Non moins vaniteux, sans doute, que la moyenne, je n'en suis pas moins convaincu que de simples faits, dont l'évidence saute aux yeux de l'homme d'affaires, ne resteront pas éternellement incompréhensibles pour la foule. Soyez sûrs que si *nous* pouvons voir ces choses, les vulgaires diplomates et chefs d'État peuvent en faire autant.

De plus, si tout ce que nous écrivons dans les

revues et dans les livres n'a d'influence ni sur la raison, ni sur la conduite des hommes, pourquoi écrivons-nous ?

Mais le fait est que nous ne croyons pas un instant qu'il soit impossible de former ou de changer les opinions de nos semblables ; une telle idée nous réduirait tous au silence, et tuerait d'un coup toute littérature religieuse et politique.

L'opinion publique n'est pas une entité en dehors des hommes ; elle est créée par eux, faite de ce qu'ils disent, entendent, de ce que leur suggèrent leurs tâches journalières, leurs entretiens, leurs rencontres.

Et s'il est vrai que la difficulté de modifier l'opinion publique soit aussi grande que mes critiques veulent bien le dire, du moment qu'il n'y a pas impossibilité à le faire, notre conduite n'en devra pas être modifiée. Plus on souligne la difficulté, et plus on fait appel à notre énergie !

J'ai déjà traité la question de savoir s'il faut vraiment des milliers d'années pour modifier les idées et les sentiments qui sont les facteurs principaux de la conduite humaine. Je ne veux plus rappeler à ce sujet qu'un seul fait déjà invoqué ; c'est le tableau du peintre espagnol qui représente la cour, la noblesse et la populace de Madrid, groupées en un jour de fête sur la place publique

pour voir brûler vive une superbe fillette, dont le seul crime était de partager la foi qu'on lui avait enseignée dès le sein de sa mère.

Combien de temps nous sépare d'une telle scène ? à peine la durée des vies de trois vieillards. Et combien de temps après cette scène, qui n'a pas été un fait isolé, mais un événement de tous les jours, — symptomatique des idées et des sentiments contemporains, — s'est-il produit le renouveau qui en a rendu le retour pratiquement impossible ? Pas même cent ans. La scène se passait en 1680, et, une génération plus tard, le monde apprenait que jamais plus un enfant ne serait brûlé vif en vertu d'une condamnation régulière émanée d'une cour de justice, pour le plaisir d'un roi, de sa cour et de son peuple, dans l'une des grandes cités d'Europe.

Ceux qui parlent de « l'immutabilité de la nature humaine » et des milliers d'ans à « attendre », redoutent-ils vraiment de voir se renouveler cette scène ? S'il en est ainsi, notre tolérance religieuse est une faute. Les protestants sont encore exposés à la torture et devraient s'armer de tout l'arsenal de l'Inquisition — le chevalet de torture, l'étau à serrer les pouces, et le reste — pour assurer le respect de leur foi.

« Les hommes sont sauvages, altérés de sang,

et se battront pour un mot ou pour un signe », nous répète le *Spectator*, dès que le patriotisme sera en cause. Jusqu'à hier on eût pu dire aussi : dès que leur religion est en cause. Le patriotisme est une religion politique. Et il est frappant que l'un des principaux historiens des idées religieuses ait pu écrire :

« A considérer les grands traits de l'histoire, et à envisager les rapports entre les grands groupements humains, on constate que la religion et le patriotisme sont les principales forces morales qui les aient subjugués, et que les réactions réciproques de ces deux forces constituent vraiment l'histoire de l'Humanité [1]. »

Est-il pourtant vraisemblable qu'un progrès qui a atteint la religion n'atteindra pas le patriotisme et que le rôle qu'ont joué la raison et l'humanité dans le domaine si complexe de la doctrine religieuse et de la foi, ne se renouvellera pas dans le domaine de la politique ? Il a fallu, pour résoudre le problème religieux, faire face à des problèmes beaucoup plus ardus que ne l'est la question actuelle. Alors, comme aujourd'hui, l'ordre de choses établi avait des défenseurs désintéressés. Ce qu'on appelle aujourd'hui la patriotisme avait pour équivalent l'ardeur religieuse.

[1] Lecky, loc. cit.

Les meilleurs des inquisiteurs étaient aussi désintéressés, aussi sincères, aussi purs d'esprit que les meilleurs Junkers d'Allemagne, nationalistes de France ou jingoes d'Angleterre. Alors, comme aujourd'hui, le progrès de l'esprit de paix et de sécurité paraissait un signe de dégénérescence, un abandon de l'unité de la foi, la ruine du meilleur lien social. Alors, comme aujourd'hui, l'ordre de choses établi se cramponnait à des moyens de protection visibles et tangibles ; il faisait appel à la force brutale. Le catholique, en s'abritant derrière l'Inquisition contre ce qu'il croyait être les dangereuses intrigues des protestants, protégeait ce qu'il considérait non seulement comme sa sécurité sociale et politique, mais comme le salut éternel de millions d'hommes non encore nés. Et cependant, il a fini par renoncer à ces moyens de protection, et finalement le catholique et le protestant ont tous deux compris que la paix et la sécurité de l'un et de l'autre étaient mieux garanties par cette réalité intangible qui s'appelle *des idées justes*, que par le savant mécanisme des pénalités et de tous les moyens de torture qu'il était possible d'imaginer. De même, le patriote finira par reconnaître que lui et son adversaire sont bien moins protégés par des *Dreadnoughts* que par le sentiment que la conquête et la domination mili-

taire ne correspondent à aucun avantage matériel ou moral.

Le siècle qu'il a fallu pour combler l'abîme qui sépare l'Europe actuelle de l'Europe d'autrefois, et qui a été marqué par un progrès tel qu'il semble que la nature et l'esprit de l'homme aient été changés, a pourtant été un siècle sans journaux et presque sans livres, où il fallait l'espace d'une génération pour qu'un volume parvint de Madrid à Londres ; il n'y avait ni presses à moteur, ni chemins de fer, ni télégraphe, ni aucun de ces mille moyens de communication qui permettent aujourd'hui aux paroles qu'un orateur anglais prononce un soir d'être lues le lendemain matin par soixante millions d'Allemands, et qui répandent ainsi en dix mois plus d'idées qu'il ne s'en répandait jadis en un siècle.

Alors que les progrès étaient si lents, une ou deux générations ont cependant suffi pour transformer la mentalité européenne au point de vue religieux. Pourquoi cette mentalité ne pourrait-elle pas changer au point de vue politique, dans l'espace d'une génération et même en moins de temps, aujourd'hui que tout se meut si vite ? Les hommes sont-ils moins disposés à changer d'attitude politique que d'attitude religieuse ? Nous savons tous que ce n'est pas vrai. Dans chaque pays d'Europe, nous voyons

des partis politiques soutenir des programmes qu'ils combattaient il y a dix ans, ou tout au moins y acquiescer. De ce que nous voyons, comment conclure que la question politique dont nous nous occupons soit moins sujette au changement et au progrès que les autres, ou qu'elle soit moins accessible à l'influence des idées nouvelles ?

Dussé-je encourir le reproche de parler de moi et de manquer de goût, il faut que je cite un fait plus concluant peut-être que tout autre à cet égard.

Il y a environ quinze ans que j'ai été frappé, pour la première fois, de certains phénomènes de notre civilisation, tels que les réactions mutuelles des Bourses et le synchronisme du taux de l'argent dans toutes les capitales du monde. Ces phénomènes révèlent aux hommes un principe qui, quoique à l'œuvre depuis longtemps dans le domaine des affaires, n'avait pas produit de grandes conséquences politiques, faute de facteurs tangibles comme ceux que j'ai signalés, et qui résultent des progrès du machinisme depuis trente ou quarante ans. Pouvait-on cependant douter de la réalité des faits ? Heureusement, mes devoirs professionnels me procurèrent l'occasion de discuter souvent la question avec les financiers et les hommes d'État les plus célèbres du monde.

Personne ne mettait ces faits en doute. Mais étions-nous parvenus au point où ces faits peuvent être présentés sous une forme sensible à l'opinion publique ? Les hommes politiques n'étaient-ils pas trop ignorants des réalités du monde et trop asservis aux mesquineries électorales pour renoncer à leurs vieilles idées ? N'étaient-ils pas, du haut en bas, trop dupes du mirage de l'ancienne terminologie pour pouvoir en comprendre une nouvelle ? A quel critérium le reconnaître ? Un bref exposé des principes essentiels de la question fut rédigé par moi sous forme de brochure et publié modestement, sans réclame et sous un nom inconnu. Le résultat a été cependant si prodigieux que personne ne peut plus soutenir qu'il y ait une opposition universelle à l'idée de soumettre la politique au contrôle de la raison. J'ai reçu des encouragements des points du monde les plus inattendus, d'hommes politiques jusqu'ici préoccupés surtout de questions militaires, de jingoes avérés, et même de militaires. Une édition de mon étude augmentée a paru en anglais, allemand, français, hollandais, danois, suédois, espagnol, italien, russe et japonais. Des traductions vont paraître en Turquie, en Perse et dans l'Hindoustan, et jusqu'ici les éditeurs ne s'en sont occupés que par intérêt commercial. Nulle part, la presse n'a feint d'ignorer complètement

ce livre. Les journaux des partis libéraux l'ont acclamé partout. Les journaux réactionnaires lui ont été beaucoup moins hostiles que je n'aurais pu le craindre [1].

De tels faits justifient-ils l'idée que les conceptions rationnelles de la politique soient aussi mal reçues dans le monde que le prétendent mes critiques ? On comprend mon but. Si le résultat que j'ai atteint était accessible à un auteur inconnu qui a travaillé sans moyens d'information et sans loisirs, quel résultat ne pourrait pas atteindre une

[1] Je n'entends nullement insinuer que je considère les vérités que j'ai développées comme une découverte de ma part, en méconnaissant les travaux de ceux qui ont exploré auparavant le même champ d'idées. En vérité, il n'y a pas de droit de priorité dans le domaine intellectuel. L'interdépendance des peuples a été proclamée par des philosophes il y a *trois mille* ans. L'école des pacifistes français, Frédéric Passy, de Molinari, Yves Guyot, d'Estournelles de Constant, Jacques Dumas, Ruyssen, Jean Finot, Prudhommeaux, Follin, etc., a fait une œuvre admirable dans ce domaine ; mais aucun d'eux, à ma connaissance, n'avait essayé de juger l'économie politique orthodoxe d'après le principe de la futilité de la force militaire et d'appliquer ce principe aux problèmes de la direction des États européens. S'il existe un auteur qui ait posé les points d'interrogation qui sont précisés par ce livre, je l'ignore, mais cela ne m'empêche pas de rendre un profond hommage à tout le travail fait avant moi dans l'intérêt de la paix. Le travail de Jean de Bloch, notamment, quoique conçu à un autre point de vue, est d'une érudition et d'une valeur statistique auxquelles mon livre ne prétend pas. Et l'œuvre de Novikow, la plus considérable de toutes, a déjà reçu mes hommages.

commission d'études soutenue par beaucoup d'esprits d'avant-garde et de financiers ? Augustin Birrell dit quelque part : « Certaines doctrines audacieuses ne restent debout que comme des coquilles vides, en attendant le premier coup de pioche. Qu'attend-on pour porter celui-ci ? »

S'il ne s'est réalisé que peu de changement, c'est qu'on n'a pas essayé d'en réaliser davantage. Des millions d'entre nous sont prêts à se lancer avec enthousiasme dans ces préparatifs de défense nationale qui sont de purs expédients ; on construira des *Dreadnoughts*, on lèvera des armées, on s'attachera à ce qui se voit, mais à peine une douzaine d'entre nous montreront-ils la même ardeur pour cette autre forme de la défense nationale, qui est cependant la seule qui garantisse vraiment la sécurité et dont le seul tort est de ne pas être tangible : je veux dire l'élaboration des idées raisonnables.

CHAPITRE IV

LA MÉTHODE

La faillite relative des conférences de La Haye et sa cause. — L'opinion publique est la force motrice de l'action. — Cette opinion n'est stable que si elle est éclairée. — L'amitié entre nations et ses limites.

La faillite de certains très beaux efforts comme ceux des conférences de la Haye, a beaucoup contribué au pessimisme qui règne presque universellement sur la possibilité de faire progresser notre problème. Les rivalités d'armements ont atteint leur acuité actuelle le jour où les conférences de la paix se sont multipliées en Europe. On pourrait dater l'ère des grands armements de la première conférence de la Haye !

Mais le lecteur, qui a compris pourquoi j'ai souligné avec tant d'insistance la nécessité de travailler à la réforme des idées, verra de suite à quoi tient l'insuccès des autres efforts.

Les conférences de la Haye ont cherché à modifier par des moyens mécaniques la machine politique de l'Europe, sans toucher aux idées dont celle-ci dépend.

Les traités d'arbitrage, les conférences de la

Haye, les fédérations internationales impliquent bien une conception nouvelle des relations entre États. Mais on a voulu imposer cette conception, sans toucher aux idées politiques, économiques, sociales, qui sont à la base des anciennes conceptions, ni à la phraséologie, à la littérature politique, aux vieilles habitudes de penser, à l'inertie diplomatique même, qui maintiennent les vieilles idées de rivalité. Et l'on a la naïveté d'être surpris ensuite de ce qu'il n'a été obtenu aucun résultat !

Ledru-Rollin a prononcé ce mot fameux : « Je suis leur chef, il faut donc que je les suive. » Ce n'était pas là une boutade cynique, mais l'expression d'une vérité profonde. En effet, qu'est-ce qu'un chef au sens parlementaire du mot ? C'est un homme qui doit sa fonction au fait qu'il représente l'opinion moyenne de son parti. Il ne peut donc prendre aucune initiative avant d'être sûr d'être suivi par ce parti, c'est-à-dire avant que cette initiative ne représente l'opinion moyenne de ce parti. L'auteur de ce livre a eu l'occasion de discuter ses opinions avec un chef de parti du parlement français, qui lui a dit ce qui suit : « Évidemment vous prêchez à un converti, mais je ne puis rien faire. Supposez que je soutienne votre point de vue avant qu'il ne soit accepté par mon parti. Qu'arrivera-t-il ? Je perdrai ma situation

de chef de parti au profit de quelqu'un qui aura l'esprit moins ouvert, et vos idées auront moins de chances que jamais d'être acceptées ; du reste, si je n'étais pas converti, ce serait perdre votre temps que d'essayer de me convertir. Convertissez l'ensemble du parti, et il n'y aura pas besoin de convertir les chefs. »

Et c'est le cas de tout homme de gouvernement, qu'il soit parlementaire ou non.

L'histoire nous offre un exemple frappant de la manière dont les grands changements s'opèrent. La liberté de religion, une des plus belles conquêtes de la raison humaine, n'a pas été assurée grâce à des traités et à des accords entre États catholiques et États protestants, ni même entre corps catholiques et corps protestants ; de tels accords eussent été impossibles entre États, car en dernière analyse, il n'existait pas d'États entièrement catholiques ou entièrement protestants ; non, les persécutions ont cessé le jour où il a été universellement reconnu qu'en matières de croyance la force physique ne pouvait rien.

La marche vers le rationalisme politique suivra le même chemin.

Et ne nous y trompons pas ; le chemin est ardu. Il semble avoir été décrété que les hommes

n'obtiendront d'amélioration permanente, qu'autant qu'ils l'auront méritée par un dur travail intellectuel.

Rien n'est plus facile à obtenir, par exemple, que des déclarations académiques en faveur de la paix. Mais quel résultat peuvent-elles avoir ? Les gouvernements, en tant que tuteurs des peuples, ont pour premier devoir de défendre les intérêts de leurs pupilles, c'est-à-dire ce qu'ils croient être leurs intérêts, et ils doivent écarter tout ce qui leur paraît être de l'altruisme. Le sacrifice de soi-même est la dernière chose à laquelle un gouvernement ait le droit de songer. N'a-t-il pas été créé pour défendre, et non pour sacrifier, les intérêts qu'on lui a confiés ?

Il est impossible à un gouvernement de suivre une politique qui soit en avance sur l'opinion du peuple dont il tient son pouvoir. Or, peu d'hommes croient réellement à un idéal de paix ; en théorie, chacun y souscrira volontiers, de même qu'il souscrit à certains préceptes de l'Écriture, tels que ceux-ci : « ne pas se préoccuper du lendemain », « ne pas amasser de trésor sur cette terre », mais sans avoir au fond la moindre intention de régler sa conduite d'après ces préceptes et sans bien voir comment il lui serait possible de se guider d'après eux. Aux réunions pacifistes, il poussera des vivats en-

thousiastes, il signera toutes les pétitions que l'on voudra, parce qu'il croit en effet que la paix est un idéal élevé et qu'il espère que les armées et la police disparaîtront un jour, mais au fond il pense que ce sera le jour où les hommes auront cessé d'être des hommes.

Et l'on peut parfaitement comprendre cette attitude générale, sans mettre le moins du monde en doute la sincérité de ces élans en faveur de la paix qui transportent de temps en temps les peuples, comme on l'a vu dernièrement en Angleterre, à l'occasion des pourparlers entre M. Taft et Sir Edward Grey. Mais c'est justement parce qu'ils sont sincères et qu'on peut les croire sérieux qu'il est si nécessaire de faire sentir que ces élans sont indépendants des ressorts de la politique européenne des armements. Ils ne procèdent que de sentiments moraux ; et quoique ces facteurs ne soient pas à dédaigner, quoiqu'ils aient même une très grande force, leur action est variable et incertaine ; on ne peut s'y fier longtemps ; et quand les hourras se sont calmés, que la réaction qui suit l'émotion s'est produite, qu'il faut une fois de plus s'atteler à la besogne journalière, gérer ses intérêts, trouver des débouchés, faire de son mieux pour son pays contre les autres pays, préparer l'avenir, organiser l'effort, le vieux système de compromis entre

l'idéal et le nécessaire reprend ses droits ; et la conduite des hommes, — convaincus, comme ils le sont, des avantages qu'une guerre donne à un vainqueur, — n'est pas basée sur l'aimable supposition que le voisin n'a d'autre idéal que la paix à tout prix. Et à l'heure qu'il est, celui qui agit ainsi a raison. Aussi quand on veut le contraindre à se conformer à l'idéal de paix, se révolte-t-il, convaincu au plus profond de lui-même — et je ne parle pas à la légère, ni sur une conjecture, mais d'après une patiente observation — qu'on lui demande d'affaiblir ses moyens de défense, sans autre garantie de sécurité que celle que lui donne la supposition bénévole que son voisin se conduira toujours bien et ne sera jamais assez méchant pour l'attaquer, quelque intérêt qu'il ait à le faire.

C'est comme si on lui disait de ne pas mettre de serrure à sa porte, parce que l'idée qu'on puisse le voler impliquerait une opinion peu élevée de la nature humaine !

Chaque pays sait pourtant bien que sa propre situation de puissance coloniale est due à l'emploi qu'il a jadis fait de la force, à sa promptitude d'autrefois à saisir tout ce qui pouvait être saisi : comment se persuaderait-il que l'étranger ne songera jamais à faire dans l'avenir ce qu'il a fait

lui-même dans le passé ? C'est trop demander à sa confiance.

Sauf dans de rares moments de pieux altruisme, tout ce langage l'irrite. Il lui paraît absurde qu'on lui parle de désarmement, et il trouverait lâche de renoncer à l'avantage que lui procure sa force pour un idéal qui manque de consistance. Le patriote sent que sa morale vaut celle du pacifiste, que le patriotisme représente même un idéal plus élevé que le pacifisme.

Et en effet, c'est intellectuellement et non moralement que le pacifiste et le militariste diffèrent ; et quand le premier se targue de supériorité morale, il a grand tort, et fait très sérieusement tort à la cause qu'il croit servir. Tant que le pacifisme n'aura pas démontré que la force militaire n'assure aucun avantage matériel à celui qui la possède, le militarisme aura pour l'homme du peuple une valeur morale au moins égale à celle dont se vante le pacifisme.

Quoiqu'il puisse paraître désobligeant de le faire remarquer, on ne peut s'empêcher de constater que l'élévation même des inspirations pacifistes a souvent nui dans le passé à la cause du pacifisme. Le phénomène n'est pas nouveau. On l'a vu au temps des guerres et persécutions religieuses ; si la lumière a eu tant de peine à luire, c'est précisé-

ment à cause de la sincérité et de la conscience de nombre d'hommes qui cherchaient, en brûlant leurs adversaires, en les torturant ou en les emprisonnant, à tuer la pensée humaine. Et quand la lumière s'est faite, ce n'est pas parce que le cœur de ces hommes a été changé, mais parce que leur intelligence s'est ouverte grâce au travail intellectuel acharné de quelques-uns qui ont enfin révélé la vérité aux autres.

De même aujourd'hui, nous ne ferons de progrès que grâce à un effort intellectuel soutenu sans lequel il serait vain de chercher à élever les mobiles humains ou à créer une meilleure moralité.

La bienveillance, la bonté, la sympathie sont parmi les dons les plus précieux, mais elles sont tout aussi bien le patrimoine des nations rétrogrades que des nations avancées, et le progrès ne dépend pas d'elles seules. Il faut qu'il leur soit adjoint la capacité de travailler avec fermeté, de penser avec une rigoureuse logique ! C'est là le prix de tout progrès.

Un mot encore sur le rôle de « l'amitié » dans les relations internationales. La courtoisie et une certaine bonne foi sont des éléments indispensables de ces rapports entre hommes civilisés, sans lesquels il n'y aurait pas de société organisée ; mais, par elles-mêmes, elles n'ont jamais suffi à

aplanir et n'aplaniront jamais de réels différends, même entre compatriotes ; elles permettent à d'autres facteurs de régler ces différends. Et pourquoi voudrions-nous que la courtoisie et la bonne camaraderie règlent de graves différends politiques entre Allemands et Anglais, quand elles n'ont jamais suffi à régler des différends entre Anglais ?

Du reste, que dirions-nous d'un homme d'État qui prétendrait mettre d'accord M. Lloyd George et ses adversaires au sujet de « l'Insurance Bill » en leur faisant prendre une tasse de thé ensemble, ou qui voudrait concilier ceux qui diffèrent d'avis sur les questions de la Chambre des Lords, des suffragettes, de la super-taxe, de la séparation de l'Église et de l'État, de la vivisection, ou sur mille autres sujets ? Ne trouverions-nous pas cet espoir enfantin ?

Et cependant toute une école, qui s'occupe des problèmes internationaux, cherche à nous persuader que tous les différends anglo-allemands disparaîtraient si nous pouvions seulement avoir assez de fêtes anglo-allemandes, de banquets, d'échanges de visites de pasteurs ou d'instituteurs. Tout cela peut être utile en tant que cela facilite l'étude des problèmes qui ont fait naître la rivalité des deux pays, mais en cela seulement. Et si ces rencontres ne sont pas des occasions de discus-

sions intellectuelles, si on se sépare ensuite sans avoir rien appris de nouveau sur la nature des relations internationales, l'effort fait a été sans aucune portée.

On n'opère utilement à table que si l'on est tous bons amis ; un gentil pique-nique international ne suffit pas pour résoudre tous les problèmes de la politique ; autrement il ferait trop bon vivre !

Aussi est-il dangereux, malgré l'envie qu'on en aurait, de laisser répandre sans réfutation la notion que « l'amitié et l'affection » entre nations puissent jamais à elles seules modifier sérieusement les relations internationales. Cette question est de la plus haute importance, parce que tant de bonnes volontés se dépensent à atteler les bœufs à la charrue, avec de si stériles efforts pour transformer en facteurs actifs des sentiments qui, à cause même de leur caractère subjectif et parfois factice ne sauraient servir de points d'appui. En effet, il y a pour nous une impossibilité psychologique, absorbés comme nous le sommes par la vie quotidienne, à concevoir un sentiment de véritable affection pour quarante ou soixante millions d'êtres de toutes sortes, bons, mauvais, indifférents, de nature élevée ou basse, agréables ou désagréables, que du reste nous n'avons jamais

vus et ne verrons jamais. C'est trop demander ; autant nous dire d'avoir de l'affection pour le Tropique du Capricorne !

Comme je l'ai fait remarquer, nous n'avons pas une affection débordante pour le plus grand nombre de nos compatriotes ; l'adversaire de la taxe des domestiques n'adore pas M. Lloyd George ; ni le gréviste, son patron ; ni la suffragette une autre suffragette ; et ainsi de suite *ad infinitum.* Le patriote lui-même est souvent celui qui déteste le plus cordialement la grande masse de ses concitoyens, ainsi que le montre un simple coup d'œil sur les diatribes périodiques de M. Leo Maxse, ou sur les dires des pangermanistes contre leur propre gouvernement; « des poltrons en temps de paix » est une épithète caractéristique que je relève au hasard dans un journal allemand.

Nous demander d'avoir pour l'étranger plus d'amitié que nous n'en avons pour nos compatriotes n'est-ce pas peine perdue ? Et on nous demande non seulement d'éprouver ce sentiment, mais de lui faire de grands sacrifices ; car si ce que l'on croit généralement était vrai, c'est de grands sacrifices qu'il faudrait faire.

Ai-je besoin de dire que je n'ai nullement l'intention de déprécier le beau rôle des émotions sincères comme facteur de progrès ? L'émotion et

l'enthousiasme sont de divins stimulants sans lesquels il ne s'accomplit rien de grand ; mais l'émotion indépendante de toute discipline morale et intellectuelle n'est pas un sentiment que les sages estiment à un très haut prix.

Certains buts très vils ont parfois excité des émotions intenses. De même que, dans le monde physique, certaines forces, telles que la vapeur et la déflagration des gaz, peuvent causer, faute de bonne direction, des catastrophes épouvantables, de même, dans le monde moral, de grandes forces mal dirigées ont une puissance de mal incommensurable.

Il n'est pas exact de dire que la compréhension du sujet que je traite dépasse l'intelligence moyenne des hommes et qu'il leur faudrait, pour pouvoir la saisir, être capables de comprendre des abstractions complexes et de juger sainement les questions délicates de la finance et de l'économie politique. Bien des choses, qui paraissent à un certain degré obscures et difficiles, deviennent subitement claires par la mise en évidence de deux ou trois faits très simples. Il est probable que les quelques rationalistes qui ont combattu jadis les préjugés contre les sorcières pensaient qu'il faudrait des milliers d'années pour détruire une superstition aussi avérée.

Lecky nous a montré que, pendant le XVIIIme siècle, des centaines de juges, hommes instruits et

habitués à contrôler les témoignages, ont condamné à mort des milliers de malheureux convaincus de sorcellerie.

Des hommes bien élevés, à l'esprit pénétrant, acceptaient cette superstition ; pour en être libéré, il fallait connaître à fond les forces et les manières d'opérer de la nature physique, ce qui était le fait de peu d'individus ; aussi, semblait-il écrit que la plupart des hommes persisteraient à tout jamais dans leur erreur, et que seuls quelques rares et hautes intelligences s'en affranchiraient.

Eh bien ! qu'est-il arrivé ? Un écolier de nos jours ferait fi des preuves qui ont suffi, d'après le jugement d'hommes savants, à faire périr des milliers de malheureux, il n'y a pas deux siècles.

L'écolier a-t-il l'esprit plus pénétrant, est-il plus savant que ne l'étaient ces juges ? Certes non, car ceux-ci possédaient à fond la science de la sorcellerie, connaissaient tous les livres qui en traitaient, les arguments sur lesquels elle s'appuyait, et l'écolier ne pourrait leur tenir tête un instant dans la discussion du sujet. Mais cet écolier a des idées justes sur quelques points essentiels qui servent de prémisses à toute la discussion, et les juges en avaient d'erronées !

Toutes les belles théories sur les avantages de la conquête et de l'agrandissement territorial que

soutiennent si savamment aujourd'hui les Mahan et les von Stengel, — la valeur extraordinaire que le politicien prête à la conquête du territoire étranger, — tous les efforts que l'on fait pour se voler des pays les uns aux autres, — paraîtront autant d'absurdités à la jeune génération, qui aperçoit surtout clairement une chose, à savoir que le citoyen d'un petit État est aussi heureux que celui d'un grand État. De cette simple vérité, qui n'est ni complexe ni difficile à saisir, sortira cette autre vérité que le gouvernement moderne n'est qu'une administration, et qu'il ne profite pas plus à une communauté d'annexer d'autres communautés que cela ne profiterait à Paris d'annexer Lyon. Il n'y aura pas besoin de dissertation savante pour le faire comprendre à l'écolier de l'avenir ; cela lui paraîtra aussi évident que le fait que ce n'est pas une vieille sorcière qui peut faire éclater un orage !

Mais il est vrai aussi que nombre de facteurs concourent indirectement au changement. Au fur et à mesure que l'éducation devient rationnelle, l'entendement se développe. Plus l'unité du monde moderne et l'interdépendance de ses parties seront démontrées, et plus on cessera d'en vouloir détruire l'harmonie par des divisions artificielles. Tout progrès de la coopération humaine — et coopéra-

tion humaine est synonyme de civilisation — doit produire un heureux effet sur l'œuvre de ceux qui travaillent dans le domaine des relations internationales.

Mais il me faut répéter encore que la tâche du monde ne s'accomplit pas toute seule; c'est l'homme qui doit la remplir.

Les idées ne naissent pas d'elles-mêmes; c'est dans le cerveau humain qu'elles doivent éclore par l'effet d'un effort conscient, et c'est l'efficacité de cet effort conscient qui seule assurera le progrès.

A défaut de cet effort, à quoi devons-nous nous attendre? Devons-nous, par obéissance aveugle aux instincts primitifs et aux vieux préjugés, rester esclaves des vieux mots sonores et de cette curieuse indolence qui rend désagréable la répudiation des vieilles idées? devons-nous recommencer l'histoire du développement de la tolérance religieuse? S'il en était ainsi, nous continuerions de lutter, comme tant de braves gens ont lutté pendant les douze premiers siècles de l'ère chrétienne, en faisant couler des océans de sang, en dépensant des montagnes d'or, pour atteindre un résultat qui est au fond une absurdité logique, pour accomplir une œuvre qui, une fois accomplie, ne nous servira de rien, et qui, si elle pouvait être utile à quelque

chose, condamnerait les nations du monde à répandre le sang à perpétuité, et à infliger une constante défaite à tous ces biens d'ordre intellectuel et moral que les hommes, aux heures de bon sens, savent être seuls dignes d'un effort soutenu.

FIN



COLLECTION NELSON

Déjà parus.

BALZAC. — La Peau de Chagrin; Le Curé de Tours; Le colonel Chabert. Introduction par Henri Mazel.

GÉNÉRAL Cte PHILIPPE DE SÉGUR. — La Campagne de Russie. Introduction par le vicomte E.-M. de Vogüé (*de l'Académie française*).

S. FRANÇOIS DE SALES. — Introduction à la Vie dévote. Avec une Introduction par Henry Bordeaux.

ALPHONSE DAUDET. — Lettres de mon Moulin. Introduction par Charles Sarolea.

Vte E.-M. DE VOGÜÉ (*de l'Académie française*). **— Les Morts qui parlent.** Introduction par Victor Giraud.

JEAN DE LA BRÈTE. — Mon Oncle et mon Curé. (149e Édition.) Introduction par Mme Félix-Faure-Goyau.

LÉON TOLSTOÏ. — Anna Karénine. Introduction par Émile Faguet (*de l'Académie française*). (Deux volumes.)

ARTHUR-LÉVY. — Napoléon intime. Introduction par François Coppée.

Vte G. D'AVENEL. — Les Français de mon temps. (8e Édition.) Introduction par Charles Sarolea.

MAURICE MAETERLINCK. — Morceaux choisis. Introduction par Mme Georgette Leblanc.

HENRY BORDEAUX. — Les Roquevillard. Introduction par Firmin Roz.

VICTOR CHERBULIEZ (*de l'Académie française*). **— Le comte Kostia.** Introduction par M. Wilmotte.

ANTHOLOGIE des Poètes lyriques français. Introduction par Charles Sarolea.

PAUL BOURGET (*de l'Académie française*).**— Le Disciple.** Introduction par T. de Wyzewa.

EDMOND ABOUT. — Les Mariages de Paris. (89e Édition.) Introduction par Émile Faguet.

IVAN TOURGUÉNEFF.—Fumée.

LOUIS BERTRAND.—L'Invasion.

CLAUDE TILLIER.—Mon Oncle Benjamin.

SAINT-SIMON : La Cour de Louis XIV.

BERNARDIN DE SAINT-PIERRE.—Paul et Virginie.

CHATEAUBRIAND.–Mémoires d'Outre-tombe.

BALZAC.—Eugénie Grandet.

Sir WALTER SCOTT.—Ivanhoe.

ANDREW LANG. — La Pucelle de France. Traduit par le Dr Louis Boucher et E.-E. Clarke. Introduction par Mme Félix-Faure-Goyau.

GUSTAVE FLAUBERT.—Trois Contes.

ANDRÉ THEURIET.—La Chanoinesse.

LA BRUYÈRE.—Caractères.

F. SARCEY.—Le Siège de Paris.

CHERBULIEZ.—Miss Rovel.

TOURGUÉNEFF.—Une Nichée de Gentilshommes.

Cte ALBERT VANDAL (*de l'Académie française*). — **L'Avènement de Bonaparte.** Introduction par Lord Rosebery. (Deux volumes.)

ERNEST RENAN (*de l'Académie française*).— **Souvenirs d'Enfance et de Jeunesse.**

RENÉ BAZIN (*de l'Académie française*). — **De toute son Âme.**

PIERRE DE COULEVAIN.—**Ève Victorieuse.**

PROSPER MÉRIMÉE (*de l'Académie française*).— **Chronique du Règne de Charles IX.**

ANATOLE FRANCE (*de l'Académie française*).— **Jocaste et Le Chat Maigre.**

Vte E.-M. DE VOGÜÉ (*de l'Académie française*).— **Jean d'Agrève.**

EDGAR POE (trad. Ch. Baudelaire).—**Histoires extraordinaires.**

LABICHE ET MARTIN.—**Le Voyage de M. Perrichon et autres Comédies.**

BULWER LYTTON.—**Les Derniers Jours de Pompéi.**

HENRI CONSCIENCE.—**Le Gentilhomme pauvre.**

BARRETT WENDELL.—**La France d'Aujourd'hui.**

NORMAN ANGELL.—La Grande Illusion.

JULES LEMAÎTRE (*de l'Académie française*).—**Les Rois.**

RUDYARD KIPLING (trad. A. Savine).—**Simples Contes des Collines.**

ALEXANDRE DUMAS. — Les Trois Mousquetaires. (Deux volumes.)

LÉON TOLSTOÏ : ŒUVRES POSTHUMES.

Le Faux Coupon, etc.
Le Père Serge, etc.
Hadji Mourad, etc.

ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO.

Déjà parus.

1–4. Les Misérables. Tomes I–IV.
5. Les Contemplations.
6. Napoléon-le-Petit.
7. Ruy Blas, Les Burgraves.
8. Han d'Islande.
9, 10. Le Rhin. Tomes I, II.
11–13. La Légende des Siècles. Tomes I–III.
14. Marie Tudor, La Esmeralda, Angelo.
15. Les Feuilles d'Automne, Les Chants du Crépuscule.
16, 17. Notre-Dame de Paris. Tomes I, II.
18. Dieu, La Fin de Satan.
19. Le Roi s'amuse, Lucrèce Borgia.
20. Histoire d'un Crime.
21. L'Art d'être Grand-Père.
22. Bug-Jargal, Le Dernier Jour d'un Condamné, Claude Gueux.
23. Les Châtiments.
24. France et Belgique, Alpes et Pyrénées.
25, 26. L'Homme qui Rit. Tomes I, II.
27. Les Voix intérieures, Les Rayons et les Ombres.
28. Théâtre en Liberté, Amy Robsart.
29. Actes et Paroles, I. Avant l'Exil.
30. Les Quatre Vents de l'Esprit.
31. Actes et Paroles, II. Pendant l'Exil.
32. Lettres à la Fiancée.

N.B. — Deux volumes paraîtront simultanément le premier mercredi de chaque mois.

COLLECTION NELSON

LA PEAU DE CHAGRIN; LE CURÉ DE TOURS; LE COLONEL CHABERT. Par Honoré de Balzac. Introduction par Henri Mazel.

Il n'y a pas de bibliothèque française contemporaine qui ne soit tenue d'honneur de se présenter au public sous le patronage de Balzac, comme il n'y a pas de bibliothèque anglaise qui ne soit obligée de se placer sous l'égide de Shakespeare. Une collection de romanciers français sans Balzac, serait comme la tragédie de Hamlet dont on aurait éliminé le personnage de Hamlet. C'est qu'aussi bien Balzac reste, malgré tous ses défauts, le maître souverain, l'ancêtre, le géant, « *le Napoléon de la littérature* », comme il se dénommait lui-même modestement, le créateur inlassable qui a mis au monde et jeté dans la circulation universelle toute une humanité grouillante et si vivante qu'elle « fait concurrence à l'état civil ».

Le premier volume de Balzac que publie la « Collection Nelson » contient une trilogie de chefs-d'œuvre qui révèlent les aspects multiples de ce génie protéiforme. *La Peau de Chagrin*, c'est le grand roman philosophique dans son ampleur et toute sa puissance. *Le Curé de Tours*, c'est le roman ramassé en un vigoureux raccourci. *Le colonel Chabert*, c'est la petite

nouvelle, le camée littéraire où Balzac n'a été égalé que par Maupassant. Jamais autant de richesses n'avaient été condensées en dimensions aussi réduites qu'en ce petit volume qui donne des exemples achevés de chacune des trois formes littéraires qu'a revêtues l'art de Balzac. Aussi cette édition mérite-t-elle de devenir le bréviaire de tous les Balzaciens.

LA CAMPAGNE DE RUSSIE. Par le général comte Philippe de Ségur. Introduction par le vicomte E.-M. de Vogüé.

La destinée de certains livres célèbres est aussi bizarre que celle de certains hommes illustres. *La Campagne de Russie* de Ségur en est un mémorable exemple. La publication de l'ouvrage en 1824 fut une date littéraire. Il eut d'innombrables éditions et fut traduit dans toutes les langues. Cinquante ans plus tard, en 1873, c'est-à-dire à une époque où le nom même de Napoléon était l'objet de l'exécration des Français, le vieillard nonagénaire fit paraître ses *Mémoires* en huit volumes, en y incorporant l'œuvre de sa jeunesse. Les *Mémoires* passèrent inaperçus au milieu de l'indifférence générale.

Les générations nouvelles qui se passionnent pour tout ce qui touche à Napoléon rendront justice à l'œuvre de Ségur et la remettront à son rang qui doit être le premier. *La Campagne de Russie*, narration par un témoin oculaire, aide de camp de l'Empe-

reur, d'une des catastrophes les plus épouvantables de l'histoire, deviendra un des classiques de la littérature napoléonienne. Tels épisodes, l'incendie de Moscou, le passage de la Bérésina, sont d'une saisissante beauté. Car cet historien est un merveilleux écrivain. Le style a toutes les qualités que comporte le sujet : la vigueur, la concision, le nombre, le mouvement, l'ampleur. Un souffle d'épopée circule à travers les douze livres, il faudrait dire les douze chants qui divisent le récit, et de bons juges ont souscrit au jugement de Saint-René Taillandier dans son livre sur de Ségur : *La Campagne de Russie* est un des rares poèmes épiques de la littérature française.

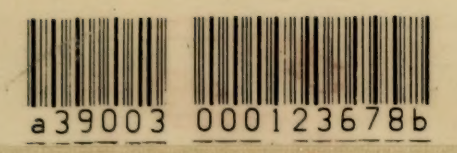
LES MORTS QUI PARLENT. Par le Vte E.-M. de Vogüé (*de l'Académie française*). Introduction par Victor Giraud.

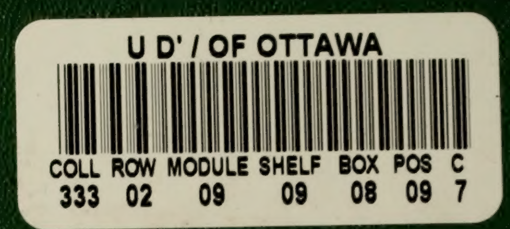
M. DE VOGÜÉ a eu dans sa vie une aventure ; comme la plupart des grands poètes français du XIXe siècle, comme Chateaubriand, comme Hugo, comme Lamartine, il a voulu jouer un rôle politique. Grand seigneur rallié, il a accepté la République, mais la République ne l'a pas accepté. Il est entré au Palais-Bourbon plein de bonne volonté, et l'a quitté plein de dégoût. Et parmi les triomphes de sa carrière littéraire, son expérience politique lui a été amère.

Et cependant, par la mystérieuse alchimie du génie,

M. de Vogüé, de cette amertume, de ses déboires, de ses déceptions, de ses indignations, a su tirer le chef-d'œuvre : *Les Morts qui parlent.* En une succession de tableaux d'une vie et d'une vigueur admirables, en une collection de portraits d'une vérité et d'un relief saisissants, l'auteur nous fait connaître les coulisses du Palais-Bourbon sous la troisième République. Et, aux intrigues politiques, il a mêlé avec un art très ingénieux une intrigue amoureuse, les amours du chef socialiste juif et de la princesse russe. Et autour des héros du roman se meut toute une plèbe de politiciens qui semblent n'écouter que leurs passions et leurs intérêts, mais qui en réalité ne font qu'obéir à leurs instincts ataviques, à la mystérieuse voix de l'hérédité : *Ce sont les Morts qui parlent.* Roman philosophique, roman satirique, le livre a suscité d'ardentes controverses. Nul ne contestera sa haute valeur littéraire : en politique, M. de Vogüé a d'irréconciliables adversaires, dans le domaine de l'art il n'a que des admirateurs.

NELSON, ÉDITEURS,
189, rue Saint-Jacques, Paris.


a39003 000123678b


U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 02 09 09 08 09 7